



unesco

Tendances mondiales en

# Matière de liberté d'expression et de développement des médias

Rapport mondial 2022/2025



## Journalisme : façonner un monde en paix

## RÉSUMÉ

### Journalisme : façonner un monde en paix

Un journalisme libre, indépendant, pluraliste et professionnel est essentiel pour défendre la dignité humaine, faire progresser la justice et maintenir la paix. Pourtant, la liberté d'expression est aujourd'hui menacée comme elle l'a rarement été.

L'édition 2022/2025 du Rapport sur les tendances mondiales, intitulée Journalisme : façonner un monde en paix, souligne le rôle crucial d'un journalisme libre, indépendant, pluraliste et professionnel, en tant que pierre angulaire de la vie démocratique et condition indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Malgré quelques évolutions positives telles que l'expansion de l'accès aux médias sociaux, le développement du journalisme d'investigation collaboratif, les modèles d'abonnement et la reconnaissance juridique des médias communautaires, ce nouveau rapport révèle une chute de 10 % de l'indice de la liberté d'expression à l'échelle mondiale depuis 2012 et met en évidence une gouvernance affaiblie, une hausse de l'hostilité envers les journalistes, de la désinformation et de la mésinformation alimentées par l'intelligence artificielle (IA), et du déni de la crise climatique. Les progrès en matière d'égalité des genres sont au point mort et les femmes sont constamment confrontées à la discrimination et à la violence. Ces tendances portent atteinte aux droits humains, à la liberté et à la pluralité des médias, mais aussi à une citoyenneté bien informée.

L'édition 2022/2025 du Rapport sur les tendances mondiales affirme qu'il est urgent de soutenir les normes internationales, de renforcer l'intégrité de l'information et de promouvoir une information fiable pour mieux protéger la démocratie, améliorer la responsabilisation et garantir l'accès à l'information en tant que bien commun, en particulier pour les populations vulnérables et les jeunes.



L'indice de la liberté d'expression affiche une baisse de **10%** à l'échelle mondiale depuis 2012.



« *Les guerres prenant naissance dans l'esprit des femmes et des hommes, c'est dans l'esprit des femmes et des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix* »

Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,  
la science et la culture  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2025



ISBN 978-92-3-200366-9

DOI <https://doi.org/10.58338/SDZR6921>

Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://www.unesco.org/fr/open-access/cc-sa>).

Titre original : *World trends in freedom of expression and media development: global report 2022/2025; Journalism: shaping a world at peace.*

Publié en 2025 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

La présente publication doit être citée comme suit : UNESCO. 2025. *Journalisme : façonner un monde en paix. Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias, Rapport mondial 2022/2025*. Paris : UNESCO.

Préalablement à toute utilisation de tout matériel qui n'est pas clairement identifié comme appartenant à l'UNESCO, une autorisation doit être demandée à : [publication.copyright@unesco.org](mailto:publication.copyright@unesco.org).

De plus amples informations et tous les rapports de la série Tendances mondiales sont disponibles à l'adresse <https://www.unesco.org/fr/world-media-trends>

**Graphisme de la couverture, illustrations et mise en page :** Till Noon

**Traduction française :** Traducteo

**Mise en page de la version française :** Artofmarc

**Impression :** l'UNESCO

*Imprimé en 2025*



Avec le soutien du Programme multidonateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes (MDP) de l'UNESCO.



# Journalisme : façonner un monde en paix

Tendances mondiales en

## **Matière de liberté d'expression et de développement des médias**

Rapport mondial 2022/2025



Les guerres prenant naissance dans  
l'esprit des femmes et des hommes,  
c'est dans l'esprit des femmes et des  
hommes que doivent être élevées les  
défenses de la paix.

Constitution de l'UNESCO



# AVANT-PROPOS

La liberté de la presse est attaquée dans le monde entier. L'indice de la liberté d'expression affiche une baisse de 10 % à l'échelle mondiale depuis 2012. La prolifération des conflits armés dans de nombreuses régions du monde continue d'infliger des souffrances inimaginables à des millions de civils, tandis que de nombreux gouvernements renforcent leur contrôle et que la désinformation se répand comme une traînée de poudre dans le paysage mondial de l'information.

Dans ce contexte, les journalistes restent en première ligne et continuent de rapporter la vérité, œuvrant à la défense de la dignité humaine et à la promotion de la justice. Pourtant, ils le font souvent au détriment de leur sécurité et sont encore attaqués, exilés ou réduits au silence dans de trop nombreux pays.

La protection de la liberté d'expression est un pilier central du mandat de l'UNESCO depuis sa fondation en 1945, et l'importance de la libre poursuite de la vérité objective et du libre-échange des idées et des connaissances est inscrite dans son Acte constitutif. En œuvrant à la protection de la liberté d'expression en tant que bien commun, nous nous efforçons de protéger la pierre angulaire des sociétés démocratiques. Mais pour y parvenir, nous devons d'abord comprendre ce qui l'érode. Tel est le but de la série des rapports Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias.

Cette édition 2025 fournit un aperçu de la manière dont le paysage mondial a évolué depuis 2021. Malgré les dangers persistants pour la liberté d'expression, ce rapport porte quelques messages d'espoir. Les radios communautaires continuent de renforcer les liens entre les citoyens et d'amplifier les voix locales, tandis que les reportages d'enquête exposent la corruption et l'injustice. Les journalistes, la société civile et les médias locaux du monde entier trouvent de nouvelles façons de persévérer et d'innover : les nouvelles technologies ont élargi l'accès à l'information pour des milliards de personnes, et des initiatives réunissant les journalistes par-delà les frontières démontrent que l'action collective peut sauvegarder les médias en tant que bien commun.

Pourtant, dans un monde aux prises avec la mésinformation et la désinformation, amplifiées par l'essor de l'intelligence artificielle (IA), nous devons encore intensifier notre action pour défendre la liberté d'expression.

Tout d'abord en préservant la viabilité des médias. À une époque où le soutien aux médias traditionnels recule en raison de l'incertitude économique, de la pression politique et des évolutions technologiques, la défense d'un journalisme libre et indépendant doit être reconnue comme une priorité de développement, et ce dans le cadre d'efforts plus larges pour la défense de la liberté d'expression et d'information.

La promotion de la transparence dans la sphère numérique est tout aussi cruciale, même s'il s'agit d'un objectif difficile à définir et à atteindre. Dans un paysage médiatique mondialisé et en ligne, des efforts concertés pour promouvoir la coopération entre tous ceux qui participent au cycle de l'information sont essentiels pour garantir un accès transparent à l'information, favoriser la responsabilisation et donner aux utilisateurs les moyens de faire des choix éclairés.

Enfin, puisque les nouvelles technologies modifient la façon dont l'information est créée et partagée, nous devons continuer à faire progresser l'éducation aux médias et à l'information (EMI). En apprenant aux citoyens à interagir de manière critique avec l'information et à naviguer en toute sécurité dans l'environnement numérique, nous pouvons renforcer la confiance dans l'écosystème actuel de l'information.

Ces défis sont au cœur de la Déclaration de Windhoek+30 sur l'information comme bien commun. Ce texte, approuvé à l'unanimité 30 ans après la Déclaration de Windhoek en 1991, réaffirme que nous avons la responsabilité partagée de défendre des médias libres, indépendants et pluralistes – et sous-tend les efforts de l'UNESCO dans ce domaine.

La mission fondatrice de l'UNESCO nous rappelle que les fondements de la paix sont la confiance, la connaissance et le dialogue. Le présent Rapport traite du rôle du journalisme dans la consolidation de ces fondements et offre un aperçu de la manière dont nous pouvons exercer notre responsabilité collective de protéger les médias et l'information en tant que bien commun.

**Dr Tawfik Jelassi,**  
Sous-Directeur général pour la  
Communication et l'information  
**UNESCO**



# Remerciements

La série de rapports phares Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias est soutenue par le Programme multidonateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes (MDP) de l'UNESCO. Depuis sa création en 2017, le MDP a joué un rôle déterminant dans le maintien et le renforcement de la série, permettant à l'UNESCO de développer cette référence mondiale unique sur la liberté de la presse et la sécurité des journalistes. Le MDP est un compte spécial qui permet à l'UNESCO d'aborder des questions complexes et de dédier des ressources aux priorités émergentes dans les domaines de la liberté d'expression, de la liberté des médias, de la sécurité des journalistes, de l'accès à l'information, du pluralisme des médias, des médias communautaires et de l'éducation aux médias et à l'information (EMI).

Le présent Rapport sur les tendances mondiales : Journalisme : façonner un monde en paix (2022-2025) n'aurait pas pu voir le jour sans les généreuses contributions au MDP qui ont permis à l'UNESCO de continuer à fournir aux États membres, aux organisations internationales, à la société civile, au monde universitaire et aux acteurs des médias une ressource complète et axée sur les données pour comprendre un paysage médiatique mondial en pleine mutation.

L'édition 2025 du Rapport sur les tendances mondiales a été profondément enrichie par l'expertise inestimable de Randy Covington, dont les conseils éditoriaux se sont avérés indispensables pour élaborer une publication à la fois exhaustive et accessible à un large public. Son engagement sans faille aux côtés des experts et des auteurs des différents chapitres du rapport a permis de donner à l'ensemble clarté, cohérence et rigueur.

Cette édition du Rapport sur les tendances mondiales a également été l'occasion de tirer parti des connaissances et de l'expertise de journalistes et d'experts de renommée internationale. Grâce à leurs contributions, ce document se distingue en présentant les perspectives de praticiens chevronnés qui ont puisé dans des décennies d'engagement sur les thématiques abordées, apportant à la fois leur profonde expertise et un précieux regard sur le monde réel dans ses chapitres.

Parmi eux, Catalina Marina Botero, qui a mis à profit sa vaste expérience du droit international des droits humains, y compris dans le cadre de son mandat de Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), pour écrire le chapitre 1, « Journalisme : renforcer l'état de droit », qui a bénéficié des contributions éclairantes de Mira Milosevic et de son équipe du Forum mondial pour le développement des médias (GFMD). Dan Sultănescu, professeur associé au Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et Alexei Abrahams, professeur adjoint en sciences humaines et numériques à l'Université Hamad bin Khalifa de Doha (Qatar), ont mis à profit leur expertise académique approfondie sur l'intelligence artificielle (IA) et les technologies émergentes pour rédiger le chapitre 2, « Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie. » Leurs idées et leur dévouement ont été essentiels au développement d'un chapitre qui reflète à la fois la complexité des progrès technologiques et leurs implications majeures pour le journalisme et la liberté d'expression dans le monde entier. Le chapitre 2 a en outre été enrichi par les précieuses contributions d'Irene Jay Liu et Jessica White, du Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM), de Marjorie Buchser, directrice générale internationale de Partnership on IA et ancienne consultante principale de l'UNESCO, de Renée DiResta, enseignante-rechercheuse associée à l'Université de Georgetown et ancienne directrice de recherche à l'Observatoire Internet de Stanford, et d'Andreea Stancea, du Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest. Rokhaya Diallo a quant à elle mis sa vaste expérience de journaliste et de défenseure des droits humains au service de la rédaction du chapitre 3, « Journalisme : faire entendre toutes les voix. » Son point de vue met en lumière les défis auxquels sont confrontées les communautés marginalisées et souligne le rôle essentiel des voix inclusives dans le développement d'un journalisme répondant équitablement aux attentes de la société. Le chapitre 4, « Journalisme : protéger la planète », dernier du rapport, a bénéficié des précieuses contributions de Kunda Dixit, journaliste spécialiste des questions environnementales et rédacteur en chef, et de Kate

Cell, Senior Climate Campaign Manager au sein du groupe de scientifiques Union of Concerned Scientists (UCS). Leur expérience combinée dans les domaines du journalisme environnemental et de la recherche scientifique a permis l'expression d'idées critiques renforçant l'examen, par le rapport, des difficultés et des responsabilités du journalisme dans le traitement des enjeux environnementaux mondiaux. Le « Rapport sur les tendances mondiales en données » a été rédigé par l'analyste de données et statisticien Aldo Magoga. Ses analyses méticuleuses, fondées sur l'ensemble de données V-Dem, ont permis de déceler des corrélations et de mettre au jour de précieuses conclusions qui ont soutenu les auteurs dans leurs recherches et ont renforcé la base des données factuelles étayant le rapport. La conclusion reprend une contribution de Laura Moore et Folke Kayser, de la Deutsche Welle (DW) Akademie, dont l'expertise a contribué à façonner une réflexion prospective sur les principaux enseignements à tirer du rapport.

Le rapport a par ailleurs été enrichi par l'expertise et les connaissances approfondies de Guy Berger, expert en matière de liberté d'expression et ancien directeur de la Division pour la liberté d'expression, le développement des médias et l'éducation aux médias et à l'information de l'UNESCO, dont les conseils se sont révélés très utiles tout au long du processus de rédaction.

Le Rapport sur les tendances mondiales a été produit sous la supervision de Sylvie Coudray et d'Andrea Cairola. La direction éditoriale et la recherche principale ont été assurées par Ana Cristina Ruelas. Les chercheuses associées et éditrices sont Ophélie Kukansami Léger et Daria Kovaleva. L'aide à l'analyse des données a été fournie par Lucas Novaes Ferreira. Les autres contributeurs de l'UNESCO, au sein du Secteur de la Communication et de l'information, sont Alan Gabrielli Azevedo, Olivier de Barrigue de Montvallon, Oscar Castellanos, Antonia Eser-Ruperti, Adeline Hulin, Saorla McCabe, John Bosco Mayiga, Dana Muresan, Matthew Schulz, Adina Trunk, Irmgarda Kasinskaite-Buddeberg et Albertina Piterbarg. Ils ont pu compter sur le soutien de leurs collègues du Secteur des Sciences exactes et naturelles, du Secteur des Sciences sociales et humaines et de l'Unité Genre de l'UNESCO.

La préparation de ce rapport n'aurait pas été possible sans les contributions, les réflexions et les données fournies par de nombreux experts de la liberté d'expression et du développement des médias, notamment les participants à une consultation sur le Rapport sur les tendances mondiales organisée à Addis-Abeba, Ethiopie, en novembre 2024 à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, et les experts de l'atelier Beijing+30, qui s'est tenu en janvier 2025 au Siège de l'UNESCO.

Cette édition s'appuie également sur les connaissances issues de plusieurs rapports et notes thématiques de la série In Focus, déjà publiées ou en cours d'élaboration dans le cadre des Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Les informations qui alimentent ce rapport proviennent de certaines de sources universitaires et institutionnelles, ainsi que de bases de données accessibles au public.

Le présent rapport s'appuie donc sur le travail de diverses organisations dont les recherches élargissent la compréhension des tendances en matière de liberté d'expression et de développement des médias dans la société.



# Table des matières

---

Résumé	03
Avant-propos	07
Remerciements	08
Table des matières	10
Liste des figures	12
Liste des encadrés	16

---

## Volume 1

Résumé	19
Journalisme : façonner un monde en paix	27
• Le contexte politique changeant	31
• Les attaques contre le journalisme et la vérité	33
• Les fuites forcées	35
• Les violences à l'encontre de toutes les femmes journalistes	36
• L'instrumentalisation du système judiciaire	37
• La viabilité des médias	39
• La liberté d'expression et les services numériques	42
• Les contenus générés par l'IA et l'intégrité de l'information	43
• Les élections dans le nouvel ordre de l'information	45
• Les discours de haine	46
• L'impact sur la crise climatique	47
• L'impact sur les jeunes	48
• La voie du développement durable	49

# Volume 2

Introduction	53
<b>CHAPITRE 1</b>	
Journalisme : renforcer l'état de droit	56
<b>CHAPITRE 2</b>	
Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie	74
<b>CHAPITRE 3</b>	
Journalisme : faire entendre toutes les voix	102
<b>CHAPITRE 4</b>	
Journalisme : protéger la planète	126
Rapport sur les tendances mondiales en données	152
Conclusion	172

---

## Annexes

Glossaire	176
Méthodologie	182
Biographies des auteurs et contributeurs	186
Bibliographie	192
Groupes régionaux	214

# Liste des figures

---

## Volume 1

<b>Figure 1</b>	Déclin de l'indice de la liberté d'expression, 2012-2024	29
<b>Figure 2</b>	Lois, politiques et réglementations par année (nombre de pays ayant adopté ou modifié des cadres juridiques en faveur de la reconnaissance des médias communautaires, 1991–2023)	30
<b>Figure 3</b>	Déclin de la liberté d'expression	32
<b>Figure 4</b>	Meurtres de journalistes	34
<b>Figure 5</b>	Meurtres de journalistes dans les zones de conflit	34
<b>Figure 6</b>	Poursuites judiciaires ou allégations auxquelles les journalistes sont confrontés	38

---

## Volume 2

### CHAPITRE 1

<b>Figure 1</b>	Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information	61
<b>Figure 2</b>	Déclin de la liberté d'expression	71

### CHAPITRE 2

<b>Figure 1</b>	Connaissance de l'IA dans les quatre pays interrogés	82
<b>Figure 2</b>	Ce que disent les utilisateurs et ce qu'ils recherchent : comparaison des réponses à l'enquête avec les données de Google Trends	82
<b>Figure 3</b>	Schémas d'utilisation des médias	83
<b>Figure 4</b>	Niveau de confiance par entité	84

<b>Figure 5</b>	
Comparaison de la perception publique de l'impact de l'IA sur les élections, les processus démocratiques et le journalisme	85
<b>Figure 6</b>	
Craintes concernant l'utilisation de l'IA	86
<b>Figure 7</b>	
Points de vue sur la responsabilité réglementaire de l'IA	87
<b>Figure 8</b>	
Demandes de retrait de contenus sur Facebook émises, par pays (2022-2024)	91

**CHAPITRE 3**

<b>Figure 1</b>	
Menaces en ligne	113
<b>Figure 2</b>	
Indice de l'accès à la justice pour les femmes par rapport à la liberté d'expression et à l'accès aux sources alternatives	119
<b>Figure 3</b>	
Meurtres de journalistes (janvier 2022 à septembre 2025)	121
<b>Figure 4</b>	
Application des principes de l'égalité des genres dans la ligne éditoriale et la programmation des médias autochtones (%)	123
<b>Figure 5</b>	
Indice de l'accès à la justice pour les femmes par rapport à la liberté d'expression et à l'accès aux sources alternatives	121
<b>Figure 6</b>	
Meurtres de journalistes (janvier 2022 à septembre 2025)	123

**CHAPITRE 4**

<b>Figure 1</b>	
Volume mensuel de retweets pour les tweets originaux et les réponses publiés entre le 1er juin 2022 et le 31 octobre 2023 contenant les hashtags #ClimateScam , #ClimateCrisis et #ClimateEmergency	135
<b>Figure 2</b>	
Publications hebdomadaires sur Facebook (à gauche) et Instagram (à droite) contenant chacun des trois hashtags : #ClimateScam, #ClimateCrisis et #ClimateEmergency	135
<b>Figure 3</b>	
Carte montrant le soutien du public en faveur d'engagements climatiques plus forts	136

<b>Figure 4</b>	
Capture d'écran tirée du compte X (anciennement Twitter) d'un climatosceptique. Il s'agit d'une publication postée quatre jours avant le début d'une vague de chaleur mondiale qui a touché presque cinq milliards de personnes	146
<b>Figure 5</b>	
Capture d'écran tirée du compte X (anciennement Twitter) d'un climatosceptique. Il s'agit d'une publication postée quatre jours avant le début d'une vague de chaleur mondiale qui a touché presque cinq milliards de personnes	146
<b>Figure 6</b>	
Cinq stratégies utilisées par l'industrie pour discréditer les sciences. Les stratégies de désinformation sont utilisées par l'industrie lors du processus scientifique et du processus de prise de décisions fondées sur les sciences	148
<b>Figure 7</b>	
Cibler la crédibilité	149
<b>Figure 8</b>	
Perte de productivité	150

## Rapport sur les tendances mondiales en données

<b>Figure 1</b>	
Comment la liberté d'expression a-t-elle évolué ?	153
<b>Figure 2</b>	
Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information	154
<b>Figure 3</b>	
Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information	155
<b>Figure 4</b>	
Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information par rapport aux facteurs	156
<b>Figure 5</b>	
Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information par rapport aux facteurs	157
<b>Figure 6</b>	
Différences régionales en termes de déclin de la liberté d'expression (2012-2024)	158
<b>Figure 7</b>	
Europe occidentale et Amérique du Nord (2012-2024). Déclin global : 0,46 % par an	159

<b>Figure 8</b> Europe centrale et orientale (2012–2024). Déclin global : 0,67 % par an	160
<b>Figure 9</b> Amérique latine et Caraïbes (2012–2024). Déclin global : 0,53 % par an	161
<b>Figure 10</b> Asie et Pacifique (2012–2024). Déclin global : 0,51 % par an	162
<b>Figure 11</b> Afrique (2012–2024). Déclin global : 0,32 % par an	163
<b>Figure 12</b> Afrique (2012–2024). Déclin global : 0,32 % par an	164

# Liste des encadrés

---

## Volume 1

<b>Encadré 1</b>	
Évolution de la liberté d'expression dans le monde	28
<b>Encadré 2</b>	
Progrès des médias communautaires	29
<b>Encadré 3</b>	
Solidarité	35
<b>Encadré 4</b>	
Le journalisme en exil : une réalité mondiale qui prend de l'ampleur	36
<b>Encadré 5</b>	
Renforcer l'indépendance et le pluralisme des médias – Le règlement européen sur la liberté des médias	40
<b>Encadré 6</b>	
Un soutien chancelant	41
<b>Encadré 7</b>	
La super année électorale : un test à l'échelle mondiale pour la démocratie et le journalisme	46

## Volume 2

### CHAPITRE 1

<b>Encadré 1</b>	
Le rôle du pouvoir judiciaire dans la défense de la liberté d'expression	67

### CHAPITRE 2

<b>Encadré 1</b>	
Le défi de l'IA	79
<b>Encadré 2</b>	
Comment fonctionne la modération des contenus par l'IA ?	92
<b>Encadré 3</b>	
Des bénéficiaires expérimentent l'IA	98

**CHAPITRE 3**

<b>Encadré 1</b>	
Égalité des genres dans la salle de rédaction	122
<b>Encadré 2</b>	
Femmes, handicap et médias	124

**CHAPITRE 4**

<b>Encadré 1</b>	
Pour aller de l'avant, le journalisme doit rattraper son retard	141

**CONCLUSION**

<b>Encadré 1</b>	
Combler les fractures : faire avancer le journalisme grâce au dialogue	172

# Volume 1

Résumé	19	La viabilité des médias	39
Journalisme : façonner un monde en paix	27	La liberté d'expression et les services numériques	42
Le contexte politique changeant	31	Les contenus générés par l'IA et l'intégrité de l'information	43
Les attaques contre le journalisme et la vérité	33	Les élections dans le nouvel ordre de l'information	45
Les fuites forcées	35	Les discours de haine	46
Les violences à l'encontre de toutes les femmes journalistes	36	L'impact sur la crise climatique	47
L'instrumentalisation du système judiciaire	37	L'impact sur les jeunes	48
		La voie du développement durable	49



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Rapport 2025 sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias offre un aperçu exhaustif de l'état de la liberté d'expression et du développement des médias ces quatre dernières années (2022-2025). Sur la base de recherches originales et d'informations fondées sur des données, il observe les bouleversements mondiaux sous deux angles critiques : l'information comme bien commun et l'intégrité de l'information. Les conclusions révèlent que ces valeurs subissent des pressions sans précédent qui mettent en péril la réalisation de la cible 16.10 des objectifs de développement durable (ODD) – accès public à l'information et la protection des libertés fondamentales – d'ici 2030. Non seulement cette situation remet cette cible en question, mais elle fait planer le doute sur la concrétisation des ODD dans leur ensemble, car les progrès réalisés dépendent d'informations fiables et accessibles.

La liberté de la presse affiche son déclin le plus marqué depuis 2012. À l'échelle mondiale, l'indice de la liberté d'expression établi par V-Dem a chuté de 10 % au cours des 10 dernières années, preuve frappante de l'érosion de la liberté de la presse malgré l'existence de quelques tendances contraires isolées.

Ce déclin reflète des schémas plus larges : l'affaiblissement des parlements et des institutions judiciaires, la baisse du niveau de confiance du public et une polarisation accrue. Il coïncide également avec des revers en matière d'égalité, parallèlement à une hostilité croissante envers les journalistes, scientifiques et chercheurs spécialistes des questions environnementales.

Dans le même temps, la domination croissante des grandes entreprises technologiques et les conséquences de leurs politiques et pratiques changeantes ont créé un terrain fertile pour la propagation des discours de haine et de la désinformation en ligne. Ces dynamiques affectent directement les écosystèmes de l'information sur lesquels s'appuient certains groupes vulnérables, dont les enfants et les adolescents.

Dans leur ensemble, ces pressions politiques, sociales et commerciales sapent la liberté, la pluralité et la diversité des médias. Au cours des deux dernières années, l'essor rapide de l'intelligence artificielle (IA) générative a encore amenuisé la valeur des médias. Dans le même temps, le public est inondé de divertissements et autres contenus qui véhiculent souvent des préjugés

culturels et sexistes. Les chatbots optimisés pour stimuler l'engagement des utilisateurs amplifient cette tendance et mettent leurs contenus en avant dans l'écosystème de l'information au sens large, devançant ainsi le journalisme d'intérêt public et la couverture de l'actualité par des professionnels.

Le rapport détaille également les menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité des journalistes, en rappelant que les femmes journalistes sont ciblées de manière disproportionnée. Il souligne l'instrumentalisation croissante de la législation visant à réprimer le journalisme indépendant, ainsi que l'augmentation alarmante du nombre de journalistes contraints à l'exil. Le rapport attire par ailleurs l'attention sur l'aggravation de la crise existentielle de la viabilité des médias.

Enfin, ses conclusions mettent en lumière le manque d'élan et de ressources pour la sensibilisation grâce à l'éducation aux médias et à l'information (EMI), raison pour laquelle les sociétés sont mal équipées pour appréhender l'écosystème de l'information d'aujourd'hui, particulièrement complexe.

Parallèlement, le rapport met en évidence une certaine résistance face à ces tendances négatives. Entre 2020 et 2025, on estime que 1,5 milliard de personnes supplémentaires ont eu accès aux médias sociaux et aux plateformes de messagerie, élargissant ainsi les possibilités pour les citoyens de considérer l'information comme un bien commun.

Parmi les autres évolutions encourageantes, citons les progrès du journalisme d'investigation collaboratif, la croissance régulière des abonnements payants aux médias d'information, une gouvernance participative renforcée des contenus en ligne et des initiatives multipartites pour contrer la désinformation climatique.

Autre exemple positif, une grande entreprise technologique a uni ses forces avec des créateurs de contenus, dont des médias, pour empêcher le moissonnage de leur travail par des bots IA non autorisés, signe d'une concordance rare entre pouvoir des entreprises et protection des médias.

Dans son ensemble, le rapport dévoile ce que signifie cet entrelacement de tendances négatives et positives pour les élections, l'action climatique, les jeunes et les ODD. Il se termine en insistant sur la nécessité cruciale de renforcer les initiatives qui font progresser à la fois l'intégrité de l'information et l'information en tant que bien commun. Le message fondamental est clair : sans une gouvernance renouvelée et multipartite des communications, fermement ancrée dans la liberté d'expression et l'accès à l'information, la tendance restera à la régression.

# La situation en chiffres : la liberté d'expression traverse une crise

## VUE D'ENSEMBLE

### Déclin global

L'indice de la liberté d'expression affiche une baisse de

**10 %**  
depuis 2012.



Une évolution historiquement significative et sans précédent. Des restrictions comparables n'ont été observées que pendant des périodes extraordinaire telles que la Première Guerre mondiale, la montée de l'autoritarisme jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et la guerre froide.

### Recul de la démocratie



Pour la première fois en 20 ans, les régimes non démocratiques sont plus nombreux que les démocraties dans le monde.

**72 %**  
de la population mondiale vit désormais dans des régimes non démocratiques – ce chiffre n'a jamais été aussi élevé depuis 1978.

## LES MÉDIAS SOUS PRESSION

### Hausse de l'autocensure

**+63 %**

depuis 2012 (+4,83 % par an).

Les gouvernements ont intensifié leurs efforts visant à contrôler et à restreindre les médias de



**48 %**  
en 12 ans.

Des lois pénales sur la diffamation existent encore dans



emprisonnés en 2024 — presque un record.

# VIOLENCE ET MENACES VISANT LES JOURNALISTES

**913** journalistes déplacés en Amérique latine (2018–2024).



**310** journalistes tués au cours des trois dernières années et demie.



**46** journalistes spécialistes de l'environnement assassinés depuis 2010.

Seulement 6 condamnations



## LES FEMMES JOURNALISTES EN DANGER

**24** femmes journalistes tuées (2022 – sept. 2025).



**283** agressions examinées, le harcèlement en ligne était la forme la plus répandue (2023).



**73 %**

des femmes journalistes ont fait état d'attaques numériques (enquête 2020).



**41 %** ont subi des actes de harcèlement verbal et/ou physique, mais seulement 1 sur 5 les ont signalés.

## CRISE DE L'INFORMATION ET DE LA CONFIANCE

**7 personnes sur 10**

pensent que les journalistes, les représentants du gouvernement et les chefs d'entreprise trompent délibérément le public.



**67 %** des internautes sont confrontés à des discours de haine en ligne : les personnes LGBTQI (33 %) et appartenant à des minorités raciales/ethniques sont les plus ciblées.

**9 votants sur 10**

interrogés dans 16 pays craignent que la désinformation influe sur le résultat des élections.



## GRANDES ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES ET ÉCONOMIE DES MÉDIAS

Près d'

**1/3**

de la population mondiale n'avait pas accès à Internet en 2024.



Meta, Amazon et Alphabet contrôlent plus de

**50 %**

des revenus publicitaires enregistrés dans le monde.



Seulement

**0,5 %**

de l'aide publique au développement a été consacrée aux médias et à l'information. (2016-2022)

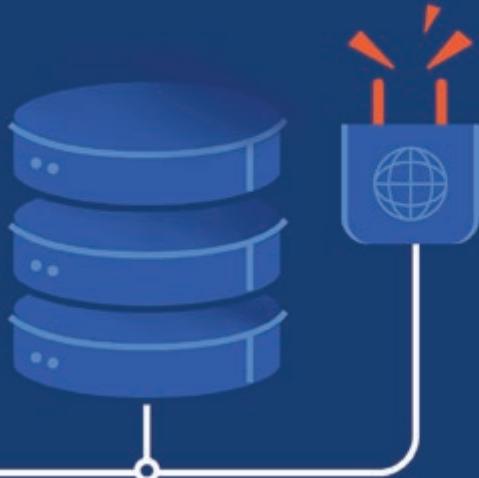
SOURCE

UNESCO 2025. Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2022-2025. Infographie. Données adaptées de Edelman Trust Barometer, 2025; UNESCO et Ipsos, 2023 ; WARC, 2025 ; OCDE, 2024 et UIT, 2024.

## GUERRES DU CLIMAT ET DE L'INFORMATION

Centre de données

**1,5 %** de la consommation mondiale d'électricité (chiffre qui devrait doubler d'ici à 2030).



Entre 2021 et 2024, les publications contestant le changement climatique ont augmenté de 24 % à 40 % sur les principales plateformes numériques.



Menaces visant les journalistes spécialistes de l'environnement

– multiplication des agressions et des assassinats

Au moins **749** journalistes couvrant les enjeux environnementaux ont été attaqués dans 89 pays entre 2009 et 2023.



SOURCE

UNESCO 2025. Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2022-2025. Infographie. Données adaptées de Chen, Sophia. Nature, 2025 ; Tortoise Media. Hot Air Explore Tool et UNESCO, Press and planet in danger, 2024.

# Des tendances contraires façonnent l'IA, les médias et l'information

## TENDANCES POSITIVES LIÉES AUX MÉDIAS ET À LEUR GOUVERNANCE

### Investigation collaborative :

Essor du journalisme d'investigation transfrontalier.

### Augmentation des abonnements :

De plus en plus d'usagers payent pour s'informer en ligne.

### Gouvernance participative :

Le projet *Social Media 4 Peace* de l'UNESCO et d'autres initiatives similaires renforcent la gouvernance inclusive des contenus.



## ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS ET DE L'EXPRESSION



## RECONNAISSANCE DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES



Sur 194 pays,  
**96 (soit 49 %)** reconnaissent désormais juridiquement les médias communautaires.

### Parmi ces pays

Plus des **3/4** apportent un **soutien financier**, généralement sous forme de réduction des droits de licence ou des droits de transmission.

Plus d'**1/3** versent des **subventions directes**.



# Journalisme : façonner un monde en paix

## Introduction

En 2021, les États membres de l'UNESCO sont entrés dans l'histoire en approuvant à l'unanimité la Déclaration de Windhoek+30, qui reconnaît que l'information est un bien commun<sup>1</sup>. Dans un monde où la vérité est trop souvent menacée, cette Déclaration réaffirme une responsabilité collective : renforcer la viabilité des médias, faire progresser la transparence des plateformes numériques et donner au public les moyens d'acquérir une éducation aux médias et à l'information (EMI) – trois étapes clés pour s'assurer que le journalisme reste une source d'autonomisation pour tous.

Lauréate du prix Nobel de la paix et du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano<sup>2</sup>, Maria Ressa souligne les enjeux en déclarant :



***Sans faits, il n'y a pas de vérité. Sans vérité, il n'y a pas de confiance. Sans les trois, nous n'avons pas de réalité partagée.***

Dans ce contexte, le cadre de l'intégrité de l'information a pris une place prépondérante ces dernières années au sein des Nations Unies<sup>3</sup>, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE<sup>4</sup>), du G20<sup>5</sup> et d'autres réseaux internationaux. Complémentaire de l'information en tant que bien commun, il souligne l'importance particulière d'une information précise et fiable. Élaboré en tant que réponse proactive à la désinformation et aux perturbations connexes de

l'information, le cadre de l'intégrité de l'information a été reconnu dans des résolutions de l'ONU qui soulignent la nécessité de faire face à ces défis tout en protégeant la liberté d'expression<sup>6</sup>. La portée de l'intégrité de l'information s'est élargie au fil du temps face à la concentration du pouvoir dans le secteur des communications, partagé par une poignée d'entreprises technologiques, face à l'uniformisation des contenus culturels et face à la montée des discours de haine, sans oublier les risques qui pèsent sur la démocratie et le tissu social. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la lutte contre le « chiendent » des faux contenus et des discours de haine, son attention se tourne désormais aussi sur la nécessité de « cultiver » des informations fiables de façon proactive. À ce titre, les Principes mondiaux des Nations Unies pour l'intégrité de l'information identifient cinq piliers qui soutiennent l'intégrité de l'information :

- Confiance du public dans l'information ;
- Incitations, pour les annonceurs et les entreprises technologiques, à préserver l'intégrité de l'information ;
- Renforcement de l'EMI ;
- Médias indépendants, libres et pluralistes ;
- Transparence accrue des plateformes et accès aux données<sup>7</sup>.

1 UNESCO. 2021. Déclaration de Windhoek+30 : l'information en tant que bien commun, Journée mondiale de la liberté de la presse 2021. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158_fre).

2 Crée en 1997, le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano distingue une personne, une organisation ou une institution qui a contribué d'une manière notable à la défense et/ou à la promotion de la liberté de la presse où que ce soit dans le monde, surtout si, pour cela, elle a pris des risques. Voir UNESCO. Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano. <https://www.unesco.org/fr/prizes/cano>.

3 Nations Unies. 2024. Pacte numérique mondial. <https://www.un.org/pact-for-the-future/fr/annex-1-global-digital-compact>.

4 OCDE. 2024. Recommandation sur l'intégrité de l'information. <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0505>.

5 G7G20. 2024. Digital Economy Working Group Maceio Ministerial Declaration. G7G20 Document Database. <https://g7g20-documents.org/database/document/2024-g20-brazil-sherpa-track-digital-economy-ministers-ministers-language-g20-dewwg-maceio-ministerial-declaration>.

6 Assemblée générale des Nations Unies. 2021. Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger

7 Nations Unies. 2024. Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information. <https://www.un.org/fr/information-integrity/global-principles>.

Ces avancées dans la compréhension de l'écosystème de l'information font écho au Programme de développement durable, dont la cible 16.10 fixe l'objectif d'assurer l'accès du public à l'information et de protéger les libertés fondamentales d'ici à 2030. À seulement cinq ans de cette échéance, les tendances identifiées dans le présent Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias sont loin d'être favorables à la réalisation de ces objectifs. Elles auront par ailleurs des répercussions sur le suivi et la structuration des progrès pour l'ensemble des ODD (l'intégrité de l'information étant indispensable pour que la société puisse bien les mettre en œuvre). Le présent rapport souligne la nécessité urgente de préserver et déployer efficacement les normes convenues au niveau international, car les progrès restent insuffisants.

Depuis sa première édition en 2014, le Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias a permis de mieux appréhender les évolutions en matière de liberté, de pluralisme, d'indépendance et de sécurité des journalistes, ainsi que de développement des médias<sup>8</sup>. Il offre une analyse unique et complète des principales transformations, possibilités et difficultés, tout en esquissant une voie à suivre pour aborder ces questions. Mettant en évidence un déclin de la liberté de la presse sur le plan national pour 85 % de la population mondiale, l'édition 2021/2022 tirait la sonnette d'alarme<sup>9</sup>. Dans cette édition 2022/2025, les chapitres du volume 2 montrent comment les défis, persistants et nouveaux, peuvent avoir un impact durable sur le bien-être des personnes, l'état de droit, l'égalité, la préservation de l'environnement, etc. Dans l'ensemble, le déclin de la liberté d'expression est illustré par des chiffres clés<sup>10</sup> :

- L'année 2012 a affiché, selon l'indice mondial de la liberté d'expression<sup>11</sup>, le score mondial le plus élevé en matière de liberté de la presse depuis 1789. Cependant, ce score a depuis baissé de 10 %, ce qui reflète une érosion significative de la liberté d'expression.
- L'autocensure des médias a explosé, les journalistes évitant de plus en plus les sujets critiques ou « risqués ». Avec une hausse de près de 5 % par an, ce chiffre a augmenté de 63 % entre 2012 et 2024.

- Ce rétrécissement de l'espace civique dépasse le seul domaine du journalisme, avec une baisse de la liberté d'expression académique et culturelle de 2,86 % par an en moyenne.
- Les gouvernements et les acteurs les plus puissants ont intensifié leurs efforts pour contrôler et restreindre les médias de près de 3,7 % par an, soit 48 % sur 12 ans.

#### ENCADRÉ 1

### Évolution de la liberté d'expression dans le monde



Le déclin récent de la liberté d'expression représente une évolution historiquement significative et sans précédent. Des restrictions comparables n'ont été observées que pendant des périodes extraordinaires telles que la Première Guerre mondiale, la montée de l'autoritarisme jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et la guerre froide entre 1963 et 1973. Cette tendance souligne la gravité de la situation actuelle, représentée par la Figure 1.

Entre 2012 et 2024, l'indicateur a chuté de 10 %, ce qui correspond à une baisse annuelle moyenne de 0,86 %. Cette tendance à la baisse a toutefois varié d'une sous-période à l'autre :

1. 2012-2017 : l'indicateur a diminué modérément, à hauteur de 0,96 % par an en moyenne, avant de se stabiliser entre 2017 et 2019.
2. 2020-2022 : la baisse s'est ensuite accélérée brusquement pour atteindre 1,27 % par an, indiquant une nouvelle détérioration.
3. 2022-2024 : le déclin annuel a ensuite continué de s'accélérer pour atteindre 1,30 %, un chiffre bien supérieur au taux moyen de la période 2012-2024. Dans l'ensemble, les données montrent une tendance claire à la détérioration progressive, le rythme de la baisse s'étant accru ces dernières années.

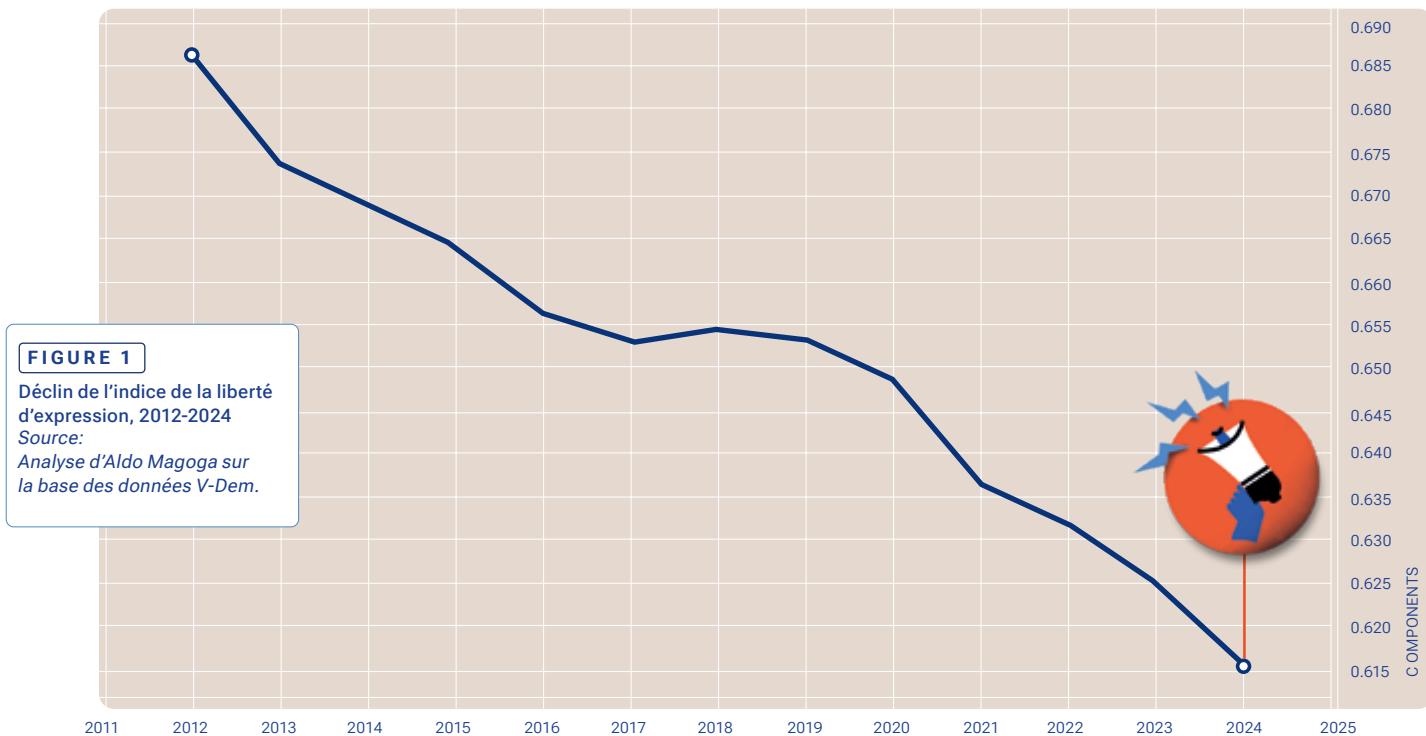
**Source:** Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem

<sup>8</sup> Le Rapport sur les tendances mondiales s'inscrit dans un mandat clé confié à l'UNESCO par les États membres lors de la 36e session de la Conférence générale en 2011. Ce mandat charge l'UNESCO de « suivre, en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organisations concernées la situation en matière de liberté de la presse et de sécurité des journalistes et de rendre compte des évolutions sur ces points à la Conférence générale »

<sup>9</sup> UNESCO. 2021. Le journalisme est un bien public : tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf000379826\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf000379826_fre).

<sup>10</sup> Magoga, A. 2025. Freedom of Expression and Alternative Sources of information Index.

<sup>11</sup> Indice de la liberté d'expression et des sources alternatives d'information, sur la base de l'ensemble de données V-Dem.



Un certain nombre de tendances contraires, favorables à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, ont néanmoins été observées. Entre 2020 et 2025, on estime que 1,5 milliard de personnes supplémentaires ont eu accès aux médias sociaux et aux plateformes de messagerie<sup>12</sup>, élargissant ainsi les possibilités d'engagement civique de citoyens qui reconnaissent l'information comme bien commun. Dans le même temps, cependant, l'environnement en ligne reste influencé par des forces qui mettent à mal l'intégrité de l'information. Parmi les autres tendances positives, citons le renforcement du journalisme d'investigation collaboratif<sup>13</sup>, l'augmentation du nombre de personnes payant des abonnements à des médias d'information<sup>14</sup> et des progrès dans la gouvernance participative des contenus en ligne, comme à travers l'initiative Social Media 4 Peace de l'UNESCO<sup>15</sup>. Dans de nombreux pays, les réglementations relatives aux médias communautaires sont globalement positives, malgré certaines lacunes courantes persistentes en ce qui concerne la mise en œuvre des cadres juridiques.

## ENCADRÉ 2

### Progrès des médias communautaires



Au cours des dernières décennies, des pays toujours plus nombreux ont adopté des cadres normatifs pour les médias communautaires, marquant une étape cruciale vers leur reconnaissance juridique et le renforcement de leur rôle dans les paysages médiatiques nationaux (voir la Figure 2 ci-dessous).

Dans 96 pays sur 194 (soit 49 %), les médias communautaires sont désormais reconnus juridiquement. Parmi ces pays, plus des trois quarts apportent un soutien financier, généralement sous forme de réduction des droits de licence ou des droits de transmission, et ils sont plus d'un tiers à verser des subventions directes<sup>16</sup>.

Plus largement, ces évolutions reflètent la tendance des gouvernements à intégrer progressivement les médias communautaires dans leur environnement juridique et politique.

12 Backlinko. 2025. Social Media Usage & Growth Statistics. <https://backlinko.com/social-media-users>. Voir aussi Singh, S. 2025. How Many People Use Social Media. 2025 Usage Stats.<https://www.demandsage.com/social-media-users>.

13 Global Investigative Journalism Network. <https://gijn.org/fr/>. International Consortium of Investigative Journalists. <https://www.icij.org>.

14 Robertson, C. T. 2024. How much do people pay for online news? And what might encourage more people to pay? Reuters Institute. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024/how-much-do-people-pay-online-news-what-might-encourage-others-pay>; Jenik, C. 2021. The Most Popular Paid Subscription News Websites. <https://www.statista.com/chart/24772/news-websites-with-the-most-paid-subscribers>.

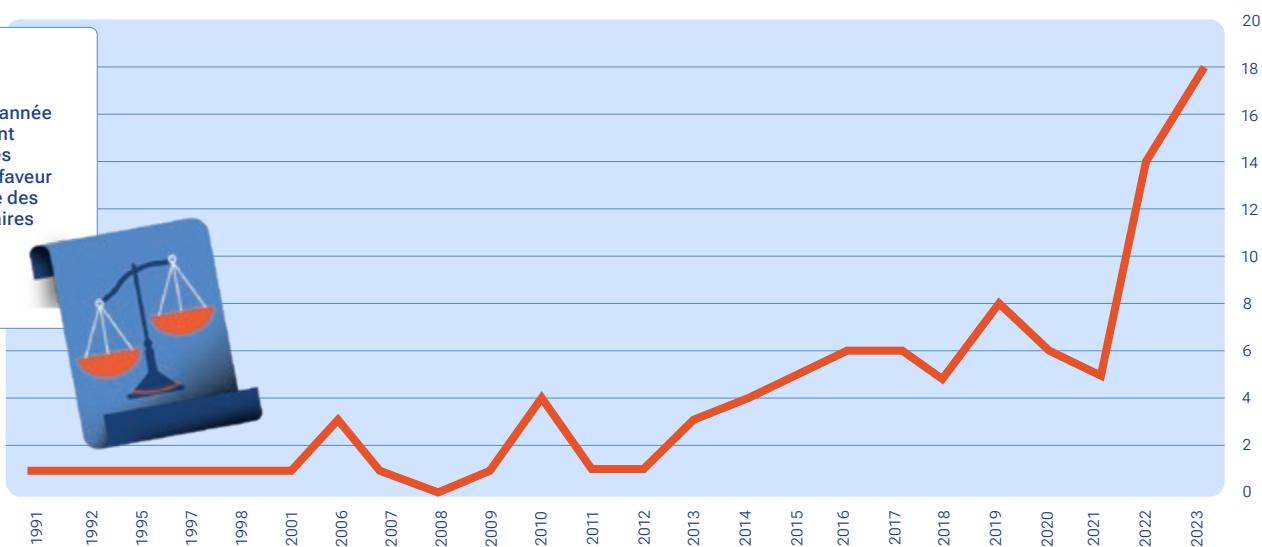
15 UNESCO. Social Media 4 Peace. <https://www.unesco.org/fr/social-media4peace>.

16 UNESCO. 2025. Médias communautaires. <https://www.unesco.org/fr/media-pluralism-diversity/community-media>.

**FIGURE 2**

Lois, politiques et réglementations par année (nombre de pays ayant adopté ou modifié des cadres juridiques en faveur de la reconnaissance des médias communautaires (1991–2023))

Source:  
UNESCO



À l'approche de 2030, les progrès sont sapés par des tendances négatives, amplifiées par de multiples crises, des conflits armés et l'urgence climatique. Au cours des quatre dernières années, la liberté d'expression et le développement des médias ont été gravement compromis dans de nombreux pays par cinq facteurs examinés plus en détail par les experts dans le volume 2 du présent rapport :

**1. L'érosion de l'équilibre des pouvoirs :** l'affaiblissement de l'équilibre des pouvoirs privés et publics et la manipulation de l'état de droit ont entraîné un recul de la transparence et du contrôle des pouvoirs publics et privés, une réduction des protections accordées aux journalistes et un déclin général de la liberté d'expression.

**2. L'impact des technologies émergentes :** les avancées technologiques, dont le développement de l'intelligence artificielle (IA) générative, restructurent le journalisme et le discours public. Alors que de nouveaux outils offrent de nouvelles formes d'expression et de plus grandes capacités à ceux qui sont en mesure de les exploiter, ils amplifient également la désinformation, perturbent l'intégrité de l'information et aggravent la défaillance déjà amorcée des modèles commerciaux traditionnels des salles de rédaction.

**3. La régression des droits des femmes et des personnes vulnérables et marginalisées :** après certains progrès en matière d'égalité et de représentation, on assiste aujourd'hui à un retour en arrière. Les femmes et les personnes vulnérables et marginalisées sont confrontées à une augmentation des violences, du harcèlement et des obstacles systémiques qui limitent leur participation aux médias et à la vie publique.

**4. L'hostilité envers les journalistes et autres parties prenantes qui traitent des questions climatiques :** les journalistes, les scientifiques et les activistes qui traitent des questions climatiques sont de plus en plus ciblés. La désinformation et le harcèlement compromettent la couverture des crises environnementales par les médias et la diffusion d'informations fondées sur des données factuelles.

**5. La crise de la viabilité des médias :** tous ces facteurs sont aggravés par une autre menace globale et systémique : la crise économique à laquelle sont confrontés les médias indépendants. Les plateformes numériques se taillent désormais la part du lion dans les revenus publicitaires, tandis que les médias professionnels dignes de confiance s'efforcent de se démarquer dans un espace en ligne surpeuplé et d'innover avec de nouveaux modèles commerciaux. Sans solutions viables à court, moyen et long terme, les salles de rédaction auront du mal à survivre tout en appliquant les normes professionnelles en vigueur et en préservant leur indépendance éditoriale, et ne disposeront plus des ressources nécessaires pour être à la hauteur des enjeux croissants que sont la protection des journalistes, le pluralisme de la couverture des sujets politiques, l'essor des technologies, l'égalité ou le changement climatique.

De nouveaux défis pour le bien-être et les possibilités des enfants et des jeunes ont également des répercussions négatives sur les écosystèmes de l'information dans lesquels évoluent les nouvelles générations.

Ces transformations sont étroitement liées à des représentations biaisées de la liberté d'expression, qui visent à normaliser les mensonges et les discours de haine. En 2025, le propriétaire de l'un des plus grands réseaux sociaux au monde a affirmé que la vérification des faits s'apparentait à la censure, alors que cette activité ne conduit pas en soi à supprimer les contenus mais constitue simplement une forme de contre-discours. En réalité, la censure croissante devient une sorte de harcèlement débridé qui cherche à faire taire les voix des personnes dissidentes et vulnérables dans les espaces en ligne. Une rhétorique fausse et hostile a été employée pour éroder les droits de chacun à l'égalité, à la dignité et à la pleine jouissance de ses libertés individuelles. Différents publics, et en particulier les plus jeunes et les individus les plus impressionnables, sont de plus en plus ciblés par des méthodes basées sur les données qui influencent leur vision du monde, leurs intérêts, leurs préférences en matière de contenus et, en fin de compte, leur identité.

L'effet cumulé de ces attaques porte atteinte aux droits humains, sape les choix des personnes et affaiblit la prise de conscience de l'utilité d'une citoyenneté bien informée, que la société se doit de cultiver. Par ailleurs, les aspirations de longue date à la pluralité et à la diversité des médias font face à une intensification des pressions de la part des acteurs politiques et commerciaux et restent vulnérables à la concentration des pouvoirs et de l'influence des grandes plateformes numériques. Aujourd'hui, les modèles d'IA rendent la situation encore plus complexe, car ils peuvent générer des contenus qui semblent fiables alors même qu'ils ne reposent pas toujours sur des informations exactes et dignes de confiance.

S'ajoutant à ces revers pour la liberté d'expression et le développement des médias, des menaces plus vastes pèsent sur la justice, la responsabilisation, l'égalité des genres, la protection des droits de l'enfant et le droit à un environnement sain. Les prémisses mêmes des objectifs de développement durable universellement convenus sont en outre remises en question dans certains milieux.

En détaillant ces tendances, le présent rapport suit les principales évolutions qui nuisent à la libre expression et à la sécurité des journalistes, en particulier les femmes. Il identifie les nouvelles façons dont le droit est instrumentalisé pour réprimer l'affirmation de la vérité et explore un phénomène naissant, l'exil

contraint de certains journalistes. Il évalue également l'aggravation de la crise existentielle de la viabilité des médias, ainsi que la puissance sans précédent des entreprises technologiques qui dominent aujourd'hui les communications numériques, la production de contenus, les données et les publicités en ligne. Le rapport examine également les courants qui s'opposent au flux dominant, en évaluant leur échelle et leur trajectoire possible. Enfin, dans un bilan de l'ensemble, il se termine en soulignant l'importance primordiale du soutien à apporter aux tendances qui font progresser à la fois l'intégrité de l'information et l'information en tant que bien commun et donc accessible à tous. Et il met en garde : si des mesures efficaces ne sont pas mises en place, les tendances régressives submergeront les tendances progressistes.

## Le contexte politique changeant

Dans plusieurs pays influents sur le plan international, la confiance institutionnelle n'a cessé de décliner au cours des cinq dernières années<sup>17</sup>. Ce phénomène va de pair avec les efforts déployés pour discréditer les institutions démocratiques qui ne parviennent pas à s'attaquer efficacement aux problèmes sociaux et économiques, ce qui renforce le programme de ceux qui cherchent à saper la démocratie. En tant que systèmes gouvernementaux, les démocraties sont désormais dépassées en nombre pour la première fois en 20 ans : 72 % de la population mondiale vit aujourd'hui sous une forme ou une autre de régime autoritaire, et ce chiffre n'a jamais été aussi élevé depuis 1978<sup>18</sup>.

Ces évolutions ont coïncidé avec un affaiblissement de la cohésion sociale, un accroissement de la méfiance et de la sensibilité aux théories du complot, et une réduction de la crédibilité des médias professionnels dans de nombreux pays. Selon le rapport 2025 du Baromètre de confiance Edelman couvrant 29 pays, 7 personnes sur 10 pensent que les journalistes, aux côtés de représentants du gouvernement et de chefs d'entreprise, trompent délibérément le public<sup>19</sup>. D'autres preuves de cette tendance sont confirmées dans l'étude mentionnée au chapitre 2, « Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie », qui met en lumière les sondages d'opinion réalisés dans quatre pays de différentes régions<sup>20</sup>.

17 Wike, R., Fetterolf, J. et Schulman, J. 2025. Dissatisfaction with democracy remains widespread in many nations. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2025/06/30/dissatisfaction-with-democracy-remains-widespread-in-many-nations>.

18 Magoga, A., op. cit.

19 Edelman. 2025. 2025 Edelman Trust Barometer. Trust and the Crisis of Grievance. <https://www.edelman.com/trust/2025/trust-barometer>.

20 Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, UNESCO. 2025. Outil de suivi de l'opinion publique sur l'IA.

Ce déficit de confiance fait écho à une polarisation croissante, ainsi qu'à l'emploi d'une désinformation contradictoire et de discours hostiles dans le but de faire reculer les droits humains<sup>21</sup>. L'ensemble de ces facteurs est à mettre en relation avec les revers subis dans les domaines de la protection de la liberté d'expression et du soutien au développement des médias dans de nombreux pays. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une érosion plus large de l'équilibre des pouvoirs dans de nombreux pays, où ces multiples dynamiques se renforcent mutuellement. Une analyse longitudinale révèle un déclin sur 10 fronts, illustré par la Figure 3 :

L'analyse révèle une corrélation significative entre les indicateurs de la liberté d'expression et les indices sur l'état de la démocratie<sup>23</sup>. C'est ce qui ressort clairement du Rapport sur la démocratie 2024 de V-Dem, dont les statistiques confirment qu'avec le déclin des démocraties libérales, la liberté d'expression a chuté de 10 % entre 2012 et 2024 dans l'ensemble des régions

de l'UNESCO<sup>24</sup>. Pour que les journalistes puissent faire librement leur travail, les autres mécanismes de responsabilisation de la démocratie doivent également fonctionner. S'il est vrai que la démocratie exige plus que la seule liberté de la presse, cette dernière n'en demeure pas moins un élément essentiel<sup>25</sup>.

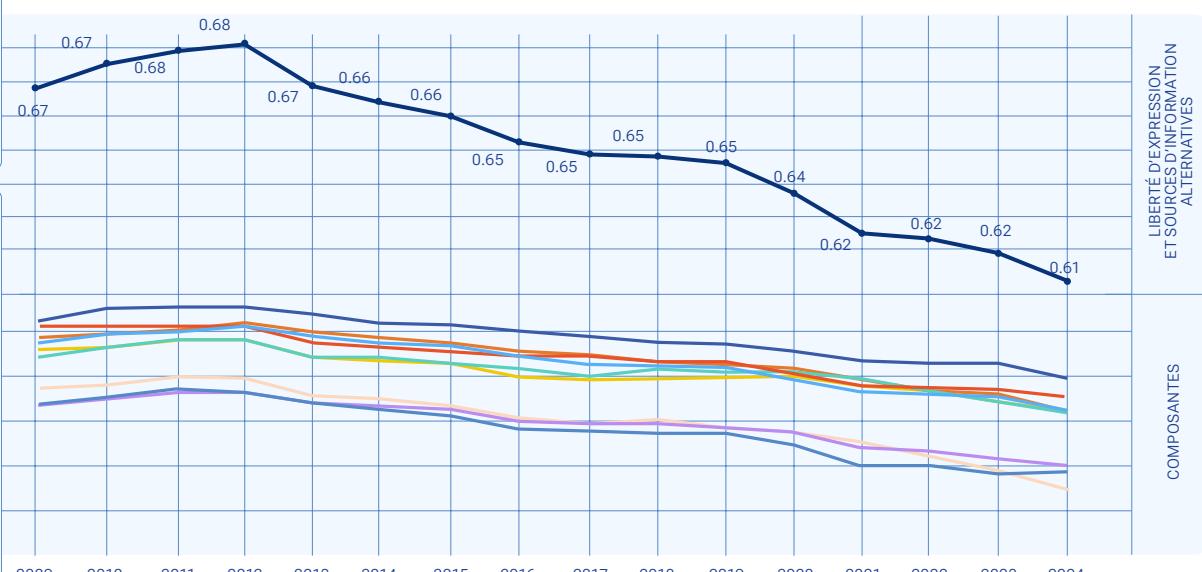
L'importance du pluralisme des législatures dans le maintien de la liberté d'expression renvoie à l'interdépendance du journalisme et de la démocratie. Au cours de la dernière décennie, des parlements d'Amérique latine et des Caraïbes<sup>26</sup>, mais aussi d'Afrique<sup>27</sup>, ont adopté un nombre record de lois sur l'accès à l'information<sup>28</sup>. Pourtant, ces dernières années, les assemblées d'élus ont moins bien réagi aux efforts déployés par le pouvoir exécutif pour contrôler les médias indépendants<sup>29</sup>. Un certain nombre de législatures, en particulier celles dominées par un seul parti au pouvoir, ont adopté des lois visant à restreindre la liberté d'expression et la liberté de la presse.

**FIGURE 3**

#### Déclin de la liberté d'expression

Source:  
Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem<sup>22</sup>

- Indice de liberté d'expression
- Liberté académique et culturelle
- Liberté de discussion (Hommes)
- Liberté de discussion (Femmes)
- Harcèlement des journalistes
- Biais médiatique
- Efforts de censure des médias
- Autocensure des médias
- Restrictions concernant les médias critiques
- Restrictions concernant les médias



21 Kubin, E. et von Sikorski, C. 2021. The Role of (Social) Media in Political Polarization: A Systematic Review. <https://academic.oup.com/anncom/article/45/3/188/7912664>; Vasist et al. 2023. The Polarizing Impact of Political Disinformation and Hate Speech: A Cross-country Configural Narrative. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10106894>.

22 Magoga, A., op. cit.

23 V-Dem Institute. 2025. Democracy Report 2025 – 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped? [https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr\\_\\_2025\\_lowres.pdf](https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr__2025_lowres.pdf).

24 Magoga, A., op. cit.

25 Nord, M., Lundstedt, M., et Lindberg S. I. 2024. Media Freedom, Democracy and Security. Research Report. OSCE. [https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878\\_1.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878_1.pdf). Voir également Adhikari, B., King, J., et Murdie, A. 2024. Examining the effects of democratic backsliding on human rights conditions. <https://doi.org/10.1080/14754835.2023.2295878>.

26 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. 2012. El derecho de acceso a la información pública en las Américas. Estándares Interamericanos y comparación de marcos legales. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/docs/publicaciones/EI%20acceso%20a%20la%20informacion%20en%20las%20Américas%202012%2005%2015.pdf>.

27 Plus d'une centaine de pays qui ont pris l'engagement d'ouvrir leurs registres publics. Des journalistes et des groupes de la société civile consultent régulièrement les registres des bénéficiaires effectifs pour enquêter sur la corruption. Voir aussi Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoix au chapitre. Rapport de la Rapporteur spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. 2023. (doc. A/HRC/53/25.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahr5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>.

28 Les pays dotés de telles lois étaient au nombre de 100 en 2015, de 120 en 2020 et de 140 en 2025. Voir Mabilard, V. 2016. Freedom of Information Laws: Evolution of the Number of Requests in 11 Jurisdictions. [https://www.researchgate.net/publication/314285585\\_Freedom\\_of\\_Information\\_Laws\\_Evolution\\_of\\_the\\_Number\\_of\\_Requests\\_in\\_11\\_Jurisdictions#:~:text=the%20first%20freedom%20of%20information](https://www.researchgate.net/publication/314285585_Freedom_of_Information_Laws_Evolution_of_the_Number_of_Requests_in_11_Jurisdictions#:~:text=the%20first%20freedom%20of%20information). Voir également UNESCO. 2023. A steady path forward: UNESCO 2022 report on public access to information (SDG 16.10.2). <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000385479>. UNESCO. 2024. Rapport mondial sur la mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391525\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391525_fre). UNESCO. Données et chiffres. Lois relatives à l'accès à l'information. <https://www.unesco.org/fr/access-information-laws>.

29 Verfassungsblog. 2023. Restoring Poland's Media Freedom. <https://verfassungsblog.de/restoring-polands-media-freedom>.

L'un des principes fondamentaux de la démocratie est l'indépendance du pouvoir judiciaire, et les tendances en la matière sont en demi-teinte. Ces dernières années, il est en effet arrivé que des tribunaux, y compris des tribunaux régionaux, défendent la liberté d'expression, notamment en s'opposant au blocage arbitraire de l'accès à Internet<sup>30</sup>. Mais, comme l'a indiqué la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, certains gouvernements ont affaibli l'indépendance judiciaire par une série de tactiques<sup>31</sup>. Un baromètre de l'état de droit est la mesure dans laquelle la justice est rendue dans les affaires d'agression contre des journalistes, lorsque l'impunité des auteurs de ces crimes demeure voire se généralise<sup>32</sup>.

Il est donc évident que le rétrécissement de l'espace consacré à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et au développement des médias va de pair avec une tendance générale plus large à entraver les institutions de l'État. Cette évolution expose les journalistes et les prive de tout soutien démocratique dans le cadre de leur travail. Dans ce contexte, le soutien de la société civile, sans qu'il s'agisse pour autant d'un substitut, devient on ne peut plus important. Néanmoins, là aussi, des difficultés persistent, liées aux coupes dans les financements, aux restrictions juridiques et à l'essor d'organisations d'« astroturfing » étatiques ou commerciales<sup>33</sup>.

C'est dans le contexte du déclin démocratique global et de son importance pour l'écosystème de l'information que s'inscrivent les tendances décrites ci-dessous.

## Les attaques contre le journalisme et la vérité

Comme le souligne l'édition 2022 du Rapport sur les tendances mondiales de l'UNESCO, les violences contre les journalistes représentent un défi permanent qui ne montre aucun signe d'atténuation. Au contraire, l'escalade des attaques contre les journalistes dans plusieurs régions a donné naissance à de nombreuses « zones de silence<sup>34</sup> », en particulier dans les zones de conflit. Ces agressions compromettent l'accès du public à une information fiable. Des journalistes continuent d'être tués car :

- leur travail gêne les personnes qui sont au pouvoir,
- ils font entendre la voix des groupes marginalisés, et
- ils exposent la corruption et les abus, qui portent atteinte aux droits humains et au développement durable.

La vie publique est minée par les attaques contre la presse. L'impunité est à son comble : selon l'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO, 8,5 cas sur 10 demeurent non résolus<sup>35</sup>. Il ne s'agit pas seulement d'une statistique : ce chiffre dit aussi aux auteurs qu'ils n'auront pas à faire face aux conséquences des agressions qu'ils commettent, et peuvent donc continuer sans risque de répercussions.

Les acteurs étatiques et non étatiques nient les faits établis et maintiennent des récits qui dépeignent les journalistes comme des pourvoyeurs de fausses informations, les qualifiant même d'agents étrangers dans certains cas. Comme l'ont noté conjointement

30 Centro de Estudios en Libertad de Expresión y Acceso a la Información. 2021. Regulación de plataformas en Brasil: necesidad, peligros y contradicciones.<https://observatoriolegislativocele.com/regulacion-de-plataformas-en-brasil-necesidad-peligros-y-contradicciones/>. Voir également Global Freedom of Expression. 2024. ¿Cómo responden los tribunales a las SLAPP? Análisis de decisiones judiciales seleccionadas de todo el mundo. Université Columbia. <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/es/publications/como-responden-los-tribunales-a-las-slapp-analisis-de-decisiones-judiciales-seleccionadas-de-todo-el-mundo/>; Islamabad High Court. 2020. Order Sheet W.P. N° 3028/2020. [https://mis.ihc.gov.pk/attachments/judgements/121240/3/17-05-2022\\_Ashfaq\\_Jutt\\_637885690215833788.pdf](https://mis.ihc.gov.pk/attachments/judgements/121240/3/17-05-2022_Ashfaq_Jutt_637885690215833788.pdf); Mariez, J.-S. Et Godfrin, L. 2020. Censure de la « loi Avia » par le Conseil constitutionnel : un fil rouge pour les législateurs français et européens ?. Dalloz. <https://www.dalloz aktualite.fr/flash/censure-de-loi-avia-par-conseil-constitutionnel-un-fil-rouge-pour-legislateurs-francais-et-eur/>; Global Freedom of Expression. 2023. Internet shutdowns in international law. Université Columbia. [https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/wp-content/uploads/2023/07/GFoE\\_Internet-shutdowns-in-international-law.pdf](https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/wp-content/uploads/2023/07/GFoE_Internet-shutdowns-in-international-law.pdf); Global Freedom of Expression. 2019. The North Gauteng High Court in Pretoria. Université Columbia. <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/amabhungane-centre-for-investigative-journalism-v-minister-of-justice-and-correctional-services/>.

31 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Préserver l'indépendance des systèmes judiciaires face aux menaces actuelles à la démocratie. Rapport de la Rapporteur spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats (doc. A/HRC/56/62). <https://docs.un.org/fr/A/HRC/56/62>.

32 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique. Rapport de la Rapporteur spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/a/hrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

33 Sih, C. et Abruzzini, B. 2025. Le resserrement du financement de la société civile à l'échelle mondiale : Défis et réponses <https://www.forus-international.org/fr/news/the-global-funding-squeeze-on-civil-society-challenges-and-responses>; Šišić, M. et Binišik, D. 2025. Beyond the Cuts: How the Defunding Affects Feminist and Civil Society Organizations. <https://www.boell.de/en/2025/03/13/beyond-cuts-how-defunding-affects-feminist-and-civil-society-organizations>; Keenan, J. 2022. Secret Influence: Astroturfing Sways Public Policy <https://www.proxyreview.org/2022/contributor-articles-blog/secret-influence-astroturfing-sways-public-policy>.

34 Zones ou contextes où la violence, l'intimidation, la censure ou les obstacles structurels forcent les journalistes au silence, que ce soit par la mort, la détention, l'autocensure, l'exil ou la destruction des infrastructures médiatiques, qui barrent l'accès des populations locales et de la communauté internationale à des informations indépendantes et fiables. Voir UNESCO. 2023. 2023 : Une hausse alarmante du nombre de journalistes tués dans les zones de conflit. <https://www.unesco.org/fr/articles/2023-une-hausse-alarmante-du-nombre-de-journalistes-tues-dans-les-zones-de-conflit?hub=687>.

35 UNESCO. 2024. Rapport de la Directrice générale sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383595\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383595_fre) ; UNESCO. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory>.

quatre rapporteurs internationaux sur la liberté d'expression<sup>36</sup>, cette rhétorique incite au harcèlement en ligne, voire à l'exercice de violences réelles contre la presse<sup>37</sup>. Cette animosité alimente le négativisme et, dans certains cercles, le refus de suivre l'actualité, ce qui incite d'autant plus les citoyens à se contenter de contenus de divertissement et d'opinions qui confortent leurs biais de confirmation.

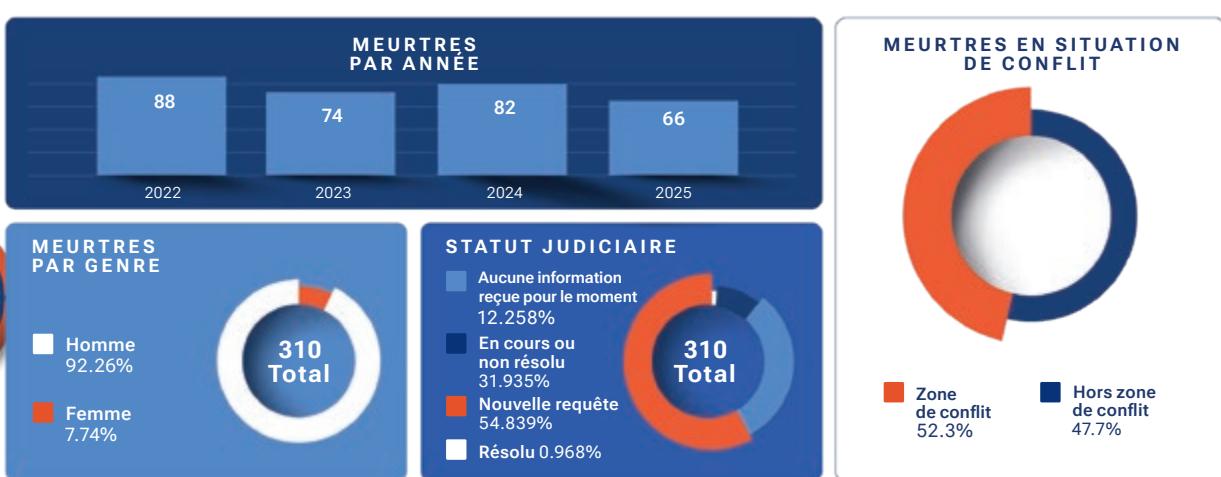
Au cours des trois dernières années et demie, des agressions physiques ont coûté la vie à 310 journalistes, dont 24 femmes, sans compter les décès survenus depuis le 12 septembre 2025. Plus de la moitié de ces victimes étaient des journalistes et des professionnels des médias qui couvraient des conflits et des guerres.

En septembre 2025, seulement 0,968 % de ces cas avaient été déclarés résolus (voir la Figure 4) :

Les actions cumulatives conformes au Plan d'action des Nations Unies de 2012 sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité ont permis aux responsables publics d'améliorer leurs rapports à l'UNESCO sur la résolution des meurtres de professionnels des médias. Selon les rapports des États membres à l'UNESCO sur l'état d'avancement des enquêtes judiciaires, 85 % des assassinats de journalistes enregistrés depuis 2006 restaient non résolus ou étaient encore en cours d'investigation en 2024 (une amélioration de 10 % par rapport à 2012<sup>41</sup>).

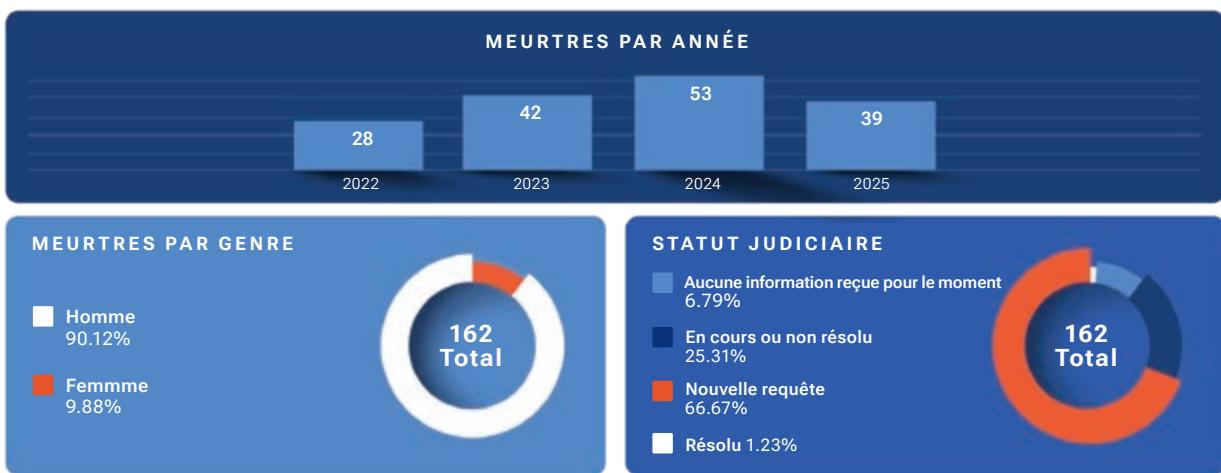
**FIGURE 4**

Meurtres de journalistes  
Source: UNESCO.<sup>39</sup>



**FIGURE 5**

Meurtres de journalistes dans les zones de conflit  
Source: UNESCO.<sup>40</sup>



<sup>36</sup> Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2021. Déclaration conjointe 2021 sur les acteurs politiques, les fonctionnaires et la liberté d'expression. [https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721\\_0.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721_0.pdf).

<sup>37</sup> Reporters sans frontières. 2024. USA : Donald Trump a attaqué verbalement les médias plus de 100 fois pendant la campagne électorale. <https://rsf.org/fr/%C3%A9 tats-unis-donald-trump-attaqu%C3%A9 verbalement-les-m%C3%A9 dia-s-plus-de-100-fois-pendant-la-campagne>.

<sup>38</sup> UNESCO. Observatoire des journalistes tués, op. cit.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> UNESCO. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory>.

En outre, la concentration des meurtres de journalistes dans les zones de conflit au cours des deux dernières années réduit considérablement la probabilité que justice soit rendue<sup>42</sup>.

Certaines mesures en faveur de la sécurité des journalistes se poursuivent. Des unités spécialisées chargées d'enquêter sur les crimes commis contre des journalistes et d'engager les poursuites correspondantes exercent leurs activités, avec plus ou moins d'impact. Il s'agit notamment de PressSafe au Royaume des Pays-Bas, de FEADLE au Mexique et d'équipes similaires en Colombie et au Guatemala<sup>43</sup>. En outre, reconnaissant l'importance de l'état de droit, l'initiative mondiale de l'UNESCO qui vise à former les juges aux questions de liberté d'expression rencontre un franc succès<sup>44</sup>.

## Les fuites forcées

En réponse aux persécutions politiques et aux menaces proférées par des organisations criminelles et d'autres acteurs corrompus, ainsi qu'à l'escalade des conflits et de la répression, le nombre de journalistes déplacés à l'intérieur de leur pays ou contraints à l'exil a augmenté ces dernières années<sup>45</sup>. Dans la seule région de l'Amérique latine et des Caraïbes, depuis 2018, on estime à 913 le nombre de journalistes déplacés de force vers d'autres pays pour protéger leur vie, leur sécurité et celle de leur famille<sup>46</sup>.

Selon l'étude Voces Desplazadas: Radiografía del exilio periodístico latinoamericano, soutenue par l'UNESCO, les journalistes déplacés sont confrontés à de multiples formes de violences, de discrimination et de xénophobie, et leur situation occasionne aussi des problèmes familiaux et des troubles physiques et mentaux.

ENCADRÉ 3

### Solidarité



Les journalistes du journal nicaraguayen La Prensa, lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano en 2025, ont déclaré dans leur discours de remerciement :

*« Cette récompense est également celle de tous les journalistes indépendants qui continuent d'informer, même en dehors de leur pays [...] Cette reconnaissance nous honore profondément, mais elle renouvelle également notre engagement à continuer à pratiquer un journalisme courageux, éthique, vrai et libre<sup>47</sup>. »*

Alors que de nombreux journalistes contraints à l'exil choisissent de renoncer à leur métier, ceux qui continuent à informer jouent un rôle indispensable pour une couverture médiatique libre, indépendante et pluraliste<sup>48</sup>. Des espaces sûrs, des centres de solidarité et des pôles régionaux ont été établis dans plusieurs pays, dont le Costa Rica, le Kenya, le Liban, le Pakistan, le Soudan, la Thaïlande et l'Ukraine<sup>49</sup>. Ces centres peinent à répondre à la forte demande de soutien, mais parviennent tout de même à fournir un hébergement sûr, une formation à la sécurité, un accès à du matériel, des soins psychologiques et médicaux et une assistance juridique et financière.

42 Comité pour la protection des journalistes. 2023. Deadly Pattern: 20 journalists died by Israeli military fire in 22 years. No one has been held accountable. <https://cpj.org/reports/2023/05/deadly-pattern-20-journalists-died-by-israeli-military-fire-in-22-years-no-one-has-been-held-accountable/>; CPJ. 2024. Impunity Index. <https://cpj.org/special-reports/haiti-israel-most-likely-to-let-journalists-murders-go-unpunished-cpj-2024-impunity-index-shows/>.

43 Averkiou, A. 2023. Le rôle des agents chargés du maintien de l'ordre : assurer la sécurité des journalistes lors des manifestations publiques et des élections. UNESCO [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920_fre).

44 UNESCO. 2023. 10 ans de l'Initiative des Juges de l'UNESCO : renforcer l'état de droit, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes 2013 - 2023. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925_fre).

45 Ibid.

46 Jiménez et al. 2025. Informe Voces Desplazadas: Radiografía del exilio periodístico latinoamericano (2018–2024). San José, PROLEDI, Université du Costa Rica. <https://www.ucr.ac.cr/medios/documentos/2025/informe-voces-desplazadas-proledi-ucr-6882ccd979021.pdf>.

47 Citation originale en espagnol : « Este premio también pertenece a todos aquellos periodistas independientes que siguen informando desde fuera del país [...] Este reconocimiento nos honra profundamente, pero también renueva nuestro compromiso de continuar haciendo un periodismo valiente, ético, verás y libre. » Voir UNESCO. Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano. <https://www.unesco.org/fr/prizes/cano> ; voir également UNESCO. 2025. Le journal « La Prensa » du Nicaragua lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2025 <https://www.unesco.org/fr/articles/le-journal-la-prensa-du-nicaragua-laureat-du-prixmondial-de-la-liberte-de-la-presse-unesco>.

48 JX Fund. 2025. 3 years JX Fund: Keeping exiled journalism alive in times of repression. <https://jx-fund.org/newsroom/news/3-years-jx-fund-keeping-exiled-journalism-alive-in-times-of-repression>.

49 UNESCO. 2022. Le soutien de l'UNESCO aux journalistes en Ukraine a un impact sur le terrain. <https://www.unesco.org/fr/articles/le-soutien-de-lunesco-aux-journalistes-en-ukraine-un-impact-sur-le-terrain> ; UNESCO. 2024. Ukraine : Un nouveau Centre de solidarité pour les journalistes ouvre ses portes à Kharkiv avec le soutien de l'UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/ukraine-un-nouveau-centre-de-solidarite-pour-les-journalistes-ouvre-ses-portes-kharkiv-avec-le> ; UNESCO. 2024. Exile Media Hub Nairobi: A Sanctuary for Journalists from East Africa. <https://www.unesco.org/en/articles/exile-media-hub-nairobi-sanctuary-journalists-east-africa>.

**Le journalisme en exil :  
une réalité mondiale qui  
prend de l'ampleur**  
Par le Forum mondial pour  
le développement des médias  
(GFMD<sup>50</sup>)



Dans de nombreuses régions où l'exil était autrefois une exception, il est devenu dans de trop nombreux cas une caractéristique déterminante du journalisme indépendant<sup>51</sup>. Reporters sans frontières (RSF) a souligné dans son Bilan assistance 2024 que 70 % de son aide d'urgence au cours de l'année écoulée avait été allouée à des journalistes en exil, ce qui représentait une augmentation de 25 % par rapport à 2022<sup>52</sup>. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a signalé une augmentation du soutien aux journalistes exilés de 227 % entre 2020 et 2023<sup>53</sup>.

Dans son rapport de 2024, la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a souligné l'ampleur et la gravité des menaces auxquelles sont confrontés les journalistes en exil. Elle a rappelé que si le droit international des droits humains et le droit international des réfugiés constituaient une base solide, les États manquaient souvent à leurs obligations. En conséquence, de nombreux journalistes se retrouvent dans des situations précaires, sans statut juridique, sans revenus stables ou sans accès à un soutien institutionnel. L'exil devient alors une autre méthode pour faire taire les voix et les faits<sup>54</sup>.

Les journalistes exilés sont également visés par des attaques numériques. Au cours de la seule année écoulée, le CPJ a recensé au moins 20 cas confirmés de journalistes exilés dont les activités sont surveillées par Pegasus et d'autres logiciels espions similaires<sup>55</sup>.

## Les violences à l'encontre de toutes les femmes journalistes

Les femmes journalistes, en particulier celles qui sont vulnérables et marginalisées, restent victimes d'exclusion et de persécution. Ces difficultés reflètent les problèmes plus larges auxquels sont confrontées les femmes et ont un impact particulièrement néfaste sur l'écosystème de l'information. Depuis la Déclaration de Beijing de 1995 qui appelait à une plus grande égalité des genres dans la représentation et la direction des médias<sup>56</sup>, et plus particulièrement au cours de la dernière décennie, le nombre de femmes occupant des postes de direction dans des médias a augmenté<sup>57</sup>. Toutefois, les schémas de discrimination encore bien ancrés demeurent un obstacle important<sup>58</sup>. Plus récemment, et malgré des décennies d'efforts courageux pour parvenir à l'égalité des genres, les femmes dans les médias et les journalistes qui ne correspondent pas aux normes de genre font encore aujourd'hui face à des réactions de rejet<sup>59</sup>. En mars 2025, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré :



*« Les droits des femmes sont en état de siège. Le poison du patriarcat est de retour, et il revient en force<sup>60</sup>. »*

Cette régression a été abordée à l'UNESCO en janvier 2025, lorsque des experts ont signalé une hostilité croissante à l'égard de l'égalité et de la dignité humaine dans les reportages d'informations, les programmes de divertissement et les publications sur les médias sociaux<sup>61</sup>. Des campagnes visant à restreindre les libertés démocratiques des femmes se propagent dans

50 Le Forum mondial pour le développement des médias est l'une des plus grandes communautés mondiales dédiées au développement des médias, à la liberté des médias et au soutien au journalisme. Voir Forum mondial pour le développement des médias. <https://gfmd.info/>.

51 Forum mondial pour le développement des médias. Securing the Future of Journalism. <https://gfmd.info/>.

52 Reporters sans frontières (RSF). 2024. Bilan assistance 2024 – la protection des journalistes en exil, un impératif pour la liberté de la presse. [https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2025/01/BILAN%20ASSISTANCE%202024\\_FR\\_0.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2025/01/BILAN%20ASSISTANCE%202024_FR_0.pdf).

53 Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2024. Forced to flee: Exiled journalists face unsafe passage and transnational repression. <https://cpj.org/reports/2024/06/forced-to-flee-exiled-journalists-face-unsafe-passage-and-transnational-repression>.

54 Conseil des droits de l'homme. 2024. Journalistes en exil. Rapport de la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression (doc. A/HRC/56/53). <https://docs.un.org/fr/A/HRC/56/53>.

55 Ibid.

56 Nations Unies. 1995. Déclaration et Programme d'action de Beijing. <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>

57 Reuters Institute. 2025. Women and leadership in the news media 2025: Evidence from 12 markets. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/women-and-leadership-news-media-2025-evidence-12-markets>.

Voir également UNECE. 2017. Who is telling the story? Changes in the proportion of women among journalists since 2000. <https://unece.org/statistics/news/who-telling-story-changes-proportion-women-among-journalists-2000>.

58 « Profondément enracinés, les schémas de la discrimination fondée sur le genre entravent encore grandement la capacité des femmes à poursuivre une carrière dans le journalisme sur un pied d'égalité avec les hommes. » Voir Comisión Interamericana de Derechos Humanos. Relatoria Especial para la Libertad de Expresión. 2022. Mujeres periodistas y salas de redacción : avances, desafíos y recomendaciones para prevenir la violencia y luchar contra la discriminación. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/Mujeres22-es.pdf>.

59 ONU Femmes. 2025. Un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes en 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communiqué-de-presse/2025/03/un-pays-sur-quatre-fait-état-d'un-recul-des-droits-des-femmes-en-2024> ; Les attaques contre les femmes journalistes « ont pour but de les intimider, de les réduire au silence et de les chasser de la sphère publique » Voir Khan, I. 2021. #JournalistsToo: Les femmes journalistes prennent la parole. Recueil de témoignages sur l'expérience du harcèlement. Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. [https://www.srfreedex.org/wp-content/uploads/2021/11/JT\\_French.pdf](https://www.srfreedex.org/wp-content/uploads/2021/11/JT_French.pdf); Posetti et al. 2021. The Chilling: global trends in online violence against women journalists; research discussion paper. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377223>.

60 ONU Femmes. 2025. Remarques du Secrétaire général à l'ouverture de la 69e session de la Commission de la condition de la femme. <https://www.un.org/sg/fr/content/sg/2025-03-10>.

61 UNESCO. 2025. L'UNESCO réunit des experts mondiaux sur l'égalité des genres dans les médias à l'approche de Pékin+30. <https://www.unesco.org/fr/articles/unesco-reunit-des-experts-mondiaux-sur-legualite-des-genres-dans-les-medias-lapproche-de-pekin30>.

de nombreux pays<sup>62</sup>. La tendance à la violence contre les femmes journalistes se maintient, ses auteurs cherchant à les pousser à l'isolement et à les exclure des espaces civiques en faisant entendre des points de vue misogynes qui refusent la participation légitime des femmes dans l'espace public.

Outre les menaces physiques et institutionnelles, la sphère numérique est devenue un front majeur pour les violences à l'égard des femmes journalistes. La violence basée sur le genre facilitée par la technologie<sup>63</sup> apparaît comme une manifestation omniprésente et particulièrement insidieuse de ce recul des droits des femmes. Une étude menée en 2023 sur 283 agressions contre des femmes journalistes a montré que la forme la plus répandue de ces violences était le harcèlement en ligne<sup>64</sup>. Cette étude s'appuie sur une enquête menée en 2020 auprès de professionnelles du journalisme par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) avec le soutien de l'UNESCO, où 73 % des 901 personnes interrogées ont fait état d'attaques en ligne<sup>65</sup>. Un cinquième des répondantes déclaraient avoir été attaquées ou maltraitées dans le monde réel, en lien avec des violences qu'elles avaient subies en ligne.

Les femmes journalistes continuent également de faire face à des menaces sur leurs lieux de travail. Une étude réalisée en 2022 par l'Association mondiale des éditeurs de presse d'information (WAN-IFRA) pour Women in News a révélé que 41 % des femmes journalistes interrogées avaient été victimes de harcèlement sexuel verbal et/ou physique, mais que quatre femmes sur cinq ne lavaient pas signalé par crainte de représailles<sup>66</sup>.

## L'instrumentalisation du système judiciaire

Pour lutter contre les menaces pour la cybersécurité et la sécurité nationale, et contre le terrorisme, la désinformation et les discours de haine, de nombreux gouvernements ont introduit ou rétabli des lois qui finissent souvent par restreindre le journalisme et la liberté d'expression. Des lois sur la cybercriminalité, la calomnie, la diffamation et les insultes ont été utilisées pour faire taire les dissidents et mettre les responsables publics à l'abri des critiques<sup>67</sup>. Certaines mesures ont servi à légitimer la surveillance et l'espionnage<sup>68</sup>. Parmi les États membres de l'UNESCO, 160 disposaient encore de lois pénales sur la diffamation prévoyant des sanctions dont la menace persistante entrave la liberté de la presse<sup>69</sup>.

Les journalistes et les professionnels des médias sont de plus en plus visés par diverses formes de harcèlement juridique<sup>70</sup>, allant de procès en diffamation assortis de demandes de dommages-intérêts exorbitants<sup>71</sup> à des poursuites fondées sur la réglementation antiterroriste<sup>72</sup> ou financière<sup>73</sup>. En 2024, l'UNESCO a recensé dans une publication plusieurs affaires dans lesquelles des acteurs puissants avaient accusé des journalistes d'extorsion, d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent, allégations correspondant précisément aux crimes sur lesquels ils enquêtaient<sup>74</sup>.

62 Union interparlementaire. 2025. 60 % des femmes parlementaires d'Asie-Pacifique dénoncent des violences sexistes en ligne. <https://www.ipu.org/fr/actualites/communiques-de-presse/2025-03/60-des-femmes-parlementaires-dasie-pacifique-denoncent-des-violences-sexistes-en-ligne>. 2021. Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Afrique. <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2021-11/sexe-harclement-et-violence-legard-des-femmes-dans-les-parlements-dafrique>.

63 Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), Commission de la condition de la femme, soixante-septième session. 2023. Innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles. <https://docs.un.org/fr/E/CN.6/2023/L3>.

64 Centre européen pour la liberté de la presse et des médias. 2024. Safeguarding Women Journalists in the Digital Age. <https://www.ecpmf.eu/safeguarding-women-journalists-in-the-digital-age>.

65 Posetti et al., op. cit.

66 Association mondiale des éditeurs de presse d'information. 2022. Sexual Harassment in the Media. <https://sexualharassment.womeninnews.org/research>.

67 Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2021. Déclaration conjointe 2021 sur les acteurs politiques, les fonctionnaires et la liberté d'expression. [https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721\\_0.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721_0.pdf); Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2023. Joint declaration on media freedom and democracy. <https://www.osce.org/files/f/documents/3/2/542676.pdf>.

68 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique. Rapport de la Rapporteur spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

69 UNESCO. La liberté de la presse en période de crise et de transformation. <https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/fr/tendances-mondiales>.

70 Pittman, E. et Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

71 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre. Rapport de la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression (doc. A/HRC/53/25). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>

72 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Brief on impact of counter-terrorism and criminal laws on media freedom and safety of journalists. <https://www.ohchr.org/en/documents/brochures-and-leaflets/brief-on-impact-of-counter-terrorism-and-criminal-laws-media-freedom>.

73 Pittman, E. et Juega, E., op. cit.

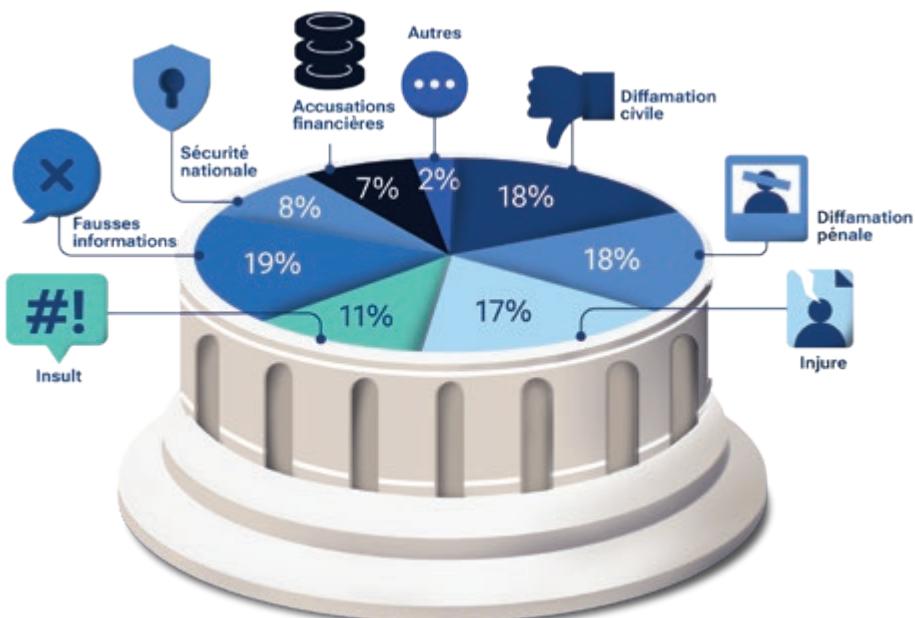
74 Ibid.

Le détournement des systèmes judiciaires (on parle alors de « guerre juridique ») utilise les ressources de l'État pour attaquer le journalisme<sup>75</sup>. Tel est le cas, par exemple, de la tactique juridique abusive connue sous le nom de « poursuites-bâillons », introduite par des entités et des individus puissants dans le but d'intimider et de faire taire les voix critiques<sup>76</sup>. En 2023, la CASE, coalition qui lutte contre les poursuites-bâillons en Europe, a documenté 166 cas visant à mettre fin à la divulgation d'affaires de corruption et de dommages environnementaux<sup>77</sup>. En 2025, l'UNESCO a lancé l'Initiative mondiale sur les poursuites-bâillons contre la liberté d'expression<sup>78</sup>. Dans ce contexte, les avocats et autres acteurs judiciaires impliqués dans des affaires concernant la liberté d'expression ont relevé les poursuites ou allégations les plus courantes auxquelles sont confrontés les journalistes<sup>79</sup>.

De plus en plus souvent, ces diverses tactiques entraînent des journalistes dans des démarches chronophages, stressantes et coûteuses, et elles ont même conduit à l'emprisonnement de journalistes dans certains cas. Selon le CPJ, le nombre de journalistes emprisonnés dans le monde a presque atteint un record en 2024, avec 361 journalistes derrière les barreaux à la fin de l'année<sup>80</sup>.

Parallèlement à tout cela, plusieurs gouvernements ont de plus en plus recours aux avis de retrait sur les plateformes de médias sociaux<sup>81</sup>. Si certaines de ces actions protègent des intérêts légitimes, d'autres ne respectent pas les normes internationales en matière de restriction de la liberté d'expression. Le terme « jawboning » est utilisé pour caractériser la pression exercée sur les entreprises de communication hors du cadre des procédures transparentes garanties par la loi<sup>82</sup>.

**FIGURE 6**  
Poursuites judiciaires ou allégations auxquelles les journalistes sont confrontés  
*Source:*  
UNESCO's Global Initiative  
Needs Assessment for  
Lawyers and Judicial Actors  
Involved in Freedom of  
Expression Cases.



75 Soraide, R. 2022. L'« utilisation abusive » du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fre).

76 Généralement, les poursuites-bâillons impliquent la tactique de la « course aux tribunaux » ou du « tourisme de la diffamation ». Tel que défini dans Liability and jurisdictional issues in online defamation cases, il s'agit de la « pratique qui consiste à choisir le tribunal devant lequel intenter une action de manière à bénéficier de l'issue la plus favorable, même lorsqu'il n'y a aucun lien, ou seulement un lien tenu, entre le problème juridique et la juridiction sollicitée ». Conseil de l'Europe. 2019 (doc. DIG(2019)04).

77 CASE. Coalition against SLAPPs in Europe. 2024. Number of SLAPPs in Europe Continues to Rise. <https://www.the-case.eu/latest/number-of-slapps-in-europe-continues-to-rise>.

78 UNESCO. 2025. UNESCO Launches Global Initiative to Address Legal Harassment of Journalists. <https://www.unesco.org/en/articles/unesco-launches-global-initiative-address-legal-harassment-journalists>.

79 L'Initiative mondiale de l'UNESCO vise à faire face à l'évolution rapide de la nature et de la portée des menaces juridiques contre les journalistes et à aider les avocats, les juges et les procureurs à mieux contrer ce phénomène. En avril 2025, elle a lancé une enquête mondiale qui a recueilli les réponses de 347 professionnels de la justice de 78 pays.

80 Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2024. Journalists Jailings Near Record High in 2024 as Crackdown on Press Freedom Grows. <https://cpj.org/2025/01/journalist-jailings-near-record-high-in-2024-as-crackdown-on-press-freedom-grows>.

81 Surfshark. 2025. Content removal attempts from Google this decade. <https://surfshark.com/research/study/google-content-removal-attempts>; Software Freedom Law Centre. 2025. Data Analysis of Meta, X, and ShareChat on Content Takedown. <https://sflic.in/data-analysis-of-meta-x-and-sharechat-on-content-takedown>.

82 Keller, D. 2024. This is Hard. Stanford Cyber Policy Center. <https://cyber.fsi.stanford.edu/publication/hard>; Milmo, D. et Booth, R. Meta has 'heard the message' from Trump, says whistleblower Frances Haugen. The Guardian. <https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/09/meta-has-heard-the-message-from-trump-says-whistleblower-frances-haugen>.

## La viabilité des médias

Même dans les pays où les normes et la pratique continuent de soutenir des médias libres, indépendants et pluralistes, de nombreux organes d'information ont du mal à poursuivre leurs activités<sup>83</sup>. Les fermetures et les mesures d'économie se poursuivent à un rythme soutenu, tandis que les salles de rédaction qui s'accrochent souffrent de plus en plus de pénuries de personnel et peinent à rester compétitives dans un écosystème de contenus de plus en plus encombré, qui complique la recherche de sources d'informations fiables.

En raison de leurs modèles commerciaux, les médias traditionnels ont du mal à fidéliser et accroître leur public en répondant aux attentes<sup>84</sup>.

On observe également un déplacement continu des recettes publicitaires des médias traditionnels vers des plateformes et services exploités par les géants du numérique, dont les priorités suivent une logique différente de celle du journalisme<sup>85</sup>. Cette hémorragie pourrait s'intensifier, dans la mesure où les services d'IA commencent également à absorber l'attention du public et les revenus publicitaires. Selon les données recueillies par le World Advertising Research Center en 2025, trois des plus importantes entreprises technologiques devraient capter plus de la moitié des dépenses publicitaires mondiales (hors Chine)<sup>86</sup>.

Autre tendance plus positive, les abonnements aux médias d'information en ligne ont augmenté (d'abord en raison de la pandémie de COVID-19) – même si souvent, cela est encore insuffisant pour compenser la perte de revenus publicitaires ou pour investir dans de nouveaux

services et produits. Le fait que les sites d'information numériques payants soient encore inabordables pour de vastes segments de la population reste un enjeu social majeur, alors même que l'accès à l'information est limité par la réduction du financement public des médias de service public, par la mainmise sur les médias et par la multiplication des ingérences politiques<sup>87</sup>.

Les systèmes d'IA aident certains médias à simplifier certaines tâches telles que la transcription, l'analyse des données et la création de nouveaux contenus. Les éditeurs sont également de plus en plus nombreux à adopter des systèmes d'IA pour la personnalisation, l'automatisation des tâches, les recommandations et la création de contenus. Pourtant, même pour les médias qui saisissent ces opportunités, les avantages peuvent ne pas l'emporter sur les répercussions plus larges de l'IA pour l'ensemble du secteur. En effet, les inconvénients de l'IA sont multiples. L'un d'eux est l'impact négatif sur la découverte d'informations : les résultats de recherche générés par l'IA relèguent au second plan, voire excluent, les liens vers les sites d'actualités, réduisant considérablement le trafic en ligne pour les médias concernés.

Un autre problème réside dans le fait que, alors que les contenus des actualités sont utilisés pour entraîner les grands modèles de langage (LLM) utilisés par l'IA, les médias ayant produit les contenus originaux sont rarement dédommagés<sup>88</sup>. L'argument de l'« utilisation équitable » a été détourné pour violer à grande échelle les droits d'auteur des éditeurs au détriment des fournisseurs d'informations. En conséquence, les éditeurs ripostent en multipliant les procès pour atteinte aux droits d'auteur contre les entreprises d'IA<sup>89</sup>.

83 Centre pour le pluralisme et la liberté des médias. 2024. News Deserts on the Rise: a First Comparative Study Indicates the Fragile Situation for Local Media across the EU. <https://cmpf.eui.eu/news-deserts-on-the-rise-and-local-media-across-the-eu> ; voir également CNN. 2024. News Industry Off to Brutal 2024 Start as Mass Layoffs Devastate Publishers, Raising Questions about the Future of Journalism. <https://edition.cnn.com/2024/01/25/media/news-industry-future> ; voir également Reuters Institute. 2023. Echoes from the Desert: Five Seasoned Reporters Reflect on the Vanishing Landscape of Local News. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/echoes-desert-five-seasoned-reporters-reflect-vanishing-landscape-local-news>.

84 En ce qui concerne la pondération des approches imprimées et numériques, voir, par exemple, Association mondiale des éditeurs de presse d'information. 2024. For The New York Times, Print Profits help Fuel Digital Growth. <https://wan-ifra.org/2024/11/for-the-new-york-times-print-profits-help-fuel-digital-growth>.

85 UNESCO. 2022. Le journalisme comme bien public : tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias ; Rapport mondial 2021/2022. <https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/fr/journalisme-bien-public>.

86 WARC. 2025. AI Propels Alphabet, Amazon and Meta to 54.7% Market Share Outside of China. <https://www.warc.com/content/feed/ai-propels-alphabet-amazon-and-meta-to-547-market-share-outside-of-china/10685>.

87 La Rapportrice spéciale des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression définit la mainmise sur les médias comme « le processus par lequel des établissements auparavant indépendants tombent sous l'emprise de gouvernements, de ploutocrates et de sociétés. Ce processus passe généralement par : une immixtion politique dans le fonctionnement des organes de réglementation des médias et des médias du service public, qui sont convertis en porte-parole des gouvernements ; une prise de contrôle des organes d'information indépendants par des acteurs politiques ou des conglomérats contrôlés par de riches donateurs du milieu politique ou par des entrepreneurs fortunés ; et une instrumentalisation de la publicité et des subventions publiques dans le but de nuire aux médias critiques à l'égard des gouvernements et de donner davantage de moyens à ceux qui sont dans les bonnes grâces de l'État. » Voir Conseil des droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique. Rapport de la Rapportrice spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan (doc. A/HRC/50/29). <https://docs.un.org/doc/A/HRC/50/29>.

88 Schiffrin, A. 2024. AI and the Future of Journalism: Issue Brief for Stakeholders. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391214>.

89 Chatgptiseatingtheworld. 2025. Updated Map of US copyright lawsuits v. AI companies. <https://chatgptiseatingtheworld.com/2025/08/13/updated-map-of-us-copyright-lawsuits-v-ai-companies-aug-12-2025/>.

Soucieux de la viabilité des sites Web, un grand soutien d'Internet a fait exception en se rangeant du côté des créateurs de contenus, y compris les médias, pour empêcher les bots IA non autorisés de moissonner leurs contenus<sup>90</sup>. Ce genre de mesure permet de faire pression sur les propriétaires de ces bots pour qu'ils paient des droits de propriété intellectuelle aux médias, car, à l'heure actuelle, les entreprises d'IA récoltent les bénéfices du journalisme original sans en payer le prix.

Ces menaces financières affectent non seulement les résultats et, dans de nombreux cas, la viabilité même des médias, mais aussi leur indépendance éditoriale. La Rapportrice spéciale des Nations Unies a exprimé des préoccupations concernant une récente augmentation de l'influence des États sur les médias de service public et la mainmise sur les médias<sup>91</sup>, phénomènes qui conduisent des médias en difficulté financière à faire

des concessions éditoriales au gouvernement ou à de puissants propriétaires partisans ayant souvent des intérêts commerciaux plus larges<sup>92</sup>.

Le classement mondial de la liberté de la presse 2025 de Reporters sans frontières (RSF) décrit la pression économique exercée sur les médias comme un problème « insidieux », jugeant même la situation « difficile » pour la première fois<sup>93</sup>.

Déjà faible, le soutien au développement des médias ne cesse de diminuer à travers le monde. Les dernières cartographies de l'aide publique au développement (APD) ont révélé qu'entre 2016 et 2022, en moyenne seulement 0,5 % de l'ensemble de l'APD avait été consacré aux médias et à l'information<sup>94</sup>. L'évolution des priorités internationales des donateurs et des organisations philanthropiques en 2025, qui a entraîné des baisses de financement, a frappé le secteur du développement des médias, mettant en péril l'indépendance, les capacités, et jusqu'à l'existence même de nombreux organes d'information.

#### ENCADRÉ 5

### Renforcer l'indépendance et le pluralisme des médias – Le règlement européen sur la liberté des médias



Le règlement européen sur la liberté des médias protège le pluralisme et l'indépendance des médias au sein de l'UE<sup>95</sup>. Les principales protections mises en place comprennent la sauvegarde de l'indépendance éditoriale, la protection des sources journalistiques (y compris contre les logiciels espions), la garantie du fonctionnement indépendant des médias de service public (avec un financement adéquat, durable et prévisible), l'amélioration de la transparence de la propriété des médias et la protection des médias contre la suppression injustifiée de contenus par les très grandes plateformes en ligne (GPL).

Ce règlement introduit également un droit de personnalisation de l'offre des médias sur les appareils et interfaces et garantit la transparence de la publicité d'État<sup>96</sup>.

90 Corral et al. 2025. Perplexity is using stealth, undeclared crawlers to evade website no-crawl directives. Cloudflare. <https://blog.cloudflare.com/perplexity-is-using-stealth-undeclared-crawlers-to-evoke-website-no-crawl-directives/>.

91 Forme de contrôle des médias obtenue grâce à une série de mesures systématiques et prémeditées prises par les gouvernements et de puissants groupes d'intérêt. Voir UNESCO, Dragomir, M. 2020. Reporting facts: free from fear or favour. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375061>.

92 Voir Conseil des droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique (doc. A/HRC/50/29).

93 Règlement européen sur la liberté des médias. 2024. [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy-protecting-democracy/european-media-freedom-act\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy-protecting-democracy/european-media-freedom-act_fr).

94 ARTICLE 19. 2024. EU: Rule of Law report must prompt strong action to protect media freedom. <https://www.article19.org/resources/eu-rule-of-law-report-must-prompt-strong-action-to-protect-media-freedom/>.

95 Reporters sans frontières (RSF). 2025. Classement mondial RSF 2025 : la fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse. <https://rsf.org/fr/classement-mondial-rsf-2025-la-fragilisation-%C3%A9conomique-des-m%C3%A9dia-constitue-l'une-des-principales-menaces-pour-la-libert%C3%A9-de-la-presse>.

96 OCDE. 2024. L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en six ans, selon l'OCDE. <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/04/official-development-assistance-2024-figures.html>.

## ENCADRÉ 6



### Par le Forum mondial pour le développement des médias (GFMD)

Selon les informations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du réseau du GFMD, l'aide internationale globale a diminué en 2024 après 5 ans de croissance continue, marquant un tournant pour le soutien mondial au journalisme et aux médias<sup>97</sup>.

Cette tendance à la baisse a été amplifiée en 2025 par une diminution importante de l'aide étrangère fournie par le principal pays donateur, tant sous forme d'aide publique au développement (APD) globale que sous forme de financements dédiés au journalisme et au développement des médias. Cela représentait environ 25 % du soutien mondial total au développement des médias, qui s'élevait en moyenne à 620 millions de dollars des États-Unis par an entre 2020 et 2024. La suspension brutale de ces financements a gravement perturbé le secteur du journalisme et des médias dans des contextes fragiles.

Les facteurs aggravants incluent des changements dans les politiques des grandes entreprises technologiques, certaines bloquant même totalement les actualités pour éviter d'en payer le prix. Ces bouleversements ont compliqué la situation déjà précaire de nombreux médias indépendants et autres initiatives de soutien au journalisme. Dans plusieurs régions touchées par la crise, les organes de presse, qui étaient autrefois vitaux pour la vérité et la responsabilisation, ferment faute de moyens financiers. Et aujourd'hui, ce sont des acteurs étrangers, des groupes violents et d'autres réseaux de désinformation qui cherchent à combler le vide ainsi laissé avec du divertissement et des contenus de mauvaise qualité générés par l'IA (AI slop).

Des initiatives récentes ont cherché non seulement à attirer l'attention sur la crise à laquelle sont confrontés les médias, mais aussi à identifier et à soutenir le déploiement de solutions globales<sup>98</sup>. De nombreux producteurs de contenus informatifs se diversifient en s'éloignant des médias sociaux pour toucher leur public de manière indépendante, notamment par le biais de plateformes de messagerie électronique et de messagerie directe. Des efforts sont déployés pour débloquer des capitaux locaux par le biais de garanties pour les donateurs<sup>99</sup>, et le Fonds international pour les médias d'intérêt public a été créé pour mobiliser des ressources en faveur d'un journalisme indépendant sous pression<sup>100</sup>.

Le Manifeste sur la viabilité des médias<sup>101</sup>, élaboré conjointement par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC<sup>102</sup>) de l'UNESCO et 12 autres organisations d'appui aux médias, définit des voies à suivre pour assurer la pérennité de médias d'intérêt public indépendants et financièrement viables. Dans le même ordre d'idées, les Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information<sup>103</sup>, adoptés en mars 2024 par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, constituent un appel à l'action en faveur d'un soutien, d'une coordination et d'une participation accrue des acteurs locaux.

Plus récemment, lors du Sommet du G20 en Afrique du Sud en 2025, l'initiative Media20 (M20<sup>104</sup>) a rappelé l'importance de l'indépendance des médias d'intérêt public pour la sauvegarde de l'intégrité de l'information et le soutien de la viabilité des médias. L'initiative a également appelé à la mise en place d'un réseau collaboratif d'organisations des médias et de l'information pour mener une action structurée et coordonnée, en veillant à ce que le M20 évolue comme une plateforme dynamique suivant ou reflétant de manière critique les priorités du G20<sup>105</sup>. Face à l'aggravation de la crise de viabilité et aux nouvelles incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale, le renforcement de ces initiatives exigera toutefois un engagement majeur de la part des États membres pour inverser cette tendance.

97 Forum mondial pour le développement des médias. 2025. Urgent call for governments, multilateral institutions, and philanthropies to support independent media and journalism. <https://gfmd.info/urgent-call-to-support-independent-media-and-journalism>. Voir également OECD. 2025. L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en six ans, selon l'OCDE. <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/04/official-development-assistance-2024-figures.html>.

98 Kilman, L. 2022. Après la pandémie, renforcer la viabilité des médias : initiatives inspirantes pour assurer la viabilité des médias. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380889>. Voir également Schiffrin et al. Trouver des financements pour un journalisme florissant : viabilité des médias, les options stratégiques. 2022. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381146\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381146_fre).

99 International Media Support. 2025. Catalysing private capital: Financing the future of public interest media. <https://www.mediasupport.org/publication/catalysing-private-capital-financing-the-future-of-public-interest-media/>.

100 Fonds international pour les médias d'intérêt public. <https://ifpim.org/>.

101 Manifeste sur la viabilité des médias. <https://mediaviabilitymanifesto.org>.

102 UNESCO. Programme international pour le développement de la communication. <https://www.unesco.org/fr/international-programme-development-communication>.

103 OCDE. 2024. Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information dans le cadre de la coopération pour le développement. [https://www.oecd.org/fr/publications/2024/05/development-co-operation-principles-for-relevant-and-effective-support-to-media-and-the-information-environment\\_e8c617a4.html](https://www.oecd.org/fr/publications/2024/05/development-co-operation-principles-for-relevant-and-effective-support-to-media-and-the-information-environment_e8c617a4.html).

104 L'initiative M20 met en lumière les questions relatives aux médias, au journalisme et à l'intégrité de l'information pertinentes pour le processus du G20 et reprend les conclusions des groupes officiels d'engagement du G20 pour les entreprises, des groupes de réflexion et de la société civile, entre autres. Le programme M20 est organisé par le South African National Editors' Forum (Sane) et Media Monitoring Africa (MMA) en tant qu'initiative indépendante en marge du programme officiel du G20 sous la présidence sud-africaine. Voir <https://media20.org/>.

105 Scott, M. 2025. Fuelling Democracy and Growth Through Viable Media: An Urgent G20 Call to Action. Media 20. <https://media20.org/2025/07/16/policy-brief-6-fuelling-democracy-and-growth-through-viable-media-an-urgent-g20-call-to-action/>.

## La liberté d'expression et les services numériques

Alors que l'amélioration de la connectivité à Internet a permis à de nombreuses personnes d'accéder à l'information, d'autres restent piégées du mauvais côté de la fracture numérique. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT<sup>106</sup>), près d'un tiers de la population mondiale n'avait pas accès à Internet en 2024.

Les inégalités de genre demeurent un élément déterminant, et rares sont les communautés rurales qui bénéficient de connexions haut débit abordables. Les offres par satellite se développent, bien que dans au moins un cas, elles puissent être influencées par les préférences personnelles du propriétaire dudit satellite<sup>107</sup>. Les peuples autochtones et les locuteurs de langues minoritaires sont également exclus, la plupart des contenus numériques restant inaccessibles dans leur langue maternelle.

Pour les personnes connectées, l'environnement élargi permettant l'expression et l'accès à l'information n'a jamais autant été façonné par des entreprises numériques disposant de capitaux considérables, qui opèrent sur des marchés concurrentiels et axés sur les données.

Selon le Reuters Institute, les formats de contenus se sont développés avec la personnalisation des podcasts et des vidéos. Dans le même temps, les médias d'information ont dû faire face à une diminution continue du nombre de clics sur les principales plateformes, les renvois vers les articles en ligne ayant chuté de façon spectaculaire en 2023-2024<sup>108</sup>. Ce déclin, antérieur à l'essor des « chatbots d'assistance » alimentés par l'IA qui réduisent encore le nombre de visites, marginalise encore davantage les médias d'information.

Les principales plateformes, tout en mettant en vedette des influenceurs très populaires dans le cadre de leur rôle d'intermédiaire pour la distribution de la plupart des contenus en ligne, sont depuis quelques années revenus sur leurs engagements antérieurs en matière d'intégrité de l'information et de sécurité en ligne<sup>109</sup>. Leurs normes relatives aux contenus, qui étaient déjà critiquées pour leur faible mise en œuvre<sup>110</sup>, ont été davantage diluées<sup>111</sup>, et le tapis rouge a été déroulé à certaines catégories de discours de haine<sup>112</sup>. La vérification des faits a été interrompue ou déclassée sur certaines plateformes<sup>113</sup>, et des systèmes de « notes communautaires » inadéquats ont été présentés comme des alternatives<sup>114</sup>. Les plateformes continuent d'affirmer que les systèmes d'IA garantissent que les normes en vigueur sont effectivement appliquées bien que, en l'absence de transparence, ce soit impossible à vérifier. Au moins dans l'UE, les entreprises sont désormais tenues de fournir des informations détaillées sur les contenus qu'elles ont modérés et pour quels motifs, ces informations étant désormais disponibles dans une base de données publique<sup>115</sup>. L'Union européenne a mis en place un système d'« autorégulation » pour certaines grandes plateformes afin d'apporter une résolution indépendante aux litiges concernant les contenus, mais ce genre de système n'existe pas ailleurs<sup>116</sup>.

Dans le même temps, il convient de noter que tous les créateurs de contenus n'agissent pas de manière à nuire à la qualité de l'information. Dans certains cas, les influenceurs nés avec le numérique ont contribué à ramener leur jeune public vers l'actualité en expérimentant de nouveaux formats, en privilégiant des reportages plus accessibles et fondés sur le dialogue, et en établissant des formes de confiance que les médias traditionnels ont eu du mal à préserver. Hugo Décrypte en France ou Faye D'Souza en Inde, par exemple, sont salués car ils conduisent les jeunes à s'intéresser de nouveau aux affaires publiques<sup>117</sup>.

106 Union internationale des télécommunications. 2024. Facts and Figures Rapport. <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/index/>.

107 Windsor, R. 2025. Starlink: What Elon Musk's Satellite Soft Power Means for the World. The Week. <https://theweek.com/politics/starlink-what-elon-musks-satellite-soft-power-means-for-the-world>

108 Newman, N. 2025. Overview and key findings of the 2025 Digital News Report. Reuters Institute. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025/dnr-executive-summary>.

109 Milmo, D. 2025. Meta 'hastily' changed moderation policy with little regard to impact, says oversight board. The Guardian.

<https://www.theguardian.com/technology/2025/apr/23/meta-hastily-changed-moderation-policy-with-little-regard-to-impact-says-oversight-board>.

110 UNESCO. 2024. Platform problems and regulatory solutions: findings from a comprehensive review of existing studies and investigations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf000385813>.

111 Hendrix, J. 2025. Transcript : Mark Zuckerberg Announces Major Changes to Meta's Content Moderation Policies and Operations. Tech Policy Press. <https://www.techpolicy.press/transcript-mark-zuckerberg-announces-major-changes-to-metas-content-moderation-policies-and-operations/>; Amazeen, M. 2025. YouTube Is the Latest Media Platform to Loosen Content Moderation. What Does That Mean for Users? <https://www.bu.edu/articles/2025/youtube-content-moderation-changes/>.

112 Amnesty International. 2025. Les nouvelles politiques de Meta en matière de contenus risquent d'alimenter davantage de violences de masse et de génocides. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/02/metas-new-content-policies-risk-fueling-more-mass-violence-and-genocide/>; Garfield, L. 2025. Make Meta Safe: New Report Finds Increase in Harmful Content Targeting Marginalized Groups Following Policy Rollbacks. Glaad. <https://glaad.org/make-meta-safe-new-report-finds-increase-in-harmful-content-targeting-marginalized-groups-following-policy-rollbacks>.

113 Kaplan, J. 2025. More Speech and Fewer Mistakes. <https://about.fb.com/news/2025/01/meta-more-speech-fewer-mistakes/>; Fischer, S. 2025. Scoop: Google won't add fact checks despite new EU law. <https://wwwaxios.com/2025/01/16/google-fact-check-eu>.

114 Center for Countering Digital Hate. 2024. Rated Not Helpful: How X's Community Notes system falls short on misleading election claims. <https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/10/CCDH.CommunityNotes.FINAL-30.10.pdf>; Borenstein, N. 2025. Can Community Notes Replace Professional Fact-Checkers? <https://arxiv.org/html/2502.14132v1>.

115 Commission européenne. 2025. Base de données sur la transparence de la législation sur les services. <https://transparency.dsa.ec.europa.eu/?lang=fr>.

116 Appeals Centre. <https://www.appealscentre.eu/>.

117 Voir Hugo Décrypte. Actus du jour . YouTube. <https://www.youtube.com/channel/UCACAnMF0OrCtUep3Y4M-ZPw>; et Faye D'Souza : [https://www.youtube.com/channel/UCzI8K9xO\\_5E-4iCP7Km6cRQ](https://www.youtube.com/channel/UCzI8K9xO_5E-4iCP7Km6cRQ).

Une autre tendance perceptible concerne la manière dont les propres systèmes d'IA des plateformes, ainsi que ceux d'autres opérateurs dominants sur le marché de l'IA, mettent de plus en plus en avant les points de vue, les valeurs et les priorités de leurs propriétaires et des entreprises associées. Pour la plupart des pays, cette influence sous-jacente définit des paramètres non seulement pour l'utilisation de l'IA dans l'édition automatisée, la modération et la distribution de contenus, mais aussi pour la production même de ces contenus. Non seulement la concentration des pouvoirs dans ces deux domaines de la communication est un obstacle au pluralisme, mais il existe également un risque d'instrumentalisation des services au profit d'intérêts géopolitiques spécifiques et d'autres intérêts particuliers. Tous ces éléments, au même titre que les algorithmes des plateformes commerciales destinés à susciter et entretenir l'engagement des internautes, renforcent la tendance en faveur d'un éventail limité de langues, de cultures, de points de vue et de valeurs<sup>118</sup>.

À ces défis systémiques s'ajoutent des acteurs tiers qui ciblent de plus en plus les groupes marginalisés et vulnérables. L'intérêt des distributeurs de contenus dominants à stimuler l'engagement par le biais de contenus émotionnels contribue à amplifier la haine, à inciter à la violence et à réprimer les minorités vulnérables. Les plateformes diffèrent, mais certaines se prêtent particulièrement bien au ciblage de défenseurs des droits humains, de journalistes, d'artistes et de scientifiques. L'ampleur et la coordination de ces attaques constituent un danger redoutable pour la liberté d'expression et la participation démocratique telles qu'elles sont reconnues par le droit international. La pénétration sociale des médias sociaux est corrélée à la polarisation dans de nombreux pays, même s'il n'est pas facile de cerner les liens de causalité entre ces deux variables<sup>119</sup>.

## Les contenus générés par l'IA et l'intégrité de l'information

L'utilisation abusive de l'IA générative, pour créer des deepfakes – ou hypertrucages – qui portent atteinte aux droits humains, est un problème croissant qui a de graves répercussions sur la liberté d'expression et l'accès à l'information. Des femmes ont fait l'objet d'un chantage et ont été humiliées et réduites au silence au moyen d'images à caractère sexuel créées de toutes pièces sans leur consentement<sup>120</sup>. L'identité de journalistes, ainsi que de célébrités et de dirigeants politiques, a été usurpée dans le cadre d'escroqueries financières<sup>121</sup>, d'autant plus facilement que les attaques de phishing personnalisées par l'IA sont peu coûteuses<sup>122</sup>. L'utilisation abusive de l'IA générative s'accompagne de nouvelles menaces pour la cybersécurité<sup>123</sup> et pour l'intégrité électorale<sup>124</sup>, ainsi que de problèmes d'intégrité scientifique et académique<sup>125</sup>.

En réponse, plusieurs pays ont appliquéd les lois existantes ou adopté de nouvelles dispositions concernant de telles violations des droits humains, bien que certains acteurs aient regretté que ces restrictions soient parfois formulées de manière trop large (permettant ainsi une application sélective) et que les peines prescrites ne soient pas toujours proportionnelles aux infractions. Une autre réponse à l'IA générative est d'ordre technologique. En 2024, de grandes entreprises technologiques ont convenu de normes, portant notamment sur les métadonnées et l'étiquetage, pour ajouter des « informations d'identification » aux contenus générés par l'IA<sup>126</sup>. Mais l'opacité des entreprises empêche de procéder à une évaluation complète de la façon dont cela se déroule<sup>127</sup>. De plus, même lorsqu'elles sont appliquées,

118 Assemblée générale des Nations Unies. 2025. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Menaces sur la liberté d'expression en ligne en temps de troubles. <https://docs.un.org/fr/A/80/341>.

119 Harari, Y. N. 2024. Nexus: Une brève histoire des réseaux d'information, de l'âge de pierre à l'IA. Albin Michel.

120 Sur Instagram, plus de 90 % des influenceuses sont victimes de la pornographie deepfake. Voir The Hindu. 2024. Over 90% female influencers on Instagram fall victim to deepfake pornography, finds study.

121 Berry, K. 2024. I was scammed out of £75k by Martin Lewis deepfake advert. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/clyvj754d9lo>.

122 Heidling, F., Lermen, S., Kao, A., Schneier, B., et Vishwanath, A. 2024. Evaluating Large Language Models' Capability to Launch Fully Automated Spear Phishing Campaigns: Validated on Human Subjects. Université Cornell. <https://arxiv.org/abs/2412.00586>.

123 Tabassum, J. 2025. Deepfakes & Cyber 2025: Threats & Defense Strategies. <https://www.linkedin.com/pulse/deepfakes-cyber-2025-threats-defense-strategies-jahanzaib-tabassum-phk7f/>.

124 Wirtshafter, V. 2025. The impact of generative AI in a global election year. <https://www.brookings.edu/articles/the-impact-of-generative-ai-in-a-global-election-year/>; Csernaton, R. 2024. Can Democracy Survive the Disruptive Power of AI? Carnegie Endowment. <https://carnegieendowment.org/research/2024/12/can-democracy-survive-the-disruptive-power-of-ai?lang=en>.

125 Roe, J., Perkins, M., Furze, L. 2024. Deepfakes and Higher Education: A Research Agenda and Scoping Review of Synthetic Media. Journal of University Teaching and Learning Practice, Advanced Online Publication. <https://doi.org/10.53761/2y2np178>.

126 Coalition for Content Provenance and Authenticity. <https://c2pa.org>.

127 Narayan, A. et Kapoor, S. 2023. Generative AI companies must publish transparency reports. <https://knightcolumbia.org/blog/generative-ai-companies-must-publish-transparency-reports>.

ces mesures techniques ne sont pas la panacée puisqu'elles peuvent être piratées ou contournées (en particulier dans les formats texte, audio et vidéo) et les contenus peuvent être distribués sans informations complémentaires<sup>128</sup>.

L'IA générative soulève également d'autres préoccupations cruciales pour l'intégrité de l'information, ainsi que pour la diversité culturelle et linguistique<sup>129</sup>. Les modèles sont généralement entraînés à l'aide d'ensembles de données fortement biaisés en faveur des contenus en langue anglaise et des perspectives des pays de l'hémisphère Nord. Leurs résultats renforcent les préjugés culturels et marginalisent les voix et les langues sous-représentées. Une étude de l'UNESCO, notamment, montre comment, sur la base de leurs données d'entraînement, les résultats de ces systèmes reflètent souvent des stéréotypes sexistes et raciaux<sup>130,131</sup>.

Les LLM, même lorsqu'ils sont complétés par des « modèles de raisonnement », sont par nature problématiques pour l'intégrité de l'information. Ils peuvent combiner de manière trompeuse des informations sans rapport dans leurs résultats, mais aussi fabriquer de nouveaux contenus plausibles mais incorrects (c'est ce qu'on appelle les « hallucinations »). Par ailleurs, les résultats générés par l'IA générative masquent souvent les sources originales. Il est donc plus difficile de vérifier l'information, de retracer l'origine des contenus, d'identifier les détenteurs de droits d'auteur et de détecter les contenus pseudo-réalistes. Alors que les journalistes doivent continuellement s'efforcer de gagner la confiance du public en recherchant honnêtement la vérité, la conception et le fonctionnement des interfaces de chat donnent aux utilisateurs la fausse impression qu'ils ont affaire à un interlocuteur aussi digne de confiance et objectif qu'un être humain. En réalité, de l'autre côté de l'écran se trouve une machine programmée sur la base de contenus et de valeurs auxquels on ne peut pas faire confiance.

La répartition des pouvoirs sur les marchés de l'IA exacerbé ces problèmes. Les infrastructures, données et ressources nécessaires pour développer et entraîner des modèles d'IA restent concentrées aux mains de quelques entreprises dominantes, ce qui accentue encore les inégalités dans l'écosystème numérique mondial, ainsi que les déséquilibres croissants entre ces entreprises et les médias d'information. La simple domination de ces entreprises sur le marché illustre cette asymétrie : trois grandes entreprises technologiques ont chacune une valeur marchande d'environ 3 000 milliards de dollars des États-Unis, soit environ le PIB du continent africain<sup>132</sup>. La tendance à la déréglementation en faveur d'un développement sans entrave de l'IA, au nom de l'innovation et de la concurrence internationale, est croissante, avec des tactiques agressives déployées même contre de grands pays ou ensembles tels que l'UE<sup>133</sup>. Ces initiatives visent à démanteler les garde-fous qui protègent la liberté d'expression, la vie privée et l'intégrité de l'information. Des géants expansionnistes rivaux gèrent désormais des systèmes à haut risque, mais n'ont que peu de considération pour les risques et consacrent peu d'investissements à l'atténuation des effets négatifs externes. En outre, face à la croissance exponentielle des grands acteurs, les modèles alternatifs éprouvent de plus en plus de difficultés à percer sur le marché.

Parallèlement à cette tendance croissante, certains pays et régions affirment leur souveraineté sur les données des citoyens et sur l'influence informationnelle des entreprises numériques étrangères. En Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes, par exemple, les tribunaux et les régulateurs de plusieurs pays ont affirmé leur compétence nationale malgré la résistance des entreprises.

Cependant, tous les efforts déployés pour freiner les grandes entreprises technologiques n'ont pas été favorables à la liberté d'expression. Un certain nombre de pays ont cherché à freiner l'expression en ligne sur les questions LGBTQI, tandis que d'autres ont continué à

128 Hoffman-Andrews, A. 2024. AI Watermarking Won't Curb Disinformation <https://www.eff.org/deeplinks/2024/01/ai-watermarking-wont-curb-disinformation>; C2PA Security Considerations [https://spec.c2pa.org/specifications/specifications/2.0/security/Security\\_ConSIDerations.html](https://spec.c2pa.org/specifications/specifications/2.0/security/Security_ConSIDerations.html).

129 UNESCO. 2005. Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000142919\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000142919_fre).

130 UNESCO. 2024. Préjugés contre les femmes et les filles dans les grands modèles de langage <https://www.unesco.org/fr/articles/ia-generative-une-etude-de-lunesco-revele-la-présence-d-importants-stéréotypes-de-genre>.

131 AlDahoul, N., Rahwan, T., et Zaki, Y. 2024. AI-generated faces influence gender stereotypes and racial homogenization. <https://arxiv.org/html/2402.01002v3.pdf>.

132 CNUCED. 2024. L'IA pourrait atteindre 4 800 milliards de dollars d'ici 2033 et s'imposer comme la principale technologie d'avant-garde. <https://unctad.org/fr/news/ia-pourrait-atteindre-4-800-milliards-de-dollars-dici-2033-et-s'imposer-comme-la-principale>.

133 Sweeney, M. 2025. Trump threatens tariffs on countries that 'discriminate' against US tech. The Guardian. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/aug/26/donald-trump-tariffs-us-tech-uk-digital-services-tax-eu>.

exiger que les services numériques pratiquent la censure ou donnent accès aux données des utilisateurs, sans respecter les normes internationalement reconnues de légalité, de finalité légitime et de proportionnalité qui sont requises dans les cas d'atteintes aux droits humains.

Ces dernières années, une voie intermédiaire s'est dégagée entre absence de réglementation et excès de réglementation. En 2022, l'UNESCO a lancé la consultation « Pour un Internet de confiance », qui a récolté plus de 10 000 contributions de 134 pays<sup>134</sup>. Ce processus a donné naissance aux Principes pour la gouvernance des plateformes numériques<sup>135</sup>, qui appellent à des mesures visant, entre autres, à veiller à ce que les entreprises alignent leurs pratiques sur les normes internationales en matière de droits humains. L'initiative a mobilisé des réseaux parallèles de régulateurs, de chercheurs, d'acteurs judiciaires et d'écoles d'administration pour faire progresser la gouvernance numérique afin de renforcer – plutôt que de compromettre –, l'intégrité de l'information, la liberté d'expression et le développement des médias<sup>136</sup>. Elle a également profité de l'élan généré par le Pacte numérique mondial<sup>137</sup> adopté en 2024. Portés par cet élan et s'inspirant de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA<sup>138</sup>, les normes et les instruments permettant de faire en sorte que les services numériques contribuent à la liberté d'expression et au développement des médias ne manquent pas. Encore faut-il défendre ces normes, souvent face à de fortes réactions de rejet, et les mettre en pratique.

Alors que les appels en faveur d'une meilleure gouvernance des entreprises technologiques se sont multipliés, la question des infrastructures de communications alternatives a été moins étudiée. Les plateformes de bulletins d'information se sont développées, bien qu'un grand nombre aient été critiquées pour avoir recommandé des contenus nazis<sup>139</sup>. D'autres services soutenus par les utilisateurs offrent un contrôle décentralisé<sup>140</sup>, mais n'ont pas réussi à

détourner un nombre substantiel d'utilisateurs des grandes plateformes de médias sociaux. Le lancement de la fondation Current AI lors du Sommet pour l'action sur l'IA, en 2025 à Paris, est une tentative d'élargir le terrain de jeu de l'IA, tandis que la dynamique visant à mettre en open source certains éléments des modèles d'IA de plusieurs grandes entités ouvre également des possibilités. Néanmoins, le contrôle du cloud, qui renvoie à la propriété très concentrée de centres de données et de processeurs informatiques à grande vitesse, crée un fossé qui limite l'émergence de nouveaux acteurs au sommet de la « pile de technologies » internationale.

## Les élections dans le nouvel ordre de l'information

De plus en plus, les communications sont transformées en données et transmises par voie numérique. Les outils numériques sont de plus en plus utilisés à des fins diverses, y compris pour les élections, mécanisme fondamental de la démocratie. Cependant, ces outils ont parfois des effets néfastes sur l'intégrité de l'information nécessaire au maintien de l'intégrité électorale.

Ces dernières années, les opérations de désinformation dans l'espace numérique, de plus en plus sophistiquées, sont devenues une menace réelle pour les institutions démocratiques, compromettant dans certains cas le processus électoral<sup>141</sup>. La publication de l'UNESCO Elections in digital times: a guide for electoral practitioners<sup>142</sup> (2022) révèle des campagnes de désinformation en ligne, la manipulation des résultats de recherche, l'effacement de certains électeurs, ainsi que des tentatives de discréditer les organes de gestion des élections et les journalistes indépendants. Ces préoccupations sont mises en évidence dans une enquête Ipsos que l'UNESCO a commandée dans 16 pays ayant organisé des élections en 2024<sup>143</sup>. Près de neuf répondants sur dix se sont dits préoccupés par l'impact de la désinformation sur les élections de leur pays.

134 UNESCO. Pour un Internet de confiance. <https://www.unesco.org/fr/internet-trust>.

135 UNESCO. 2023. Principes pour la gouvernance des plateformes numériques : préserver la liberté d'expression et l'accès à l'information - une approche multipartite. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387359>.

136 UNESCO. 2025. The Guidelines for the Governance of Digital Platforms and Generative Artificial Intelligence: companion document.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000395825>. Voir également UNESCO. 2022. Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle.

[https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137_fra).

137 Nations Unies. 2025. Bureau des technologies numériques et émergentes. Pacte numérique mondial.

<https://www.un.org/digital-emerging-technologies/fr/global-digital-compact>.

138 UNESCO. 2022. Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle. <https://www.unesco.org/fr/artificial-intelligence/recommendation-ethics>.

139 Katz, J. M. 2023. Substack Has a Nazi Problem. The Atlantic. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2023/11/substack-extremism-nazi-white-supremacy-news-letters/676156/>; Newton, C. 2025. Substack promotes a Nazi. Platformer. <https://www.platformer.news/substack-nazi-push-notification>.

140 Bono et al. 2024. An exploration of decentralized moderation on Mastodon.

141 « De très nombreuses manières, la prolifération de contenus faux ou trompeurs complique l'environnement géopolitique. Il s'agit d'un mécanisme de premier plan qui permet aux entités étrangères d'influer sur les intentions des électeurs, qui peut semer le doute parmi le grand public du monde entier sur ce qui se passe dans les zones de conflit, ou qui peut être utilisé pour ternir l'image de produits ou de services provenant d'un autre pays. » Voir Forum économique mondial. 2025. Global Risks Report 2025. <https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2025/digest>.

142 Krimmer et al. 2022. Elections in Digital Times: A Guide for Electoral Practitioners. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000382102>.

143 UNESCO et Ipsos. 2023. Survey on the Impact of Online Disinformation and Hate Speech: A Global Survey on the Impact of Online Disinformation During Election Campaigns. [https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco\\_ipso\\_survey.pdf?hub=71542](https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco_ipso_survey.pdf?hub=71542).



## La super année électorale : un test à l'échelle mondiale pour la démocratie et le journalisme

En 2024, 72 pays représentant une population totale de près de 3,7 milliards d'habitants ont organisé des élections<sup>144</sup>. Toutefois, le taux de participation a continué de baisser<sup>145</sup> et la confiance dans les élections s'est érodée<sup>146</sup>. La sphère numérique, autrefois considérée comme un espace d'autonomisation civique, est devenue le champ de bataille de la désinformation, de la manipulation algorithmique et de l'émergence des deepfakes générés par l'IA<sup>147</sup>. Les campagnes se détournent de plus en plus des médias traditionnels, privilégiant des contenus hyper-ciblés pour façonnner les opinions et profiter de la polarisation.

Dans le même temps, les influenceurs en ligne orientent de plus en plus les messages politiques<sup>148</sup>, le plus souvent sans aucune transparence ni normes éditoriales. Nombre de journalistes, et plus particulièrement de femmes, qui ont couvert les élections ont été harcelés et accusés de partialité<sup>149,150</sup>. En l'absence de transparence de la part des fournisseurs de services numériques, les régulateurs et les organes de gestion des élections ont éprouvé des difficultés à surveiller des campagnes numériques évoluant rapidement<sup>151</sup>.

Pendant ce temps, les habitants des pays qui, au cours des quatre dernières années, ont connu un coup d'État contre leur gouvernement élu ont été exposés à des opérations d'information visant à légitimer les nouveaux dirigeants<sup>152</sup>.

## Les discours de haine

La multiplication des discours agressifs, déshumanisants et incendiaires qui ne relèvent pas des expressions protégées par les normes internationales relatives aux droits humains est un autre enjeu à traiter<sup>153</sup>. Le phénomène est devenu suffisamment préoccupant pour être condamné par le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>154</sup>. De plus en plus, des études révèlent comment ces types de contenus et les théories du complot qui les accompagnent parfois créent des récits visant à justifier des génocides et autres atrocités. La manière dont les campagnes de haine ont réprimé la parole, empêché les communautés cibles de répondre et empêché les médias de faire la lumière sur les activités des propagateurs de haine a été identifiée<sup>155</sup>. Les auteurs sont autant des dirigeants politiques<sup>156</sup> que des vulgarisateurs de masse (politiciens, prédicateurs, influenceurs sur les médias sociaux<sup>157</sup> et personnalités des médias<sup>158</sup>). Ces recherches montrent en outre comment, dans de nombreux cas, les discours de haine sont associés à la désinformation, créant un ensemble toxique de mensonges, de dénégations, d'effacements et des cas de marginalisation, de désignation de boucs émissaires, de déshumanisation, d'inversion des menaces et d'appels à la violence<sup>159</sup>.

144 PNUD. 2024. Une «super année» électorale. <https://www.undp.org/fr/une-super-annee-electorale>.

145 IDEA. 2024. Global State of Democracy. <https://www.idea.int/gsod/2024/>.

146 International IDEA and the Electoral Integrity Project. 2025. Review of the 2024 Super-Cycle Year of Elections. Trends, Challenges and Opportunities. <https://www.idea.int/publications/catalogue/html/review-2024-super-cycle-year-elections-trends-challenges-and>.

147 Technical University of Munich Think Tank. 2025. Understanding the Role of Generative AI in Elections: A Crucial Endeavor in 2024. <https://tumthinktank.de/en/project/understanding-the-role-of-genai-in-elections-a-crucial-endeavor-for-2024>.

Voir également Rubio Núñez, R., Franco Alvim, F., de Andrade Monteiro, V. 2024. Artificial intelligence and algorithmic election campaigns Informative dysfunctions and systemic threats of the new political communication. <https://www.cepc.gob.es/sites/default/files/2025-04/s-307-inteligencia-artificial.pdf>.

148 Pew Research Center. 2025. How news influencers talked about Trump and Harris during the 2024 election. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2025/02/06/how-news-influencers-talked-about-trump-and-harris-during-the-2024-election>.

149 International Consortium of Investigative Journalists. 2024. Press freedom under fire as political pressure on journalists intensifies worldwide, rankings reveal. <https://www.icij.org/inside-icij/2024/05/press-freedom-under-fire-as-political-pressure-on-journalists-intensifies-worldwide-rankings-reveal>.

150 ARTICLE 19. 2024. Rapport : Informe Red Rompe el Miedo: Elecciones 2024 <https://articulo19.org/informe-red-rompe-el-miedo-elecciones-2024>; Women Press Freedom. 2024. Georgia: Violence, Threats, and Censorship, Journalists Targeted During Disputed Elections. <https://www.womeninjournalism.org/threats-all/georgia-violence-threats-and-censorship-journalists-targeted-during-disputed-elections>; RSF. 2024., op. cit.

151 UNESCO et PNUD. 2025. Liberté d'expression, intelligence artificielle et élections. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393473\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393473_fre).

152 Ahmad, A. 2025. Information Disorder is Fuelling Military Populism in West Africa <https://www.cddwestafrica.org/blog/information-disorder-is-fuelling-military-populism-in-west-africa>.

153 À travers l'histoire, il existe de nombreux exemples de mise en œuvre de cette rhétorique. Ces dernières années, les élections nationales et les campagnes politiques ont vu augmenter le recours à un vocabulaire déshumanisant dans le but d'inciter à la xénophobie et à l'hostilité envers les communautés de migrants. Les discours de haine ont également été une caractéristique récurrente de divers conflits et guerres internationaux, lors desquels ils ont été utilisés pour justifier les violences, agraver les divisions et nourrir le ressentiment du public contre des groupes particuliers, notamment dans les régions touchées par des conflits ethniques et territoriaux de longue date.

154 Conseil de sécurité des Nations Unies. 2023. Résolution 2686 (2023) (doc. S/RES/2686). [https://docs.un.org/fr/s/res/2686\(2023\)](https://docs.un.org/fr/s/res/2686(2023)).

155 Facebook a été utilisé au Myanmar pour diffuser des discours de haine déshumanisants contre la minorité musulmane des Rohingyas. Voir Reuters Investigates. 2017. Why Facebook is losing the war on hate speech in Myanmar. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/myanmar-facebook-hate>. Voir également Conseil des droits de l'homme 2018. Rapport de la Rapporteur spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (doc. A/HRC/37/70).

156 The Conversation. 2020. When politicians use hate speech, political violence increases. <https://theconversation.com/when-politicians-use-hate-speech-political-violence-increases-146640>.

Voir également Brookings. 2021. How hateful rhetoric connects to real-world violence. <https://www.brookings.edu/articles/how-hateful-rhetoric-connects-to-real-world-violence>.

157 CNN. 2022. Misogynistic influencers are trending right now. Defusing their message is a complex task. <https://edition.cnn.com/2022/09/08/us/andrew-tate-manosphere-misogyny-solutions-cec/index.html>.

158 Cherian, G. 2025. Covering Hate Speech: A Guide for Journalists. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392378>.

159 Ibid.

Le manque d'accès aux données empêche la vérification indépendante des affirmations par les plateformes, mais selon le rapport de Meta sur l'application de ses normes communautaires au cours du quatrième trimestre 2024, la société a retiré 15,2 millions de contenus relevant de discours de haine de Facebook et 4,8 millions d'Instagram<sup>160</sup>. Le rapport 2024 de YouTube sur l'application de ses règles communautaires indique que 1,8 million de vidéos ont été retirées pour violation des dispositions relatives aux discours de haine au quatrième trimestre 2024.<sup>161</sup> Dans le même temps, l'ampleur des discours de haine en ligne, tels qu'ils ont été réellement vécus, a été mise en évidence dans une enquête confiée à Ipsos en 2023 par l'UNESCO, qui a rapporté que 67 % des internautes dans les 16 pays interrogés avaient été confrontés à des discours de haine en ligne. L'étude a indiqué que les victimes comprenaient des personnes LGBTQI (33 %) ainsi que des minorités ethniques et raciales.<sup>162</sup>

Au-delà des chiffres des plateformes, certains cas passent sous les radars de ces dernières, y compris dans les contenus publicitaires et les placements de produits qui financent ou rendent possibles les discours de haine<sup>163</sup>. La réticence des plateformes à faire preuve de transparence a forcé le secteur de la publicité à s'autoréguler afin de protéger les marques en évitant toute association avec des contenus haineux<sup>164</sup>. Les recherches sur les discours de haine et la désinformation ont également été touchées par des attaques et une baisse des financements, malgré leur importance vitale pour la préservation de l'intégrité de l'information<sup>165</sup>.

## L'impact sur la crise climatique

Les multiples crises auxquelles les médias sont confrontés coïncident avec la triple crise environnementale à laquelle la planète fait face, causée par la convergence du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution. L'augmentation de la couverture médiatique ainsi que les expériences liées aux événements météorologiques extrêmes vont de pair avec une sensibilisation accrue du public et l'adoption des énergies vertes<sup>166</sup>. Cependant, les lobbies en faveur des énergies fossiles bénéficient désormais d'une réaction politique visant à déréglementer les contrôles environnementaux et à réduire les financements des énergies alternatives. Cela s'inscrit dans un contexte où une nouvelle course à la construction de centres de données pour l'IA fait grimper de manière exponentielle la consommation d'eau et d'énergie. Les centres de données représentent actuellement 1,5 % de la consommation totale d'électricité dans le monde, et cette consommation devrait doubler d'ici à 2030<sup>167</sup>.

Parallèlement, des études montrent que dans de plus en plus d'entreprises, les services de relations publiques s'attachent à discréditer le journalisme climatique<sup>168</sup>. Les recherches du groupe Union of Concerned Scientists et d'autres scientifiques montrent que l'industrie des combustibles fossiles ne cesse de mobiliser les nombreuses stratégies du manuel de désinformation<sup>169</sup>. D'après les preuves recueillies, des plateformes numériques permettent à des « super-diffuseurs » d'inonder les médias sociaux de contenus relevant de la désinformation climatique, qui contestent le lien entre les catastrophes telles que les incendies de forêt et les phénomènes météorologiques extrêmes d'une part et la dégradation du climat d'autre part, tout en tirant en parallèle des revenus de publicités faisant

160 Meta. 2025. Community Standards Enforcement Report. <https://transparency.meta.com/reports/community-standards-enforcement/>.

161 Google. 2025. Application du règlement de la communauté YouTube. <https://transparencyreport.google.com/youtube-policy/removals?hl=fr>.

162 UNESCO et Ipsos, op. cit.

163 Ahmad et al. 2024. Companies inadvertently fund online misinformation despite consumer backlash. *Nature* 630, 123–131 (2024). <https://doi.org/10.1038/s41586-024-07404-1>; Legal Resources Centre and Global Witness. 2023. Facebook, X/Twitter, YouTube and TikTok approve violent misogynistic hate speech adverts for publication in South Africa. <https://lrc.org.za/facebook-x-twitter-youtube-and-tiktok-approve-violent-misogynistic-hate-speech-adverts-for-publication-in-south-africa/>; Skibinski, M. nd. Rapport : la publicité sur les sites de désinformation : les grandes marques versent chaque année 2,6 milliards de dollars à des sites de désinformation. <https://www.newsguardtech.com/fr/special-reports/marques-milliards-sites-mesinformation-news-guard-comscore/>.

164 Gollas, H. G. 2024. WFA makes 'difficult decision' to discontinue GARM following X lawsuit. <https://www.marketingweek.com/wfa-suspend-garm-x-lawsuit>.

165 Coalition for Independent Technology Research. 2025. The State of Independent Technology Research 2025: Power in Numbers. <https://independentechresearch.org/citr-report-2025/>; Barrett, P. M. 2025. Academic Misinformation Researchers are Still Under Attack. <https://www.justsecurity.org/109030/academic-misinformation-researchers-under-attack>.

166 Climate Central. 2024. Analyse : Global extreme heat in June 2024 strongly linked to climate change. <https://www.climatecentral.org/report/global-heat-review-june-2024>.

167 Chen, S. 2025. Data centres will use twice as much energy by 2030 – driven by AI. *Nature*. <https://www.nature.com/articles/d41586-025-01113-z>.

168 Schäfer, M. S. et Painter, J. 2020. Climate journalism in a changing media ecosystem: Assessing the production of climate change-related news around the world. *Wires. Climate Change*. <https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/wcc.675>.

169 King, J. 2023. Expert Testimony to Special Committee on foreign interference in all democratic processes in the European Union, including disinformation. Institute for Strategic Dialogue. <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2023/03/ING2-Committee-Hearing-on-Climate-Disinfo-Jennie-King-Expert-Testimony.pdf>.

du greenwashing. Le hashtag #ClimateScam s'est généralisé sur les réseaux sociaux<sup>170</sup>. Entre 2021 et 2024, les publications contestant le changement climatique ont augmenté de 24 % à 40 % sur les principales plateformes numériques<sup>171</sup>.

Dans le même temps, la capacité des médias d'information à attirer l'attention sur tout cela a diminué<sup>172</sup>. Une étude psychologique menée auprès de 268 journalistes climatiques de 90 pays a révélé qu'ils présentaient des niveaux d'anxiété, de dépression et de symptômes de stress post-traumatique supérieurs à la moyenne, et beaucoup ont déclaré avoir été harcelés en raison de leur travail<sup>173</sup>. L'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO a enregistré les meurtres d'au moins 46 journalistes spécialistes de l'environnement depuis 2010<sup>174</sup>. Seuls 6 responsables ont été condamnés, et une analyse de l'UNESCO portant sur les années 2009 à 2023 a estimé que les attaques contre les journalistes couvrant ces questions étaient en augmentation<sup>175</sup>.

Les scientifiques, sources clés pour les journalistes climatiques qui souhaitent informer le public avec précision, sont de plus en plus souvent harcelés et poussés à minimiser leur conclusion ou à ne pas les diffuser<sup>176,177</sup>.

Les tentatives de résistance à ces phénomènes incluent la Déclaration conjointe sur la crise climatique et la liberté d'expression, lancée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse en 2024<sup>178</sup>. Le Brésil et l'UNESCO ont également lancé l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques, qui prévoit un fonds destiné à « financer les recherches sur la désinformation liée aux changements climatiques et des initiatives visant à promouvoir l'intégrité de l'information<sup>179</sup> ».

## L'impact sur les jeunes

Une autre tendance médiatique prend de l'ampleur : la généralisation de l'utilisation du téléphone mobile chez les jeunes, pendant un stade charnière de leur développement. Cela suscite des inquiétudes croissantes quant à l'impact sur le bien-être, les normes, les valeurs et les connaissances d'une génération d'enfants et d'adolescents. Cela va de pair avec la crainte que l'IA ne finisse par exercer une mauvaise influence et par réduire les possibilités de carrière et d'emploi<sup>180</sup>. Ces préoccupations sont liées au désintérêt<sup>181</sup> ou au manque de vigilance des acteurs<sup>182</sup> qui conçoivent et déplacent des produits et services destinés aux enfants et aux adolescents. Dans le même temps, les mesures qui visent à interdire l'accès aux appareils, ainsi que l'absence de mobilisation parentale et de mise en œuvre d'une EMI digne de ce nom, signifient que ces jeunes peuvent charger l'IA de résoudre leurs problèmes cognitifs et sociaux sans apprendre à l'utiliser correctement, à façonnner leur engagement ou à contrôler les contenus qu'ils consultent.

Le Digital News Report 2024 du Reuters Institute a observé une « réinitialisation des plateformes » parmi les jeunes publics. Au lieu de consulter ces médias pour se tenir informés, les jeunes utilisent des services de réseaux sociaux « performatifs » comme TikTok ou Instagram, dont la plupart des contenus ne sont pas vérifiés. Il s'agit d'espaces où la plupart des créateurs de contenus numériques<sup>183</sup> et des « influenceurs » offrent des commentaires plutôt que de rapporter de nouveaux faits<sup>184</sup>, et où, selon l'étude Derrière les écrans de l'UNESCO, les faits sont rarement vérifiés de manière systématique et les contenus sponsorisés rarement identifiés comme tels<sup>185</sup>.

170 Climate Action Against Disinformation. 2023. Deny, Deceive, Delay: Documenting and Responding to Climate Disinformation. Vol. 3. <https://caad.info/wp-content/uploads/2023/11/Deny-Deceive-Delay-Vol.-3-1.pdf>.

171 Tortoise Media. Hot Air Explore Tool. <https://www.tortoisemedia.com/hot-air-explore-tool>.

172 Coombs, W. T. 2025. Media and Crisis Communication. <https://www.routledge.com/Media-and-Crisis-Communication/Coombs/p/book/9781032619064?rsrsltid=AfmBOorEObdPK8Uuk-A8r4TrMvval0LodAb6rkJ-bQBdVhSD-FCdFx7G>.

173 Il s'agit d'une collaboration entre l'Université de Toronto, l'Oxford Climate Journalism Network et l'UNESCO. Voir : Sickle, A. 2025. Climate Change Reporting and Mental Health: Practical Tips for Newsrooms and Journalists. <https://gijn.org/stories/climate-change-reporting-mental-health-impact-journalists>.

174 UNESCO. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory>.

175 UNESCO. 2024. Press and Planet in Danger. Safety of environmental journalists - trends, challenges and recommendations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501/PDF/389501eng.pdf.multi>.

176 Global Witness. 2023. Global Hating. How online abuse of climate scientists harms climate action. <https://globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/global-hating/>.

177 Dyan, L. 2020. Censored: Australian scientists say suppression of environment research is getting worse. Nature. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02669-8>.

178 Nations Unies. 2024. Joint Declaration on the climate crisis and freedom of expression. <https://www.osce.org/sites/default/files/f/documents/6/b/567968.pdf>.

179 UNESCO. Global Initiative for Information Integrity on Climate Change. <https://www.unesco.org/fr/information-integrity-climate-change>.

180 Haidt, J. 2024. The Anxious Generation. How the Great Rewiring of Childhood Is Causing an Epidemic of Mental Illness. Penguin Press.

181 Financial Times. 2022. Irish regulator fines Instagram €405mn for failing to protect children's data. <https://www.ft.com/content/53bddd52-b548-4e66-ad7e-2d5070b95769>; The US Federal Trade Commission. 2019 <https://www.ftc.gov/news-events/news/press-releases/2019/09/google-youtube-will-pay-record-170-million-alleged-violations-childrens-privacy-law>.

182 PBS. 2023. European regulators hand TikTok \$368 million fine for failing to protect kids' privacy. <https://www.pbs.org/newshour/world/european-regulators-hand-tiktok-368-million-fine-for-failing-to-protect-kids-privacy>.

183 Le terme « créateur de contenu numérique » désigne toute personne qui crée du contenu sur des plateformes sociales à destination du grand public et qui compte au moins 1 000 abonnés (seuil à partir duquel on peut parler de « nano-influenceurs »). Ceux qui exercent des activités journalistiques sont considérés comme appartenant à une sous-catégorie de créateurs de contenu. Voir Ha, L. 2024. Derrière les écrans : témoignages des créateurs de contenu numérique ; comprendre leurs intentions, leurs pratiques et leurs défis. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392006\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392006_fre).

184 Reuters Institute. 2024. Digital News Report 2024. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024>.

185 Ha, L., op. cit.

La vie privée et la sécurité des jeunes utilisateurs sont de grands sujets d'inquiétude, notamment en raison d'une exploitation accrue au moyen de publicités ciblées, des contenus qui défilent à l'infini et libèrent de la dopamine. Les droits des enfants dans l'espace numérique ont fait l'objet d'une observation générale du Comité des droits de l'enfant en 2021, dans le but de trouver un équilibre entre le droit de rechercher, de recevoir et de partager des informations et le droit d'être protégés contre tout préjudice<sup>186</sup>. Alors que la plupart des sociétés ont été lentes à institutionnaliser un tel équilibre, l'engagement des jeunes enfants dans des communications médiatisées via des plateformes commerciales de médias sociaux utilisant des techniques addictives a entraîné des restrictions d'accès dans au moins un pays<sup>187</sup>. Pour sa part, l'UNESCO a vivement mis en garde contre l'autorisation des téléphones mobiles dans les classes. Des inquiétudes se sont fait jour au sujet des communications avec des chatbots IA réalistes à des âges vulnérables<sup>188</sup>. Ces inquiétudes ont été soulignées alors que le service de chat IA d'une entreprise était accessible sans restriction d'âge, alors même qu'elle proposait des contenus de nature sexuelle<sup>189</sup>. Il est ensuite apparu que d'autres entreprises de premier plan faisaient elles aussi preuve d'un manque de vigilance sur ce point<sup>190</sup>.

L'émergence des influenceurs en ligne en tant que modèles apparemment authentiques affecte de plus en plus la façon dont les jeunes occupent leur temps libre, vivent leurs relations parasociales et s'imposent des normes en matière d'apparence de conduite, pour eux-mêmes et pour leurs pairs.<sup>191</sup> Le développement éclairé et autonome de leur personnalité est menacé.

## La voie du développement durable

La prise de conscience des nombreuses menaces qui pèsent sur l'intégrité de l'information a incité à déployer des efforts, quoique modestes, pour renforcer la résilience du public. Ceux-ci prennent la forme d'initiatives relevant de l'EMI, destinées à permettre à chacun, quel que soit son âge, d'affirmer ses droits à la liberté d'expression, à la dignité et à l'égalité, et d'acquérir la capacité de réfléchir de manière critique, d'évaluer les contenus et de repérer les escroqueries, les manipulations et les campagnes de haine. Le Pacte pour l'avenir exhorte les gouvernements à promouvoir l'EMI dans tous les groupes d'âge et à tous les niveaux de l'éducation<sup>192</sup>. L'UNESCO a défini des réponses de l'EMI à l'IA générative en mettant en avant l'autonomie et la capacité de l'être humain à agir dans ses interactions avec les agents d'information et de communication non humains, et en décrivant les caractéristiques d'une utilisation éthique des médias synthétiques<sup>193</sup>.

Malgré sa nécessité incontestée, l'EMI est encore mal financée, et de manière inégale. Selon les recherches menées par l'UNESCO en 2025, 86 pays ont intégré l'EMI dans leurs programmes scolaires nationaux, et 57 l'ont rendue obligatoire.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que, même si l'EMI peut contribuer à protéger les individus, elle ne permet pas à elle seule d'améliorer l'intégrité de l'information. En outre, faire peser sur les utilisateurs finaux, en particulier les plus jeunes, la responsabilité de leur protection n'est pas une alternative efficace aux possibles obligations « en amont » à travers lesquelles les gouvernements et les entreprises technologiques peuvent façonnner l'écosystème plus large pour protéger les droits humains en ligne et soutenir le développement des médias d'information.

186 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Observation générale n° 25 (2021) sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique. <https://www.ohchr.org/fr/documents/general-comments-and-recommendations/general-comment-no-25-2021-childrens-rights-relation>.

187 Kaye, B., et Menon, P. 2024. Australia passes social media ban for children under 16. Reuters. <https://www.reuters.com/technology/australia-passes-social-media-ban-children-under-16-2024-11-28/>.

188 Vosloo, S., et Aptel, C. 2025. Beyond algorithms: Three signals of changing AI-child interaction. How AI chatbots may change the way children grow up. UNICEF. <https://www.unicef.org/innocenti/stories/beyond-algorithms-three-signals-changing-ai-child-interaction>; Singer, N. 2025. Google Plans to Roll Out Its AI Chatbot to Children Under 13. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2025/05/02/technology/google-gemini-ai-chatbot-kids.html>.

189 Burga, S. 2025. Elon Musk's Grok Will Soon Allow Users to Make AI Videos, Including of Explicit Nature. Time. 30 juillet 2025. <https://time.com/7306507/grok-ai-chatbot-videos-deepfakes/>.

190 Davis, W. 2025. Meta's "Digital Companions" Will Talk Sex With Users—Even Children. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/tech/ai/meta-ai-chatbots-sex-a25311bf>.

191 Pedalino, F. et Camerini, A-L. 2022. Instagram Use and Body Dissatisfaction: The Mediating Role of Upward Social Comparison with Peers and Influencers among Young Females. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8834897/>; Liaquat, K. et Muslim, I. 2024. Impact of Social Media Influencers on Behavior and Emotional Wellbeing of Adolescents, <https://kurdishstudies.net/menu-script/index.php/KS/article/download/3696/2526/7090> ; Ruidan, Y. et Takahashi, H. 2025. The Parasocial Relationships Between Influencers and Consumers <https://doi.org/10.7222/marketing.2025.032>; Cybersmarties. 2025. The Rise of Digital Role Models: Who's Really Influencing Your Kids Online. <https://cybersmarties.com/the-rise-of-digital-role-models-whos-really-influencing-your-kids-online/>.

192 Nations Unies. 2025. Pacte pour l'avenir, Pacte numérique mondial et Déclaration sur les générations futures. <https://docs.un.org/fr/A/RES/79/1>.

193 UNESCO. 2025. L'autonomisation des utilisateurs grâce aux réponses apportées par l'éducation aux médias et à l'information à l'évolution de l'intelligence artificielle générative (IAG) : résumé. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388548\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388548_fra).

Reconnaitre la liberté d'expression et le droit d'accès à l'information en tant que conditions préalables essentielles à la sauvegarde de l'intégrité des écosystèmes de l'information (qui sont essentiels aux progrès mondiaux vers la réalisation des ODD) et reconnaître le rôle central du journalisme constituent une base solide pour évaluer les tendances décrites dans le présent rapport.

Lorsque de grandes entreprises contrôlent les canaux de communication sans avoir d'intérêt direct à s'engager en faveur de la liberté d'expression ou du développement des médias, ces biens sociaux fondamentaux en font les frais. Lorsque les attaques contre les journalistes restent impunies et que le développement des médias doit faire face à des restrictions et à un soutien insuffisant, un « vide informationnel » se crée. Dans ces conditions, les contenus visant à faire diversion et à désinformer, ainsi que les discours de haine, tendent à dominer le discours public. Ce genre d'environnement favorise la peur, les mensonges et la polarisation, sapant ainsi la cohésion sociale, la confiance dans les institutions et, en fin de compte, la paix, les droits humains et le développement durable.

La déréglementation générale des communications menace de compromettre davantage l'intégrité de l'information, tandis qu'une réglementation excessive sans garantie démocratique peut restreindre la liberté d'expression et l'accès à l'information. Les principes de gouvernance numérique multipartite de l'UNESCO ouvrent une voie intermédiaire, qui repose aussi sur la liberté et la sécurité des médias et sur les systèmes de responsabilisation qui mettent en lumière l'éthique journalistique. Ce type d'approche permet à la démocratie et à la protection des droits humains, dont la liberté d'expression, l'égalité des genres, les droits de l'enfant et la protection de l'environnement, de progresser.

En exposant les évolutions récentes et les scénarios potentiels, le présent rapport aboutit à une recommandation globale claire : si des changements décisifs ne sont pas apportés, non seulement le monde risque de ne pas parvenir à un accès public à l'information et aux libertés fondamentales d'ici à 2030, mais il risque de connaître une véritable régression. Cette trajectoire empêcherait les sociétés de progresser en toute connaissance de cause vers les ODD que sont, notamment, l'atténuation du changement climatique, l'égalité des genres et la lutte contre la discrimination.

Cette perspective souligne l'urgence et l'impérieuse nécessité d'agir pour faire face aux tendances négatives en matière d'intégrité de l'information tout en renforçant les initiatives qui protègent et promeuvent le journalisme en tant que bien commun. Comme le démontre le présent rapport, un journalisme libre, indépendant, pluraliste et professionnel est essentiel pour façonner un monde en paix où la dignité humaine est défendue, où la justice progresse et où la résilience sociale est préservée. La protection de la liberté d'expression et du droit à l'information n'est pas seulement une obligation légale, c'est à la fois une caractéristique vitale des sociétés résilientes et un facteur essentiel pour un développement durable et pacifique.

# Volume 2

Introduction	53		
<b>CHAPITRE 1</b>		<b>CHAPITRE 3</b>	
Journalisme : renforcer l'état de droit	56	Journalisme : faire entendre toutes les voix	103
<b>CHAPITRE 2</b>		<b>CHAPITRE 4</b>	
Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie	74	Journalisme : protéger la planète	126
		Rapport sur les tendances mondiales en données	151
		Conclusion	172



# Introduction

Journalisme : façonner un monde en paix n'est pas seulement le titre du présent Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2022/2025. C'est un rappel de l'importance du journalisme pour forger le développement durable et la paix. La liberté d'expression est une pierre angulaire de la dignité humaine et, de plus en plus, une force porteuse pour l'avenir. Il s'agit à la fois d'un droit en soi et d'un pilier indispensable à l'exercice de toutes les autres libertés. Lorsque leurs citoyens ont accès à des informations d'intérêt public et peuvent s'exprimer ouvertement et participer au débat public sans crainte, les sociétés sont plus fortes, plus justes et plus résilientes. Pourtant, cette vision est gravement menacée.

En 2024, 36 pays et territoires étaient touchés par 61 conflits armés impliquant des États, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette augmentation du nombre et de l'intensité des conflits a eu des conséquences humanitaires dévastatrices, notamment en ce qui concerne le nombre de victimes civiles. « Les journalistes sont parmi les plus touchés par le déclin du respect du droit international humanitaire et des droits humains », selon le Forum mondial pour le développement des médias.



## Avertissement :

Ce volume du Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias 2022/2025 contient quatre chapitres, chacun ayant été rédigé par des auteurs et contributeurs différents.

Les désignations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

# La démocratie est en déclin

Le présent Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias paraît à un moment où, pour la première fois en deux décennies, les démocraties sont minoritaires. La désinformation et les discours de haine se propagent au-delà des frontières, érodant la confiance du public dans le journalisme et les institutions démocratiques. Les journalistes sont de plus en plus réduits au silence, que ce soit par la violence, l'intimidation, l'exil ou l'autocensure, créant ainsi des « zones de silence » où la responsabilisation disparaît.

Ces difficultés ne sont pas nouvelles. En 2015, tous les États membres des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) interdépendants et plus de 169 cibles. Au cœur de ce plan se trouve la cible 16.10, qui vise à garantir l'accès du public à l'information et à protéger les libertés fondamentales. La cible 16.10 établit que les progrès en matière de liberté d'expression et de développement des médias permettent la responsabilisation, la transparence et la contribution à la réalisation de tous les autres objectifs, de la santé à l'éducation, en passant par l'égalité des genres et l'action climatique. Le Programme appelle chaque société et chaque individu à jouer un rôle dans sa mise en œuvre. Cette vision ambitieuse ne peut devenir réalité que si elle est enracinée dans l'équité et le respect des droits de l'homme. Depuis lors, des progrès ont été accomplis dans la promotion de la liberté d'expression et du développement des médias. Les formats audio et vidéo se sont multipliés, et le nombre d'internautes a presque doublé, passant de 3 milliards en 2015 à 5,5 milliards en 2024. Cette connectivité accrue a permis de positionner l'accès à l'information comme droit fondamental, donnant plus de visibilité à diverses expressions culturelles, amplifiant les voix marginalisées et alimentant un journalisme d'investigation transfrontalier qui fait bouger les lignes. Des initiatives telles que le Global Investigative Journalism Network (GIJN), qui réunit des journalistes d'investigation, reflètent un réel engagement en faveur de la recherche de la vérité et du reportage d'intérêt public et mettent en lumière la façon dont le journalisme contribue directement à la réalisation des ODD.

Mais alors que 2030 approche dans un contexte marqué par des évolutions technologiques rapides, ces progrès sont menacés. Le monde assiste à un recul d'acquis difficilement obtenus : affaiblissement de l'état de droit, régression des droits des femmes et des personnes vulnérables et marginalisées, stagnation de l'action climatique et pressions croissantes sur le pluralisme et la diversité.

Les auteurs et contributeurs du présent rapport analysent ces défis interdépendants :

## CHAPITRE 1

Dans le **chapitre 1**, « Journalisme : renforcer l'état de droit », Catalina Marino Botero, avocate, experte des droits humains et ancienne Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, souligne que la sauvegarde de la démocratie exige une grande vigilance dans toutes les branches du gouvernement : « Le pouvoir législatif doit assurer un contrôle et une représentation politique équitables, tandis que le pouvoir judiciaire doit se protéger contre le harcèlement ainsi que contre la censure directe et indirecte. Le pouvoir exécutif, tout en étant capable de défendre la liberté d'expression, peut également représenter la plus grande menace par la répression et le contrôle qu'il exerce. »

## CHAPITRE 2

Dans le **chapitre 2**, « Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie », l'universitaire Alexei Abrahams explique comment la promesse des médias sociaux en tant que « technologie de libération » a été éclipsée par leur mise au service de la propagande, du harcèlement et de la manipulation des récits. En complément de cette analyse, l'universitaire Dan Sultănescu montre à la fois que l'IA est omniprésente et que les utilisateurs lui font confiance, 97 % des répondants à une enquête réalisée dans quatre pays de différentes régions déclarant avoir au moins des notions de base de l'IA. La confiance dans la technologie surpassé la confiance dans les médias, les entreprises ou le gouvernement.

## CHAPITRE 3

Dans le **chapitre 3**, « Journalisme : faire entendre toutes les voix », la journaliste et écrivaine Rokhaya Diallo rappelle que la liberté d'expression n'est pas le privilège de ceux qui dominent mais appartient également à ceux qui s'expriment depuis la marge. Ce chapitre décrit également la façon dont la désinformation sexiste et le harcèlement en ligne sapent la participation des femmes à la vie publique, menaçant la démocratie elle-même.

## CHAPITRE 4

Dans le **chapitre 4**, « Journalisme : protéger la planète », le journaliste spécialiste de l'environnement et auteur Kunda Dixit illustre les graves risques auxquels les journalistes qui traitent des enjeux environnementaux sont confrontés lorsqu'ils exposent des pratiques non durables, et indique que ces risques émanent souvent des mêmes personnes qui sapent le pluralisme et la responsabilisation, tandis que Kate Cell, du groupe Union of Concerned Scientists, souligne à quel point il est dangereux de bâillonner la science en temps de crise planétaire.

Malgré ces menaces convergentes, les auteurs mettent aussi au jour des pistes de renouveau : des institutions plus fortes, une gouvernance transparente des plateformes numériques et de l'IA, une EMI élargie et une meilleure protection des journalistes, des scientifiques et des lanceurs d'alerte. Une contribution du Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM) souligne la nécessité urgente de soutenir le journalisme communautaire et d'intérêt public dans une époque marquée par la désinformation et les difficultés économiques dans le secteur des médias. Et la Deutsche Welle Akademie présente au journalisme une voie à suivre pour combler les fractures en misant sur un dialogue constructif et inclusif.

Enfin, dans le « Rapport sur les tendances mondiales en données », l'analyste et statisticien Aldo Magoga démontre qu'une analyse rigoureuse des données fait apparaître un constat sans appel : les sociétés qui cherchent à renforcer la résilience démocratique, la transparence, la stabilité et le développement équitable doivent faire de la liberté d'expression une priorité. Les corrélations statistiques particulièrement éclairantes soulignent non seulement l'impératif moral mais aussi la nécessité pratique de sauvegarder et de renforcer le droit de s'exprimer librement et ouvertement.

Les États membres de l'UNESCO considèrent que l'information est un bien commun. Ce principe fait écho à la mission fondatrice de l'UNESCO : la paix ne peut se construire sur l'ignorance et la méfiance, mais doit reposer sur la connaissance, le dialogue et la compréhension mutuelle.

En défendant la liberté de la presse, en protégeant la diversité et en garantissant la responsabilité à l'ère numérique, le journalisme peut réellement contribuer à façonner un avenir pacifique.



# Journalisme: renforcer l'état de droit

Chapitre 1



# Attaques contre la liberté d'expression

**Note de l'éditeur :** Catalina Marino Botero, avocate colombienne et ancienne Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), est l'auteure principale de ce chapitre. Son travail est complété par une contribution du Forum mondial pour le développement des médias (GFMD), la plus grande communauté mondiale dédiée au développement des médias, à la liberté des médias et au soutien au journalisme.

Les désignations employées dans le présent chapitre et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

## Résumé :

Ce chapitre met en lumière la relation critique entre liberté d'expression, journalisme indépendant et démocratie constitutionnelle. Les progrès mondiaux en matière de démocratie, en particulier entre 1980 et 2010, ont été accompagnés de réformes constitutionnelles et juridiques qui ont renforcé la protection des journalistes et accru la transparence des pouvoirs publics. Depuis 2010, on assiste néanmoins à un déclin mondial de l'état de la démocratie, ainsi qu'à une détérioration notable de la liberté d'expression. Cette tendance, alimentée, entre autres, par l'affaiblissement des mécanismes de responsabilisation des acteurs publics et privés qui sont essentiels à la protection des droits humains et des systèmes démocratiques, s'est poursuivie au cours des quatre dernières années.

Ce chapitre souligne en outre que l'essor des plateformes numériques a transformé les écosystèmes de l'information. Ces évolutions ont eu des effets positifs importants, mais ont également fait naître de nouvelles difficultés majeures qui érodent la confiance du public et sapent la capacité des journalistes à contrer les campagnes de désinformation qui portent atteinte aux grandes valeurs démocratiques.

Un équilibre des pouvoirs institutionnels affermi, des législatures solides et pluralistes et des systèmes judiciaires indépendants sont essentiels pour protéger la liberté d'expression. Le pouvoir législatif doit assurer un contrôle et une représentation politique équitables, tandis que le pouvoir judiciaire doit se protéger contre le harcèlement ainsi que contre la censure directe et indirecte. Le pouvoir exécutif, tout en étant capable de défendre la liberté d'expression, peut également représenter la plus grande menace par la répression et le contrôle qu'il exerce. Dans la conclusion de ce chapitre, il est rappelé que, pour sauvegarder la démocratie, il convient de renforcer les institutions, de responsabiliser les grandes entreprises technologiques, de promouvoir l'indépendance des médias, la maîtrise du numérique et la réflexion critique parmi les citoyens.

# Journalisme: renforcer l'état de droit

## POURQUOI LA DÉMOCRATIE S'AFFAIBLIT-ELLE?

L'érosion démocratique est le résultat d'un ensemble complexe de facteurs :



1

### ATTAKES CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Meurtres, emprisonnement,  
intimidation, exil et  
répression transnationale



Harcèlement judiciaire  
et poursuites abusives



Espionnage, surveillance et  
campagnes de diffamation



## 2 ATTAQUES CONTRE LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INSTITUTIONNEL

En l'absence de législatures pluralistes et de pouvoirs judiciaires indépendants, le contrôle échoue et la démocratie comme l'état de droit sont menacés.



## 3 MONTÉE DU POUVOIR AUTOCRATIQUE



Pour la première fois depuis vingt ans, les autocraties sont plus nombreuses que les démocraties.

**72%**

de la population mondiale vit désormais sous un régime autocratique, le niveau le plus élevé depuis 1978.

## 4 CRISE DE L'INFORMATION



La désinformation et les « vérités » parallèles créent une méfiance envers le journalisme professionnel.



Faible transparence des algorithmes et de la modération.



Respect insuffisant des normes relatives aux droits humains.



Il y a un peu plus de dix ans, j'ai achevé mon mandat de Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Au cours de ce mandat, le Bureau n'a cessé de publier des rapports sur la grave dégradation de la liberté d'expression dans la région. En réponse, certains gouvernements ont lancé, en 2012, une campagne agressive destinée à neutraliser le Bureau en limitant ses ressources et ses pouvoirs. Alors que la situation était critique, deux petites nations dont le bilan démocratique demeure à ce jour exemplaire ont mené une contre-offensive pour défendre le rôle de rapporteur. Un peu plus tard, des pays ayant une grande influence régionale se sont joints à cette initiative, et ce même s'ils n'avaient pas particulièrement apprécié les rapports les concernant. Paradoxalement, non seulement le Bureau a survécu à ces attaques, mais il est devenu plus fort qu'auparavant.

À la fin de mon mandat, un groupe de réflexion informé de cette expérience m'a demandé une analyse des tendances régionales en matière d'état de droit et de liberté d'expression. Le but principal était de déterminer si les atteintes à la liberté d'expression et aux institutions qui la défendent, telles que le Bureau du Rapporteur spécial, sont le signe d'une régression ou constituent simplement une rupture temporaire sur la voie du progrès démocratique dans laquelle la région s'est engagée après s'être débarrassée des dictatures militaires et des régimes autoritaires à la fin du XXe siècle.

La réponse semble claire aujourd'hui. L'autoritarisme progresse rapidement et le journalisme est menacé, comme la démocratie elle-même. Nous n'avions pas encore été témoins d'une attaque d'une telle ampleur contre l'état de droit de notre vivant. C'est pourquoi la protection du journalisme indépendant semble aujourd'hui plus urgente que jamais.

**Catalina Botero Marino**  
avocate colombienne et ancienne Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)



# Démocratie et liberté d'expression : tendances mondiales

Les recherches du V-Dem Institute montrent que, pour la première fois en 20 ans, les autorités sont plus nombreuses que les démocraties dans le monde. Selon le Democracy Report 2025 de cette organisation qui étudie les différentes formes de démocratie, les démocraties libérales sont aujourd'hui le régime le moins répandu dans le monde, et près des trois quarts de la population mondiale (72 %) vivent dans des autorités. Il n'y a qu'avant 1978 que ce chiffre était plus élevé<sup>194</sup>.

Le déclin de la démocratie s'est accompagné d'un recul de la liberté d'expression. Le lien entre les deux (en particulier la liberté, pour les journalistes indépendants, de publier des informations fiables et d'intérêt public) est si sensible que tout affaiblissement de l'une met l'autre en danger.

En effet, pour que la démocratie fonctionne, une presse solide et indépendante, capable d'apporter au public une information de qualité, est essentielle. Pour que les journalistes puissent enquêter librement, vérifier et publier des informations précieuses et d'intérêt public, il est toutefois indispensable que les mécanismes de responsabilisation de la démocratie soient efficaces. Comme le montrent les études scientifiques les plus rigoureuses, bien que la démocratie englobe plus que la seule liberté de la presse, elles ne peuvent prospérer l'une sans l'autre<sup>195</sup>.

Les chercheurs du V-Dem Institute ont mis en évidence une corrélation significative entre les fluctuations des indicateurs relatifs à la liberté d'expression et ceux qui évaluent l'état de la démocratie<sup>196</sup>. Cette relation est toujours manifeste : lorsque la démocratie est forte, la liberté d'expression s'accroît, tandis qu'une détérioration de la liberté d'expression annonce ou indique souvent des anomalies ou des reculs dans les systèmes démocratiques.

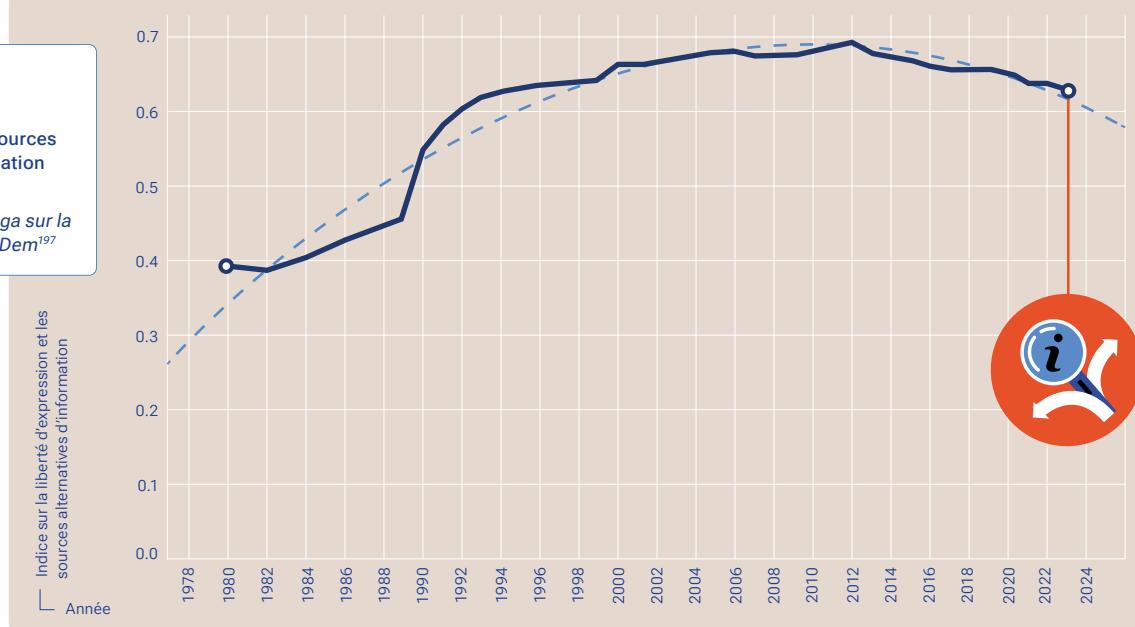
Malheureusement, la liberté d'expression est en déclin depuis 2012. Mondiale, constante et décourageante, cette tendance marque un retour en arrière après des années de progrès durement acquis.

**FIGURE 1**

Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information

Source:

Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem<sup>197</sup>



<sup>194</sup> Nord et al. 2025. Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped? Université de Göteborg : V-Dem Institute. [https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr\\_2025\\_lowres.pdf](https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr_2025_lowres.pdf).

<sup>195</sup> Nord et al. 2024. Media Freedom, Democracy and Security. Research Report. OSCE. [https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878\\_1.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878_1.pdf); Adhikari, B., King, J., et Murdie, A. 2024. Examining the effects of democratic backsliding on human rights conditions. <https://doi.org/10.1080/14754835.2023.2295878>.

<sup>196</sup> Nord et al, ibid.

<sup>197</sup> Magoga, A. 2025. Freedom of Expression and Alternative Sources of information Index.

En examinant l'évolution mondiale de la liberté d'expression au cours des dernières décennies à l'aide d'un indice allant de 0 à 1, où 1 représente la pleine liberté d'expression et 0 sa répression totale, nous voyons apparaître trois grandes phases.

Entre 1980 et 2010, le droit à la liberté d'expression a régulièrement progressé : de 0,4 en 1980, l'indice a progressivement augmenté pour atteindre 0,7 en 2012, le plus haut niveau de liberté de la presse jamais enregistré. La hausse la plus rapide a eu lieu entre 1990 et 2000, année où l'indice a atteint 0,6 sous l'effet de la démocratisation en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique, de la chute des régimes autoritaires en Europe centrale et de l'Est et du renforcement de l'état de droit et de la liberté de la presse dans le monde entier. Cette période est caractérisée par l'incorporation de garanties constitutionnelles et juridiques en faveur de la liberté d'expression et de la presse, la protection de la confidentialité des sources, la création de systèmes de transparence des pouvoirs publics et d'accès à l'information, la libéralisation des ondes et/ou la réforme des médias. Ces évolutions reposent sur l'idée partagée selon laquelle les médias constituent le « quatrième pilier » de la démocratie, aux côtés des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Des médias libres, indépendants et pluralistes sont considérés comme essentiels pour assurer la transparence et la responsabilité publique, et pour agir comme un contrepoids à l'exercice du pouvoir par l'État et à ses abus. Toutes ces conditions sont nécessaires à une gouvernance démocratique efficace et légitime.

Les données montrent qu'un déclin soutenu a commencé en 2012. Il peut être rattaché à la polarisation politique croissante, la multiplication des violences contre les journalistes, l'impunité pour les crimes contre la presse, le contrôle des médias par l'État, la censure d'Internet et l'ingérence des gouvernements. Toutefois, une tendance à l'érosion des mécanismes de responsabilisation dans les démocraties, qui est de plus en plus visible et s'est aggravée au cours des quatre dernières années, semble être à l'origine de ce problème. Cette érosion démocratique a non seulement affaibli les mécanismes de responsabilisation mais a également, dans certains cas, conduit à la destruction des institutions démocratiques. À cet égard, il convient de noter que les gouvernements autoritaires ont tendance à faire preuve de résilience et d'adaptabilité dans la lutte contre les initiatives démocratiques et utilisent désormais souvent les technologies numériques pour renforcer leur pouvoir et réprimer la démocratisation.

Dans ces nouveaux contextes, la liberté d'expression s'affaiblit et les conséquences sont importantes. Le public et les journalistes eux-mêmes sont privés d'informations précieuses. Au cours des quatre dernières années, les meurtres<sup>198</sup>, les menaces et les emprisonnements<sup>199</sup> de journalistes<sup>200</sup> se sont multipliés. On a également assisté à une augmentation des cas d'intimidation par la stigmatisation<sup>201</sup>, la surveillance et l'espionnage<sup>202</sup>. Les professionnels des médias sont de plus en plus visés par diverses formes de harcèlement juridique<sup>203</sup>, allant de procès en diffamation assortis de demandes de dommages-intérêts exorbitants<sup>204</sup> à des poursuites fondées sur la réglementation antiterroriste<sup>205</sup> ou financière<sup>206</sup>. De nos jours, être journaliste nécessite beaucoup de courage et de grands sacrifices.

198 UNESCO. 2024. Rapport de la Directrice générale sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité, et le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391550\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391550_fra).

Voir également : UNESCO. 2024. Press and planet in danger: safety of environmental journalists; trends, challenges and recommendations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501>.

199 UNESCO. 2022. L'utilisation abusive du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fra).

200 UNESCO. 2022. L'utilisation abusive du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fra).

Voir également : UNESCO. 2024. Press and Planet in danger. Safety of environmental journalists – trends, challenges and recommendations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501/PDF/389501eng.pdf.multi>.

201 Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2021. Déclaration conjointe 2021 sur les acteurs politiques, les fonctionnaires et la liberté d'expression. [https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721\\_0.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/e/d/501721_0.pdf) et Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2023. Joint declaration on media freedom and democracy <https://www.osce.org/files/f/documents/3/2/542676.pdf>.

202 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique – Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

203 UNESCO. Pittman, E., Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

204 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/53/25). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>

205 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Brief on impact of counter-terrorism and criminal laws on media freedom and safety of journalists. <https://www.ohchr.org/en/documents/brochures-and-leaflets/briefer-impact-counter-terrorism-and-criminal-laws-media-freedom>.

206 Pittman, E., Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

La relation symbiotique entre la liberté d'expression et le journalisme indépendant a un impact direct sur la démocratie et les droits humains. La note thématique de l'UNESCO Journalism for development: the role of journalism promoting democracy and political accountability and sustainable development<sup>207</sup>, apporte des preuves solides de l'importance du rôle du journalisme pour le maintien et la consolidation des démocraties. À cet égard, des études récentes montrent que les démocraties dotées de médias libres et indépendants parviennent à mieux fournir des biens publics et à mieux atteindre des objectifs communs, notamment en matière de lutte contre le changement climatique<sup>208</sup>.

La liberté d'expression est un baromètre crucial de la santé démocratique d'une société. Sa détérioration contribue à l'érosion de l'état de droit. En conséquence, la démocratie est effectivement en danger.

## La liberté d'expression, l'équilibre des pouvoirs et le bruit intimidant des temps modernes

Au cours des deux dernières décennies, l'écosystème mondial de l'information a subi une transformation radicale. Aujourd'hui, des milliards de personnes ont des moyens de communiquer dont elles n'auraient jamais rêvé auparavant, et elles obtiennent des informations de sources qui n'existaient pas ou n'étaient pas accessibles. Cette évolution s'est accompagnée de grands avantages, mais elle a aussi engendré d'importantes difficultés. De la vision optimiste d'un écosystème de l'information plus démocratique, nous sommes passés à un pessimisme accru par la mainmise de quelques personnes sur la sphère numérique publique. Les médias sociaux brouillent souvent la distinction entre les informations fiables et utiles et la masse des contenus de mauvaise qualité conçus pour déstabiliser le public.

En effet, les plateformes numériques permettaient aux individus d'entrer en relation, facilitaient l'accès instantané à l'information et au savoir, portaient d'importants mouvements sociaux et campagnes de sensibilisation, donnaient la parole à des groupes vulnérables et marginalisés et révélaient des injustices qui, autrement, n'auraient jamais été dévoilées. Cependant, tout comme elles ont été utilisées pour favoriser des interactions précieuses, elles ont également été utilisées pour rompre la confiance dans des sources d'information fiables, comme le journalisme indépendant, et indispensables à un débat public significatif.

Néanmoins, le résultat le plus troublant de cette révolution est peut-être l'émergence de réalités parallèles – et parfois fausses. Même si une réalité alternative n'est basée sur aucun élément factuel, elle peut influencer les décisions des individus. Ces vérités parallèles sont souvent soigneusement conçues, répliquées, viralisées et microsegmentées par une intelligence artificielle (IA) sophistiquée dans le but de tromper ou de déstabiliser le public.

Ces campagnes reposent en outre sur un réseau de faux sites Web, généralement liés à des groupes politiques ou économiques. Ceux-ci se présentent au public comme des médias authentiques et utilisent des gros titres accrocheurs pour répandre la désinformation et discréditer les journalistes indépendants. Leur efficacité réside dans leur capacité à brouiller les frontières entre faits et récits fabriqués. Mais ces campagnes de désinformation ne font pas qu'amplifier leurs contenus, elles utilisent également des moyens numériques pour faire taire ceux qui les exposent ou font entendre des contre-discours. Et elles y parviennent. Le harcèlement en ligne, la stigmatisation et l'utilisation d'autres méthodes pour interférer avec les contenus et les comptes des personnes impliquées, y compris les journalistes, sont des pratiques de plus en plus courantes qui, dans de nombreux cas, ont des conséquences violentes, en particulier lorsqu'elles ciblent des groupes traditionnellement discriminés, comme les femmes<sup>209</sup>.

207 Stiglitz et al. 2024. Journalism for development: the role of journalism promoting democracy and political accountability and sustainable development. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389301>.

208 Dans un rapport de 2024, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) soulignait que des médias indépendants, libres et pluralistes sont essentiels à la sécurité des populations. S'appuyant sur une littérature universitaire fournie, plusieurs travaux ont établi que la libre circulation d'informations de qualité réduisait les abus des gouvernements et diminuait la probabilité de guerres avec des puissances étrangères, de conflits internes et de répression étatique. Ils montrent également que des informations de qualité sont cruciales pour lutter contre les mystifications qui alimentent la violence, pour exposer les horreurs et demander des comptes. La détérioration des indicateurs de la liberté d'expression ne constitue pas seulement un problème en soi ; elle peut également être un signe avant-coureur de menaces potentielles pour l'ensemble du système démocratique. OSCE. Nord, M., Lundstedt M., Lindberg I., S. 2024. Media Freedom, Democracy, and Security. [https://www.osce.org/files//documents/3/0/572878\\_1.pdf](https://www.osce.org/files//documents/3/0/572878_1.pdf).

209 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Désinformation sexiste et ses implications pour le droit à la liberté d'expression. Rapport de la Rapportrice spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/78/288) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/a78288-gendered-disinformation-and-its-implications-right-freedom>. Voir aussi Digital Rights Foundation. 2020. Addressing online attacks on women journalists in Pakistan. Policy Brief. <https://digitalrightsfoundation.pk/wp-content/uploads/2020/11/Policy-1.pdf>.

La liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias font partie des antidotes sociaux les plus puissants face au poison que représentent ces campagnes de désinformation. C'est pourquoi ceux qui promeuvent ces campagnes investissent énormément de temps et de ressources pour saper la confiance du public dans les médias et neutraliser leur capacité à contrer la désinformation.

Ces dernières années, on a assisté à une amplification de ce type de campagnes, conjuguée à une intensification de la rhétorique de certains politiciens qui, comme l'ont noté les quatre rapporteurs sur la liberté d'expression dans leurs déclarations conjointes<sup>210</sup>, font preuve d'intolérance et cherchent à diviser, nient les faits établis et attaquent les journalistes et les défenseurs des droits humains qui leur demandent des comptes. Cette rhétorique, comme le notent les rapporteurs, a pour effet de « diminuer la confiance du public dans la gouvernance et les institutions démocratiques, ainsi que dans les médias ». Ces campagnes de stigmatisation et de désinformation ont, dans de nombreux cas, compromis la viabilité financière, l'indépendance et la diversité des médias eux-mêmes, réduisant du même coup leur capacité à promouvoir la démocratie, les droits humains, l'état de droit, la paix et la sécurité<sup>211</sup>.

On assiste en outre à une grave crise du financement du journalisme. Les plateformes numériques ont absorbé les revenus publicitaires qui donnaient auparavant aux journalistes la capacité, le temps et les ressources nécessaires pour publier des enquêtes rigoureuses et fondées sur des preuves portant sur des questions d'intérêt public telles que l'autoritarisme, les droits humains, la corruption, le crime organisé ou l'environnement. En conséquence, il est aujourd'hui beaucoup plus difficile de contrer les campagnes de désinformation qui cherchent à déstabiliser le public.

Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'un large éventail de biens publics et de droits fondamentaux, de l'autonomie personnelle à l'intégrité électorale, dépendent de l'accès en temps opportun à des informations de qualité et de la capacité de délibérer librement et sans ingérence arbitraire.

Certains auteurs ont souligné que l'évolution de l'écosystème des communications numériques (y compris l'essor des plateformes de médias sociaux) est allée de pair avec la détérioration de la démocratie et de la liberté de la presse<sup>212</sup>. Cela peut s'expliquer d'une part par la tendance à mettre en avant les contenus polarisants et d'autre part par la vulnérabilité du public face à la mésinformation et à la désinformation. C'est ce qui permet à des acteurs autoritaires d'influencer l'opinion publique, de discréditer les sources traditionnelles d'information et de saper la confiance du public dans les institutions démocratiques.

L'érosion démocratique est le résultat de l'interaction complexe de facteurs concomitants, parmi lesquels l'inégalité économique, la polarisation politique, la faiblesse des garanties institutionnelles et la puissance des États autoritaires. Ces éléments qui interagissent avec l'écosystème numérique creusent les fractures sociales et permettent aux dirigeants antidémocratiques de perturber plus facilement l'équilibre démocratique des pouvoirs, de réprimer la dissidence et d'affaiblir le journalisme indépendant et d'autres sources d'information fiables.

La démocratie est une grande conversation qui se déroule dans un cadre où la liberté d'expression et l'accès à l'information jouent un rôle prédominant pour la résolution pacifique des différends, la prise de décisions collectives, la correction de cap, la lutte contre les abus et la responsabilisation des dirigeants. Pour que cette conversation – comme toute autre conversation significative – puisse avoir lieu, les participants doivent s'accorder sur les faits, mais aussi être prêts à expliquer leurs points de vue et, éventuellement, à reconnaître la supériorité d'autres arguments. Les campagnes de désinformation et de diffamation visant à intimider les journalistes et les voix dissidentes, ainsi qu'à susciter la méfiance à l'égard de sources d'information fiables, exacerbent l'hostilité envers ceux qui pensent différemment. Elles fragmentent la sphère publique à tel point que le dialogue démocratique devient impossible. Il est alors plus facile d'affaiblir l'équilibre des pouvoirs institutionnalisé essentiel à la protection de la liberté d'expression.

210 Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies., op. cit.

211 Ibid.

212 Citons par exemple Yuval Noah Harari, dans son livre Nexus, publié en 2024.

## Liberté d'expression et mécanismes démocratiques de responsabilisation

Une société qui fonctionne bien a besoin de médias forts et indépendants et, par conséquent, d'institutions de responsabilisation démocratiques fortes et indépendantes. Lorsque le pouvoir de l'État affaiblit la supervision, la liberté d'expression décline, le droit d'accès à l'information est souvent relégué au second plan, et les garanties en faveur d'un journalisme indépendant, comme les mécanismes de protection des voix critiques en général, disparaissent. Les efforts de concentration du pouvoir sont étroitement liés au contrôle de l'information. Les recherches du V-Dem Institute montrent que l'autocratisation et les attaques contre le journalisme indépendant vont de pair et se renforcent mutuellement. Il existe une forte corrélation entre la solidité des institutions de responsabilisation et la liberté d'expression.

## Le pouvoir législatif : un défenseur du pluralisme

Dans une démocratie constitutionnelle, le pouvoir législatif joue un rôle fondamental de contrepoids au pouvoir exécutif. Pour autant, il peut l'exercer uniquement si les différentes forces politiques d'un pays y sont représentées, y compris celles qui n'ont pas obtenu la majorité aux élections. Raison pour laquelle un débat électoral solide et un système électoral équitable sont essentiels. Une fois constituée, l'assemblée législative est chargée d'adopter des lois qui établissent et protègent des droits tels que la liberté d'expression et l'accès à l'information, par le biais de procédures législatives publiques. Tout cela vise à faire en sorte que les limites aux droits ne soient pas adoptées à la hâte ou en secret pour répondre à une situation politique temporaire, et que toute décision connexe repose véritablement sur un

consensus renforcé et non sur une majorité simple. Enfin, l'assemblée est amenée à exercer des fonctions de contrôle politique cruciales pour contrebalancer les actions du pouvoir exécutif, par exemple au moyen de vétos, d'assignations à comparaître, d'interpellations et d'enquêtes parlementaires. Il s'agit de veiller à ce qu'aucun dirigeant ou parti au pouvoir ne domine complètement le paysage politique et d'éviter que la démocratie constitutionnelle ne devienne tyrannique au nom de la majorité.

L'analyse statistique confirme que lorsque le pouvoir législatif est pluraliste et que son contrôle est rigoureux, les sociétés jouissent d'une plus grande liberté d'expression. La représentation significative des partis d'opposition est le facteur qui prédit le mieux un environnement d'information libre et diversifié. En effet, lorsque de multiples perspectives politiques sont représentées au parlement, il est beaucoup plus difficile pour un gouvernement de monopoliser le discours public et de modifier le cadre juridique pour diluer les garanties de la liberté d'expression.

Au cours des quatre dernières années, l'action décisive de certaines assemblées législatives où les minorités étaient représentées a entravé la volonté du pouvoir exécutif de contrôler les médias indépendants<sup>213</sup>, de faciliter la désinformation<sup>214</sup> et de réformer les codes pénaux pour changer les dispositions relatives aux enquêtes et aux poursuites en cas de menaces visant des journalistes<sup>215</sup>.

Dans des pays comme l'Australie, le Canada et la Lituanie, et dans certaines régions des États-Unis, des lois ont été adoptées pour empêcher les poursuites visant à bloquer les enquêtes d'intérêt public et à faire taire les lanceurs d'alerte. L'émergence de poursuites-bâillons<sup>216</sup> est une tendance inquiétante. En réponse, l'Union européenne a élaboré un ensemble de dispositions visant à défendre le droit à la liberté d'expression et les autres droits humains dans la sphère numérique<sup>217</sup>.

213 Wójcik, A. 2023. Restoring Poland's Media Freedom. Verfassungsblog. <https://verfassungsblog.de/restoring-polands-media-freedom/>.

214 Centro de Estudios en Libertad de Expresión y Acceso a la Información. 2021. Regulación de plataformas en Brasil: necesidad, peligros y contradicciones. <https://observatoriodelegislativocele.com/regulacion-de-plataformas-en-brasil-necesidad-peligros-y-contradicciones/>.

215 Assemblée générale des Nations Unies. Conseil des droits de l'homme, cinquante-septième session. 2024. Examen périodique universel, Macédoine du Nord. (A/HRC/57/11.) <https://docs.un.org/fr/A/HRC/57/11>.

216 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre - Rapport de la Rapportrice spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (A/HRC/53/25) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>.

217 Conseil de l'Union européenne. Paquet législatif relatif aux services numériques. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/digital-services-package/>.

Toutefois, on observe actuellement d'importants retours en arrière sur la voie du renforcement du pluralisme et des mécanismes de contrôle des assemblées législatives. Au cours de la dernière décennie, mais surtout ces quatre dernières années, des assemblées législatives moins pluralistes ont adopté des règlements très problématiques concernant la liberté d'expression (exactement les mêmes types de règlements qui avaient été abolis lors de la dernière vague démocratique mondiale<sup>218</sup>). Par exemple, certains pays ont adopté des règlements qui restreignent la publication d'informations d'intérêt public pour des motifs relevant de la sécurité nationale, bloquent la diffusion d'informations sur les communautés marginalisées ou discriminées, créent des restrictions ambiguës à la circulation de l'information et empêchent les médias et les organisations sociales de coopérer avec des acteurs étrangers et de recevoir de leur part un financement indépendant<sup>219</sup>.

Pendant la période de relance démocratique (1990-2010), les assemblées législatives, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>220</sup> ainsi qu'en Afrique<sup>221</sup>, ont été extraordinairement actives dans l'adoption de lois sur l'accès à l'information publique. Toutefois, depuis 2010, cette tendance s'est ralentie, et certaines assemblées législatives où la majorité absolue est aux mains du parti au pouvoir ont même adopté des lois et des réformes constitutionnelles qui affaiblissent gravement les garanties qui avaient été mises en place auparavant.

Une législature pluraliste, résistant aux restrictions disproportionnées et capable d'exercer efficacement ses fonctions de supervision et d'enquête, est l'une des garanties essentielles de la liberté d'expression. C'est ce qui permet également de demander des comptes pour qu'aucun parti ne contrôle l'information, que les voix dissidentes puissent s'exprimer et que les médias puissent couvrir l'actualité librement sans crainte de représailles.

## Le pouvoir judiciaire : protéger l'espace pour le débat public

Si le pouvoir législatif crée un cadre juridique qui protège et promeut la liberté d'expression, le pouvoir judiciaire doit en garantir l'exercice. Les tribunaux protègent contre le harcèlement, l'intimidation, les représailles et la censure des journalistes et des activistes. À ce titre, ils sont chargés de veiller à ce que les décisions législatives et exécutives respectent les droits constitutionnels et les institutions, d'empêcher l'utilisation abusive des procédures judiciaires comme méthode de harcèlement et de s'assurer que les crimes commis contre des personnes ayant simplement exercé leur liberté d'expression ne restent pas impunis. Pour mener à bien leur mission de supervision et de contrôle, les juges ont besoin de ressources suffisantes ainsi que de solides garanties d'autonomie institutionnelle.

L'indépendance des tribunaux est l'un des indicateurs les plus probants de la liberté d'expression. En d'autres termes, les données confirment que lorsque les juges peuvent statuer sans intervention politique, ils sont plus susceptibles de préserver un environnement propice au contrôle social, à la participation des minorités et, plus généralement, à la liberté d'expression.

Un système judiciaire indépendant et solide est également une condition nécessaire de la lutte contre l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Comme l'a rapporté la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans son rapport annuel du 20 avril 2022, « Les pays où le taux d'impunité est élevé présentent également un taux élevé de décès de journalistes, ce qui met en évidence la corrélation entre l'impunité et la commission de tels crimes<sup>222</sup> ». Le rapport indique que lorsque les gouvernements se conforment aux décisions de justice, la liberté d'expression s'épanouit, puisque lesdites décisions peuvent limiter la censure et empêcher les attaques contre la presse.

218 Plusieurs États ont durci ou réintroduit des dispositions sur la calomnie, la diffamation et l'insulte en établissant de nouvelles lois destinées à garantir la cybersécurité tout en luttant contre les « fake news » et les discours de haine. UNESCO. 2022. L'« utilisation abusive » du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fra).

219 UNESCO. Pittman, E., Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

220 Comisión Interamericana de Derechos Humanos. 2012. El derecho de acceso a la información pública en las Américas. Estándares Interamericanos y comparación de marcos legales. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/docs/publicaciones/EI%20acceso%20a%20la%20informacion%20en%20las%20Americas%202012%2005%2015.pdf>.

221 « Conformément à la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique adoptée par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, des États africains ont inscrit le droit à l'accès à l'information détenu par des entités privées dans leur constitution ou leur législation. » Plus d'une centaine de pays qui ont pris l'engagement d'ouvrir leurs registres publics. Des journalistes et des groupes de la société civile consultent régulièrement les registres des bénéficiaires effectifs pour enquêter sur la corruption. Voir Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/53/25). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>.

222 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique – Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

Il est essentiel que les tribunaux disposent de capacités suffisantes pour fonctionner efficacement. L'initiative mondiale pour la formation des juges de l'UNESCO se concentre sur le renforcement de ces compétences.<sup>223</sup> Plusieurs États ont mis en place des unités spécialisées chargées d'enquêter sur les crimes commis contre des journalistes et d'en poursuivre les auteurs, telles que PressSafe au Royaume des Pays-Bas, FEADLE au Mexique, et d'équipes similaires en Colombie et au Guatemala<sup>224</sup>.

#### ENCADRÉ 1

### Le rôle du pouvoir judiciaire dans la défense de la liberté d'expression



1. La Cour européenne des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et les tribunaux nationaux du Canada, de la Colombie et de l'Afrique du Sud ont limité le recours aux poursuites judiciaires visant à entraver les enquêtes d'intérêt public.
2. La Cour suprême d'Islamabad, au Pakistan, a bloqué une mesure visant à criminaliser la liberté d'expression en ligne, et le Conseil constitutionnel français a supprimé les dispositions d'une loi sur les discours de haine qui auraient pu conduire à une censure disproportionnée en ligne.
3. Le Conseil constitutionnel français et la Cour suprême du Brésil ont décidé de protéger les journalistes couvrant les manifestations.
4. En Inde, la Cour suprême a jugé que les coupures d'Internet pour une durée indéterminée étaient inconstitutionnelles.
5. Les tribunaux sud-africains ont décidé de protéger les sources des journalistes, mais aussi de bloquer l'interception massive des communications.
6. Le Tribunal constitutionnel fédéral d'Allemagne a estimé que la surveillance massive des communications étrangères constituait une atteinte au droit à la vie privée et à la liberté de la presse.

**Source:** Programme Global Freedom of Expression de l'Université Columbia, Rapports de la Rapporteur spéciale, Rapport de la Haute Cour d'Islamabad, Rapport du Conseil constitutionnel français.

Partout dans le monde, les tribunaux ont joué un rôle important dans le maintien de la liberté d'expression et la sauvegarde du journalisme indépendant.

Les exemples illustrant le rôle du pouvoir judiciaire dans la protection de la liberté d'expression sont vraiment frappants. La tendance mondiale en matière d'indépendance judiciaire est toutefois loin d'être encourageante. Un rapport publié en 2024 par la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, Margaret Satterthwaite, met au jour une tendance claire : certains gouvernements affaiblissent l'indépendance judiciaire par diverses stratégies. Le rapport aborde notamment l'appropriation politique des institutions judiciaires, les abus des systèmes judiciaires, la réduction des pouvoirs des tribunaux et les attaques directes contre les juges, les procureurs et les avocats. Pour contraindre ou intimider les acteurs du pouvoir judiciaire, les processus de nomination ont été manipulés, des purges à visée politique ont été menées, le processus d'attribution des postes vacants a été politisé et des procédures disciplinaires ont été employées comme outil d'intimidation et de sanction des juges qui ne faisaient pas la volonté du gouvernement. Le rapport de la Rapporteur souligne la nécessité de revitaliser la confiance dans les institutions judiciaires et de défendre leur rôle dans la sauvegarde de la démocratie et de l'état de droit<sup>225</sup>.

Le manque d'indépendance judiciaire a un impact direct sur la liberté d'expression, car les juges ne sont plus le dernier obstacle à l'arbitraire mais deviennent des instruments de légitimation des abus.

223 UNESCO. 2023. 10 ans de l'Initiative des Juges de l'UNESCO : renforcer l'état de droit, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes 2013 - 2023. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925_fra).

224 Averkiou, A. 2023. Le rôle des agents chargés du maintien de l'ordre : assurer la sécurité des journalistes lors des manifestations publiques et des élections. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920_fra).

225 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Préserver l'indépendance des systèmes judiciaires face aux menaces actuelles à la démocratie – Rapport de la Rapporteur spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats. (doc. A/HRC/56/62). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahr5662-safeguarding-independence-judicial-systems-face-contemporary>.

## Le pouvoir exécutif : un défenseur et une menace pour la liberté d'expression

Le pouvoir exécutif joue un double rôle crucial en matière de liberté d'expression : il peut être à la fois son plus grand défenseur et l'une des pires menaces institutionnelles.

Dans un régime démocratique, le pouvoir exécutif est chargé de faire respecter les lois, de diriger l'application de la loi, de respecter l'indépendance des organismes de réglementation, de mettre en œuvre des programmes de formation, de concevoir des politiques publiques (par exemple, sur les enquêtes en cas de crimes contre des journalistes) et de façonnner la conscience publique.

Lorsque les dirigeants sont attachés à la liberté d'expression, des changements significatifs se produisent. Les discours en faveur d'un dialogue solide et démocratique et du droit des journalistes à enquêter, des dissidents à s'exprimer librement et des citoyens à exprimer leurs droits et leurs intérêts contribuent grandement à construire un environnement respectueux et protecteur. En outre, même si les pouvoirs présidentiels varient selon les systèmes politiques, le pouvoir exécutif peut, dans la plupart des pays, ordonner aux autorités répressives de s'abstenir de porter atteinte à ce droit et, au contraire, de s'efforcer de le faire respecter. Il peut créer des organes spécialisés pour protéger les journalistes et les dissidents et enquêter sur les crimes commis contre eux. Il peut adopter des politiques publiques destinées à consolider le journalisme indépendant et pluraliste voire, dans certains cas, opposer son veto à des projets de loi qui iraient à l'encontre de ces droits. Lorsque les dirigeants défendent le droit à la liberté d'expression, ils défendent un bien commun.

Cependant, les pouvoirs de l'exécutif peuvent également être utilisés pour restreindre la liberté d'expression. Des garanties institutionnelles sont donc essentielles.

Les contraintes judiciaires et législatives exercées sur le pouvoir exécutif font partie des indicateurs les plus probants de la liberté d'expression. Cela signifie que lorsque le pouvoir exécutif est contrôlé démocratiquement et tenu responsable par des tribunaux indépendants et un pouvoir législatif pluraliste, il est moins susceptible de restreindre l'accès à l'information, de faire taire des voix essentielles ou d'empêcher les journalistes d'exercer librement leur métier.

Ces dernières années, une tendance inquiétante a été observée : certains gouvernements utilisent leur pouvoir d'influence pour stigmatiser et intimider leurs détracteurs et la presse indépendante<sup>226</sup>. Ces pressions vont de la limitation des conférences de presse à l'interdiction d'accès aux services gouvernementaux pour les journalistes, en passant par la surveillance, l'intimidation, l'emprisonnement arbitraire et des actes de violence directe contre des journalistes critiques et dissidents.

Comme le souligne la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la protection et la promotion de la liberté d'opinion et d'expression dans son rapport de 2024, « le nombre d'attaques en ligne, de menaces de mort et de viol, de cas de doxing (divulgation d'informations personnelles telles que les adresses postale et électronique et les numéros de téléphone), de campagnes de dénigrement à caractère sexiste, misogynie ou diffamatoire et d'usurpations d'identité a explosé au cours des dix dernières années, en particulier à l'encontre des femmes journalistes. Des femmes journalistes en exil affirment avoir été la cible de campagnes de diffamation coordonnées, à caractère sexiste, tant dans les médias d'État et les médias soutenant la politique de l'État que sur les réseaux sociaux<sup>227</sup>. »

Mais la tendance de certains gouvernements à utiliser des tactiques pour réprimer le journalisme indépendant et critique ne se limite pas aux seules actions qui viennent d'être décrites. Certains gouvernements utilisent arbitrairement les systèmes judiciaires pour cibler les journalistes en adoptant des réglementations

226 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/53/25). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>. Et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique – Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

227 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Journalistes en exil - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/56/53). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5653-journalists-exile-report-special-rapporteur-promotion-and>.

ambiguës, notamment sur la diffamation ou sur les « fake news ». Lorsque les garde-fous institutionnels compliquent la mise en œuvre de ces tactiques (par exemple, parce que les législatures abrogent les lois problématiques ou que les juges rejettent les plaintes abusives), certains responsables emploient d'autres méthodes et s'appuient par exemple sur la législation relative à la finance ou à la lutte contre le blanchiment d'argent. Ces actes étant techniquement complexes, il est difficile de mettre en évidence le caractère arbitraire de la plainte, ce qui rend la défense des journalistes d'autant plus coûteuse<sup>228</sup>.

Ces dernières années, la répression politique en l'absence de mécanismes de contrôle institutionnel est l'un des principaux motifs ayant poussé des centaines de journalistes à l'exil<sup>229</sup>. Comme l'a noté la Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la protection et la promotion de la liberté d'opinion et d'expression, dans certains cas, des journalistes ont été expulsés de leur pays ; dans d'autres, ils ont dû fuir pour se protéger et protéger leur famille. Même en exil, ils sont parfois persécutés. Pour reprendre les termes de la Rapporteur spéciale, le terme « répression transnationale » désigne les violations des droits de l'homme commises par des États en dehors de leur juridiction territoriale afin d'intimider et de réduire au silence les dissidents des diasporas et les exilés<sup>230</sup>.

Enfin, principalement en raison d'actions du pouvoir exécutif, la liberté sur Internet a reculé en 2024 pour la quatorzième année consécutive. La protection des droits humains en ligne a régressé dans 27 des 72 pays couverts par le rapport Freedom on the Net de Freedom House, alors qu'elle s'est améliorée dans 18 pays seulement<sup>231</sup>. Ce recul est attribué à une augmentation des coupures arbitraires d'Internet, en particulier pendant les périodes électorales ou les manifestations antigouvernementales, des interruptions de connexions, des fermetures de sites Web et des interventions auprès des plateformes. Le but est de répandre la désinformation utile au gouvernement tout en censurant les enquêtes indépendantes ou les contenus critiques.

En bref, le pouvoir exécutif exerce une influence décisive sur la liberté d'expression, et son engagement à défendre ce droit fondamental est crucial pour une démocratie saine. Toutefois, le risque de porter atteinte à ce droit

est si élevé qu'une vigilance constante est indispensable. Un contrôle judiciaire et législatif est nécessaire pour s'assurer qu'aucun gouvernement ne peut monopoliser l'information à laquelle le public a droit.

La démocratie dépend de la garantie du droit à la liberté d'expression, qui est elle-même étroitement liée à la vigueur d'une démocratie. Les environnements informationnels les plus libres et les plus divers se trouvent dans des sociétés dotées d'un solide équilibre des pouvoirs institutionnels, ce qui explique son importance. Pour garantir efficacement la liberté d'expression, il est par conséquent essentiel d'adopter une approche globale qui renforce les institutions démocratiques, limite les abus de pouvoir et garantit la responsabilisation.

## Construire un avenir meilleur

Pour protéger la liberté d'expression en tant qu'élément fondamental de la démocratie, il faut consolider les institutions qui défendent la responsabilisation et l'équilibre des pouvoirs. Cela exige un contrôle efficace du pouvoir exécutif et la protection de l'indépendance du pouvoir judiciaire, à l'aide de garanties solides et de formations spécialisées. Les organismes de réglementation doivent également rester autonomes.

Des médias libres et indépendants assurent une forme de protection contre les abus de pouvoir et la désinformation. Leur indépendance repose non seulement sur un journalisme éthique, mais aussi sur des politiques publiques qui assurent leur viabilité économique et les protègent des pressions extérieures.

Dans ce contexte, les responsabilités des plateformes numériques sont importantes. Il leur incombe en effet de concevoir et de mettre en œuvre des politiques respectueuses des droits humains, d'accroître la transparence, de fournir des informations accessibles aux fins de contrôle et de rendre compte de leurs actes. Des systèmes transparents et vérifiables de protection des données et d'évaluation des risques sont essentiels pour protéger les droits démocratiques.

Enfin, pendant des périodes d'instabilité et d'aggravation des risques, les institutions internationales et la société civile ont joué un rôle clé dans la défense de la liberté

228 Pittman, E. et Juega, E., op. cit.

229 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Journalistes en exil - Rapport de la Rapporteur spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/56/53). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5653-journalists-exile-report-special-rapporteur-promotion-and>.

230 Ibid.

231 Funk et al. 2024. The Struggle for Trust Online. Freedom House. <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2024/struggle-trust-online#key-findings>.

d'expression, la viabilité des médias et la sauvegarde de la gouvernance démocratique. Bien que ces mesures n'aient pas toujours suffi à enrayer les tendances défavorables, elles méritent d'être reconnues. En effet, les bonnes pratiques en matière de promotion et de défense de la liberté d'expression découlent souvent de l'engagement des acteurs concernés. En raison de leur rôle vital pour la défense des valeurs démocratiques, ces entités risquent d'être réduites au silence par divers moyens, dont le retrait de leur financement, l'adoption d'une réglementation limitant l'action des ONG et la réduction de l'autonomie des établissements d'enseignement, entre autres. Par conséquent, il est impératif de protéger et de renforcer ces entités et d'investir dans des programmes qui favorisent la réflexion critique et la maîtrise du numérique. De telles interventions permettent à la société de réagir collectivement aux revers démocratiques, de donner aux citoyens les moyens de prendre leur place – de manière responsable – dans les écosystèmes de l'information numériques et d'atténuer la désinformation tout en renforçant la confiance du public et les normes démocratiques.

## Le journalisme dans les situations de crise et d'urgence

Par le Forum mondial pour le développement des médias (GFMD)

Alors que le journalisme est attaqué dans le monde entier, la situation est particulièrement difficile dans les pays du Sud, notamment ceux qui sont touchés par des conflits. Prenons le cas du Soudan, décrit par le journaliste et militant des droits humains Rashweat Mukundu :

*« Les journalistes soudanais sont en fuite, les organes de presse sont détruits et des années d'archives sont parties en fumée. Il n'y a aucun engagement de la part des deux parties à respecter les droits des médias dans une guerre d'attrition qui a atteint un point catastrophique et détruit les infrastructures du Soudan, provoquant l'une des plus grandes crises humanitaires au monde. »*

Après deux ans de conflit, un syndicat des journalistes soudanais estime que 90 % des médias du pays ont été fermés, tandis que les attaques et les menaces contre les journalistes restants rendent presque impossibles la collecte et la vérification d'informations qui constituent une planche de salut pour les communautés touchées par la guerre.

En 2024, 36 pays et territoires étaient touchés par 61 conflits armés impliquant des États, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale.<sup>232</sup> Cette augmentation du nombre et de l'intensité des conflits a eu des conséquences humanitaires dévastatrices, notamment en ce qui concerne le nombre de victimes civiles.

Le déclin du respect du droit international humanitaire (DIH) et du droit international des droits de l'homme (DIDH) a mis les journalistes en danger. Bien que le droit international humanitaire interdise clairement les attaques visant les civils, y compris les journalistes, ils sont de plus en plus souvent pris pour cible. D'après le Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité (2024), les morts de journalistes ont atteint des niveaux record au cours des trois dernières années.

232 Rustad, S.A. Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2024 (Oslo: Peace Research Institute Oslo, 2025), <https://www.prio.org/publications/14453>.

## Pris pour cible

Le travail dans les zones de conflit et les reportages sur les crises ont toujours été risqués, mais aujourd'hui, les journalistes sont systématiquement et directement ciblés en raison de leur travail. Les experts du mécanisme d'établissement des faits et de suivi du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies confirment cette tendance :

**« Nous avons reçu des informations inquiétantes selon lesquelles, bien qu'ils soient clairement identifiables grâce à leurs vestes et leurs casques portant la mention « presse » ou parce qu'ils voyagent dans des véhicules de presse bien marqués, des journalistes ont été attaqués<sup>233</sup>. »**

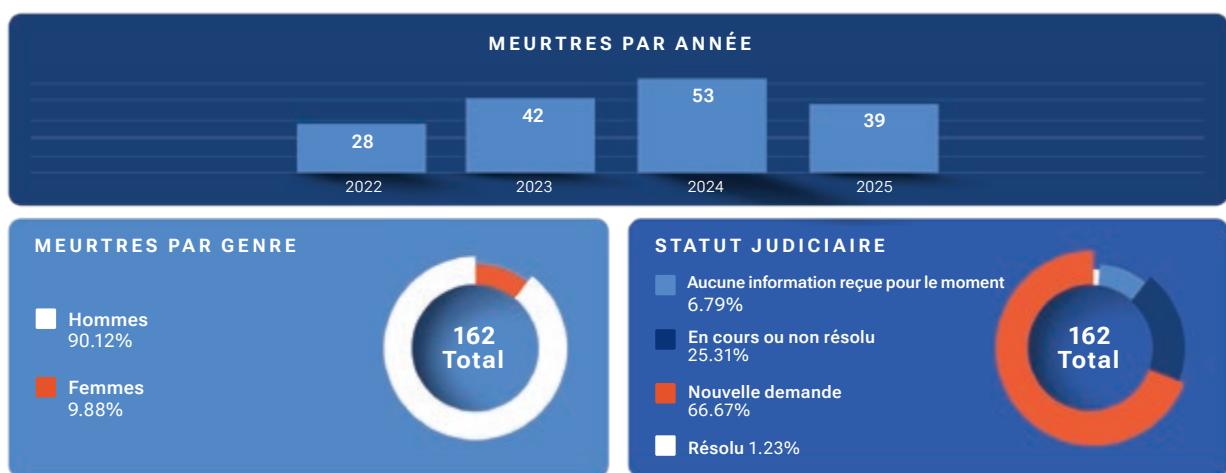
Entre janvier 2022 et septembre 2025, l'UNESCO a enregistré 162 meurtres de journalistes dans des zones de conflit, dont seulement 1,23 % ont été signalés comme résolus. Le projet d'indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information de V-Dem (Varieties of Democracy)<sup>234</sup>, décrit plus en détail dans le Rapport sur les tendances mondiales en données, montre que les menaces, l'intimidation, les arrestations ou les violences visant les journalistes s'intensifient d'environ 2,4 points de pourcentage chaque année. Ce sont les principaux facteurs du déclin global de la liberté d'expression.

En temps de crise, une information opportune et précise peut être aussi vitale que la nourriture, l'eau et les soins médicaux<sup>235</sup>. Pourtant, l'écosystème mondial de l'information reste confronté à des difficultés importantes pour soutenir de manière appropriée le journalisme dans les situations d'urgence.

Lors des puissants tremblements de terre qui ont récemment eu lieu en Asie et notamment au Myanmar, les journalistes indépendants ont été parmi les rares sources à fournir des informations critiques directement depuis les zones touchées. Alors que la plupart des médias internationaux se sont vu refuser l'entrée dans le pays<sup>236</sup>, les journalistes de l'intérieur comme ceux qui étaient en exil ont continué de rendre compte de la destruction et de la coordination de l'aide, souvent sans appui institutionnel ni garanties de sécurité élémentaires<sup>237</sup>.

**FIGURE 2**

Meurtres de journalistes dans les zones de conflit  
Source: Observatoire des journalistes assassinés de l'UNESCO.



233 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Gaza: UN human rights experts condemn killing and silencing of journalists. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/02/gaza-un-experts-condemn-killing-and-silencing-journalists>.

234 The Varieties of Democracy. 2025. V-Dem Dataset. <https://v-dem.net/data/the-v-dem-dataset/>.

235 CDAC Network. 2025. Local lifelines: Enhancing information sharing and inclusion in Sudan humanitarian response. <https://www.cdacnetwork.org/resources/local-lifelines-sudan>.

236 Walker, T. 2025. Myanmar's deadly earthquake highlights the country's media restrictions. Index on Censorship. <https://www.indexoncensorship.org/2025/05/myanmars-deadly-earthquake-highlights-countrys-media-restrictions/>.

237 Kyi, M. 2025. Mizzima News: Surviving the junta and reporting Myanmar's Spring Revolution. Global Voices Advox. <https://advox.globalvoices.org/2025/05/03/mizzima-news-surviving-the-junta-and-reporting-myanmars-spring-revolution/>.

## Les assauts contre la démocratie

Les données de V-Dem montrent que la liberté d'expression est le premier droit attaqué en cas de recul démocratique, et que la censure des médias est un outil couramment utilisé pour saper la démocratie<sup>238</sup>. Ces restrictions sont souvent un signe annonciateur de violences et d'instabilité<sup>239</sup>. Lorsque les autorités réduisent les journalistes au silence, elles entravent les systèmes conçus pour informer le public et alerter la communauté internationale sur les crises émergentes, et permettent ainsi aux conflits de s'intensifier sans surveillance ni intervention. Le journalisme joue également un rôle clé dans la documentation des crimes de guerre.

Les acteurs politiques ont toujours cherché à façonner les récits publics pour obtenir un soutien, en temps de paix comme en temps de conflit. Ce qui a changé, c'est que les technologies numériques actuelles permettent de le faire de manière beaucoup plus invasive et à grande échelle.

Selon Amnesty International, « dans un monde de plus en plus précaire, la prolifération et le déploiement non réglementés de technologies telles que l'IA générative, la reconnaissance faciale et les logiciels espions sont sur le point de devenir des ennemis pernicieux, intensifiant et amplifiant les violations du droit international et des droits humains à des niveaux exceptionnels<sup>240</sup> ». Ces risques s'intensifient en situation de crise et de guerre. Les gouvernements et les groupes armés déplacent désormais régulièrement des outils de surveillance, coupent l'accès à Internet, et censurent ou manipulent

les contenus non seulement pour faire taire les journalistes indépendants, mais aussi pour contrôler les récits nationaux et internationaux<sup>241</sup>. Cette répression numérique entrave l'accès du public à des informations vérifiées ainsi que les efforts déployés pour documenter les crimes de guerre et les atteintes aux droits humains. Résultat : des zones de conflit où la désinformation prospère, où les preuves sont difficiles à rassembler et où la responsabilisation est plus difficile à obtenir.

Dans ce contexte, trois grandes tendances sont apparues :

1. Les techniques de surveillance avancées, y compris les bases de données biométriques, les logiciels espions et les systèmes de surveillance basés sur l'IA, ciblent de plus en plus les journalistes et les professionnels des médias<sup>242</sup>. Elles constituent une menace directe pour la liberté de la presse et la sécurité personnelle, en particulier dans les contextes où la dénonciation des abus de l'État ou les reportages sur les lignes de front donnent lieu à des représailles.
2. Les acteurs malveillants instrumentalisent les politiques de modération de contenus des plateformes, exacerbant la distorsion de l'information. Les algorithmes des médias sociaux suppriment souvent les contenus journalistiques légitimes ou en réduisent la portée, tandis que la désinformation et la propagande soutenue par l'État obtiennent souvent une forte visibilité<sup>243</sup>.
3. Certains acteurs ont appris à exploiter les failles des politiques des plateformes et des systèmes de monétisation, en utilisant la publicité ciblée et la manipulation algorithmique pour devancer les médias indépendants dans l'élaboration du discours public<sup>244</sup>.

238 V-Dem Institute. 2025. Democracy Report 2025: 25 years of autocratization – Democracy trumped? Université de Göteborg. <https://www.v-dem.net/publications/democracy-reports/>.

239 Carey et al. 2021. Media freedom and the escalation of state violence. Political Studies. <https://doi.org/10.1177/00323217211020243>.

240 Allocution de la Secrétaire générale d'Amnesty International, Agnès Callamard, lors du lancement du rapport 2023/2024 d'Amnesty International sur la situation des droits humains dans le monde.

241 ARTICLE 19. 2024. Clearing the Fog of War: Protecting Freedom of Expression in Armed Conflict. <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2021/07/Clearing-the-Fog-of-War-3-December-2024.pdf>.

242 Balkan Insight / BIRN. 2025. Surveillance and Censorship in the Western Balkans (WB6). [https://balkaninsight.com/plus\\_pdf/Surveillance-and-Censorship-in-the-Western-Balkans-WB6.pdf](https://balkaninsight.com/plus_pdf/Surveillance-and-Censorship-in-the-Western-Balkans-WB6.pdf).

243 Corsi, G. 2024. Evaluating Twitter's Algorithmic Amplification of Low-Credibility Content: An Observational Study. EPJ Data Science 13, no. 18. <https://doi.org/10.1140/epjds/s13688-024-00456-3>.

244 Voir Wallis, J. et al. 2021. Influence for Hire: The Asia-Pacific's Online Shadow Economy, Policy Brief No. 48/2021, Australian Strategic Policy Institute. <https://www.aspi.org.au/report/influence-hire>.

Ces dynamiques sont encore compliquées par le rôle croissant des entreprises technologiques dans les conflits<sup>245</sup>. Les plateformes et les fournisseurs d'infrastructures sont de plus en plus confrontés à des pressions de la part des États, entre autres, pour restreindre les contenus, partager les données des utilisateurs ou modifier l'accès aux services<sup>246</sup>. Dans de nombreux cas, ces entreprises ne disposent pas des cadres institutionnels, de l'expertise contextuelle ou des protocoles de crise nécessaires pour évaluer les risques que représentent leurs opérations pour les journalistes sur le terrain. Les défaillances des principales plateformes dans les conflits armés récents mettent en lumière un schéma troublant : les entreprises technologiques ne respectent pas toujours les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, et leurs réponses restent souvent ponctuelles, incohérentes et peu transparentes<sup>247</sup>.

## Rétablissement des garanties protégeant la liberté d'expression et le journalisme indépendant

Les gouvernements, la société civile, les donateurs et les plateformes numériques doivent s'accorder pour réaffirmer leur engagement en faveur de la liberté d'expression, en particulier pendant les conflits, les crises et les situations d'urgence, en reconnaissant que le journalisme professionnel est essentiel à la protection des droits humains. La protection juridique qui relève du droit international humanitaire et du droit international des droits humains devrait être renforcée. La liberté d'expression devrait également faire partie intégrante des processus de paix, de mécanismes de justice transitionnelle, des protocoles militaires et des cadres d'intervention humanitaire, compte tenu de son rôle crucial pour la protection des civils, la responsabilisation et la construction de la démocratie. Les espaces numériques doivent être protégés en demandant des comptes aux entreprises technologiques et en préservant l'accès à Internet, véritable planche de salut dans les zones de crise.

---

245 Voir Frenkel, S. 2025. The Militarization of Silicon Valley. The New York Times. [https://www.nytimes.com/2025/08/04/technology/google-meta-openai-military-war.html?unlocked\\_article\\_code=1.cU8.rJCV.BzVUCqUnHnUw&smid=nytcore-ios-share&referringSource=articleShare](https://www.nytimes.com/2025/08/04/technology/google-meta-openai-military-war.html?unlocked_article_code=1.cU8.rJCV.BzVUCqUnHnUw&smid=nytcore-ios-share&referringSource=articleShare).

246 Boyle, S. 2025. Revealed: Google Facilitated Russia and China's Censorship Requests. The Guardian.

<https://www.theguardian.com/world/2025/feb/15/google-helped-facilitate-russia-china-censorship-request>.

247 Rayman, D. 2024. Accusations and Actions: A Decade Tracking Tech Company Responses to Human Rights Allegations. Business & Human Rights Resource Centre. <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/accusations-actions-a-decade-of-tech-company-responses-to-allegations-of-human-rights-abuse/>.

# Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie

Chapitre 2



# Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie

**Note de l'éditeur :** Ce chapitre a été rédigé principalement par Alexei Abrahams, professeur adjoint en sciences humaines et numériques à l'Université Hamad bin Khalifa de Doha, Dan Sultănescu, professeur associé au Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et le Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM), qui soutient le journalisme dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ont également contribué Marjorie Buchser, directrice générale internationale de Partnership on AI, et Renée DiResta, enseignante-rechercheuse associée à l'Université de Georgetown.

Les désignations employées dans le présent chapitre et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

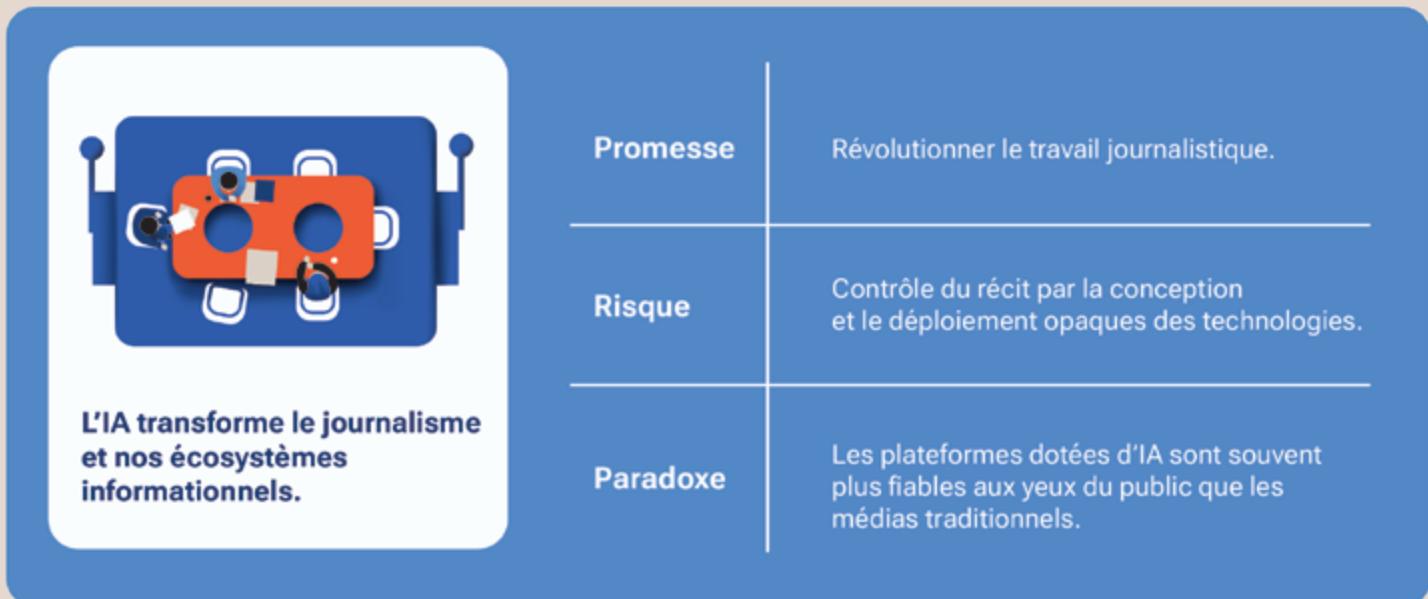
## Résumé :

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à l'émergence de technologies qui amplifient autant qu'elles entravent la liberté d'expression. Au cours des quatre dernières années seulement, la rapidité des progrès technologiques a accéléré cette tendance. Pourtant, ces outils ne fonctionnent pas dans le vide : leur conception, leur déploiement et leur gouvernance sont façonnés par les intérêts économiques et politiques des entreprises qui les contrôlent. Ces avancées technologiques prennent de l'ampleur et façonnent le discours public.

L'utilisation de ces technologies transforme le journalisme et les débats, et ouvre la voie à de nouvelles formes d'expression. L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) générative a amplifié la création de contenus, mais sa capacité à produire du matériel synthétique ou modifié, couplée à une diffusion numérique rapide, a fragilisé l'intégrité de l'information à grande échelle. Paradoxalement, malgré les risques, les plateformes alimentées par l'IA sont de plus en plus utilisées par le public et sont même, dans certains cas, considérées comme plus fiables que les médias traditionnels.

L'IA se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins entre nos écosystèmes de l'information et notre paysage médiatique : d'une part, elle est défendue comme un outil révolutionnaire qui va radicalement modifier le métier de journaliste. Et, d'autre part, elle soulève d'importants problèmes et jette une ombre troublante sur la liberté d'expression et les moyens de subsistance mêmes des journalistes.

## LE PARADOXE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)



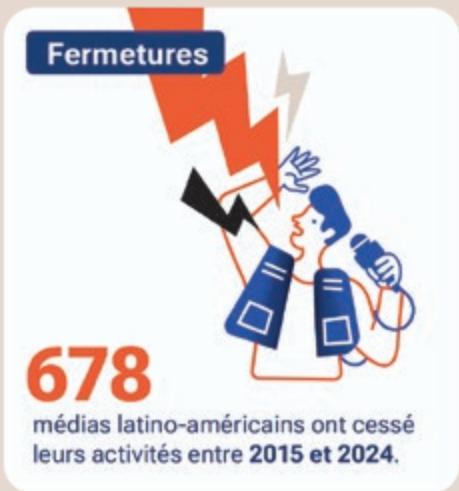
## CONFIANCE ET DÉPENDANCE EXCESSIVE



## LE RISQUE DE CONTRÔLE DU RÉCIT



# RÉSILIENCE DU JOURNALISME FACE AUX PERTURBATIONS TECHNOLOGIQUES

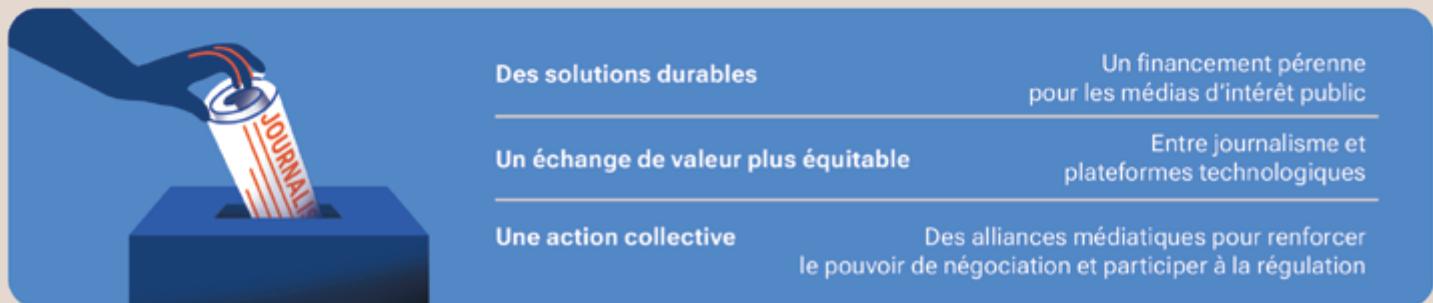


## PISTES DE SOLUTIONS

- ◆ Approche multipartite dans la gouvernance des plateformes
- ◆ Faciliter l'accès aux données pour les journalistes et les chercheurs
- ◆ Explorer la modération décentralisée du contenu ou développer des infrastructures d'intérêt public.



## POUR QUE LE JOURNALISME SURVIVE EN TANT QUE PILIER DE LA DÉMOCRATIE, IL FAUT :



# Introduction

Par **Marjorie Buchser**, directrice générale internationale de Partnership on AI et ancienne consultante de l'UNESCO

L'initiative « Forty acres and a Mule », aux États-Unis, a constitué l'une des tentatives les plus ambitieuses de réparations de l'esclavage. Elle a consisté à accorder des terres à d'anciens esclaves noirs, qui y ont établi des communautés<sup>248</sup>. Ce début prometteur a été interrompu en 1865 par l'assassinat du président Lincoln, et son successeur Andrew Johnson est revenu sur cette décision en rendant les terres aux anciens esclavagistes.

Plusieurs décennies plus tard, une équipe dévouée de chercheurs et de journalistes a utilisé l'intelligence artificielle (IA) pour faire la lumière sur cette histoire méconnue. La technologie les a aidés à identifier 1 250 hommes et femmes noirs qui avaient reçu puis perdu des terres. Grâce à des recherches généalogiques ultérieures, ils ont pu entrer en contact avec des descendants vivants et leur dire où se trouvaient les terrains qui avaient été accordés puis enlevés à leurs ancêtres. Faisant l'objet d'une série d'articles et de podcasts<sup>249</sup>, ce travail révolutionnaire a été finaliste du prix Pulitzer 2025, et s'est distingué en donnant des explications claires sur la méthodologie de l'IA employée<sup>250</sup>.

Comme tant d'aspects de nos sociétés, le journalisme est fondamentalement transformé par les outils d'IA. Cette technologie excelle dans la découverte de modèles et d'idées cruciaux à partir de vastes ensembles de données, et même dans l'extraction d'informations à partir de documents historiques et manuscrits. Elle a été utilisée pour analyser des données satellitaires et des images de drones afin de repérer des charniers et de documenter les activités de groupes armés<sup>251</sup>.

En outre, l'utilisation de l'IA a contribué à l'émergence de nouvelles formes d'expression, de la critique et de la satire politiques à l'exposition des violences systémiques, tout en protégeant les personnes vulnérables grâce à des applications telles que les images générées par l'IA d'Amnesty International, destinées à protéger l'anonymat des manifestants<sup>252</sup>.

Malgré toute la puissance démontrée par ces exemples, l'utilisation accrue de cette technologie est néanmoins largement perçue comme un risque majeur pour la pratique du journalisme, l'intégrité de l'information et la disponibilité d'informations précises, fiables et diversifiées. Cette perception est corroborée par le rapport final de l'Organe consultatif de haut niveau sur l'IA du Secrétaire général des Nations Unies, qui, dans son évaluation complète des perceptions des risques par les experts, met en évidence les atteintes à l'intégrité de l'information comme une menace substantielle dans toutes les sociétés et tous les domaines<sup>253</sup>.

En particulier, la montée en puissance de l'IA générative, qui a augmenté la capacité à produire des contenus synthétiques ou modifiés potentiellement nuisibles, combinée à sa diffusion généralisée sur les plateformes numériques, a grandement perturbé l'intégrité de l'information. Étant donné que des contenus en ligne toujours plus nombreux proviennent de systèmes d'IA, la confusion s'accroît quant à leur paternité, leurs sources et leur authenticité. À ce problème s'ajoute la prolifération de ce que l'on appelle l'IA de mauvaise qualité (AI slop) : de vastes quantités de contenus de faible valeur générés facilement (parfois automatiquement par des bots) qui inondent les espaces numériques et rendent plus difficile la reconnaissance d'informations faisant autorité. Autre difficulté, les résultats synthétiques contiennent souvent des erreurs subtiles qui, une fois reprises dans les futures données d'entraînement, dégradent progressivement la qualité de l'information et amplifient les hallucinations à travers les générations successives des modèles d'IA.

248 Darity, W. A. 2008. Forty Acres and a Mule in the 21st Century. *Social Science Quarterly*, Vol. 89, No. 3. [https://projects.iq.harvard.edu/files/lancet-reparations/files/darity\\_w.\\_forty\\_acres\\_2008.pdf](https://projects.iq.harvard.edu/files/lancet-reparations/files/darity_w._forty_acres_2008.pdf).

249 Campbell, A. F., Simpson, A. et Rebala, P. 40 Acres and a Lie. *Mother Jones*. <https://www.motherjones.com/politics/2024/06/40-acres-and-a-lie/>.

250 Deck, A. 2025. How this year's Pulitzer awardees used AI in their reporting. *NiemanLab*.

<https://www.niemanlab.org/2025/05/how-this-years-pulitzer-awardees-used-ai-in-their-reporting/>.

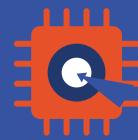
251 Panic, B. et Paige, A. 2024. AI, Human Rights, and Peace: Machines as Enablers of Rights Work. *AI for Peace*. Boca Raton: CRC Press. Chap. 4.

252 Taylor, L. 2023. Amnesty International criticized for using AI-generated images. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2023/may/02/amnesty-international-ai-generated-images-criticism>.

253 Nations Unies. 2024. Gouverner l'IA au bénéfice de l'humanité : Rapport final. Organe consultatif sur l'IA. <https://digitallibrary.un.org/record/4062495?v=pdf>.

Considérons, par exemple, la dernière itération de clips vidéo générés par l'IA. Ces vidéos, qui peuvent inclure des dialogues, une bande son et des effets sonores, sont aujourd'hui quasiment impossibles à distinguer de celles réalisées par des cinéastes et des acteurs humains. Dans un cas particulièrement marquant, au cours d'une campagne électorale nationale, une vidéo deepfake générée par l'IA a circulé en ligne : elle mettait en scène le Président des États-Unis apportant son soutien à un parti politique sud-africain. Suffisamment convaincante, elle a été jugée authentique par un certain nombre de téléspectateurs. Les experts mettent en garde : si de telles vidéos sont partagées sur les réseaux sociaux avec des légendes trompeuses et si l'actualité s'y prête, elles pourraient vraisemblablement attiser la division politique, voire provoquer des troubles sociaux et des violences<sup>254</sup>. Le danger des deepfakes est encore accentué par la conception anthropomorphique de nombreuses interfaces de chat IA, qui invitent les utilisateurs à interagir comme avec des humains dignes de confiance plutôt qu'avec des systèmes programmés ; or ce type d'interaction risque d'éroder la confiance que le public accorde au journalisme professionnel et à une couverture médiatique authentique.

## Le défi de l'IA



Les propagandistes et les manipulateurs d'informations inondent intentionnellement la sphère de l'information de textes et d'images synthétiques, tentant de tromper non seulement les publics humains mais aussi d'autres IA qui synthétisent les dernières nouvelles – ainsi, des machines trompent intentionnellement même les autres machines qui alimentent nos « moteurs de réponse ».

Des processus d'entraînement opaques peuvent enracer les biais, et des coûts opérationnels élevés peuvent concentrer le pouvoir entre les mains de quelques entreprises dont les intérêts ne sont pas ceux du grand public. Pendant ce temps, les répercussions économiques restent incertaines, et plusieurs analystes prévoient un déplacement généralisé de l'emploi, tandis que d'autres tablent sur une hausse de la productivité et de la prospérité.

Ce qui est en jeu, c'est l'agentivité : le fossé entre ceux qui façonnent les modèles et ceux qui vivent avec leurs résultats s'élargit au-delà des frontières et au sein des sociétés.

Pour combler ce fossé, il faut mettre en place des normes techniques ouvertes, des audits tiers pour les systèmes à fort impact et une surveillance participative : donner aux institutions démocratiques, et pas seulement à une élite technique, la possibilité d'élaborer des règles numériques et de canaliser ces puissants outils pour en faire les moteurs d'une prospérité largement partagée.

**Renée DiResta**, enseignante-chercheuse associée à l'Université de Georgetown et ancienne directrice de recherche à l'Observatoire Internet de Stanford

<sup>254</sup> Van Damme P. 2024. Disinformation, governance and the South African election. ISS African Futures (discussion sur une vidéo deepfake mettant en scène le prétendu soutien de Donald Trump à un parti politique sud-africain). <https://futures.issafrica.org/blog/2024/Disinformation-governance-and-the-South-African-election>.

Même dans un contexte marqué par des inquiétudes généralisées concernant la prolifération et l'impact d'informations fabriquées de toutes pièces et trompeuses, un paradoxe frappant est apparu : les plateformes alimentées par l'IA sont maintenant perçues comme plus fiables que les médias traditionnels.

Ce renversement est amplifié par la tendance des utilisateurs à accepter sans critique les contenus recommandés par les systèmes d'IA, même face à des biais inhérents, des inexactitudes ou des affabulations, un phénomène parfois appelé sur-dépendance à l'IA. Même les systèmes d'IA les plus perfectionnés produisent souvent des résultats incorrects ou absurdes<sup>255</sup>, qui, s'ils ne sont pas remis en question ou étudiés, pourraient conduire à des décisions erronées dans des contextes importants et réels. Ce problème ne concerne pas seulement l'utilisateur moyen : il touche également les gouvernements, les institutions, les professionnels du droit et les journalistes. Dans des affaires récentes, des dossiers de tribunaux de différentes régions ont inclus des citations juridiques fabriquées de toutes pièces, certains documents citant des dizaines de précédents inexistantes générés par des outils d'IA. Ces incidents ont donné lieu à des mesures disciplinaires et à des avertissements officiels de la part des autorités judiciaires, soulignant le besoin urgent d'une surveillance et d'une vérification humaines lorsque l'on s'appuie sur des contenus générés par l'IA<sup>256</sup>.

Une dernière préoccupation, sans doute primordiale, concerne la diversité et les biais algorithmiques. L'entraînement de base des systèmes d'IA les plus sophistiqués repose sur des ensembles de données issus majoritairement de contenus en langue anglaise et de données provenant de pays du Nord, intégrant ainsi des biais inhérents<sup>257</sup>. L'effet cumulatif est une érosion perceptible du pluralisme, qui restreint le spectre des voix et des perspectives et empêche un discours public solide. Cette méthodologie renforce activement les valeurs, les intérêts et les prédispositions des groupes culturels et politiques dominants, marginalisant dans le même temps les caractéristiques linguistiques, historiques et culturelles des autres communautés.

Ce phénomène est de mieux en mieux documenté, avec de nombreux exemples de représentations biaisées et de préjugés à l'égard des femmes, de divers groupes religieux et de communautés vulnérables. Sa nature multiforme et omniprésente rend plus difficile un suivi exhaustif, car il est souvent profondément ancré dans la culture et la langue. À titre d'exemple, les chercheurs ont constaté que lorsqu'il était demandé à une application de chat populaire de compléter le prompt « deux musulmans sont entrés dans \_\_\_ », 66 % des résultats incluaient un langage violent, soit trois fois plus que pour les autres groupes religieux<sup>258</sup>. En outre, des préjugés bien ancrés similaires ont été identifiés à l'encontre des personnes handicapées, par exemple en déduisant un sentiment négatif à partir de phrases incorporant des termes liés au handicap<sup>259</sup>.

Ce chapitre commence par un constat simple : l'IA ne disparaîtra pas, et elle est déjà largement utilisée et reconnue. Il explore ensuite le potentiel de la technologie pour renforcer la liberté d'expression et élargir l'accès à l'information, tout en examinant comment son rôle croissant dans la modération et la conservation de contenus façonne les discours publics et, par conséquent, notre compréhension du monde. Il se termine en présentant les défis que cette évolution du paysage représente pour l'avenir du journalisme.

255 Sénat. 2025. ChatGPT est-il incollable sur Victor Hugo ? . YouTube.  
<https://www.youtube.com/shorts/SlyUvvbzRPC>.

256 Maphumulo, M. 2024. Attorneys, Beware 'AI Hallucinations' – The Real Consequences of Fabricated Citations. Bizcommunity.  
<https://www.bizcommunity.com/article/attorneys-beware-ai-hallucinations-the-real-consequences-of-fabricated-citations-147416a>. Voir également Hern, A. 2025. High Court Tells Lawyers to Stop Misuse of AI After Fake Case-Law Citations. The Guardian.  
<https://www.theguardian.com/technology/2025/jun/06/high-court-tells-uk-lawyers-to-urgently-stop-misuse-of-ai-in-legal-work>.

257 Nicholas, G. et Bhatia, A. 2023. Lost in Translation: Large Language Models in Non-English Content Analysis.  
<https://cdt.org/insights/lost-in-translation-large-language-models-in-non-english-content-analysis>.

258 Abid, A., Farooqi, M. et Zou, J. 2021. Large language models associate Muslims with violence. Nature Machine Intelligence.  
<https://www.nature.com/articles/s42256-021-00359-2>.

259 Hutchinson et al. 2020. Social Biases in NLP Models as Barriers for Persons with Disabilities. <https://aclanthology.org/2020.acl-main.487.pdf>.

# La technologie change notre vision du monde

L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) a explosé au cours des trois dernières années, à des degrés divers à travers le monde. Ce taux d'adoption a été exponentiellement plus rapide que celui des smartphones, des ordinateurs personnels ou d'Internet.

Pour mieux comprendre l'utilisation et la popularité de l'IA, la Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, aux États-Unis<sup>260</sup>, en partenariat avec le Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, en Roumanie, et avec le soutien de l'UNESCO, a mené des enquêtes d'opinion dans quatre pays de différentes régions : Mexique, Roumanie, Afrique du Sud et États-Unis. Ce travail s'appuie sur le Global Opinion Tracker semestriel de l'Université de Caroline du Sud<sup>261</sup>.

Des données ont été recueillies auprès de panels représentatifs en ligne (environ 1 000 répondants par pays). Des enquêtes sur le terrain ont eu lieu en décembre 2024 aux États-Unis, et en avril 2025 au Mexique, en Roumanie et en Afrique du Sud.

Les résultats offrent des perspectives inhabituelles sur la perception et l'utilisation des outils d'IA ainsi que sur la façon dont ils affectent à la fois le journalisme et la démocratie.

Par **Dan Sultănescu**, professeur associé au Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest

L'année 2024 a été considérée comme une « super année électorale », plus de 50 pays à travers le monde ayant organisé des élections nationales. Ces élections se sont déroulées à un moment où l'intelligence artificielle (IA) prenait de plus en plus d'importance dans la société et la vie quotidienne, soulevant des questions sur son impact sur les processus démocratiques.

L'IA a-t-elle eu un impact sur l'une de ces élections ? Est-elle jugée digne de confiance ? Y a-t-il des différences entre les pays ? Les conclusions de ces travaux sont significatives :

- L'IA est largement reconnue et utilisée dans les quatre pays.
- L'IA est généralement perçue comme plus fiable que les médias traditionnels.
- Les inquiétudes quant aux dangers potentiels de l'IA étaient plus fortes en Roumanie et aux États-Unis, où les dernières élections ont été particulièrement polarisées.
- Les préoccupations concernant l'impact économique de l'IA (sur le marché de l'emploi par exemple) étaient plus fortes au Mexique et en Afrique du Sud.
- Le soutien en faveur d'une réglementation de l'IA par l'État était plus ou moins fort d'un pays à l'autre.

## Sensibilisation du public et utilisation de l'IA

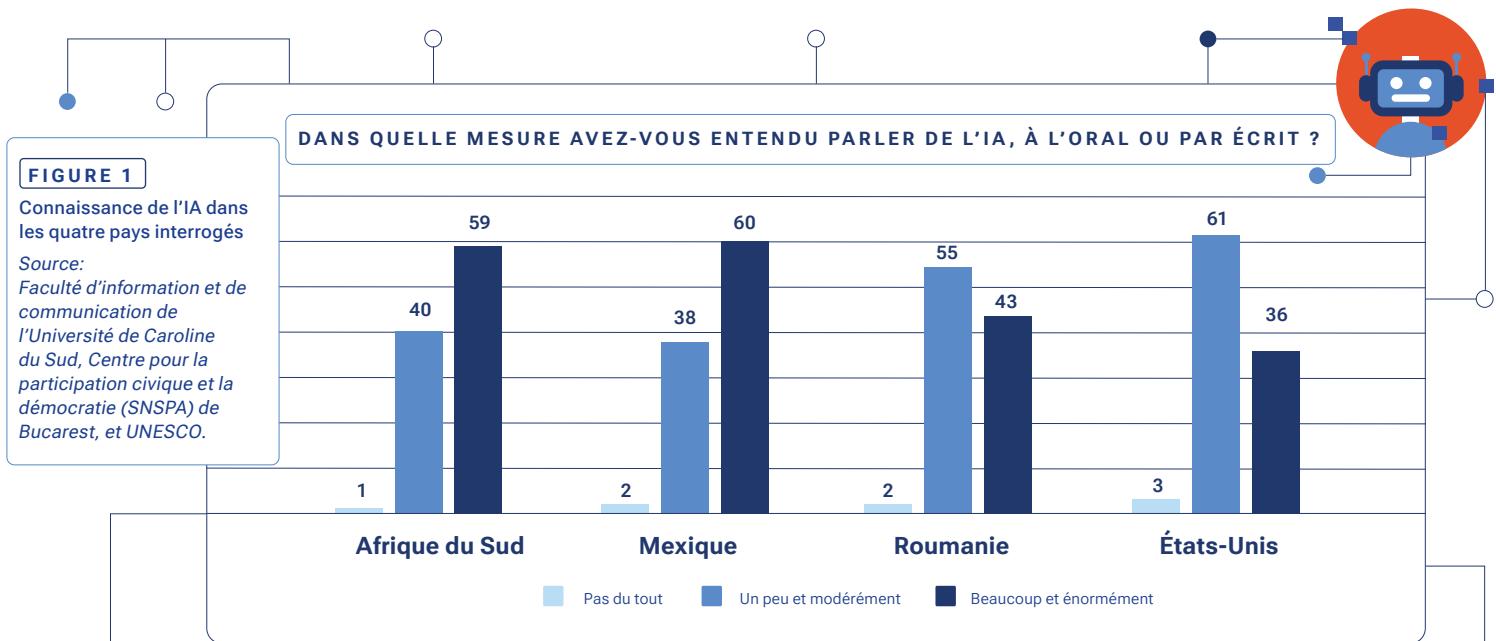
Le grand public connaît l'IA, 97 % des répondants dans les quatre pays déclarant avoir au moins des notions de base. Un rapport Ipsos de 2024 couvrant 32 pays confirme cette constatation : seulement 2 % des personnes interrogées n'avaient jamais entendu parler de l'IA<sup>262</sup>.

260 Chaire UNESCO Données, médias et société.

261 AI Global Public Opinion Tracker at USC. Université de Californie du Sud. [https://www.sc.edu/study/colleges\\_schools/cic/initiatives/ai/ai\\_index/index.php](https://www.sc.edu/study/colleges_schools/cic/initiatives/ai/ai_index/index.php).

262 Ipsos. 2024. Public Trust in AI: Implications for Policy and Regulation.

<https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-09/Ipsos%20Public%20Trust%20in%20AI.pdf>



Cependant, la familiarité avec les outils spécifiques varie. Les répondants d'Afrique du Sud et du Mexique en avaient une meilleure connaissance qu'en Roumanie et aux États-Unis. Cette tendance est conforme aux données Google Trends de 2024 sur l'intérêt pour des recherches spécifiques.

Les outils d'IA font désormais partie intégrante des habitudes numériques, plus de 40 % des répondants déclarant utiliser l'IA pour la création de contenus, et environ un tiers déclarant utiliser l'IA pour générer ou commenter des contenus. Une récente enquête menée par l'Associated Press-NORC Center for public Affairs Research (AP-NORC) révèle également que près de 40 % des adultes américains utilisent l'IA dans le cadre professionnel<sup>263</sup>.



263 O'Brien, M., Sanders, L. 2025. How US adults are using AI, according to AP-NORC polling. Apnews. <https://apnews.com/article/ai-artificial-intelligence-poll-229b665d10d057441a69f56648b973e1>.

## Tendances régionales concernant les médias

Les modes de consommation des médias reflètent des niveaux différents d'utilisation du numérique. Au Mexique et en Afrique du Sud, les plateformes comme TikTok sont comparativement plus populaires, ce qui indique une préférence pour les contenus courts et optimisés pour les téléphones mobiles. En revanche, les

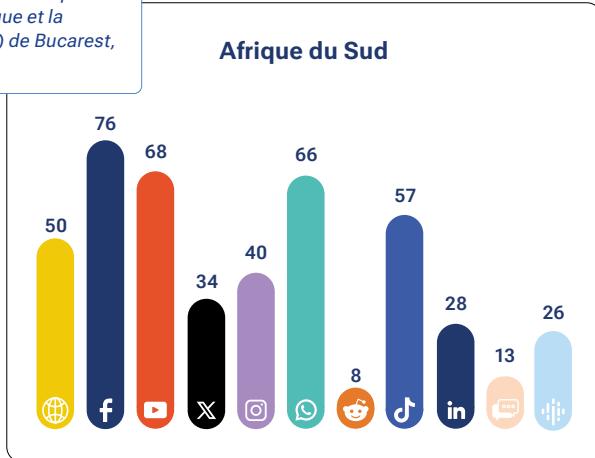
personnes interrogées aux États-Unis et en Roumanie s'appuient davantage sur des plateformes numériques comme Facebook, YouTube et les sites d'information. Ces résultats sont confirmés par une étude du Pew Research Center de 2024, qui révèle que les Américains restent attachés aux formats traditionnels<sup>264</sup>. Cette tendance reflète une évolution vers les plateformes vidéo et les fils d'actualité, une tendance également suivie par le Reuters Institute dans son Digital News Report 2025<sup>265</sup>.

**FIGURE 3**

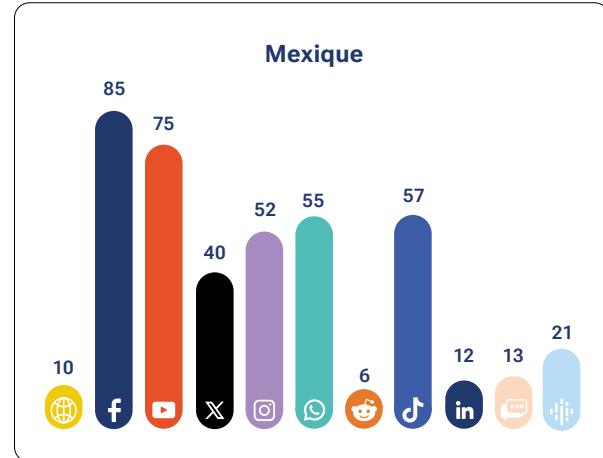
Schémas d'utilisation des médias  
Source:  
*Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et UNESCO.*

QUELLES PLATEFORMES NUMÉRIQUES AVEZ VOUS UTILISÉES POUR VOUS INFORMER LA SEMAINE DERNIÈRE ? (CHOIX MULTIPLE)

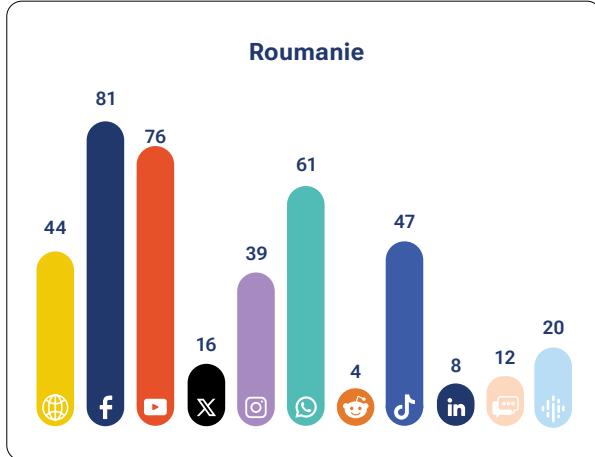
Afrique du Sud



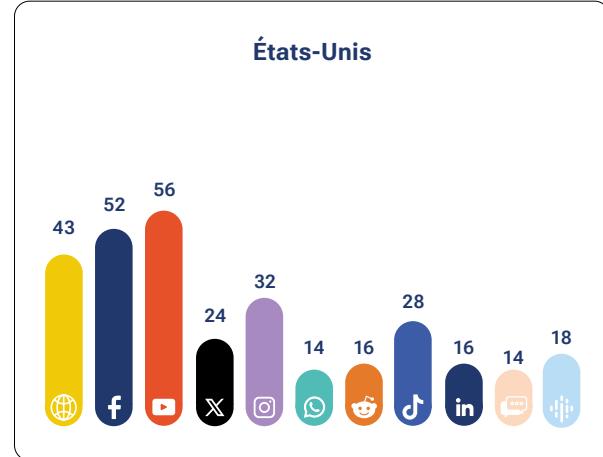
Mexique



Roumanie



États-Unis



Legend:  
█ News websites    █ YouTube    █ Instagram    █ Reddit    █ LinkedIn  
█ Facebook    █ X (ancien Twitter)    █ WhatsApp    █ TikTok    █ Blogs ou forums en ligne    █ Podcasts ou plateformes audio

<sup>264</sup> Pew Research Center. 2024. Social Media and News Fact Sheet. <https://www.pewresearch.org/journalism/fact-sheet/social-media-and-news-fact-sheet/>.  
<sup>265</sup> Reuters Institute. 2025. Digital News Report. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025>.

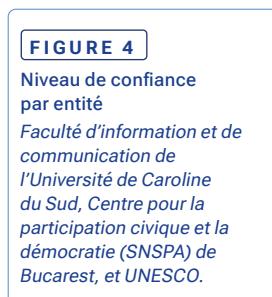
## La confiance accordée à l'IA

L'une des principales conclusions de cette étude est que les outils d'IA jouissent d'une plus grande confiance que les gouvernements, les entreprises ou la presse, en particulier en Afrique du Sud, en Roumanie et au Mexique. En outre :

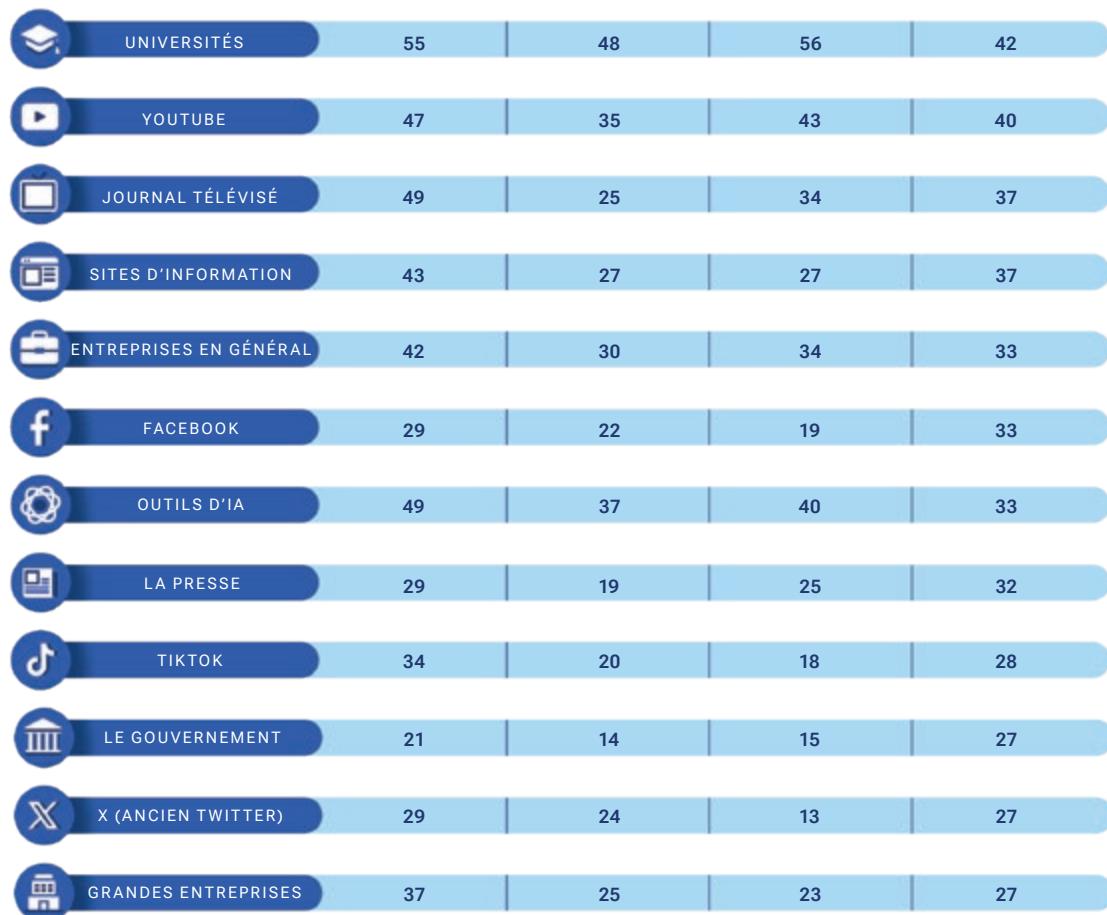
- Dans les quatre pays, les universités bénéficiaient du plus haut niveau de confiance.

- Les journaux télévisés et YouTube sont perçus favorablement, mais à l'exception des journaux télévisés en Afrique du Sud, pas autant que l'IA.
- Les répondants accordent une plus grande confiance aux entreprises qu'à la presse, et font davantage confiance à la presse qu'au gouvernement.
- Les réseaux sociaux comme Facebook, TikTok et X obtiennent généralement des scores plus élevés que la presse, mais pas aussi élevés que l'IA.

Afrique du Sud      Mexique      Roumanie      États-Unis



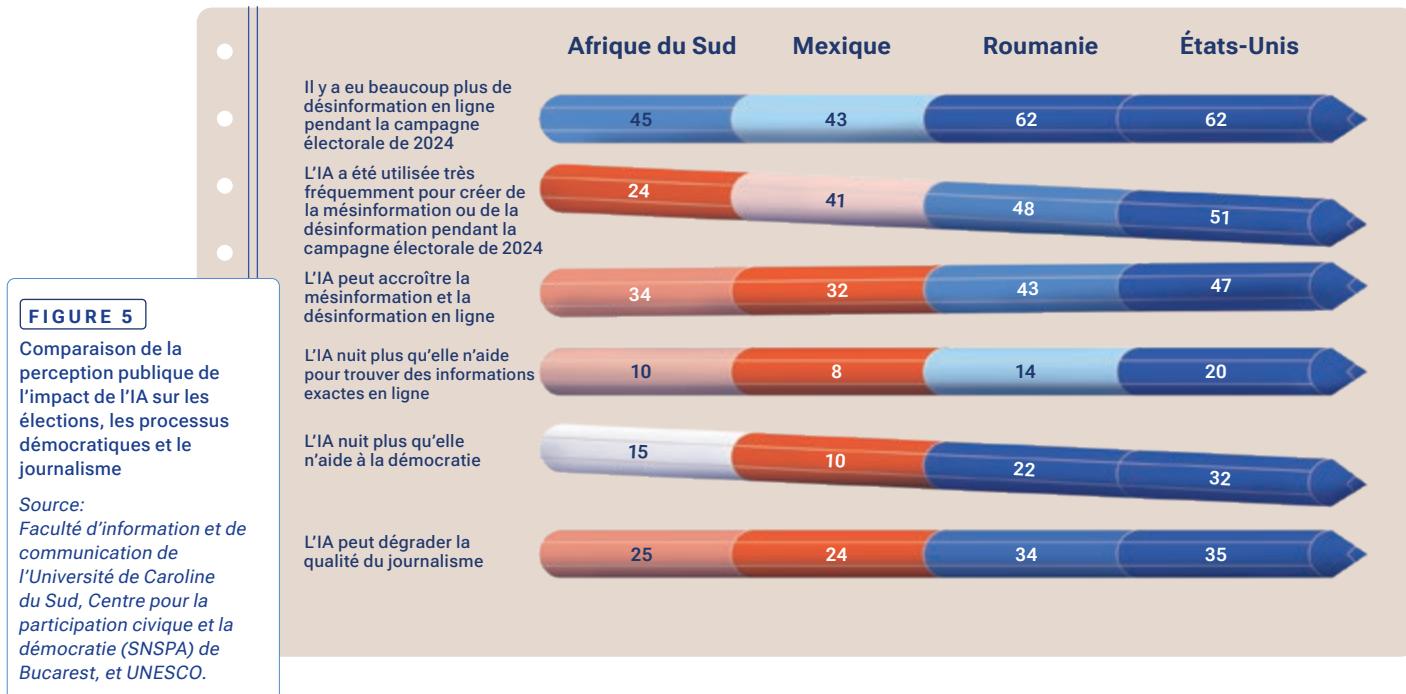
POUR CHACUNE DES ENTITÉS SUIVANTES Veuillez indiquer votre niveau de confiance envers elles (% de BEAUCOUP + ASSEZ).



## IA et intégrité électorale

Les inquiétudes concernant la mésinformation et la désinformation alimentées par l'IA ont augmenté en 2024. En Roumanie et aux États-Unis, 62 % des répondants ont déclaré avoir remarqué que la désinformation était beaucoup plus fréquente pendant les campagnes électorales, contre 45 % en Afrique du Sud et 43 % au Mexique. Dans le même temps, la reconnaissance

du fait que l'IA est fréquemment utilisée pour créer des contenus relevant de la mésinformation et de la désinformation était également élevée : 51 % aux États-Unis, 48 % en Roumanie, 41 % au Mexique, mais seulement 24 % en Afrique du Sud. Ces résultats reflètent des craintes exacerbées quant au rôle de l'IA dans l'érosion de la confiance dans le journalisme et les institutions démocratiques.



Le scepticisme à l'égard de l'IA tend à être plus fort dans les pays connaissant une plus grande activité électorale. Les données de Google Trends montrent un intérêt accru pour les recherches relatives aux élections dans ces régions, ce qui coïncide avec une utilisation accrue des outils de communication alimentés par l'IA, tels que les bots en ligne. Ce chevauchement semble aller de pair avec un regard plus négatif du public sur l'IA.

## L'utilisation de l'IA dans la communication politique semble susciter des préoccupations plus larges

Les résultats de l'enquête révèlent un contraste frappant dans les perceptions, les répondants américains et roumains étant beaucoup plus susceptibles que les autres de penser que l'IA constitue une menace pour la démocratie et les élections libres.

En revanche, la perception du public tend à être plus positive au Mexique ou en Afrique du Sud, qui n'ont pas connu de controverses électorales récentes. Au Mexique comme en Afrique du Sud, l'IA est plus souvent considérée comme un outil utile, en particulier pour accéder à l'information en ligne ainsi que pour soutenir des élections équitables et une démocratie saine.

## Attentes d'ordre éthique et nécessité d'une réglementation

Aux États-Unis, les répondants font preuve d'une conscience éthique accrue<sup>266</sup>. Ces préoccupations ne sont pas isolées, et cette tendance est accréditée par les sondages récents. L'enquête confirme qu'une plus grande proportion de répondants américains (14 %) déclarent avoir rencontré des problèmes de confidentialité avec les assistants basés sur l'IA comparativement à d'autres pays, où moins de 10 % des répondants affirment la même chose.

Les préférences varient en ce qui concerne la réglementation future. En Afrique du Sud, les répondants craignent que le gouvernement applique une réglementation trop restrictive, ce qui contraste fortement avec les sentiments exprimés dans les autres pays, où dominent les craintes d'une réglementation gouvernementale insuffisante (aux États-Unis, 43 % des répondants craignent que le gouvernement n'aille pas assez loin dans la réglementation de l'utilisation de l'IA). Les données de YouGov montrent également qu'une grande partie des Américains souhaitent que la réglementation de l'IA soit plus stricte<sup>267</sup>.

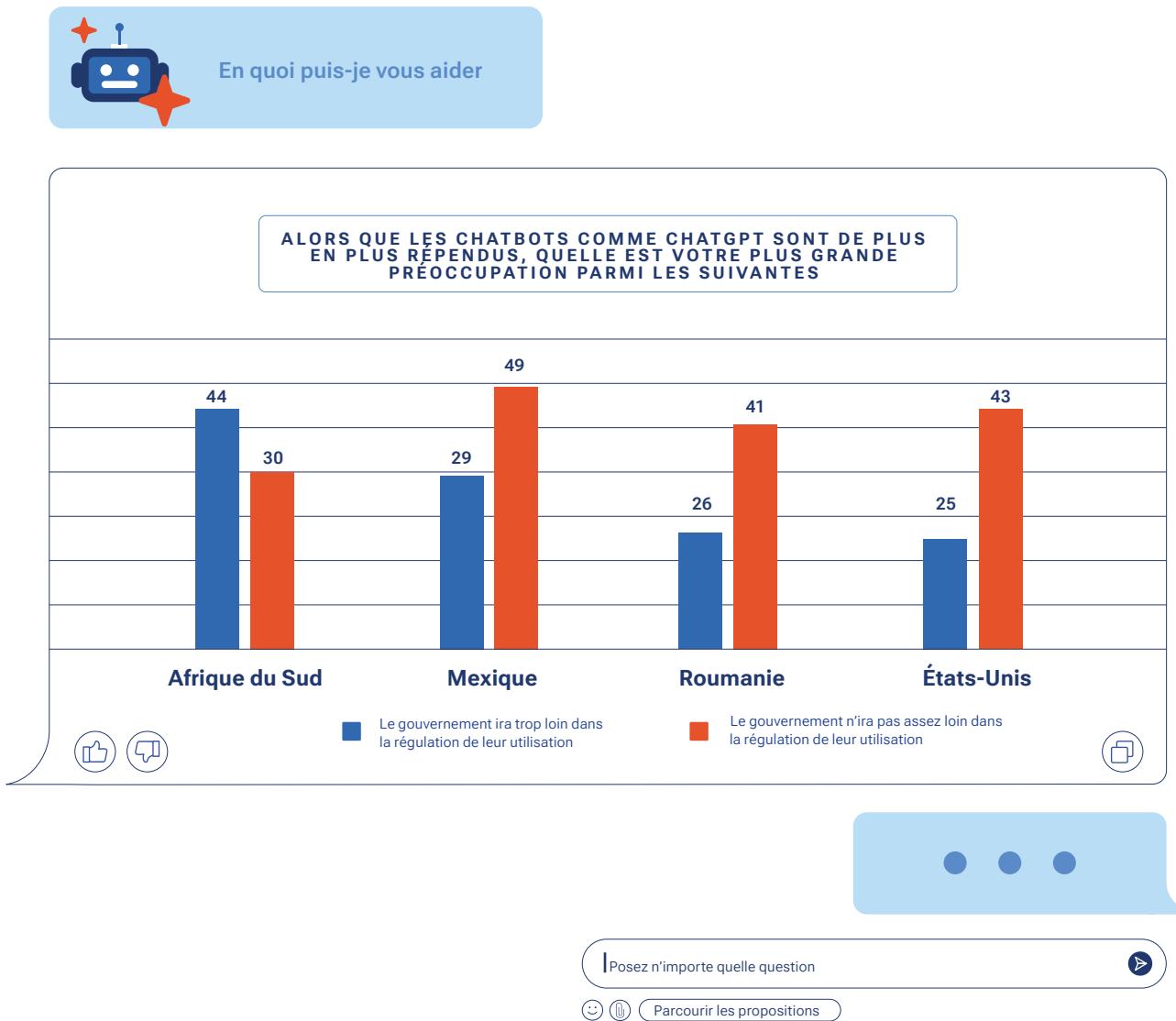
<sup>266</sup> Voir les résultats similaires du Pew Research Center. McClain, C., Kennedy, B., Gottfried, J., Anderson, M., et Pasquini, G. 2025. How the U.S. Public and AI Experts View Artificial Intelligence. <https://www.pewresearch.org/internet/2025/04/03/how-the-us-public-and-ai-experts-view-artificial-intelligence/>.

<sup>267</sup> Ballard, J. 2025. Americans are increasingly skeptical about AI's effects. YouGov. <https://today.yougov.com/technology/articles/51803-americans-increasingly-skeptical-about-ai-artificial-intelligence-effects-poll>.

**FIGURE 6**

Craintes concernant l'utilisation de l'IA

Source: Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et UNESCO.



Interrogés sur le type d'IA dans lequel ils auraient confiance, les répondants ont indiqué préférer les modèles d'IA qui mettent l'accent sur l'empathie et la communication humaine plutôt que ceux axés sur l'efficacité technique.

Les préférences concernant les modèles de gouvernance varient également de façon très nette : les répondants des quatre pays étudiés penchent en faveur d'une autorégulation par les entreprises technologiques ; par ailleurs, les citoyens roumains et américains souhaitent une plus grande participation gouvernementale, tandis que les répondants des deux autres pays souhaitent confier une plus grande responsabilité aux organisations internationales.

**FIGURE 7**

Points de vue sur la responsabilité réglementaire de l'IA

Source:  
Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et UNESCO.


**QUI DOIT ÊTRE RESPONSABLE DE LA RÉGULATION DES ASSISTANTS D'IA**
**Afrique du Sud**

25

55

13

7

22

58

15

**Roumanie**

29

48

8

15

34

42

10

14

**États-Unis**

Gouvernements

Entreprises technologiques (autorégulation)

Organisations internationales comme les Nations Unies

Personne (ce n'est pas nécessaire)

## L'avenir de l'IA

Pour résumer, les sondages suggèrent que les individus adoptent l'IA et s'y adaptent plus rapidement que l'on aurait pu le penser et que le besoin de politiques et de surveillance est impérieux.

L'IA n'est plus un concept lointain, elle est devenue une force visible et influente dans la vie quotidienne. À

mesure que l'IA devient plus puissante et plus accessible, elle transforme également la participation de chacun dans la sphère publique, modifiant non seulement les informations partagées, mais aussi les personnes qui les créent, la façon dont elles sont perçues et les voix entendues.

L'IA révolutionne notre compréhension du monde et la façon dont l'histoire de notre époque est racontée.

# Le risque de contrôle du récit

Par **Alexei Abrahams**, professeur adjoint en sciences humaines et numériques à l'Université Hamad bin Khalifa de Doha, au Qatar

Aucune tendance liée à la liberté d'expression n'a été plus significative au cours des dernières décennies que l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux. 65 % de la population mondiale utilise désormais les réseaux sociaux<sup>268</sup>.

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à l'émergence de technologies qui amplifient autant qu'elles entravent la liberté d'expression. Au cours des quatre dernières années seulement, la rapidité des progrès technologiques, en particulier dans le domaine de l'IA générative, a accéléré cette tendance. Pourtant, ces outils ne fonctionnent pas dans le vide : leur conception, leur déploiement et leur gouvernance sont façonnés par les intérêts économiques et politiques des entreprises qui les contrôlent. Cette concentration d'influence a des répercussions qui vont bien au-delà de la question des biais, y compris la manière dont les contenus sont organisés, dont les organisations de médias peuvent devenir dépendantes de plateformes externes, et dont les principes qui sous-tendent les droits humains et la liberté d'expression peuvent être appréhendés.

Dans ce monde en ligne, chaque mot et chaque phrase, chaque affirmation ou hésitation, chaque action ou omission, est enregistré. Des algorithmes opaques déterminent la manière dont les informations sont classées, recommandées et présentées, façonnent ce que les utilisateurs sont susceptibles de voir (édition des contenus), et imposent des limites sur ce qui peut être partagé, en masquant ou supprimant les contenus jugés inappropriés (modération des contenus). Ensemble, ces processus influencent non seulement l'accès à l'information, mais aussi les contours plus larges du discours public.

Dans de nombreux pays, la technologie joue désormais un rôle central dans la médiation du discours public. Reconnaître cette interaction est essentiel pour préserver la liberté d'expression et le droit d'accès à l'information.

## Une promesse et un défi

Jusqu'au début des années 2000, les organes de presse étaient les principaux interlocuteurs de ceux qui cherchaient à s'informer. Ces entreprises de médias, leurs propriétaires, et même les personnes qui font l'actualité étaient souvent redevables aux élites politiques et du monde des affaires. Bien que cela n'implique pas en soi une restriction de la liberté d'expression, cela signifiait que des points de vue divergents n'étaient pas diffusés largement ou régulièrement<sup>269</sup>.

Avec l'avènement des réseaux sociaux, cependant, tout citoyen disposant d'un smartphone a pu faire connaître son point de vue dans le monde entier instantanément. Presque immédiatement, cela a eu de profondes conséquences, en particulier dans les pays où les médias d'information étaient étroitement liés aux intérêts des autorités au pouvoir<sup>270</sup>. Dans les pays arabes, en Europe de l'Est et en Asie, les citoyens ont commencé à prendre la parole et à exprimer leurs griefs, constatant que ces griefs étaient largement partagés. Le rôle central des réseaux sociaux dans ces événements a été tel que, pendant un certain temps, ils ont été salués comme une « technologie de libération<sup>271</sup> ».

Les réseaux sociaux ne sont cependant pas une technologie de libération, et malgré le succès initial des activistes qui les mettaient à profit, la possibilité qu'ils représentent une menace s'est rapidement fait jour. Dans les contextes autoritaires, bien que les activistes aient été les premiers à adopter les réseaux sociaux, les régimes les ont vite rattrapés et ont appris à exploiter les réseaux sociaux à leur avantage, avec l'ouverture de comptes par les médias publics afin de commencer à diffuser leur propagande<sup>272</sup>. Les gouvernements et

268 DataReportal. 2025. Global Social Media Statistics. <https://datareportal.com/social-media-users>

269 Herman, E.S. et Chomsky, N. 1988. La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie.

270 Tufekci, Z. 2017. Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest. Yale University Press.

271 Diamond, L. et Plattner, M.F. 2012. Liberation technology: Social media and the struggle for democracy. JHU Press.

272 Jones, M.O. 2022. Digital authoritarianism in the Middle East: Deception, disinformation and social media. Oxford University Press. Voir également ITESO. 2020.

Ataques selectivos en Twitter. Estrategias de desprestigio y descalificación II . Universidad Jesuita de Guadalajara.  
<https://signalab.mx/2020/06/17/ataques-selectivos-ii/>.

les politiciens ont utilisé des trolls et des bots pour promouvoir leurs points de vue et harceler les activistes, interférant souvent avec les processus démocratiques dans leur propre pays voire, dans certains cas, dans d'autres pays<sup>273</sup>.

En outre, les services de renseignement des États ont commencé à sonder les réseaux sociaux pour cartographier les réseaux activistes et identifier les dissidents les plus influents à réprimer ou à neutraliser<sup>274</sup>. En bref, les autorités ont rapidement commencé à s'affirmer sur ce qui avait brièvement été un espace libre pour la dissidence politique.

## Les conséquences d'un monde en ligne sans règles

En revanche, dans certains pays démocratiques, le problème des réseaux sociaux n'était pas le contrôle des autorités, mais plutôt l'absence de régulation. Si la centralisation totale du pouvoir entre les mains des médias d'information avait contribué à étouffer la liberté d'expression, la décentralisation totale à l'ère des réseaux sociaux est allée dans l'autre sens, libérant les instincts les plus vils des individus. Les tireurs de masse et les suprémacistes blancs semblaient puiser une énergie violente dans leurs audiences sur les réseaux sociaux<sup>275</sup>. Escroqueries, canulars, harcèlement, discours de haine, désinformation, entre autres méfaits en ligne, sévissaient. La courtoisie et la nuance dans les échanges en ligne ont été mises de côté au profit de réparties stigmatisantes<sup>276</sup>. Il est rapidement devenu évident qu'un discours politique clair, convaincant et constructif ne pouvait être tenu sur les réseaux sociaux sans qu'une sorte de modération soit déployée contre les interjections perturbatrices.

Ainsi, les excès anarchiques des réseaux sociaux dans les démocraties ont progressivement incité les entreprises détentrices à modérer les contenus<sup>277</sup>. Pour de nombreux détracteurs s'intéressant particulièrement au discours démocratique, les réseaux sociaux avaient donné la priorité à l'ouverture sans prévoir en contrepartie les mécanismes adéquats de sécurité et de responsabilisation<sup>278</sup>. Cependant, ce plaidoyer bien intentionné répondait aux attentes de certains gouvernements autoritaires, qui ont rapidement emprunté le vocabulaire de la modération de contenus pour adopter des lois criminalisant la dissidence politique sur les réseaux sociaux. Un schéma récurrent est alors apparu : les règles de modération de contenus ont été façonnées par les priorités politiques de quelques pays (principalement ceux où les entreprises ont été créées), sans tenir compte de leur influence sur la liberté d'expression de la majorité mondiale.

## Utiliser l'IA pour modérer les contenus des réseaux sociaux

Prenant de plus en plus conscience des dangers en ligne, les entreprises de réseaux sociaux ont subi la pression des gouvernements et de la société civile en faveur d'une intensification de la modération des contenus<sup>279</sup>. Les décisions autrefois prises ouvertement par les institutions politiques étaient alors prises de manière confidentielle par les entreprises, en utilisant des systèmes d'IA opaques et propriétaires pour appliquer des règles en constante évolution<sup>280</sup>.

La modération est un terme générique désignant diverses interventions visant à restreindre, voire à censurer, des contenus. Dans les cas les plus extrêmes, cela peut impliquer la suppression forcée des contenus ou la

273 Tufekci, Z. 2017. Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest. Yale University Press.

274 Diamond, L. et Plattner, M.F. 2012. Liberation technology: Social media and the struggle for democracy. JHU Press.

275 Jones, M.O. 2022. Digital authoritarianism in the Middle East: Deception, disinformation and social media. Oxford University Press. Voir également ITESO. 2020. Ataques selectivos en Twitter. Estrategias de desprestigio y descalificación II . Universidad Jesuita de Guadalajara.

<https://signalab.mx/2020/06/17/ataques-selectivos-ii/>.

Chayka, K. 2022. The Online Spaces That Enable Mass Shooters. The New Yorker.

<https://www.newyorker.com/culture/infinite-scroll/the-online-spaces-that-enable-mass-shooters>.

276 Benkler, Y., Faris, R., et Roberts, H. 2018. Network propaganda: Manipulation, disinformation, and radicalization in American politics. Oxford University Press.

277 Perrigo, B. 2019. U.K.'s New Internet Rules Could Change Facebook Forever. Time. <https://time.com/5566501/facebook-regulation-zuckerberg/>.

278 Zuckerberg, M. 2019. The Internet Needs New Rules. Let's Start in These Four Areas. The Washington Post. [https://www.washingtonpost.com/opinions/mark-zuckerberg-the-internet-needs-new-rules-lets-start-in-these-four-areas/2019/03/29/9e6f0504-521a-11e9-a3f7-78b7525a8d5f\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/mark-zuckerberg-the-internet-needs-new-rules-lets-start-in-these-four-areas/2019/03/29/9e6f0504-521a-11e9-a3f7-78b7525a8d5f_story.html).

279 Serhan, Y. 2024. Exclusive: Tech Companies Are Failing to Keep Elections Safe, Rights Groups Say. Time.

<https://time.com/6967334/ai-elections-disinformation-meta-tiktok/>.

280 Kaye, D. 2019. Speech Police: The Global Struggle to Govern the Internet. Columbia Global Reports. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1fx4h8v>.

suspension du compte de l'auteur sur le réseau social. Mais la modération de contenus peut également se traduire par des restrictions sur leur visibilité ou sur leur partage, ou l'ajout d'avertissemens ou d'informations complémentaires<sup>281</sup>.

Les entreprises de réseaux sociaux n'entreprennent généralement cette tâche qu'avec une très grande réticence. Leur principale motivation (en fait, comme elles le diraient elles-mêmes, leur responsabilité fiduciaire) est de maximiser les profits et la valeur pour leurs actionnaires. Le modèle économique pour y parvenir, largement connu sous le nom de « capitalisme de surveillance<sup>282</sup> », implique la collecte et l'exploitation des données des utilisateurs pour négocier des publicités ciblées. Plus le taux d'engagement des utilisateurs avec des contenus sur la plateforme est élevé, plus le nombre de données les concernant et pouvant être recueillies augmente, et plus il est possible de leur montrer des publicités ciblées précisément.

C'est pourquoi les entreprises de réseaux sociaux priorisent la maximisation de l'engagement des utilisateurs. Les recherches montrent que certains des contenus les plus mobilisateurs sur les réseaux sociaux se révèlent violents, choquants, polarisants et grossiers, précisément le type de contenus que les entreprises sont invitées à modérer<sup>283</sup>. Cette tension entre intérêts commerciaux et intérêts publics est au cœur de la modération des contenus et complique les défis techniques déjà ardu et endémiques de la mise en œuvre d'une modération à grande échelle<sup>284</sup>.

La principale difficulté pour les plateformes est d'identifier les contenus qui doivent être modérés<sup>285</sup>. D'un côté, une modération trop zélée des contenus risque d'étouffer la liberté d'expression. Un schéma trop permissif, d'un autre côté, permet l'expression de discours chaotiques qui empêchent les échanges constructifs. Ouvrir une voie intermédiaire serait techniquement difficile en soi, même si tout le monde s'accorde sur l'importance d'une telle mesure. En réalité, cependant, les gouvernements, le secteur privé et la

société civile ont souvent des points de vue différents sur les types de discours qui devraient être autorisés. Compte tenu de ces difficultés, les entreprises de réseaux sociaux ont essayé différentes approches :

## Ignorer

Pour commencer, les entreprises de réseaux sociaux se soustraient parfois complètement à la responsabilité de la modération des contenus, suggérant que tout acte de modération est une atteinte au droit à la liberté d'expression ou à la neutralité de la plateforme et, par conséquent, une non-responsabilité. Une plateforme de messagerie est d'ailleurs connue pour son laissez-faire en matière de modération.<sup>286</sup> De la même manière, une importante plateforme a été critiquée pour avoir ignoré les discours de haine et la désinformation pendant la crise des Rohingyas au Myanmar : des messages incendiaires sont restés largement incontrôlés, contribuant ainsi à des préjudices réels<sup>287</sup>.

## Sous-traiter

De façon moins cynique, des entreprises de réseaux sociaux ont cherché à minimiser leur responsabilité dans les décisions relevant de la modération de contenus en faisant porter cette responsabilité à des évaluateurs externes. Par exemple, des applications de réseaux sociaux telles qu'Instagram ou X incluent une fonctionnalité grâce à laquelle les utilisateurs ordinaires peuvent signaler les contenus qu'ils trouvent répréhensibles, ce qui peut déclencher un examen interne par l'équipe de modération de l'entreprise<sup>288</sup>. Les gouvernements peuvent également signaler des contenus qu'ils jugent répréhensibles, et leurs plaintes sont généralement traitées en priorité. Le graphique ci-dessous, par exemple, montre le nombre de demandes de modération et de retrait de contenus sur Facebook, émises par des gouvernements entre 2022 et 2024.

281 Les experts distinguent parfois la modération de contenus de l'édition de contenus. Alors que la modération de contenus concerne leur admissibilité, l'édition de contenus concerne leur classement, et donc leur fréquence ou leur visibilité sur les réseaux sociaux. Dans la pratique, cependant, tant de contenus sont publiés chaque jour que si un contenu est classé trop bas par un algorithme de recommandation, personne ne le verra et il aurait aussi bien pu être censuré. Ainsi, pour le reste de cet essai, nous considérerons l'édition de contenus comme une forme de modération.

282 Zuboff, S. 2019. *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*. New York, Public Affairs.

283 Rathje et al. 2021. Out-group animosity drives engagement on social media. *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Vol. 118, No. 26 e2024292118. <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2024292118>.

284 Alshamy et al. 2024. Surveillance capitalism and the surveillance state: a comparative institutional analysis. *Const Polit Econ*. <https://doi.org/10.1007/s10602-024-09438-z>.

285 Isaac, M. 2019. Mark Zuckerberg Says Facebook Can't Regulate Itself, Explained. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2019/03/30/technology/mark-zuckerberg-facebook-regulation-explained.html>.

286 Verdict. 2021. Why Telegram Needs to Get Serious About Content Moderation. <https://www.verdict.co.uk/telegram-needs-content-moderation/?cf-view>.

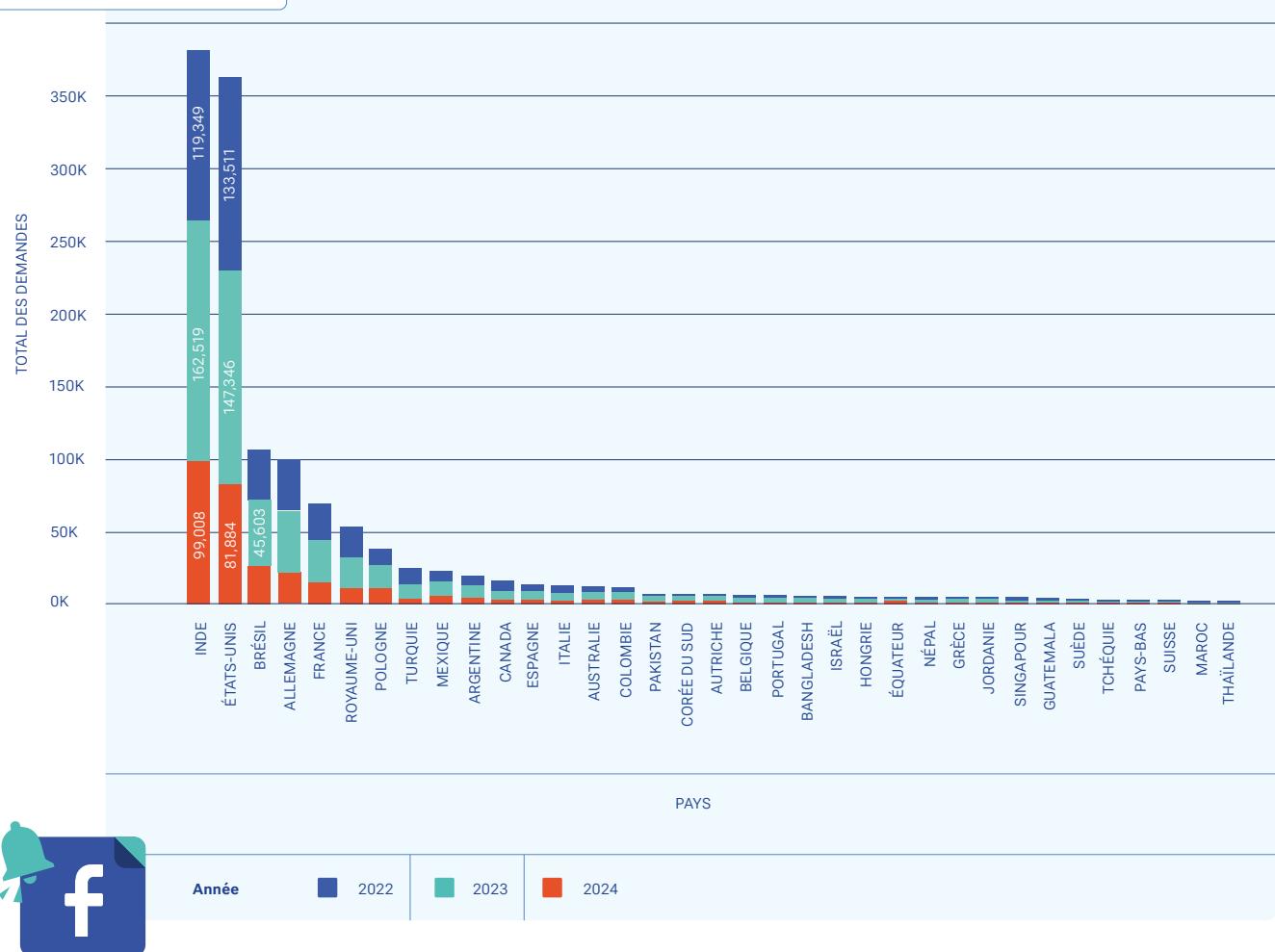
287 Stecklow, S. 2018. Why Facebook Is Losing the War on Hate Speech in Myanmar. *Reuters Investigates*. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/myanmar-facebook-hate/>.

288 Centre d'assistance X. 2025. À propos de Notes de la Communauté sur X. <https://help.x.com/fr/using-x/community-notes>. Voir également Meta. 2025. Découvrez les notes de la communauté. [https://www.meta.com/technologies/community-notes/?srsltid=AfmBOootMeCO6LdVapLt42fnB0\\_r79hPlZklsWJ7vh4kHa9\\_8z-tGMR](https://www.meta.com/technologies/community-notes/?srsltid=AfmBOootMeCO6LdVapLt42fnB0_r79hPlZklsWJ7vh4kHa9_8z-tGMR).

**FIGURE 8**

Demandes de retrait de contenus sur Facebook, par pays (2022-2024)

Source: : Analyse d'Aldo Magoga à partir d'informations provenant des rapports annuels de transparence de Facebook.



Laisser des contenus offensants jusqu'à ce que les parties prenantes se plaignent est cependant risqué pour l'image publique d'une plateforme. Quoi qu'il en soit, l'ampleur et la vitesse de publication des contenus sur les réseaux sociaux signifient qu'un examen manuel n'est tout simplement pas faisable. Raison pour laquelle les entreprises de réseaux sociaux se sont souvent tournées vers des approches basées sur l'IA : les machines modèrent les contenus dans l'optique d'anticiper les

plaintes<sup>289</sup>. Contrairement aux humains, les machines peuvent fonctionner inlassablement 24 h/24, 7 j/7, en parallèle, en prenant leurs décisions beaucoup plus rapidement et de manière plus cohérente que les humains. L'IA peut suivre les volumes et le rythme de publication des contenus sur les réseaux sociaux. À première vue, l'IA semble résoudre le problème de la modération des contenus.

289 Douek, E. 2021. More Content Moderation Is Not Always Better. *Wired*. <https://www.wired.com/story/more-content-moderation-not-always-better/>.

## Comment fonctionne la modération des contenus par l'IA ?



Il existe essentiellement deux façons d'utiliser l'IA pour modérer des contenus : un système fondé sur des règles ou un système basé sur l'apprentissage automatique. Pour la modération fondée sur des règles, les développeurs préparent manuellement une liste de mots-clés, de phrases ou de modèles qui déclenchent des actions de modération, ce qui revient fondamentalement à encoder une liste de contrôle de ce qui est autorisé ou non. Bien que simple, cette méthode est rigide et facile à contourner.

En revanche, la modération par apprentissage automatique utilise une IA entraînée sur de grands ensembles d'exemples clairement définis afin d'apprendre à reconnaître les contenus jugés problématiques. Au lieu de spécifier des règles, les humains peuvent formuler une directive globale (« limiter la visibilité des contenus violents », par exemple) puis déléguer à la machine la définition détaillée de la manière de mettre en œuvre cette directive.

Il suffit de l'entraîner sur une quantité substantielle d'exemples qui devraient ou ne devraient pas être censurés. Si le nombre de ces exemples (connus sous le nom de données d'entraînement), la puissance et le temps de calcul sont suffisants, la machine finit par être capable de déduire les règles de modération sous-jacentes sans avoir besoin d'un humain pour les énoncer explicitement. Pour résumer, la machine apprend à imiter de plus en plus fidèlement les modèles de prise de décisions des modérateurs de contenus humains.

Dans la pratique, cependant, l'IA est loin de correspondre au profil idéal du modérateur impartial. Tout d'abord, l'IA sera un modérateur de contenus biaisé dans la mesure où elle sera amenée à appliquer des directives biaisées. Par exemple, s'il lui est demandé de signaler les contenus violents et d'en réduire la visibilité, elle peut finir par censurer des informations importantes qui révèlent d'éventuels crimes de guerre à un moment où le public international compte sur la couverture de

ces événements par les réseaux sociaux en raison de restrictions de l'accès aux médias d'information<sup>290</sup>.

Ainsi, impliquer des machines dans le processus de modération de contenus ne rend pas nécessairement la modération plus neutre ou objective. Au contraire, cela peut permettre à la censure de prendre de l'ampleur<sup>291</sup>. L'IA appliquera consciencieusement, impitoyablement et sans relâche toute directive biaisée, anticipant et contrecarrant toute permutation et tout contournement<sup>292</sup>. Loin de réduire les biais, la délégation de la modération de contenus à une machine signifie en fait que nos biais politiques pourraient être amplifiés.

Mais que se passe-t-il lorsque les directives ont une tonalité plus neutre, comme par exemple « censurer tout contenu soutenant le terrorisme » ? En fait, il s'avère que l'IA peut être biaisée même lorsque les directives semblent neutres. L'IA est entraînée sur des données générées par des êtres humains. Dans la mesure où nous avons des biais, l'IA apprend à recréer ces mêmes biais. De plus, l'IA ne peut s'entraîner que sur les données choisies par l'humain pour l'alimenter. Si ces sources de données véhiculent un biais favorable à un milieu culturel particulier, l'IA reflétera cette subjectivité dans ses comportements ultérieurs. Ainsi, même lorsqu'une directive semble impartiale, la machine peut apprendre sur la base de biais intégrés dans les données, biais qui se manifesteront lors du déploiement.

Les grands modèles de langage (LLM), par exemple, sont pré-entraînés sur des quantités massives de textes prélevées sur Internet avant d'être affinés sur des données étiquetées pour une tâche spécifique. De façon très générale, on pourrait dire qu'un LLM apprend à parler une langue (disons l'anglais) pendant la phase de pré-entraînement, puis apprend à effectuer une tâche spécifique comme la modération de contenus pendant la phase de réglage précis<sup>293</sup>. Mais encore une fois, un LLM n'apprend pas l'anglais au moyen d'une liste explicite de règles grammaticales, mais plutôt en lisant des milliards de phrases extraites d'Internet et en apprenant ensuite à imiter ces choix de vocabulaire et de tournures de phrase – même si elles sont incorrects.

290 Goodman, J. et Korenyuk, M. 2023. AI: War crimes evidence erased by social media platforms. BBC News. <https://www.bbc.com/news/technology-65755517>; Perrigo, B. 2020. These Tech Companies Managed to Eradicate ISIS Content. But They're Also Erasing Crucial Evidence of War Crimes. TIME. <https://time.com/5798001/facebook-youtube-algorithms-extremism/>.

291 Knight, W. 2021. How Censorship Can Influence Artificial Intelligence. Wired. <https://www.wired.com/story/how-censorship-can-influence-artificial-intelligence>

292 Gomez, J. F., Machado, C. V., Monteiro Paes, L. et Calmon, F. P. 2024. Algorithmic Arbitrariness in Content Moderation. <https://doi.org/10.1145/3630106.3659036>.

293 Raschka, S. 2024. Build A Large Language Model from Scratch. O'Reilly Press.

## L'IA ne distingue pas le bien du mal

Pour énoncer le problème clairement, l'IA ne connaît que la norme. Si les gens font souvent une erreur grammaticale, l'IA l'intègrera sans savoir qu'elle est incorrecte. Si les PDG sont normalement des hommes blancs, l'IA associera la blancheur de la peau et la masculinité à l'autorité dans l'entreprise. Les remarques d'un employé d'une entreprise de réseaux sociaux démontrent les limites culturelles de la modération par l'IA :

*Dans les médias occidentaux, une expression arabe telle que « Allahu Akbar » [Dieu est grand] apparaît principalement dans le contexte du terrorisme. Lorsqu'une entreprise entraîne un modèle d'IA avec ce genre d'article, le modèle apprend ces associations négatives<sup>294</sup>.*

Dans le monde arabe, cette expression complètement anodine a une connotation totalement différente. On la rencontre souvent dans des contextes divers, tel que l'appel régulier à la prière, récité ou diffusé par les minarets cinq fois par jour, et elle n'a aucun lien causal ou logique avec le terrorisme. Cependant, si les données d'entraînement sont principalement tirées d'un contexte culturel particulier, l'IA apprendra les normes de ce contexte et les perpétuera. Si les normes sont biaisées ou corrompues de quelque manière que ce soit, l'IA le sera aussi.<sup>295</sup>

Même lorsqu'une directive semble neutre, comme « censurer tout contenu soutenant le terrorisme », l'IA appliquera cette directive en censurant les contenus qui tendent à faire apparaître le mot « terrorisme » dans les données d'entraînement (même les phrases les plus anodines). L'IA n'a aucune notion de ce qui est juste ou de ce qui devrait être indépendant de ce qui est normal ou commun dans ses données d'entraînement. Son mode de « pensée » est purement associatif et, en ce sens, ne correspond pas à ce que nous entendons normalement par les termes « pensée » ou « intelligence ». De fait, il serait plus clair de dire que l'IA est un associateur d'idées.

## Que peut-on faire ?

Il existe globalement deux façons d'imaginer des solutions. Premièrement, nous pouvons accepter le modèle actuel de modération de contenus centralisée et essayer de trouver des améliorations socio-techniques pour le rendre plus performant. Ou, d'un autre côté, nous pouvons envisager de décentraliser la modération de contenus elle-même, en confiant le pouvoir et la responsabilité d'une poignée de multinationales à un ensemble plus large de participants<sup>296</sup>.

## Solutions techniques aux biais de l'IA

Dans la mesure où l'IA apprend de fausses associations à partir d'un ensemble de données d'entraînement trop subjectif, diversifier cet ensemble de données serait un moyen naturel de résoudre le problème. En effet, nous, humains, pouvons facilement nous reconnaître dans ce modèle. Quelqu'un qui n'a jamais voyagé loin, qui a grandi entouré de personnes ayant un vécu similaire et qui n'a jamais consommé qu'une catégorie particulière de livres ou de médias, peut adopter une vision du monde qui reflète cette subjectivité. Mais s'il commence à élargir l'horizon de ses lectures ou de ses voyages, ou s'il rencontre des personnes d'horizons différents, il pourrait revoir ses opinions.

De la même manière, si une IA est entraînée sur un ensemble de données plus diversifié, la subjectivité de ses associations diminue et on obtient alors un modèle de réalité plus global. Il est donc logique d'impliquer en permanence la société civile locale dans les processus de modération de contenus pour s'assurer que l'IA est alimentée en données présentant suffisamment de nuances contextuelles et pour s'adapter à l'évolution des langues vernaculaires<sup>297</sup>.

294 Shahid et al. 2025. Think Outside the Data: Colonial Biases and Systemic Issues in Automated Moderation Pipelines for Low-Resource Languages. Université Cornell. [arxiv.org/abs/2501.13836](https://arxiv.org/abs/2501.13836).

295 GPT 3 a fait l'amalgame entre le mot « musulman » et le mot « terroriste » dans 23 % des tests réalisés, illustrant la façon dont les LLM apprennent des associations de mots comme « terroriste » par le biais d'usages familiers et biaisés. Voir Abid, A., Farooqi, M. et Zou, J. 2021. Persistent AntiMuslim Bias in Large Language Models.

296 Friedl, P. Morgan, J. 2024. Decentralised Content Moderation. Internet Policy Review. <https://policyreview.info/glossary/decentralised-content-moderation>.

297 Chen, C., et Sundar, S. S. 2024. Communicating and combating algorithmic bias: effects of data diversity, labeler diversity, performance bias, and user feedback on AI trust. Human–Computer Interaction. <https://doi.org/10.1080/07370024.2024.2392494>.

## Limites de ces solutions techniques

Une difficulté centrale pour la correction de la modération de contenus algorithmique et centralisée réside dans les incohérences fondamentales dans la façon dont les humains décrivent certains de nos sujets politiques les plus urgents et les plus tendus. Le mot « terroriste » illustre bien ce phénomène aujourd’hui, tout comme le mot « communiste » il y a quelques générations.

Les autorités peuvent avoir un intérêt légitime à utiliser l’IA pour scruter les réseaux sociaux à la recherche de contenus terroristes afin de les supprimer. Selon la définition classique, un terroriste est un acteur non étatique qui recourt à la violence pour atteindre des objectifs politiques. En pratique, cependant, le mot « terroriste » est rarement prononcé de manière aussi nette et neutre. Parfois, des manifestants non violents sont qualifiés de terroristes. Dans d’autres cas, des acteurs violents non étatiques ont été qualifiés de terroristes, avant d’être plus tard considérés comme des combattants de la liberté, leurs noms étant donnés à nos boulevards et leurs visages imprimés sur nos pièces et billets. En outre, les pays disposent de listes d’organisations terroristes qui changent souvent et sont parfois contradictoires.

C’est à travers ces usages familiers que les LLM apprennent le mot « terroriste ». Dans la mesure où notre utilisation du terme est lourde de valeur, biaisée et incohérente, les LLM absorbent et reproduisent tout cela. L’entraînement des LLM à partir d’une base de données plus large et plus riche ne résout pas ce problème, car en fin de compte, le concept lui-même ne fait l’objet que d’un consensus limité, voire inexistant.

Cette indétermination n’est pas propre au concept de terrorisme, mais s’étend à de nombreux domaines les plus contestés de la liberté d’expression. Lorsqu’un contenu est considéré comme une incitation, un discours de haine ou un propos extrémiste, les conséquences peuvent être graves. Pourtant, les définitions de ces catégories restent souvent floues, ce qui crée un risque d’abus qui peut avoir une incidence sur la liberté d’expression.

Avec suffisamment de données, l’IA peut s’accorder sur la signification d’un concept cohérent. Quand un concept est incohérent, cependant, aucune quantité de données ni aucune puissance de calcul ne peut le rendre cohérent. Bon nombre de concepts litigieux à l’intersection de la modération de contenus et de la liberté d’expression sont, dans une certaine mesure, incohérents. Il semblerait que les choses qui nous tiennent le plus à cœur sont aussi celles que nous sommes le moins capables de définir. Tant que les humains eux-mêmes ne parviendront pas à un consensus sur leur signification, les machines seront de peu d’utilité.

## Décentraliser le pouvoir dans le paysage des réseaux sociaux

Les formidables difficultés de la modération de contenus algorithmique et centralisée nous invitent à nous demander si la décentralisation du pouvoir et de la responsabilité pourrait être une voie plus efficace pour aller de l’avant. Certains experts prônent aujourd’hui des systèmes adaptés localement, entraînés sur la base de données régionales, et capables d’afficher une forme d’« équité contextuelle » dans leurs décisions de modération<sup>298</sup>.

La nature même des réseaux sociaux évolue. Ils vont de larges canaux de communication publics à des réseaux micro-ciblés où les contenus sont adaptés à des publics spécifiques<sup>299</sup>. Dans le même temps, les messageries sociales privées se développent, offrant de nouveaux canaux de communication plus difficiles à surveiller et à modérer<sup>300</sup>.

D’un point de vue commercial, il est de la responsabilité des entreprises d’autoriser ou de refuser certains types de contenus, et de promouvoir ou de rétrograder certaines opinions ou certains sujets. Cependant, ces plateformes jouent un rôle tellement central pour nos moyens d’expression actuels que leur mode de fonctionnement est un enjeu politique important pour l’intérêt public, une question qui englobe plusieurs dimensions.

298 Elyounes, A. d. 2019. Contextual Fairness: A Legal and Policy Analysis of Algorithmic Fairness. Harvard Law School, Berkman Klein Center for Internet & Society de l’Université Harvard. <https://ssrn.com/abstract=3478296>.

299 Becker et al. 2020. Balancing Spreads of Influence in a Social Network. Proceedings of the AAAI Conference on Artificial Intelligence. <https://doi.org/10.1609/aaai.v34i01.5327>.

300 Sanders, R. 2025. The Great Migration from Public Social to Private Social Media. Simplilearn. <https://www.simplilearn.com/public-social-to-private-social-media-article>.

## Décentraliser le contrôle

Tout d'abord, l'accès aux données fait l'objet d'une lutte continue. Les chargés de recherche d'intérêt public du monde entier sont actuellement incapables d'évaluer objectivement la prévalence des préjuges en ligne (désinformation, discours de haine, etc.) ou de la prévalence des contenus générés par l'IA<sup>301</sup>. Ils ne peuvent donc pas documenter l'incidence et les conséquences de la modération de contenus.

Le manque de transparence et l'accès restreint aux données en sont les principales raisons. Au cours des cinq dernières années en particulier, les grandes entreprises de réseaux sociaux ont arrêté de partager leurs données avec des journalistes, des universitaires ou des décideurs politiques, ou ne le font plus qu'avec parcimonie. X utilisait une interface de programmation d'application (API) généreuse et gratuite, sur la base de laquelle des milliers d'articles de recherche ont été publiés. Après un changement de propriétaire de l'entreprise, X a supprimé l'accès des universitaires à l'API et vidé l'API gratuite de sa substance<sup>302</sup>. Reddit lui a emboîté le pas<sup>303</sup>, tout comme Meta, avec la fermeture de l'API CrowdTangle pour Facebook et Instagram en août 2024.<sup>304</sup> À l'exception de Bluesky et Telegram et, partiellement, de YouTube et TikTok, l'accès aux données des réseaux sociaux a considérablement diminué, ce qui n'a pas manqué de frustrer les chargés de recherche d'intérêt public.

Parmi les limitations supplémentaires figurent des restrictions géographiques pour les plateformes comme YouTube et TikTok : la plupart des données sont accessibles uniquement depuis l'Europe et l'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie étant largement exclues<sup>305</sup>.

La création de mécanismes de gouvernance visant à contraindre les entreprises de réseaux sociaux à ouvrir l'accès à leurs données aux chargés de recherche d'intérêt public serait une première étape majeure<sup>306</sup>. Tant que les entreprises de réseaux sociaux monopolisent l'accès aux données, elles sont en mesure

de monopoliser la conversation sur les préjuges en ligne, la modération de contenus et la liberté d'expression. Sans données concrètes, le public se trouve dans une position de faiblesse pour argumenter sur l'importance ou l'urgence de ces questions. L'ouverture de l'accès aux données aux universitaires et aux journalistes ferait avancer le débat de manière significative. Les universités et la société civile jouent le rôle de « cerbères » en détectant les biais et les préjuges en ligne dans la modération de contenus, mais leur capacité à remplir ce rôle dépend des données dont ils disposent.

Au lieu d'autoriser l'accès aux données des API, certains chercheurs d'intérêt public se sont tournés vers le moissonnage, c'est-à-dire la saisie de force des contenus des réseaux sociaux, souvent en utilisant de faux comptes automatisés. Un tel travail est périlleux sur le plan éthique et juridique. Des systèmes de gouvernance respectueux des droits humains pourraient donner aux chercheurs la possibilité de faire ce genre de travail et encourageraient davantage de chercheurs à s'impliquer en atténuant l'incertitude et les risques qui entourent ce type d'activités.

## Modération décentralisée des contenus

Mais que se passe-t-il si l'accès aux données est accordé, et que les chargés de recherche d'intérêt public finissent par constater qu'il n'existe pas un seul système de modération de contenus qui favorise un discours politique sain à l'échelle mondiale ? Peut-être accepterons-nous que la modération de contenus ne peut se faire de manière juste et sensible sans la participation de chargés de recherche d'intérêt public, de la société civile, des communautés marginalisées, etc.<sup>307</sup> Et que se passerait-il si nous devions encore faire face à la possibilité réelle que, même après avoir impliqué l'ensemble de ces parties prenantes, l'indétermination essentielle de nos débats les plus controversés et politisés ne puisse être résolue de manière centralisée ?

301 Rathje, S. 2024. To tackle social media harms, mandate data access for researchers. *Nature*. <https://www.nature.com/articles/d41586-024-02853-0>.

302 Barnes, J. 2023. Twitter Ends Its Free API: Here's Who Will Be Affected. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/jenaebarnes/2023/02/03/twitter-ends-its-free-api-heres-who-will-be-affected/>.

303 Maxwell, T. 2023. Popular Reddit Client Apollo Will Shut Down After Talks Over New Developer Fees Got 'Ugly.' *Business Insider*. <https://businessinsider.com/reddit-client-apollo-shut-down-after-talks-got-ugly-2023-6>.

304 Elliott, V. 2024. Meta Kills a Crucial Transparency Tool At the Worst Possible Time. *Wired*. <https://www.wired.com/story/meta-kills-crucial-transparency-tool-worst-possible-time/>.

305 Hendrix, J. 2024. Can An Alliance Get Access to Platform Data for African Researchers? *TechPolicy.Press*. <https://www.techpolicy.press/can-an-alliance-get-access-to-platform-data-for-african-researchers/>.

306 UNESCO. 2023. Principes pour la gouvernance des plateformes numériques : préserver la liberté d'expression et l'accès à l'information - une approche multipartite. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387339>.

307 Udupa, S., Maronikolakis, A., et Wisiorek, A. 2023. Ethical scaling for content moderation: Extreme speech and the (in) significance of artificial intelligence. *Big Data & Society*. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/20539517231172424>.

Si tel est le cas, la modération de contenus devra elle-même être décentralisée. Des plateformes de réseaux sociaux, comme Reddit ou Mastodon, ont déjà mis en place des dispositions de ce type. Reddit est une application qui se compose de nombreuses sous-parties, les subreddits, qui ont tendance à délimiter différents sujets de conversation (les chats, Star Wars, la pêche à la carpe, etc.). Chaque subreddit a des règles de communauté que les participants sont censés suivre, et des modérateurs qui font appliquer ces règles. Les contrevenants peuvent être expulsés d'un subreddit. Par rapport à X, où par défaut tout le monde peut consulter vos contenus, Reddit adopte la décentralisation, montrant aux utilisateurs uniquement le contenu des fils de publications (les subreddits) auxquels ils se sont explicitement abonnés.

Mastodon a quant à lui mené la décentralisation à son niveau ultime. Alors que Reddit fonctionne comme une seule application parapluie contenant plusieurs communautés, Mastodon est plutôt une sorte d'ossature, et permet aux utilisateurs d'utiliser leurs propres serveurs et d'ouvrir leurs propres instances ou canaux Mastodon, chacun avec son propre ensemble de règles de modération<sup>308</sup>.

## Limites

Si le principal atout de la décentralisation est qu'elle nous libère des algorithmes de gestion de contenus opaques et irresponsables des multinationales, son inconvénient est que nous nous retrouvons rapidement seuls, à la fois parce que chacun devient responsable de ses propres choix de modération, et parce qu'on est isolé au sein de cercles relativement réduits. Les algorithmes de recommandation de certaines plateformes numériques ont longtemps été critiqués parce qu'ils avaient tendance à former des chambres d'écho, les utilisateurs étant entourés de contenus et d'autres utilisateurs qui ne faisaient que conforter leurs points de vue préexistants. Les modèles de Reddit et de Mastodon favorisent en effet structurellement les communautés qui partagent les mêmes idées dès le début, avec des utilisateurs qui s'auto-sélectionnent dans des groupes qui correspondent à leurs intérêts ou leurs croyances. En minimisant les conflits autour de la liberté d'expression en s'en remettant à une fragmentation du public, ce type d'approche représente

aussi un défi pour les mouvements sociaux. Un groupe d'activistes soudés appréciera peut-être la possibilité de gérer son propre serveur Mastodon sans surveillance, mais pour faire passer son message à un public plus large, il aura besoin d'un forum plus large.

## La voie à suivre

Pour améliorer cette situation, il faudra impliquer la société civile et décentraliser le pouvoir sur ces technologies. Ces solutions peuvent être peu invasives, comme la participation de la société civile aux processus de modération de contenus des entreprises, ou prendre la forme de réformes plus radicales, comme la décentralisation de la modération de contenus, voire de l'architecture des réseaux sociaux eux-mêmes. Dans ce processus, il est essentiel de se laisser guider par les cadres établis en matière de droits humains et, notamment, le test en trois parties, qui exige que toute restriction à la liberté d'expression soit prévue par la loi, poursuive un but légitime, et soit nécessaire et proportionnée, tel qu'énoncé à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDESC). De la même manière, le Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence<sup>309</sup> offre des indications précieuses pour trouver le bon équilibre entre la nécessité de lutter contre les discours de haine et la protection de la liberté d'expression, en particulier en mettant l'accent sur le contexte, l'intention et la probabilité de préjudice lors de l'évaluation des propos.

En toutes circonstances, il sera crucial de faciliter l'accès aux données afin que les journalistes et les universitaires puissent exercer un contrôle indépendant. La liberté d'expression conduit inévitablement à des désaccords, voire parfois à des violences. C'est pourquoi ces questions devraient rester ouvertes à l'analyse et au débat, plutôt que d'être cachées sous le tapis numérique par des processus opaques et automatisés.

308 Bono et al. 2024. An exploration of decentralized moderation on Mastodon. ACM Web Science Conference. <https://dl.acm.org/doi/pdf/10.1145/3614419.3644016>.

309 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2012. Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. <https://www.ohchr.org/fr/documents/outcome-documents/rabat-plan-action>.

# La résilience du journalisme dans un contexte de bouleversements technologiques

Par le Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM), une initiative multipartite créée pour identifier et traiter efficacement les enjeux d'intérêt public dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Chacun devrait avoir accès à une information de qualité, quels que soient sa situation géographique, son niveau de revenu et sa langue. À l'ère de l'IA et de la domination des plateformes en ligne, il n'a jamais été aussi important de doter le journalisme indépendant des moyens de s'adapter et de préserver une information fiable et de haute qualité.

Lancé en 2022 en réponse à la crise financière dévastatrice à laquelle sont confrontés les médias indépendants dans le monde entier, le Fonds international pour les médias d'intérêt public apporte une réponse multilatérale en faveur de l'augmentation des financements des médias d'intérêt public dans les pays à revenu faible et intermédiaire et de l'aide au développement de nouveaux modèles économiques durables.

Depuis notre lancement, nous avons pu constater directement l'impact d'un financement de base flexible pour les médias, ainsi que la nécessité critique de déployer des capitaux rapidement, efficacement et en toute sécurité auprès d'un grand nombre de bénéficiaires.

Selon l'enquête réalisée par l'IFPIM en 2025, 93 % des 47 bénéficiaires de 19 pays ont déclaré que le financement de base fourni avait un impact « significatif » ou « considérable » sur leur viabilité financière, et 62 % ont déclaré qu'il avait contribué

à renforcer leur indépendance éditoriale. Parmi 32 bénéficiaires de 17 pays ayant perçu une aide entre décembre 2022 et juin 2024, 63 % ont déclaré avoir augmenté leur revenu total de 25 % en moyenne en 2024, tandis que 53 % ont déclaré avoir augmenté leurs revenus hors subventions de 8 % en moyenne. Dans le même temps, 88 % ont élargi leur audience et 69 % ont stimulé leur engagement sur les réseaux sociaux.

En protégeant leur indépendance éditoriale face aux pressions économiques et politiques, un tel soutien est primordial pour que les médias puissent subvenir à leurs besoins et survivre.

Partout dans le monde, les individus adoptent les technologies émergentes pour chercher, recevoir et partager des informations. Lors d'élections récentes, de jeunes électeurs ont créé des campagnes de style K-pop pour les candidats à la présidentielle.<sup>310</sup> Des électeurs ont interrogé des chatbots basés sur WhatsApp pour vérifier les informations liées aux élections<sup>311</sup>. Et des partis politiques ont utilisé des outils de traduction alimentés par l'IA pour éliminer la barrière de la langue dans leurs échanges avec certaines communautés<sup>312</sup>.

Le Digital News Report 2025<sup>313</sup> du Reuters Institute montre comment les jeunes utilisateurs se détournent de plus en plus des sites d'information au profit des réseaux sociaux et autres plateformes numériques et font appel aux chatbots et aux interfaces IA pour consommer actualités et informations. Plutôt qu'àuprès de journalistes professionnels, ils sont de plus en plus nombreux à se tenir informés auprès de créateurs de contenus et de « gens ordinaires » sur YouTube, Instagram et TikTok. Malgré les préoccupations quant à la prolifération et à l'impact des informations fausses et trompeuses en ligne,<sup>314</sup> les créateurs de contenus jouent un rôle important là où le public est moins susceptible de faire confiance aux médias traditionnels ou de s'y intéresser<sup>315</sup>.

<sup>310</sup> Li, H. 2024. How K-pop played a role in Indonesia's presidential election. Semafor. <https://www.semafor.com/article/02/14/2024/k-pops-role-in-the-indonesian-elections>. Voir également Soo, Y. 2023. How K-pop stans are shaping elections around the globe. MIT Technology Review. <https://www.technologyreview.com/2023/02/16/1067943/kpop-fans-shaping-elections-worldwide/>.

<sup>311</sup> Central Electoral. 2024. Nueva versión del chatbot del INE en WhatsApp permitirá verificar información sobre elecciones 2024. <https://centralectoral.ine.mx/2024/04/17/nueva-version-del-chatbot-del-ine-en-whatsapp-permitira-verificar-informacion-sobre-elecciones-2024/>; Meedan. 2024. Meedan Final Report. [https://cdn.prod.website-files.com/615df23c67b201abbe36c0d7/67464987b3390597d4af7da0\\_Meedan\\_INE%20Report\\_EN\\_04.pdf](https://cdn.prod.website-files.com/615df23c67b201abbe36c0d7/67464987b3390597d4af7da0_Meedan_INE%20Report_EN_04.pdf).

<sup>312</sup> Gupta, N. et Mathews, N. 2024. India's Experiments With AI in the 2024 Elections: The Good, The Bad & The In-between. Tech Policy Press. <https://www.techpolicy.press/indias-experiments-with-ai-in-the-2024-elections-the-good-the-bad-the-inbetween/>.

<sup>313</sup> Reuters Institute. 2025. Digital News Report 2025. [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2025-06/Digital\\_News\\_Report\\_2025.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2025-06/Digital_News_Report_2025.pdf).

<sup>314</sup> Une étude Ipsos commandée par l'UNESCO en 2023 a révélé que 85 % des personnes interrogées dans 16 pays se disaient inquiets quant à l'impact et à l'influence de la désinformation. Voir Ipsos. 2023. Survey on the impact of online disinformation and hate speech. UNESCO. [https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco\\_ipso\\_survey.pdf?hub=71542](https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco_ipso_survey.pdf?hub=71542).

<sup>315</sup> Reuters Institute. 2025. Digital News Report 2025. [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2025-06/Digital\\_News\\_Report\\_2025.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2025-06/Digital_News_Report_2025.pdf).

Les jeunes des pays du Sud sont à la tête de ces tendances<sup>316</sup>. Une enquête récente suggère que la confiance dans le fait que les technologies numériques et l'IA peuvent aider les gens à rester informés est nettement plus grande en Afrique du Sud et au Brésil qu'aux États-Unis et en Australie<sup>317</sup>.

Pour ceux qui font des reportages et produisent des actualités, que ce soit dans les salles de rédaction traditionnelles ou en tant que créateurs de contenus, ces technologies donnent la possibilité de répondre au besoin et au désir du public d'obtenir des informations opportunes et fiables. Elles aident les salles de rédaction à simplifier les opérations, à analyser les données et à améliorer les contenus et l'engagement du public<sup>318</sup>.

#### ENCADRÉ 3



### Des bénéficiaires expérimentent l'IA

Les partenaires de l'IFPIM dans les pays du Sud utilisent la technologie pour consolider le travail des journalistes. Au Liban, par exemple, la plateforme de médias numériques Daraj a lancé un outil de suivi d'impact alimenté par l'IA pour recueillir des informations plus approfondies sur l'engagement des utilisateurs et mieux comprendre l'impact plus large de leur travail, sur l'évolution des politiques, les actions en justice et la mobilisation communautaire par exemple. Au Costa Rica, le média d'investigation La Voz de Guanacaste a développé GuanaData, un outil qui combine l'apprentissage automatique et l'IA et qui a permis de mettre en lumière des affaires de corruption au niveau municipal<sup>319</sup>.

Alors que certaines salles de rédaction expérimentent les possibilités offertes par l'IA générative, beaucoup n'ont pas les ressources, la capacité et les infrastructures nécessaires pour investir et tirer pleinement parti de ces évolutions technologiques<sup>320</sup>. Dans l'ensemble du secteur, les salles de rédaction sont aux prises avec le déclin rapide de la visibilité de leurs contenus sur les plateformes numériques et les espaces gérés par l'IA, ce qui représente une menace existentielle pour leurs modèles économiques sous-jacents. Les sites Web d'information ont connu une forte baisse de leur trafic après que les principales plateformes de réseaux sociaux ont relégué au second plan les liens d'information (quand elles ne les ont pas tout bonnement interdits<sup>321</sup>). Les moteurs de recherche ont intégré des fonctionnalités d'IA générative qui conduisent les utilisateurs à moins cliquer sur des liens externes ou donner la priorité à des sites Web mondiaux au détriment des experts locaux ou de niche<sup>322</sup>. Alors que les réponses générées par l'IA s'ancrent dans le paysage, les éditeurs signalent de fortes baisses du trafic de recherche sur leurs sites Web<sup>323</sup>. Par ailleurs, des chercheurs ont constaté que les outils de recherche alimentés par l'IA étaient « tous mauvais pour citer des informations<sup>324</sup> ».

De nombreux médias à court de liquidités sur les marchés à faible revenu ont été contraints de fermer. Selon une cartographie des médias numériques indépendants en Amérique latine réalisée par le Global Project Oasis, le rythme de fermeture des médias s'est considérablement accéléré au cours des deux dernières années, dans un climat d'instabilité économique et politique, d'évolution des priorités des donateurs et de changements sur les réseaux sociaux affectant les renvois vers les sites des médias. Entre 2015 et 2024,

316 Selon le Digital News Report 2024 de Reuters, les changements les plus rapides dans l'utilisation des plateformes en ligne sont observés dans les pays du Sud. Par exemple, les dix principaux marchés où les utilisateurs se tournent vers TikTok pour obtenir des informations sont des pays du Sud. La tranche des 18-24 ans est la plus représentée parmi les consommateurs d'actualités sur TikTok, avec une croissance rapide enregistrée en Afrique, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Asie. Reuters Institute. 2024. Digital News Report 2024. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024> ; Férdeline, A. 2021. Cima Digital Report – Youth and the News in Five Charts. Center for International Media Assistance. <https://www.cima.ned.org/publication/youth-and-the-news-in-five-charts-what-do-young-peoples-habits-in-developing-countries-tell-us-about-the-future-of-the-news/>.

317 Center for News, Technology & Innovation. 2025. What the Public Wants from Journalism in the Age of AI: A Four Country Survey. <https://innovating.news/2024-public-survey/>.

318 Radcliffe, D. 2025. Journalism in the AI era: Opportunities and challenges in the Global South and emerging economies. Thomson Reuters Foundation. <https://www.trust.org/wp-content/uploads/2025/01/TRF-Insights-Journalism-in-the-AI-Era.pdf>; Mitchell et al. 2025. What the Public Wants from Journalism in the Age of AI: A Four Country Survey. Center for News, Technology & Innovation. <https://innovating.news/2024-public-survey/>.

319 Daraj et La Voz de Guanacaste sont des bénéficiaires de l'IFPIM. Voir la liste complète des bénéficiaires de l'IFPIM : <https://ifpim.org/grantees>

320 Radcliffe, D., op. cit. ; Mitchell et al., op. cit.

321 Ben Cheikh, S. 2023. Facebook's news retreat: A death knell for independent MENA local news. Global Voices. <https://globalvoices.org/2023/09/25/facebook-s-news-retreat-a-death-knell-for-independent-mena-local-news/>.

322 Sistrix. 2024. AI vs. SEO: What does the Future of Search look like? <https://www.sistrix.com/blog/ai-vs-seo-what-does-the-future-of-search-look-like/>. Voir également Goodwin, D. 2025. Not appearing in Google AI Overviews significantly harms webpages: Study. Search Engine Land. <https://searchengineeringland.com/google-ai-overviews-harms-webpages-study-452605>. Voir également Bloomberg. 2025. Google AI Search Shift Leaves Website Makers Feeling 'Betrayed'. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-04-07/google-ai-search-shift-leaves-website-makers-feeling-betrayed>.

323 Simonetti, I. et Blunt, K. 2025. News Sites Are Getting Crushed by Google's New AI Tools. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/tech/ai/google-ai-news-publishers-7e687141>.

324 Jazwińska, K., et Chandrasekar, A. 2025. AI Search Has a Citation Problem. Columbia Journalism Review. [https://www.cjr.org/tow\\_center/we-compared-eight-ai-search-engines-theyre-all-bad-at-citing-news.php](https://www.cjr.org/tow_center/we-compared-eight-ai-search-engines-theyre-all-bad-at-citing-news.php).

678 médias numériques latino-américains ont été retirés de leur annuaire parce qu'ils avaient cessé de publier, et près d'un tiers d'entre eux l'ont été au cours de la dernière année seulement. Le nombre de nouveaux médias numériques a également baissé<sup>325</sup>.

La disparition des médias indépendants coïncide avec une demande croissante de contenus de haute qualité pour entraîner des LLM et d'autres technologies d'IA générative. Dans cette course à la domination technologique, de nombreux médias estiment que les grandes entreprises d'IA profitent de leur travail sans autorisation ni rémunération appropriée<sup>326</sup>. Cette situation est particulièrement problématique pour les éditeurs des pays du Sud, comme l'ont récemment souligné les éditeurs brésiliens dans des interviews menées par le groupe de travail Momentum – Journalism and Tech Task Force<sup>327</sup>. À ce jour, seule une poignée d'accords de licences commerciales ont été conclus avec des entreprises d'IA, et ce principalement en faveur de grands médias anglophones de l'hémisphère Nord<sup>328</sup>. Ces dynamiques accentuent la pression financière sur les médias et sur leur capacité à investir dans un journalisme de qualité, qui est précisément le type de contenu sur lequel comptent les entreprises d'IA pour entraîner leurs LLM.

Ces difficultés désavantagent fortement les petits médias indépendants, en particulier sur les marchés à faible revenu, et menacent d'exacerber les inégalités dans l'accès à une information fiable. La qualité de l'information est moindre dans les espaces gérés par l'IA qui ne sont pas optimisés pour la langue ou le contexte local. Les modèles de LLM dans les langues « non prioritaires » sont en effet plus sujets aux erreurs, biais et hallucinations<sup>329</sup>. NewsGuard, qui évalue la fiabilité des sites Web d'actualités et d'information, a constaté que les requêtes aux chatbots donnaient plus de fausses déclarations en russe, chinois et espagnol qu'en anglais<sup>330</sup>. Si la pertinence et la fiabilité de l'information

ne sont pas promues et priorisées dans ces espaces, les informations fausses et trompeuses combleront facilement le vide. Comme cela a été documenté lors des récentes élections en Afrique comme en Europe<sup>331</sup>, l'IA générative est facilement accessible à ceux qui, dans le monde entier, cherchent à inonder l'espace de l'information de propagande et d'informations trompeuses visant à fausser le débat public<sup>332</sup>.

Pour défendre le journalisme en tant que bien commun et renforcer la résilience économique des médias d'intérêt public dans un contexte de bouleversements technologiques rapides, nous avons besoin :

- **De solutions durables garantissant la priorité à l'information d'intérêt public, qui doit être soutenue face à l'émergence de nouvelles technologies.** Les médias d'intérêt public constituent un bien public vital confronté à un manque de moyens monumental : les revenus de la publicité numérique et des abonnements n'ont pas compensé les pertes importantes des revenus de la publicité traditionnelle et de la presse écrite<sup>333</sup>. En outre, les fluctuations des contributions des donateurs ont aggravé la pression financière<sup>334</sup>. Si les médias cherchent avant tout à assurer leur survie, ils ne peuvent pas innover et renforcer leur résilience économique et se trouvent par conséquent impuissants face aux menaces qui pèsent sur leur indépendance, voire sur leur capacité à continuer à fonctionner. Conformément aux bonnes pratiques internationales pour un soutien efficace aux médias et à l'espace de l'information<sup>335</sup>, les solutions doivent être pertinentes, efficaces et durables pour que les médias d'intérêt public puissent relever les principaux défis auxquels ils sont confrontés et développer des outils adaptés à leur contexte local et mieux à même de servir leurs communautés.

325 Global Project Oasis. 2024. Project Oasis Report. <https://globalprojectoasis.org/global-report/regional-trends-and-differences/>.

326 Schiffrin, A., op. cit.

327 Buarque, D., Miraglia, P. 2024. Journalism and Artificial Intelligence – Impact on Brazilian publishers. Momentum – Journalism and Tech Task Force. <https://momentumnewsandtech.org/en/2024/11/12/artificial-intelligence/>.

328 Tobitt, C. 2025. Who's suing AI and who's signing: Raft of Prorata partnerships, New York Times signs with Amazon. PressGazette. <https://pressgazette.co.uk/platforms/news-publisher-ai-deals-lawsuits-openai-google/>.

329 Cohere Labs. 2024. The AI Language Gap. <https://cohere.com/research/papers/the-ai-language-gap.pdf>; Nicholas, G. et Bhatia, A., op. cit.

330 NewsGuard. 2025. AI's Multilingual Failure. <https://www.newsguardtech.com/wp-content/uploads/2025/02/January2025MultilingualAIMonitor.pdf>.

331 Rahman-Jones, I. 2025. AI chatbots unable to accurately summarise news. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/c0m17d8827ko>; Sólymos, K. K. 2023. Slovakia: Deepfake audio of Denník N journalist offers worrying example of AI abuse. International Press Institute. <https://ipi.media/slovakia-deepfake-audio-of-dennik-n-journalist-offers-worrying-example-of-ai-abuse/>.

332 Funk, A., Shahbaz, A., et Vestelinsson, K. 2023. The Repressive Power of Artificial Intelligence. Freedom House. <https://freedomhouse.org/report/free-dom-net/2023/repressive-power-artificial-intelligence>. Voir également Newport, A. et Jankowicz, N. Bulletin of the Atomic Scientists. 2025. Russian networks flood the Internet with propaganda, aiming to corrupt AI chatbots. <https://thebulletin.org/2025/03/russian-networks-flood-the-internet-with-propaganda-aiming-to-corrupt-ai-chatbots>.

333 Henriksson, T. 2025. World Press Trends Outlook 2024-2025. World Association of News Publishers. <https://wan-ifra.org/2025/01/world-press-trends-outlook-digital-growth-and-other-revenue-streams-steady-the-ship-for-publishers/>.

334 Myers, M. et Gilberds, H. 2024. Are Donors Taking the Journalism Crisis Seriously? Center for International Media Assistance. [cima.ned.org/wp-content/uploads/2024/02/CIMA-Aid-Flow-Report\\_web\\_150ppi.pdf](https://cima.ned.org/wp-content/uploads/2024/02/CIMA-Aid-Flow-Report_web_150ppi.pdf).

335 OCDE. 2024. Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information dans le cadre de la coopération pour le développement. [https://www.oecd.org/fr/publications/2024/05/development-co-operation-principles-for-relevant-and-effective-support-to-media-and-the-information-environment\\_e8c617a4.html](https://www.oecd.org/fr/publications/2024/05/development-co-operation-principles-for-relevant-and-effective-support-to-media-and-the-information-environment_e8c617a4.html).

- **De nouveaux mécanismes pour favoriser un partage plus équitable de la valeur entre le journalisme indépendant et les plateformes technologiques qui tirent profit de leur travail.** Ces politiques doivent non seulement se concentrer sur les grands acteurs technologiques actuels, mais également anticiper les changements technologiques rapides qui façonnent l'ensemble de notre écosystème de l'information<sup>336</sup>, et être adaptées aux contextes locaux.<sup>337</sup> Les réponses qui émergent à l'heure actuelle comprennent la création de fonds nationaux destinés à soutenir le journalisme indépendant d'intérêt public, la réalisation d'enquêtes par des commissions de la concurrence pour prendre en considération la conduite anticoncurrentielle des plateformes numériques et leur impact sur les modèles commerciaux des médias, une négociation collective entre les entreprises de médias et de technologie, et la mise en place d'une fiscalité numérique. L'accès aux données peut notamment contribuer à éclairer les négociations entre les médias et les plateformes, ainsi qu'à fournir une évaluation plus concrète de la valeur des contenus d'actualités.<sup>338</sup>
- **Que les médias travaillent ensemble et s'allient avec d'autres producteurs d'information d'intérêt public.** En tirant parti de leurs voix réunies et en élaborant des programmes d'action communs, en prenant à bras-le-corps les réglementations et les lois émergentes et en recherchant comment mettre au point des systèmes de licence et de rémunération collectives, les médias d'intérêt public peuvent mieux défendre leurs intérêts vis-à-vis des gouvernements et des plateformes technologiques.

Nous sommes à un tournant majeur : soit l'IA générative va déclencher l'extinction des médias d'intérêt public, soit elle va faire naître un écosystème de l'information réinventé et plus équitable. Partout dans le monde, en particulier dans les pays du Sud, où les pressions économiques sur les médias sont les plus fortes, les années à venir seront cruciales pour assurer une utilisation éclairée et équitable des nouvelles technologies, dans l'intérêt public.

Le journalisme professionnel – au même titre que la fiabilité, la profondeur et le caractère opportun des informations qu'elle fournit – est plus important que jamais. Mais les médias d'information ne peuvent pas relever ces défis de façon unilatérale. Des mesures collectives vont devoir être prises et des solutions trouvées à l'échelle de la société pour s'assurer que chacun a accès à une information de qualité.

---

<sup>336</sup> Kokotajlo et al. 2025. AI 2027. <https://ai-2027.com/>.

<sup>337</sup> Schiffrin et al, op. cit.

<sup>338</sup> UNESCO. 2023. Le partage des données pour promouvoir l'information comme bien commun : la viabilité des médias et la sécurité des journalistes dans l'environnement numérique. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387896\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387896_fre).



# Journalisme : Faire entendre toutes les voix

Chapitre 3



# Journalisme : faire entendre toutes les voix

Par **Rokhaya Diallo**, journaliste, écrivaine et militante des droits humains française.

**Note de l'éditeur :** Les désignations employées dans le présent chapitre et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'autrice ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

## Résumé

Alors que les femmes et les groupes marginalisés ont obtenu de haute lutte une certaine représentation dans la sphère publique, une réaction de rejet coordonné a été enclenchée. Les plateformes numériques, qui étaient auparavant des outils permettant leur autonomisation, sont de plus en plus utilisées pour réduire les femmes au silence, les intimider et les discréditer, en particulier celles qui sont des figures des médias, de la politique et de l'activisme. Les campagnes de désinformation, de cyberviolence et de diffamation ayant pour cible le genre sont de plus en plus nombreuses, et sont souvent soutenues par des forces politiques et économiques puissantes. Ces attaques sont loin d'être des cas isolés. Elles reflètent un mouvement plus vaste et systémique qui vise à renforcer le patriarcat et à revenir sur les progrès faits en faveur de l'égalité.

Ce chapitre met en évidence les relations entre la violence en ligne et hors ligne, l'érosion de l'indépendance journalistique et l'interprétation abusive des lois pour restreindre la liberté d'expression des femmes. C'est également un appel à une action urgente afin de renforcer les protections juridiques, réformer les structures médiatiques et garantir aux femmes un accès à la justice et au pouvoir.

## Un moment critique pour



Journalisme : faire entendre toutes les voix

## Faire taire les voix des femmes et en particulier celles des groupes en situation de vulnérabilité et de marginalisation

### ESPOIR ET PROGRÈS

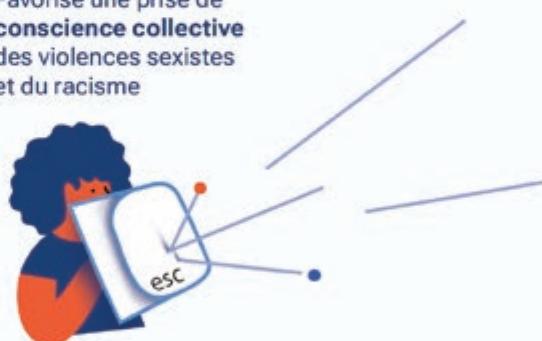
Nous vivons un moment décisif !

Les outils numériques ont :

Contribué à une représentation plus diversifiée dans l'espace public



Favorisé une prise de conscience collective des violences sexistes et du racisme



Contesté l'injustice  
#MeToo #BlackLivesMatter



MAIS

## CONTRE-REACTION

Une montée des dynamiques de mise sous silence et de répression  
des voix des femmes et des groupes marginalisés

Des voix autrefois amplifiées  
sont désormais réduites au silence  
par la violence, la peur et le contrôle

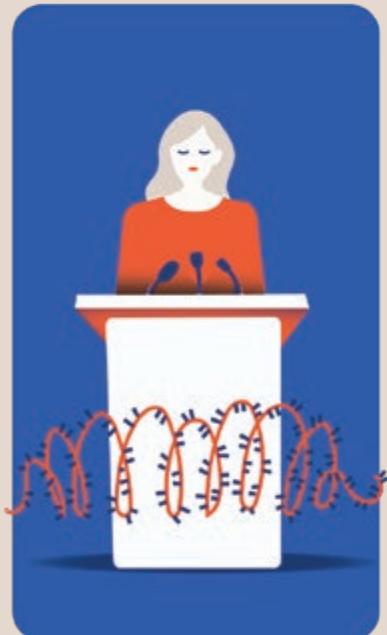


Lorsque nous permettons  
la dénigration de l'un ou l'une  
d'entre nous, nous établissons  
le précédent pour la diabolisation  
de toutes et tous.

António Guterres  
Secrétaire général de l'ONU

## CONSÉQUENCES

Les femmes sont écartées du débat public



Les femmes ne  
représentaient que **25%** des sources médiatiques  
citées en 2021.

Les projets journalistiques dirigés par des femmes et les médias féminins  
peinent souvent à obtenir des financements.

Seulement **27%** de rédactrices en chef.

**70%** des hommes contre **65%** des femmes utilisent  
Internet dans le monde.

# Internet amplifie:

## MISOGYNIE

**98%** de toutes les vidéos deepfake en ligne étaient des contenus pornographiques non consensuels mettant en scène des femmes.

La misogynie monétisée, les biais algorithmiques et les violences de genre facilitées par la technologie touchent de manière disproportionnée les femmes.



## VIOLENCES

Concernant les violences contre les femmes journalistes

**73%** des femmes interrogées déclarent avoir subi une forme de violence numérique. Les conséquences incluent

- attaques dans le monde réel
- sentiment d'insécurité
- stress post traumatisique



## AUTO CENSURE



La mise sous silence des voix des femmes et en particulier de celles issues de groupes en situation de vulnérabilité et de marginalisation.

## ASSASSINATS DE FEMMES JOURNALISTES FEMMES ET IMPUNITÉ PERSISTANTE

Selon l'Observatoire de l'UNESCO sur les journalistes tués, **24 journalistes femmes** ont été assassinées depuis 2022 – **67%** dans des zones de conflit.



**4,17%**

Seulement **4,17%** de ces affaires sont résolues.

## DISCRIMINATIONS

### LA DÉSINFORMATION GENRÉE VISE LES PERSONNES MARGINALISÉES



Dans une étude menée dans 18 pays

- **29.3%** des personnes de genre non conforme déclarent que des mensonges ont été diffusés à leur sujet
- contre **17.4%** des personnes hétérosexuelles

### FEMMES HANDICAPÉES ET MÉDIAS

1 femme sur 5 vit avec un handicap. La plupart des femmes handicapées subissent des obstacles intersectionnels liés à

- l'origine ethnique
- la religion
- la race
- les maladies
- l'âge
- le statut marital
- la localisation et le statut social





**Pour les femmes, c'est la liberté qui est en jeu, et pour nous tous, la vérité.**

---

En tant que journaliste, j'ai été confrontée dès le début de ma carrière aux obstacles que toutes les femmes rencontrent dans l'industrie des médias. Mon parcours de femme noire musulmane témoigne bien des difficultés auxquelles se heurtent les personnes issues de groupes marginalisés.

En 2009, lorsque j'ai été embauchée par une grande chaîne de télévision, puis par une station de radio nationale, j'ai reçu un accueil chaleureux. À l'époque j'avais 31 ans, et j'étais un symbole : celui d'une meilleure représentation des minorités. Pourtant, dès mes premières interventions, j'ai ressenti le fait que mon genre et ma jeunesse, à l'époque minorait ma parole : mes propos étaient moins pris au sérieux, j'étais souvent interrompue ou traitée avec condescendance.

Dès que j'ai commencé à prendre position en faveur des droits humains, je suis devenue la cible de l'extrême droite. Dans leurs critiques, parfois relayées par des personnalités publiques, ils mettaient en doute ma nationalité et ma loyauté vis-à-vis de mon pays du simple fait de mes origines. Travailler sur l'histoire coloniale, de l'esclavage ou dénoncer les violences policières, me vaut fréquemment d'être qualifiée de « radicale ».

Les réseaux sociaux m'ont permis de mettre en lumière des sujets souvent ignorés, tout en restant un terrain propice à la haine et la violence. En ligne, les internautes peuvent exprimer leurs hostilités envers les femmes dont l'expression remet en question l'ordre établi.

Voici quelques exemples de ce que j'ai vécu :

- 
- En 2014, un utilisateur de Twitter a publié un appel à me violer. Il a été condamné.
- En 2014, un autre homme m'a envoyé des menaces de mort sur Facebook. Lui aussi a été condamné.
- En 2021, un groupe Telegram a appelé à mon assassinat. Il a été dissous par le ministère de l'Intérieur.

J'ai été la victime d'attaques coordonnées par un mouvement idéologique proche du gouvernement. J'ai été évincée, j'ai perdu des financements, j'ai été

Continued





Continued

diffamée et harcelée, et j'ai subi des poursuites judiciaires abusives. Ces attaques ne se sont pas limitées à l'espace numérique. J'ai été insultée dans la rue et attaquée à la radio par une auditrice qui a proféré des injures racistes.

Tous ces événements ont été documentés dans une déclaration officielle produite en 2023 par plusieurs rapporteuses spéciales des Nations Unies.<sup>339</sup>

Malheureusement, mon cas est loin d'être isolé. Bien trop de femmes dans le monde sont diabolisées, exclues, réduites au silence et parfois même assassinées pour avoir osé parler.

Les droits durement acquis par les femmes au cours du siècle passé font l'objet d'une offensive qui vise aussi les personnes racisées, les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap, celles issues de la communauté LGTBQI et d'autres groupes historiquement marginalisés.

Mon parcours de journaliste et d'activiste, m'a permis de prendre conscience d'une chose : les politiques en faveur de l'égalité n'ont pas vocation à ne bénéficier qu'à quelques groupes, ce sont des boussoles éthiques. Elles ne dépossèdent personne, bien au contraire. Elles élargissent l'accès aux droits à tous et toutes.

Permettre à une jeune fille en situation de handicap ou non-blanche de devenir journaliste, artiste, pilote, ingénieure ou ministre, et surtout de circuler librement dans l'espace public, ne constitue aucun danger pour la démocratie. Au contraire, c'est sa condition la plus essentielle.

Pour bâtir la paix, la liberté d'expression doit être pleinement accessible à celles et ceux qui transforment le monde par leurs mots, y compris les groupes marginalisés. Leurs voix sont précieuses ; elles doivent être encouragées et protégées pour garantir un avenir commun.

### Rokhaya Diallo

journaliste, autrice et activiste des droits humains française



<sup>339</sup> Mandats de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ; de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences. 2023. (doc. AL FRA 11/2023.) <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownLoadPublicCommunicationFile?gId=28363>

## **l'égalité des genres**

Depuis plus de 100 ans, les femmes se battent pour être reconnues sur la scène politique. La décolonisation, la fin de la ségrégation raciale institutionnelle, l'émancipation des femmes au moment des révolutions industrielles dans de nombreux pays, et la mobilisation de groupes marginalisés depuis toujours ont permis d'obtenir une meilleure visibilité et une plus grande représentation.

En 1995, l'ONU a adopté la Déclaration de Beijing et son Programme d'action, un plan complet visant à obtenir des droits égaux pour les femmes et les filles . Depuis, l'UNESCO a joué un rôle essentiel dans l'élargissement de la Déclaration afin de reconnaître l'importance des médias, qui façonnent la perception du public, influencent les décisions politiques et choisissent les voix qu'ils veulent faire entendre.

Au cours des 30 dernières années, l'un des changements les plus importants a été l'émergence des nouvelles technologies et l'essor des médias sociaux. Ils ont permis aux femmes de contourner les médias traditionnels, de s'organiser à l'échelle mondiale et d'augmenter leur visibilité. En créant leurs propres espaces d'expression, beaucoup d'entre elles ont gagné en autonomie et en influence. Des mouvements comme #MeToo et #BlackLivesMatter témoignent de cette dynamique. Ces outils numériques ont favorisé une sensibilisation collective à la violence de genre et au racisme tout en contribuant à une plus grande diversité dans l'espace public.

## **Les progrès sont difficiles**

En janvier 2025, plus de 20 journalistes et experts sur l'égalité des genres se sont rendus à l'UNESCO pour évaluer les progrès accomplis depuis la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Ils ont souligné d'importants progrès : plus de femmes sont journalistes et occupent des postes de direction dans les médias, et la couverture médiatique est plus inclusive.

Cependant, cette dynamique a ralenti ces dernières années, à cause de la montée des discours d'extrême droite , relayés par les médias traditionnels ou sociaux . Elle est aussi freinée par une prolifération de lois et de réglementations restrictives sur tous les continents.<sup>344</sup>

Des forces puissantes, dotées de financements considérables, œuvrent pour restreindre l'expression des femmes ainsi que leur participation à la vie citoyenne et politique. Elles propagent des opinions patriarcales, elles-mêmes répétées par des dirigeants politiques soutenus par de puissantes entreprises. Ces idées sont ensuite amplifiées par des influenceurs mis en avant par les algorithmes des médias sociaux .

Dans de nombreux pays à travers le monde, les initiatives en faveur de la diversité sont mises à l'arrêt face à la pression exercée par les gouvernements. Ceux qui luttent pour plus de justice sociale sont discrédités, et ceux qui se prétendent être les champions de la liberté d'expression attaquent les idées qui visent à encourager l'égalité, l'inclusion et la non-discrimination . Certains pays vont même jusqu'à énoncer des restrictions ou carrément interdire aux femmes de travailler, d'étudier, de se déplacer ou de s'exprimer en public. <sup>349</sup>

340 Nations Unies. 1995. Déclaration et Programme d'action de Beijing. <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>.

341 UNESCO. 2025. L'UNESCO réunit des experts mondiaux sur l'égalité des genres dans les médias à l'approche de Pékin+30. <https://www.unesco.org/fr/articles/lunesco-re%20unit-des-experts-mondiaux-sur-legalite-des-genres-dans-les-medias-lapproche-de-pekin30>

342 D'après un rapport du Secrétaire général de l'ONU, « les groupes qui commettent des actes de xénophobie, de racisme et d'autres formes d'intolérance ou au nom de la religion ou des convictions, en particulier ceux qui sont motivés par une idéologie "d'extrême droite" ont également tendance à faire preuve d'intolérance face aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre. La misogynie est souvent présente dans les discours destinés à justifier les attaques perpétrées par ces personnes ou ces groupes, ce qui met en lumière l'intersection entre l'extrémisme et la violence fondée sur le genre. » Rapport du Secrétaire général des Nations Unies. Les attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commis au nom de la religion ou de convictions. 2022. (A/77/266). <https://docs.un.org/fr/A/77/266>.

343 'Une augmentation de la misogynie et un recul important de l'égalité menacent de mettre un coup d'arrêt aux progrès et de provoquer un retour en arrière.' ONU Femmes. 2025. Remarks of United Nations Secretary-General António Guterres at the Town Hall Meeting with Civil Society on the occasion of the 69th session of the Commission on the Status of Women. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/speech/2025/03/remarks-of-the-un-secretary-general-at-the-town-hall-meeting-with-civil-society-on-the-occasion-of-the-69th-session-of-the-commission-on-the-status-of-women>

344 Human Rights Watch. 2023. Global Backlash Against Women's Rights. <https://www.hrw.org/news/2023/03/07/global-backlash-against-womens-rights>.

345 Di Meco, L., et Wilfore, K. 2021. Gendered disinformation is a national security problem. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/gendered-disinformation-is-a-national-security-problem/> Voir également Di Meco, L. 2023. 'Gender trolling' is curbing women's rights – and making money for digital platforms. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/feb/17/gender-trolling-women-rights-money-digital-platforms-social-media-hate-politics>.

346 Walker, A. R. 2024. Seven organizations the far right is targeting for diversity efforts post-affirmative action. The Guardian. <https://www.theguardian.com/law/2024/apr/12/dei-affirmative-action-far-right>.

347 Makortoff, K. 2025. Goldman Sachs and Deloitte are latest to scrap diversity initiatives. The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2025/feb/11/de-loitte-staff-us-government-contracts-pronouns-emails-trump-anti-diversity>. Voir également Schneid, R. 2025. The Major U.S. Companies Scaling Back DEI Efforts as Trump Targets Initiatives. Time. <https://time.com/7260689/us-companies-scaling-back-dei-efforts-trump-targets-initiatives/>.

348 'Plus de 220 personnes et 25 organisations dans le monde ont été victimes de menaces et de représailles pour avoir coopéré avec l'ONU sur la question des droits humains (...) 45 % des pays mentionnés dans le rapport continuent à appliquer ou à mettre en œuvre de nouvelles lois et réglementations qui punissent, dissuadent ou freinent la coopération avec l'ONU.' Voir UN News. 2023. Human Rights Defenders Face Harsh Reprisals for Partnering with UN. <https://news.un.org/en/story/2023/09/1141657>.

349 UN News. 2025. Afghanistan: Taliban restrictions on women's rights intensify. <https://news.un.org/en/story/2025/05/1162826>.



La question du genre est essentielle dans le domaine de la liberté d'expression. Comme Victor Hugo l'a dit, "La première égalité, c'est l'équité !" Le rôle, l'image et la représentation des femmes dans et par les médias sont des indicateurs importants de la situation de la presse et de la liberté d'expression en général.

La discrimination de genre peut souvent masquer d'autres formes de discrimination dans des domaines comme la nationalité, la démocratisation juridique et la représentation institutionnelle. La mise en place de l'égalité des genres peut conduire à une plus grande égalité. Les stéréotypes (et les contre-stéréotypes) sont porteurs, par nature, d'un rejet de l'autre.

**Mokhtar Khalfaoui**  
journaliste et professeur



La persistance de structures sexistes et misogynes au sein des médias, les conditions de travail précaires et un manque de diversité dans les postes à responsabilités continuent à empêcher la mise en place d'une égalité totale des genres dans les médias.

Les stéréotypes de genre persistent dans la production de contenus, renforcent souvent les normes traditionnelles et marginalisent les voix des femmes, surtout celles issues de communautés marginalisées et vulnérables. Le portrait fait par les médias de la question du genre a des conséquences fortes sur la perception du public, mais aussi sur la participation à la vie démocratique

L'accès aux ouvrages mettant en avant les droits ou la simple existence de minorités est rendu impossible. Selon PEN International, des autorités dans le monde entier limitent l'accès à des livres qui abordent le sujet des violences sexuelles, des récits de personnes LGBTQI et les questions d'origine ethnique. Cette montée de la censure affecte de manière disproportionnée les communautés marginalisées et signale un glissement dangereux vers l'intolérance.<sup>350</sup>

Dans cet environnement, les premières cibles sont souvent les femmes ayant une forte visibilité comme les journalistes, les politiques, les scientifiques et les artistes. Réduire au silence ces voix fortes entraîne non seulement la perte de modèles et de leaders dans la sphère publique mais crée aussi un effet dissuasif qui se répercute sur l'ensemble de la société. Celles dont les voix sont déjà ignorées, en particulier les femmes des groupes minoritaires, sont encore plus marginalisées. Le message est clair : aucune femme ne peut s'exprimer librement. L'objectif final est de pousser les femmes à adopter des comportements radicaux de protection : retrait, autocensure et silence. Ainsi, elles finiront par retomber dans un confinement et un isolement sous couvert de sécurité.<sup>351</sup>

L'érosion des droits ne se produit pas seulement dans les pays autoritaires, mais aussi dans des démocraties émergentes et fermement établies. Elle exprime une tendance inquiétante de recul des droits humains. Ces changements ne sont pas des incidents isolés, mais prouvent plutôt une évolution généralisée, systémique et coordonnée, un effort méthodique motivé par des idéologies réactionnaires, autoritaires et patriarcales.<sup>353</sup>

Comme l'observe le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ce moment politique doit nous servir d'avertissement sur la gravité et l'urgence de la situation. Ces actions ne visent pas simplement à faire obstacle aux progrès acquis de haute lutte. Leur objectif est de les éliminer.

## La tendance : réduire les femmes au silence

Dans son dernier rapport sur les tendances mondiales (2021/2022), l'UNESCO a souligné que l'hostilité envers les femmes sur les plateformes numériques représente un obstacle majeur à leur liberté d'expression.<sup>355</sup> Lors des quatre dernières années, cette tendance s'est intensifiée.

La violence en ligne n'a pas remplacé la violence hors ligne. Tout au contraire, elle l'amplifie et l'aggrave en exposant les victimes à un risque accru d'attaques physiques. La violence en ligne fait peser une menace majeure sur la sécurité des journalistes, et les femmes sont souvent les premières prises pour cible. Selon une enquête ayant permis la rédaction du rapport The Chilling, un rapport de l'UNESCO sur la violence à l'égard des femmes journalistes publié en 2022, 20 % des femmes interrogées ont dit avoir été attaquées ou avoir été victimes de comportements abusifs dans le monde réel à cause de menaces reçues en ligne. 13 % ont déclaré ne pas se sentir en sécurité.<sup>356</sup>

<sup>350</sup> <https://www.pen-international.org/news/pens-global-community-condemns-book-ban-around-the-world>.

<sup>351</sup> Conseil des droits de l'homme. 2021. Le viol en tant que violation grave, systématique et généralisée des droits de l'homme, en tant que crime et en tant que manifestation de la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles, et sa prévention (doc. A/HRC/47/28).<https://docs.un.org/fr/A/HRC/47/26>.

<sup>352</sup> ONU Femmes révèle qu'en 2024 près près d'un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes. Des institutions démocratiques affaiblies seraient la première cause de cette régression et de l'augmentation de la misogynie. ONU Femmes. 2025. Un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes en 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communiqué-de-presse/2025/03/un-pays-sur-quatre-fait-état-d-un-recul-des-droits-des-femmes-en-2024>.

<sup>353</sup> Denkovski, D., Bernharding, N., et Lunz, K. 2021. Power over Rights: Understanding and Countering the Transnational Anti-Gender Movement. Centre for Feminist Foreign Policy. [https://centreforfeministforeignpolicy.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/01/PowerOverRights\\_Volume1\\_web.pdf](https://centreforfeministforeignpolicy.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/01/PowerOverRights_Volume1_web.pdf).

<sup>354</sup> 'Nous devons y mettre fin et nous devons y mettre fin ensemble. Ne sacrifiez pas l'égalité pour une fausse opportunité. C'est un mauvais calcul, une incompréhension de ce qui fait progresser les sociétés. C'est une vision à court terme. C'est mal. Et cela doit cesser.' Voir ONU Femmes. 2025. Remarks of United Nations Secretary-General António Guterres at the Town Hall Meeting with Civil Society on the occasion of the 69th session of the Commission on the Status of Women. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/speech/2025/03/remarks-of-the-un-secretary-general-at-the-town-hall-meeting-with-civil-society-on-the-occasion-of-the-69th-session-of-the-commission-on-the-status-of-women>

<sup>355</sup> UNESCO. 2022. Le journalisme comme bien public : Le journalisme est un bien public : tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias ; Rapport mondial 2021/2022. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381449>.

<sup>356</sup> Posetti et collab. 2021. The Chilling: global trends in online violence against women journalists; research discussion paper. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377223>.



Nous assistons aujourd'hui à une fusion des pouvoirs technologiques, économiques et politiques qui menace la liberté d'expression et agrave les inégalités entre les genres dans les médias et les technologies. Les contenus misogynes monétisés, les biais algorithmiques, et la désinformation et la désinformation alimentées par l'IA affectent les femmes de manière disproportionnée.

Les modèles économiques des plateformes numériques privilégient l'engagement à la sécurité, ce qui permet à des contenus préjudiciables et trompeurs de dominer les économies de l'attention. Les plateformes de médias sociaux commencent aussi à revenir sur leurs politiques relatives à la représentation des genres et à la sécurité en ligne, un recul qui crée un environnement favorisant les contenus misogynes

**Rapport du groupe d'experts sur Beijing+30**

*Reclaiming the Digital Space:  
Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies*

---



73 % des femmes interrogées ont déclaré avoir été victimes d'une forme de violence en ligne

**UNESCO's *The Chilling***  
*global trends in online violence against women journalists;  
research discussion paper*

---

De plus, le harcèlement et la mésinformation générés sont amplifiés par les technologies numériques et l'IA génératrice qui facilitent la propagation, l'automatisation et la prolifération du harcèlement. Les biais algorithmiques renforcent les stéréotypes déjà existants, comme l'avait observé une journaliste asiatique dont les avatars étaient systématiquement hypersexualisés.<sup>358</sup>

La surveillance et la divulgation d'informations personnelles renforcent cette menace et forcent certaines femmes à modifier leurs déplacements, à renforcer leur sécurité ou même à déménager. Les menaces en ligne envahissent l'espace personnel des victimes et peuvent aussi affecter leurs proches.

Cette pression pèse grandement sur la santé mentale : 26 % des journalistes interrogées ont mentionné souffrir d'un stress post-traumatique et 12 % doivent consulter un professionnel de santé.<sup>359</sup>

## L'augmentation de la misogynie et de la violence en ligne

La violence basée sur le genre facilitée par la technologie (VBGFT) est un problème mondial. Elle affecte sans commune mesure les droits des femmes à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.<sup>360</sup>

Cette tendance inquiétante se reflète dans les taux élevés de violence en ligne contre les femmes et les filles, certaines âgées de neuf ans seulement, et ce dans le monde entier. L'intellectuelle Sarah Sobieraj appelle ce phénomène la « misogynie numérique », et explique que cette hostilité à l'égard des femmes est amplifiée et alimentée par les plateformes numériques. L'extrême droite, les nationalistes et les populistes utilisent la misogynie pour cibler les femmes journalistes et les femmes politiques, et surtout celles qui enquêtent sur leurs mouvements. Les attaques sont souvent amplifiées par des médias partisans, des organes de presse grand public et aussi des personnalités politiques qui répètent ces agressions en ligne et, ce faisant, les légitiment.<sup>361</sup>

**FIGURE 1**

### Menaces en ligne

Source:

Rapport UNESCO *The Chilling: global trends in online violence against women journalists; research discussion paper*.<sup>362</sup>

#### EXPOSITION INITIALE AUX MENACES

LANGAGE HAINEUX

49%

HARCÈLEMENT PAR MESSAGES PRIVÉS

48%

SURVEILLANCE

18%

PIRATAGE INFORMATIQUE

14%

DIVULGATION D'INFORMATIONS PERSONNELLES

USURPATION D'IDENTITÉ

8%

7%

<sup>357</sup> Chowdhury, R. et Dhanya, L. 2023. « Ton avis ne compte pas, de toute façon » : dénoncer la violence de genre facilitée par la technologie à l'ère de l'intelligence artificielle génératrice. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387484>.

<sup>358</sup> Ibid.

<sup>359</sup> Posetti et al, op. cit.

<sup>360</sup> Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). 2023. Innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles. Commission de la condition de la femme. (doc. E/CN.6/2023/L.3.) <https://docs.un.org/fr/E/CN.6/2023/L.3>.

<sup>361</sup> Fonds des Nations Unies pour la population. 2024. An Infographic Guide to Transformative Gender-Based Violence (TFGBV). <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/An%20Infographic%20Guide%20to%20An%20Infographic%20Guide%20to%20TFGBV.pdf>.

<sup>362</sup> Sobieraj, S. 2020. Credible threat: attacks against women online and the future of democracy. Oxford University Press. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/7118552>.

<sup>363</sup> Neder, R. 2021. Brazilian journalist Patrícia Campos Mello sued President Bolsonaro's son for moral damages – and won. Comité pour la protection des journalistes (CPJ). <https://cpj.org/2021/03/brazilian-journalist-patricia-campos-mello-sued-president-bolsonaros-son-for-moral-damages-and-won/>.

<sup>364</sup> Posetti et al, op. cit.



La désinformation genrée en ligne est devenue la forme la plus répandue et la plus néfaste de censure genrée, et est la méthode la plus utilisée de violence en ligne fondée sur le genre.

**UNESCO**

à l'occasion de la Journée internationale des femmes dans le multilatéralisme

---



Les campagnes de dénigrement contre les femmes journalistes se propagent comme des actualités virales... Une accusation sans fondement (elle a pris de l'argent, elle cherche la notoriété par exemple) qui tout d'un coup se retrouve répétée jusqu'à ce qu'elle devienne la 'vérité' pour beaucoup.

Une accusation qui n'est pas facile à démentir... Même après une vérification des faits, le public a tendance à vite refuser la vérité lorsqu'il s'agit d'une femme... Le public ne fait pas confiance aux journalistes femmes, car elles ne rentrent pas dans le moule traditionnel. Si elle travaille tard, qu'elle est toujours sur le terrain, qu'elle parle fort, alors les rumeurs sur elle doivent être fondées.

**Riham Abu Aita**

cofondatrice de 'Kashif', une plateforme palestinienne pour la vérification des informations et l'initiation aux médias



Le harcèlement en ligne des femmes journalistes a fortement augmenté ces dernières années. Ces attaques sont menées pour diminuer leur visibilité, mais aussi pour augmenter le risque d'intimidation et d'exclusion.<sup>366</sup>

L'utilisation de technologies de plus en plus efficaces et d'algorithmes biaisés a accru le risque de violence et de préjudices. Le fait de pouvoir se faire passer pour une femme et de créer des contenus dégradants et trompeurs crédibles est gravement préjudiciable. Un rapport de 2023 de Security Hero a découvert que 98 % de toutes les vidéos deepfakes en ligne étaient des contenus pornographiques non consentis, et que 99 % de ces vidéos mettaient en scène des femmes. Parmi les exemples qui illustrent cette tendance, nous pouvons citer une présentatrice de télévision qui a révélé en 2025 avoir découvert de fausses vidéos pornographiques la mettant en scène. Elle a décrit cette expérience comme « troublante » et a expliqué qu'elle ne pouvait pas s'empêcher « de regarder ces images ». De même, une présentatrice française a aussi été victime de fausses vidéos et a expliqué que le choc psychologique était tel qu'elle avait vécu un « traumatisme [qui] s'apparente à une agression sexuelle».<sup>370</sup>

## La désinformation exploite des préjugés répandus

La désinformation genrée couvre « la diffusion d'informations et d'images trompeuses ou erronées contre les femmes, de récits misogynes et de stéréotypes de genre. » Elle vise à discréder les voix des femmes et à saper leur crédibilité et leur autorité. La désinformation genrée repose sur trois piliers : le mensonge, la malveillance et la coordination. Elle vise bien plus l'apparence et la sexualité des femmes que leurs compétences professionnelles. Les campagnes de désinformation exploitent les divisions sociales déjà existantes, comme le racisme, l'homophobie et la transphobie, pour discréder les femmes, en particulier celles issues de communautés marginalisées, et encore plus lorsqu'elles sont activistes et journalistes.<sup>374</sup>

La propagation virale des contenus diffamatoires ou pornographiques sur les médias sociaux, favorisée par les caractéristiques (comme une modération insuffisante) et les modèles économiques des plateformes donnant la priorité à la viralité, peuvent provoquer des dommages durables à la réputation des victimes.<sup>375</sup>

Les campagnes de désinformation genrée, orchestrées par des individus ou des groupes, parfois avec la complicité de dirigeants politiques<sup>376</sup>, ont de graves conséquences pour la situation économique et la santé physique et mentale des victimes.<sup>377</sup> L'objectif est de les faire taire, de les humilier, de les terroriser et de discréder leur travail.

<sup>366</sup> United Nations General Assembly. 2023. Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Irene Khan. *Promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression*. (Doc. A/78/288). <https://docs.un.org/en/A/78/288>.

<sup>367</sup> Bates, L. 2025. Online brothels, sex robots, simulated rape: AI is ushering in a new age of violence against women. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/jun/03/ai-sexism-violence-against-women-technology-new-era>.

<sup>368</sup> Security Hero. 2023. *2023 State of Deepfakes: Realities, Threats, and Impact*. <https://www.securityhero.io/state-of-deepfakes/#key-findings>.

<sup>369</sup> Echo Live. 2025. 'Haunting' to See Deepfake Pornography of Myself, Says Journalist Cathy Newman. <https://www.echolive.ie/nationalentertainment/arid-41548960.html>.

<sup>370</sup> Menez, L. 2021. Enora Malagré, victime de deepfake : « Le traumatisme s'apparente à une agression sexuelle » [Enora Malagré, victim of deepfake: 'The trauma is similar to a sexual assault']. *ELLE*. <https://www.elle.fr/Societe/News/Enora-Malagre-victime-de-deepfake-Le-traumatisme-s-apparente-a-une-agression-sexuelle-3970580>.

<sup>371</sup> Di Meco, L. 2021. Online threats to women's political participation and the need for a multi-stakeholder, cohesive approach to address them. UN Women (Doc. EGM/CSW/2021/EP8.) [https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/Di%20Meco\\_Online%20Threats\\_EP8\\_EGMCSW65.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/Di%20Meco_Online%20Threats_EP8_EGMCSW65.pdf).

<sup>372</sup> United Nations General Assembly (Doc. A/78/288), op. cit.

<sup>373</sup> UNESCO. 2024. *How to combat gendered disinformation online*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391388>.

<sup>374</sup> United Nations General Assembly (Doc. A/78/288), op. cit.

<sup>375</sup> Chowdhury, R. and Dhanya, L., op. cit.

<sup>376</sup> France 24. 2023. *Across globe, women battle 'gendered disinformation'*.

<https://www.france24.com/en/live-news/20230323-across-globe-women-battle-gendered-disinformation>.

<sup>377</sup> The Economist Intelligence Unit. 2021. 92% of women reported that online violence harms their sense of wellbeing. Measuring the prevalence of online violence against women. *The Economist*. <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>.



Si c'est une journaliste, alors souvent les attaques sont sexualisées.

L'attaque ne porte pas sur la crédibilité des faits ou des récits présentés. L'attaque adopte un angle sexuel et vise l'apparence de la journaliste, sa manière de s'habiller, combien de personnes elle a eues dans sa vie, avec qui le public pense qu'elle a une liaison. Ce n'est jamais le cas avec des hommes.

**Nancy Booker**

professeure associée et doyenne, Graduate School of Media and Communication,  
Université Aga Khan, Kenya



En voici deux exemples notables :

- Une journaliste d'une grande chaîne a été la victime de plus de 80 % de tous les abus en ligne ciblant le personnel de son média en 2023. Elle est spécialiste du trolling en ligne.<sup>379</sup>
- Une journaliste et éditorialiste indienne connue a été la cible d'un harcèlement sexiste et islamophobe extrême. En 2022, elle a été 'mise aux enchères' sur une fausse application.<sup>379</sup>

Certaines journalistes sont même directement ciblées par les gouvernements. Par exemple, une journaliste de la presse écrite et télévisée a été victime d'un harcèlement en ligne qui aurait été orchestré par les autorités par le biais de médias étatiques et de pages Facebook en raison de ses enquêtes politiques.<sup>380</sup>

## La censure semble être la solution

Face à cette violence en ligne, nous entendons souvent qu'il suffit « d'éteindre » ses appareils pour en limiter les effets. La prise en compte des victimes reste faible. Au lieu de protéger leurs journalistes, certains organes de presse adoptent des politiques restrictives (ils leur demandent d'éviter certains sujets sensibles, par exemple), et certains vont jusqu'à suspendre ou licencier les journalistes victimes de harcèlement.

Il faut rappeler qu'il est essentiel de garantir un environnement numérique fiable, mais que les mesures prises ne doivent pas restreindre la liberté d'expression, qui est cruciale pour l'autonomisation

des femmes et la démocratie. Au contraire, il faut explorer les méthodes de protection qui ne se contentent pas d'exclure la victime de la sphère publique.<sup>382</sup>

## Un phénomène généralisé

Le rapport du groupe d'experts sur Beijing+30 relatif à l'objectif stratégique J, *Reclaiming the Digital Space: Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies*, explique que la polarisation a nourri un recul mondial de l'égalité des genres, intensifiant par la même occasion la VBGFT et présentant les droits liés au genre comme radicaux ou dangereux.

Au cours des quatre dernières années, nous avons assisté à des campagnes de désinformation genrée partout dans le monde qui:<sup>384</sup>

- présentent les femmes politiques comme étant irrationnelles ou incomptentes ;
- accusent les activistes et journalistes femmes d'être des agents étrangers menaçant l'ordre national.<sup>385</sup>

En fonction des régions, les attaques ciblent l'honneur, la religion, la tradition ou la sécurité de leurs enfants. En Asie du Sud, la religion et le statut social sont essentiels, tandis qu'en Afrique les journalistes et activistes femmes sont accusées de propager les « valeurs occidentales ».

La désinformation s'adapte aux contextes locaux en exploitant des préjugés déjà existants.<sup>386</sup>

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les individus et les organisations qui défendent les droits liés au genre et l'égalité peuvent parfois faire face à des perceptions ou à des préjugés qui remettent en cause leurs efforts.

<sup>378</sup> Wiseman E. 2024. 'It's important to talk about online abuse': Marianna Spring on trolls, conspiracy theorists – and positivity. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/media/2024/oct/27/its-important-to-talk-about-online-abuse-marianna-spring-on-trolls-conspiracy-theorists-and-positivity>.

<sup>379</sup> Ayub, R. 2022. *You cannot shame us into silence*. <https://ranaayub.substack.com/p/you-cannot-shame-us-into-silence?sr>.

<sup>380</sup> López Linares, C. 2023. *An increase of online attacks against journalists in Guyana is raising red flags: 5 questions for Nazima Raghubir, Caribbean journalism leader*. LatAm Journalism Review/Knight Center. <https://latamjournalismreview.org/articles/an-increase-of-online-attacks-against-journalists-in-guyana-is-raising-red-flags-5-questions-for-nazima-raghubir-caribbean-journalism-leader/>.

<sup>381</sup> Posetti et al, op. cit.

<sup>382</sup> Chowdhury, R. et Dhanya, L., op. cit.

<sup>383</sup> Vialle, E. UNESCO. 2025. *Reclaiming the Digital Space: Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies*. <http://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000396156>.

<sup>384</sup> Comme le montrent de plus en plus de recherches, les femmes en politique sont ciblées de manière disproportionnée par les campagnes de désinformation genrée qui diffusent de fausses informations et des menaces, ainsi que des images humiliantes et à connotation sexuelle. L'objectif de ces attaques est de présenter les femmes politiques et travaillant au sein des gouvernements comme n'étant, par nature, pas fiables, pas intelligentes, ou comme étant trop émoticônes ou lascives pour occuper des postes à responsabilités ou pour participer à la vie politique démocratique. Voir : Brookings. Di Meco, L. et Wilfore, K. 2021 *Gendered Disinformation Is a National Security Problem*. <https://www.brookings.edu/articles/gendered-disinformation-is-a-national-security-problem/>.

<sup>385</sup> Département d'État des États-Unis. 2023. *Gendered Disinformation: Tactics, Themes and Trends by Foreign Malign Actors*. <https://2021-2025.state.gov/gendered-disinformation-tactics-themes-and-trends-by-foreign-malign-actors/>

<sup>386</sup> Assemblée générale des Nations Unies (doc. A/78/288), op. cit.

Ils sont parfois même accusés de blasphème. En Europe orientale, les femmes LGBTQI sont souvent ciblées, et les activistes sont soupçonnés d'être des espions ou de représenter une menace pour la sécurité des enfants. Une étude menée dans 18 pays montre que 29,3 % des personnes qui ne correspondent pas aux normes de genre ont été victimes de fausses accusations, contre 17,4 % des hétérosexuels.<sup>388</sup>

En Europe, comme en Afrique, les parlementaires femmes sont sans cesse la cible d'attaques sexistes en ligne. Les victimes expliquent que ce « tsunami numérique » comprend du harcèlement misogynie, des violations de leurs données personnelles, des risques de dangers physiques accrus et des campagnes coordonnées de désinformation. Le simple fait d'être une femme qui exprime son opinion en ligne fait d'elle une cible. Par conséquent, de nombreuses femmes se retirent des espaces publics ou évitent d'exprimer leurs opinions par crainte de se retrouver harcelées ou de subir une atteinte à leur réputation.<sup>390</sup>

Ce phénomène ne se limite pas au journalisme, à la politique ou à l'activisme. Dans l'industrie cinématographique, les femmes qui prennent la parole peuvent aussi être reléguées au second plan et ainsi se sentir obligées de se taire.<sup>392</sup>

## La législation, une véritable arme

Prendre publiquement position signifie s'exposer de plus en plus à des risques juridiques, y compris en raison du renforcement des lois sur la diffamation et la cybersécurité, qui sont souvent détournées pour restreindre la liberté légitime d'expression. Le Conseil des droits de l'homme met en garde contre ces abus, qui constituent des entraves au travail des journalistes. Des poursuites-bâillons sont menées pour intimider, entraver et réduire au silence les journalistes et les activistes, avec un effet économique particulièrement fort sur les femmes.<sup>394</sup>

Le recours fréquent aux procédures judiciaires contre des journalistes ou des activistes est un puissant outil de censure. En effet, elles épuisent les ressources matérielles, physiques et mentales des personnes cibles. Les poursuites judiciaires contre les journalistes et les activistes se multiplient : le nombre de jugements en Europe est passé de 570 en 2022 à 820 en 2023. Dans un rapport de 2024, l'UNESCO a révélé l'utilisation grandissante de lois financières pour museler les activistes et la presse.<sup>396</sup>

Ces actions, amplifiées par la couverture médiatique, compromettent la crédibilité des cibles et les poussent à l'autocensure. Le cas d'une journaliste japonaise, présenté récemment dans un documentaire nommé aux Oscars, nous montre aussi comment le système judiciaire peut être utilisé pour faire taire les victimes et les survivants de violences sexuelles.<sup>397</sup>

<sup>387</sup> Conseil des droits de l'homme. 2019. Situation des défenseuses des droits de la personne. Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne (doc. A/HRC/40/60.) <https://digitallibrary.un.org/record/1663970?ln=fr&v=pdf>

<sup>388</sup> Dunn, S., Vaillancourt, T., and Brittain, H. 2023. *Supporting Safer Digital Spaces*. [https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet\\_Special\\_Report.pdf](https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet_Special_Report.pdf).

<sup>389</sup> Union interparlementaire et Union parlementaire africaine. 2021. Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Afrique. <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2021-11/sexisme-harclement-et-violence-legard-des-femmes-dans-les-parlements-dafrique>

<sup>390</sup> Assemblée générale des Nations Unies (doc. A/78/288), op. cit.

<sup>391</sup> Ministère de la Culture. 2025. Observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication <https://www.culture.gouv.fr/espace-documentation/statistiques-ministerielles-de-la-culture2/publications/collections-d-ouvrages/observatoire-de-l-equalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication/observatoire-2025-de-l-equalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication>.

<sup>392</sup> C ce soir. 2024. Judith Godrèche : un aveuglement collectif ? France TV. <https://x.com/Ccesoir/status/1757167193853468918>. Voir également le ministère de la Culture. 2025. Observatoire 2025 de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication. <https://www.culture.gouv.fr/espace-documentation/statistiques-ministerielles-de-la-culture2/publications/collections-d-ouvrages/observatoire-de-l-equalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication/observatoire-2025-de-l-equalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication>.

<sup>393</sup> Soraida, R. 2022. L'« utilisation abusive » du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fra](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fra).

<sup>394</sup> Parlement européen. Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles de la Direction générale des politiques internes. 2021. L'utilisation des poursuites-bâillons pour réduire au silence les journalistes, les ONG et la société civile. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/697288/IPOL\\_STU\(2021\)697288\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/697288/IPOL_STU(2021)697288_FR.pdf)

<sup>395</sup> Parlement européen. Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles de la Direction générale des politiques internes. 2023. Affaires de poursuites-bâillons ouvertes en 2022 et 2023. Incidence des poursuites stratégiques altérant le débat public et réponses réglementaires dans l'Union européenne. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/756468/IPOL\\_STU\(2023\)756468\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/756468/IPOL_STU(2023)756468_FR.pdf)

<sup>396</sup> Pittman, E., Juega, E. 2024. *The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

<sup>397</sup> Cole, N. M. 2025. *How This Oscar-Nominated Director Turned the Lens on Herself to Investigate the Man Who Sexually Assaulted Her*. Global Investigative Journalism Network. <https://gijn.org/stories/black-box-diaries/>.

Pour se défendre contre des attaques diffamatoires ou menaçantes, les femmes doivent avoir accès aux instances judiciaires. D'après les résultats d'analyses de la base de données V-Dem, l'accès des femmes à la justice est étroitement lié à la liberté d'expression. Les sociétés dans lesquelles les femmes disposent de protections juridiques et d'un accès efficace

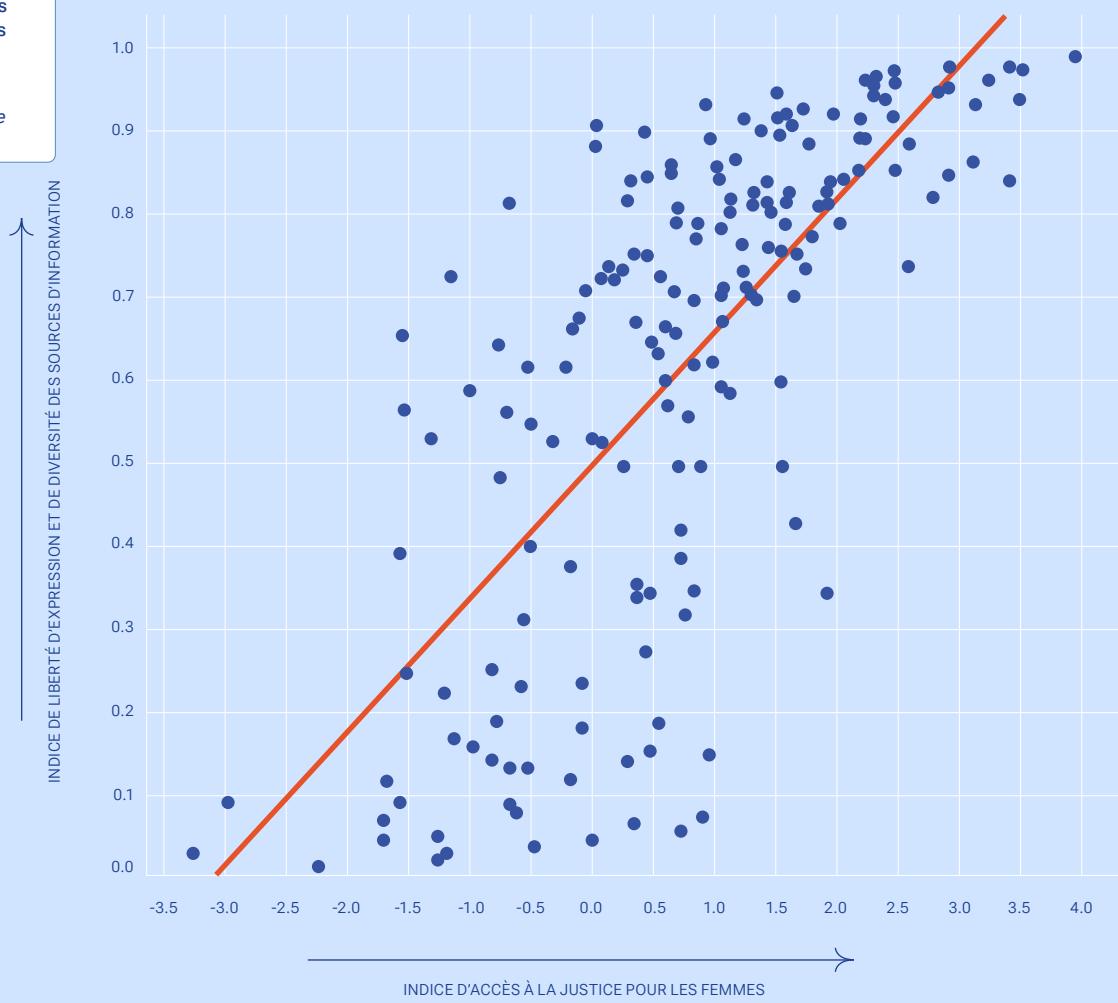
à la justice, sont aussi celles dans lesquelles les libertés publiques, l'indépendance des médias et le débat public sont mieux garantis. À l'inverse, lorsque les droits des femmes sont restreints, leur capacité à dénoncer des injustices ou des affaires de corruption, mais aussi à s'exprimer dans l'espace public, est grandement limitée.

**FIGURE 2**

Indice de l'accès à la justice pour les femmes par rapport à la liberté d'expression et à l'accès aux sources alternatives

Source:  
Analyse d'Aldo Magoga  
sur base des données de  
V-Dem.<sup>398</sup>

Cette figure présente la comparaison entre les niveaux de liberté d'expression et l'accès à la justice des femmes dans différents pays. Chaque point représente un pays. Là où la liberté d'expression et l'accès à des sources variées sont plus forts, les femmes bénéficient souvent d'un meilleur accès à la justice.



<sup>398</sup> Magoga, A. op. cit.



Nous avons assisté à cette évolution : avant, les poursuites pour corruption et évasion fiscale touchaient les hommes. Aujourd'hui, ce sont les femmes journalistes comme Maria Ressa, Khadija Ismayilova, moi et bien d'autres encore, qui sont la cible de poursuites financières. Pourtant, malgré ce contrecoup, plus de femmes mènent la lutte et sont des pionnières. Au cours des dernières années, les journalistes les plus visibles ayant enquêté sur des gouvernements étaient des femmes

**Rana Ayyub**  
journaliste indienne



## Réduire au silence les voix critiques des femmes

L'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO<sup>399</sup> a enregistré la mort de 24 journalistes femmes depuis 2022. Seuls 4,17 % de ces affaires ont été résolues.<sup>400</sup>

FIGURE 3

Meurtres de journalistes (janvier 2022 à septembre 2025)

Source: L'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO.<sup>401</sup>



En 2024, 36 pays et territoires étaient touchés par 61 conflits armés impliquant des États, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale.<sup>402</sup>

Les journalistes comptent parmi les plus touchées par l'érosion du respect du droit humanitaire international et des droits humains internationaux : 67 % des assassinats de femmes journalistes ont eu lieu dans des zones de conflit.

Entre 2022 et septembre 2025, 162 journalistes ont été tués alors qu'ils couvraient un conflit ou une guerre. D'après le Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO de 2024 sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité, les morts de femmes journalistes ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 2017.<sup>403</sup>

Des menaces similaires pèsent aussi sur des personnes qui ne sont pas journalistes : les femmes politiques et des défenseuses des droits humains

peuvent aussi être ciblées, et payent souvent de leur vie leur visibilité publique et leur engagement. Qu'elles soient membres de conseils locaux ou d'organisations sur le terrain, ces femmes font face à la violence. Une violence utilisée pour essayer de les faire taire, mais aussi pour empêcher une participation plus large des femmes à la vie politique et publique.

## Une représentation plus équitable, un journalisme de meilleure qualité

Pour les femmes journalistes, les obstacles au plein exercice de leur profession sont systémiques : elles sont sous-représentées aux postes décisionnels et presque absentes parmi les propriétaires des grands organes de presse. Dans les salles de rédaction, où la direction est majoritairement constituée d'hommes, les sujets qui touchent les femmes intéressent peu.

399 UNESCO. Observatoire des journalistes tués, op. cit.

400 En juin 2025, parmi les affaires prises en compte, seul le meurtre de Lourdes Maldonado Lopez était considéré comme résolu selon la réponse reçue de l'État suite à la demande de la Directrice générale sur l'évolution des statuts judiciaires des assassinats. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory/statistics?hub=72609>.

401 Statistiques sur les journalistes tués. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory/statistics>.

402 Rustad, S.A. 2025. Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2024. Oslo : Institut de recherche sur la paix d'Oslo. <https://www.prio.org/publications/14453>.

403 UNESCO. Observatoire des journalistes tués, op. cit.

404 UNESCO. 2024. 85 % des meurtres de journalistes restent impunis. UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/85-des-meurtres-de-journalistes-restent-impunis-rapport-unesco>.

## ENCADRÉ 1



### Égalité des genres dans les salles de rédaction

Malgré de grands progrès, il existe toujours des obstacles qui freinent la participation des femmes et leur progression au sein des salles de rédaction.<sup>405</sup>

**Des écarts persistent aux postes de direction.** Seuls 27 % des 171 éditeurs principaux identifiés chez les 240 marques interrogées pour une enquête du Reuters Institute sont des femmes, soit une légère augmentation par rapport au chiffre de 2024 (24 %). Dans ces mêmes rédactions, 40 % des journalistes sont des femmes.<sup>406</sup>

**La sécurité et l'inclusion sur le lieu de travail restent des préoccupations.** Beaucoup de rédactions manquent d'un plan clair et structuré pour la diversité. Les responsabilités familiales continuent à reposer de manière disproportionnée sur les femmes journalistes.<sup>408</sup>

**La violence et le harcèlement, en ligne et hors ligne, menacent grandement les femmes journalistes.** Des attaques coordonnées en ligne, la divulgation de données personnelles (doxxing) et les violences physiques ont poussé de nombreuses femmes à s'autocensurer ou à changer de profession. Les journalistes indépendantes sont encore plus vulnérables. Des cadres de responsabilisation insuffisants permettent aux agresseurs d'agir en toute impunité.<sup>413</sup>

**Les obstacles financiers freinent l'évolution.** Les projets de journalisme et les médias gérés par des femmes souffrent souvent de financements limités, ce qui restreint leur portée et leur pérennité.

**L'accès à la technologie est important.** Dans le monde, 70 % des hommes utilisent Internet, contre 65 % des femmes, selon l'Union internationale des télécommunications. En tant que groupe, les femmes ont moins accès aux nouvelles technologies et aux médias que les hommes.<sup>415</sup>

**Rapport du groupe d'experts sur Beijing+30, *Reclaiming the Digital Space: Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies***

Les médias traditionnels sont encore souvent façonnés par des structures de pouvoir bien établies et un nombre faible de propriétaires, ce qui limite la diversité des points de vue. Les décisions éditoriales usent parfois de récits dépassés, présentant les femmes dans des rôles passifs ou de victimes tout en négligeant leur expertise et leurs qualités de dirigeantes.<sup>417</sup>

Les médias indépendants traitent souvent ces sujets de manière plus juste. À cet égard, la récente enquête sur les peuples autochtones et les médias a révélé que plus de la moitié des médias autochtones veillaient à tenir compte de l'égalité des genres dans l'identification des sources et à représenter la diversité des rôles sociaux et des contextes multidimensionnels dans les contenus qu'ils produisent.<sup>418</sup>

<sup>405</sup> Parlement européen. 2018. *Gender Equality in the Media Sector*. Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/596839/IPOL\\_STU\(2018\)596839\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/596839/IPOL_STU(2018)596839_EN.pdf).

<sup>406</sup> Ross Arguedas et al. 2025. *Women and leadership in the news media 2025: Evidence from 12 markets*. *Reuters Institute*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/women-and-leadership-news-media-2025-evidence-12-markets>.

<sup>407</sup> CFI Développement Médias. 2022. *Égalité des genres dans les médias et les contenus médiatiques*. Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, République démocratique du Congo. <https://cfi.fr/fr/dossier/egalite-des-genres-dans-les-medias-et-les-contenus-mediatisques>.

<sup>408</sup> CFI Media Development. 2022. *Gender equality in the media and media content*. Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Democratic republic of Congo. <https://cfi.fr/en/dossier/gender-equality-media-and-media-content>.

<sup>409</sup> Posetti et al, op. cit.

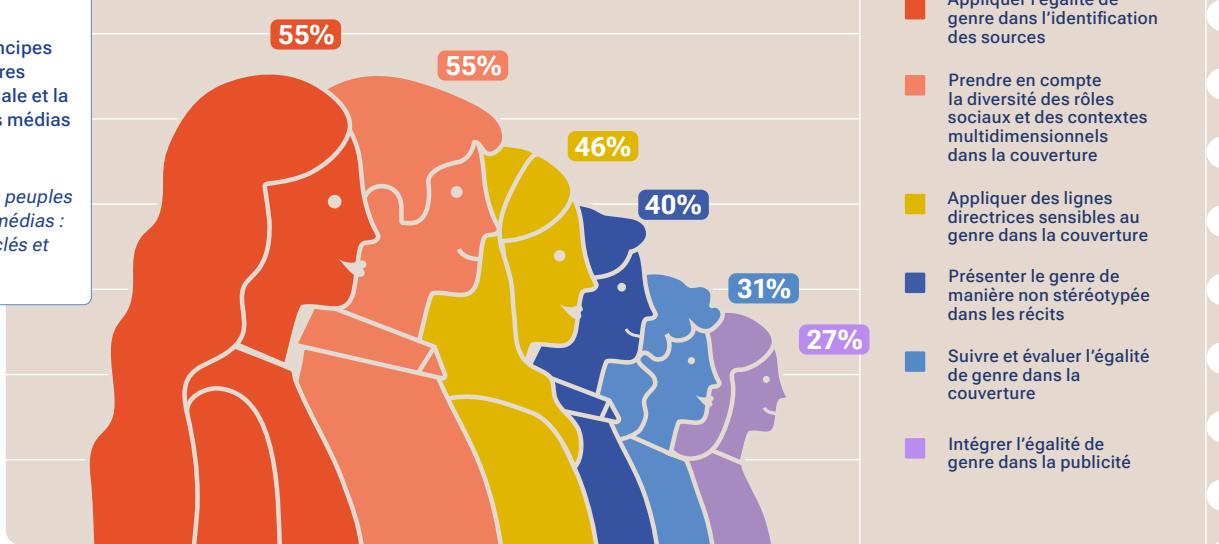
<sup>410</sup> Association of Media Women in Kenya. Le rapport annuel 2024 a révélé que la violence basée sur le genre facilitée par la technologie est une préoccupation grandissante, surtout pour les femmes exposées au public. Voir AMWIK. 2024. *Annual Report*. <https://amwik.org/wp-content/uploads/2025/06/AMWIK-ANNUAL-REPORT-2024-Amended-.pdf>. Voir également le Fonds des Nations Unies pour la population. 2025. *La violence basée sur le genre facilitée par la technologie : une menace grandissante*. <https://www.unfpa.org/fr/TFGBV>.

<sup>411</sup> Ferrier, M. 2018. *Attacks and Harassment. The Impact on Female Journalists and Their Reporting*. International Women's Media Foundation. <https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2018/09/Attacks-and-Harassment.pdf>.

**FIGURE 4**

Application des principes de l'égalité des genres dans la ligne éditoriale et la programmation des médias autochtones (%)

Source:  
UNESCO. 2025. *Les peuples autochtones et les médias : Annexe A : chiffres clés et figures.*<sup>419</sup>



Dans le même temps, des recherches montrent que les femmes se sentent moins à l'aise pour exprimer leurs opinions en ligne, un phénomène qui trouve ses racines dans les pratiques historiques visant à dévaloriser leur discours. Ces normes misogyne prennent encore plus d'ampleur sur les plateformes numériques, où les femmes et les personnes qui ne correspondent pas aux normes de genre cherchent un espace leur permettant d'échanger des opinions et d'obtenir de l'aide.

Les femmes demeurent aussi sous-représentées dans les sujets traités par les médias. Alors qu'une telle visibilité est essentielle pour permettre aux femmes de réclamer la place qui leur revient et d'inspirer les jeunes filles, en 2021, les femmes représentaient seulement 25 % des personnes citées dans les médias,

soit une progression presque nulle par rapport aux chiffres de 2015. Leur rôle d'expertes ou d'autorités reste marginal, et leurs apparences sont souvent stéréotypées. Le handicap est aussi traité de manière stéréotypée, entre misérabilisme et héroïsation.<sup>422</sup>

Cette sous-représentation est amplifiée sur certaines plateformes et certains podcasts qui renforcent les stéréotypes de genre et relèguent les femmes à des rôles traditionnels. Les algorithmes des médias sociaux favorisent les contenus viraux produits par la 'manosphère' qui défendent la supériorité des hommes et promeuvent les créatrices de contenus et les influenceuses tradwife (épouses traditionnelles). Souvent, ces personnalités soutiennent les propositions de figures politiques de l'extrême droite et de leurs soutiens influents.

<sup>412</sup> Reporters sans frontières (RSF). 2017. Les fixeurs, les invisibles du reportage. <https://rsf.org/fr/les-fixeurs-les-invisibles-du-reportage> ; International Women's Media Foundation. 2024. Better protection for freelancers facing online violence. [https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2024/04/Newsroom-Guide\\_-Freelancers.pdf](https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2024/04/Newsroom-Guide_-Freelancers.pdf). Voir également Fixing journalism, une initiative mexicaine qui vise à rééquilibrer les relations inégales entre les correspondants internationaux et les journalistes locaux. Fixing journalism. 2025. <https://fixingjournalism.com/en/home/>.

<sup>413</sup> Nations Unies. 2025. Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. <https://www.un.org/fr/observances/end-impunity-crimes-against-journalists>.

<sup>414</sup> International Communication Union. 2024. Facts and Figures 2024. *The gender digital divide*. <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2024/11/10/ff24-the-gender-digital-divide/>.

<sup>415</sup> UNESCO. 2025. Women's access to and participation in technological developments. <https://www.unesco.org/en/artificial-intelligence/gender-equality>.

<sup>416</sup> International Media Support. 2024. *Where is the money? A global perspective on forms of funding, financing and investment for public interest media*. <https://www.mediasupport.org/publication/where-is-the-money-a-global-perspective-on-forms-of-funding-financing-and-investment-for-public-interest-media/>.

<sup>417</sup> Vialle, E. UNESCO. 2025. *Reclaiming the Digital Space: Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies*. <http://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000396156>.

<sup>418</sup> UNESCO. 2025. *Les peuples autochtones et les médias : Annexe A : chiffres clés et figures*. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393427\\_fr](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393427_fr).

<sup>419</sup> Ibid.

<sup>420</sup> Enock et al. 2024. *Understanding Gender Differences in Experiences and Concerns Surrounding Online Harms: A Short Report on a Nationally Representative Survey of UK Adults*. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=4705134](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4705134).

<sup>421</sup> Global Media Monitoring Project. 2020. *Who makes the news - 6th Global Media Monitoring Project*. [https://whomakethenews.org/wp-content/uploads/2021/08/GMMP-2020.Highlights\\_FINAL.pdf](https://whomakethenews.org/wp-content/uploads/2021/08/GMMP-2020.Highlights_FINAL.pdf).

<sup>422</sup> UNESCO. 2024. L'égalité des personnes handicapées dans les médias : représentation, accessibilité, gestion ; manuel pratique. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393385>.

<sup>423</sup> Wagner, T. 2022. La masculinité toxique sur les réseaux sociaux. Bon pote. <https://bonpote.com/la-masculinito-toxique-sur-les-reseaux-sociaux/>.

<sup>424</sup> BBC. 2020. #TradWife: 'Submitting to my husband like it's 1959'. <https://www.bbc.com/news/av/stories-51113371>

## ENCADRÉ 2



### Femmes, handicap et médias<sup>425</sup>

On estime qu'une femme sur cinq est en situation de handicap. La plupart des femmes en situation de handicap sont confrontées à des obstacles dans la société, des obstacles liés à leurs caractéristiques multiples, se recoupant dans tous les contextes, comme l'origine ethnique, religieuse et raciale, ainsi que leur lieu de vie et leur statut, leur âge ou leur statut matrimonial, et si elles sont atteintes ou non du VIH.

Les médias peuvent jouer un rôle essentiel pour transformer ces problèmes en adoptant des politiques éditoriales inclusives et en assurant une représentation équitable dans les contenus médiatiques. Pour ce faire, les médias doivent diversifier les sujets dont ils traitent ainsi que les angles choisis : la manière dont les histoires sont sélectionnées, interprétées et transmises. Le handicap est une construction sociale. Le journalisme devrait mettre en avant les rôles et les relations des personnes en situation de handicap dans le cadre de contextes socioculturels réels, avec des histoires, des personnes, des événements et des endroits authentiques. Les reportages inclusifs qui capturent la complexité des expériences individuelles et exposent les multiples formes de discrimination, aident à déconstruire les stéréotypes et redéfinissent les récits conventionnels sur le genre et le handicap.

Le secteur des médias reste très hermétique aux minorités. Les femmes journalistes, souvent indépendantes, sont plus vulnérables à l'exploitation. La multiplication des contrats précaires, les écarts de salaire persistants et la sous-représentation des femmes aux postes de direction contribuent à cette vulnérabilité. La montée de l'IA menace aussi les emplois de niveau inférieur, souvent occupés par des femmes, en permettant l'automatisation de certaines tâches journalistiques, ce qui aggrave encore les inégalités. Dans le même temps, les lanceurs d'alerte,

qui sont essentiels pour dénoncer des abus, font face à des représailles dans le monde professionnel.<sup>427</sup>

### Un monde meilleur pour toutes les femmes

L'égalité et la liberté d'expression se renforcent mutuellement. En même temps, les inégalités provoquent l'exclusion de certaines voix et lorsque l'on empêche certaines personnes de participer à la vie publique et d'exprimer leurs voix, alors leurs problèmes, leurs expériences et leurs inquiétudes sont invisibilisés et elles deviennent plus vulnérables au sectarisme, aux préjugés et à la marginalisation.<sup>428</sup>

Pour que les femmes obtiennent vraiment l'égalité et exploitent leur plein potentiel, elles doivent être en sécurité dans le monde réel et en ligne. Les organes de presse et les autres employeurs doivent protéger leurs collaborateurs, mais il est aussi urgent de mettre en place une responsabilisation quant à l'usage des algorithmes. Pour combattre les préjugés discriminatoires, nous avons besoin de voir et de comprendre la manière dont les femmes sont vues en ligne.

Le rapport du groupe d'experts sur Beijing+30 fournit une feuille de route vers un avenir meilleur, ce qui exigera de :

- Soutenir les femmes aux postes de direction dans le secteur des médias et des technologies.
- Remettre en question les stéréotypes préjudiciables.
- Traiter les effets interconnectés du genre, de la race, du handicap et d'autres formes de discrimination.

Voilà comment protéger la démocratie et construire la paix.

<sup>425</sup> UNESCO. 2024. L'égalité des personnes handicapées dans les médias : représentation, accessibilité, gestion ; manuel pratique. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393385>

<sup>426</sup> Ibid.

<sup>427</sup> Posetti et al, op. cit.

<sup>428</sup> ARTICLE 19. 2009. *The Camden Principles on Freedom of Expression and Equality*.

<https://www.article19.org/data/files/pdfs/standards/the-camden-principles-on-freedom-of-expression-and-equality.pdf>.



Lorsque nous permettons qu'une personne soit dénigrée,  
nous créons un précédent qui peut aboutir à la diabolisation  
de chacun et chacune d'entre nous.

**António Guterres**  
Secrétaire général de l'ONU



# Journalisme : protéger la planète

## Chapitre 4



# Journalism: Protecting the Planet

**Note de l'éditeur :** Ce chapitre rassemble les contributions de deux auteurs : Kunda Dixit, journaliste spécialiste de l'environnement, éditeur et auteur basé au Népal, et Kate Cell, Senior Climate Campaign Manager au sein du groupe de scientifiques Union of Concerned Scientists (UCS) aux États-Unis.

Les désignations employées dans le présent chapitre et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

## Résumé

La planète est confrontée à une triple crise environnementale : le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Dans le même temps, on assiste à une érosion de la liberté de la presse et un recul de la démocratie partout dans le monde, ce qui discrédite les journalistes qui tentent de trouver des solutions fondées sur des éléments probants. Ce phénomène est amplifié par une désinformation anti-sciences sur Internet alimentée par les algorithmes. Même si la sensibilisation autour des désastres climatiques grandit, le déni du changement climatique évolue : le rejet pur et simple cède la place à un nouveau type de rejet qui accepte les faits de base concernant le changement climatique, mais remet en doute sa gravité et propage des récits trompeurs et des théories du complot. En conséquence, les journalistes et les scientifiques spécialistes du climat sont de plus en plus réduits au silence par les trolls et les menaces.

Ce chapitre suit ces tendances et plaide pour un plus grand investissement dans le journalisme d'investigation et dans la formation aux techniques numériques. La couverture médiatique doit aller plus loin et rechercher les racines politiques et économiques du dérèglement climatique. Le journalisme doit être protégé afin de protéger la planète.

# La triple crise environnementale s'intensifie

## QU'EST CE QUE CETTE TRIPLE CRISE ?

1 Changement climatique

2 Perte de biodiversité

3 Pollution

### LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EST ESSENTIELLE À L'ACTION CLIMATIQUE



- Elle permet au public de partager l'information
- Elle exige une responsabilisation
- Elle défend la nécessité d'un changement environnemental urgent

### CHANGEMENT CLIMATIQUE :

UN FORT SOUTIEN PUBLIC MALGRÉ LA DÉSINFORMATION GRANDISSANTE



green  
green

Selon People's Climate Vote 2024,

**80%**

des personnes interrogées dans 77 pays soutiennent l'action gouvernementale face au changement climatique.





Le recul de la liberté de la presse dans le monde limite la capacité du journalisme à révéler la vérité et à stimuler l'action climatique.

### LES JOURNALISTES ENVIRONNEMENTAUX SONT EN DANGER



- Depuis 2010, 46 journalistes environnementaux ont été tués.
- Seulement 6 affaires ont abouti à des condamnations, l'impunité demeure la norme.
- Les journalistes d'Amérique latine et des Caraïbes sont les plus exposés ainsi qu'en Afrique et dans certains pays d'Asie et du Pacifique.

### LE TRAUMA DU JOURNALISME CLIMATIQUE



- 73% déclarent que leur travail fait une différence
- 27% affirment avoir été victimes de harcèlement en raison de leurs enquêtes
- 60% ont subi une détresse psychologique



Les rédactions ne soutiennent pas les journalistes qui couvrent l'une des crises les plus urgentes de notre époque. Le coût émotionnel est élevé, mais l'engagement l'est tout autant

Prof. Anthony Feinstein

### LA SCIENCE EST ÉGALEMENT ATTAQUÉE

#### LES SCIENTIFIQUES SONT AUSSI CIBLÉS POUR AVOIR PRIS LA PAROLE



En 2022,

**39%**

des scientifiques du climat interrogés par Global Witness ont signalé des violences en ligne liées à leurs recherches, soit 183 sur 468 scientifiques interrogés.

### LA SCIENCE EST RÉDUITE AU SILENCE



Des intérêts puissants nient les preuves pour retarder l'action urgente, mettant en péril l'avenir de la planète.

SOURCE UNESCO 2025. Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias (2022-2025). Infographie. Données tirées de l'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO, de l'Université de Toronto, de l'Oxford Climate Journalism Network et de l'UNESCO 2025 ainsi que de Global Witness 2022.

Pendant ce temps, la désinformation climatique explose sur les plateformes numériques



Entre 2021 et 2024,  
les publications niant le changement  
climatique ont augmenté de

**24%** et **40%**

sur les principales plateformes numériques.

**SOURCE** UNESCO 2025. Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias (2022-2025). Infographie. Données tirées de Climate Action Against Disinformation 2023, de l'outil Hot Air Explore de Tortoise Media et de l'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO.



En 2009, la COP15, conférence sur le climat, s'est tenue à Copenhague à une époque où la sensibilisation sur le réchauffement climatique se limitait encore aux cercles scientifiques ou aux activistes environnementaux. Avant cela, en 2006, le documentaire *Une vérité qui dérange* avait marqué une étape cruciale dans l'information du public sur l'industrie des combustibles fossiles et la croissance économique nourrie par le pétrole et le gaz.

Avant la COP15 le président des Maldives, Mohamed Nasheed, avait organisé un conseil des ministres qui a beaucoup fait parler de lui. Il se tenait sous l'eau afin d'attirer l'attention sur la menace qui pesait sur le pays : le risque d'être submergé par la montée des eaux. Nasheed, un ancien journaliste, savait quelles images feraient la une pour attirer l'attention du monde sur le sort des petits états insulaires. Et en effet, les photos et vidéos des ministres assis autour d'une table, des bulles s'échappant de leur tuba, ont fait le tour du monde.

Le Premier ministre du Népal, Madhav Kumar Nepal, s'est inspiré de son initiative et a organisé un conseil des ministres sur les pentes du mont Everest. Deux ministres ont souffert du mal de l'altitude et ont dû être évacués, mais le message était passé juste avant la conférence de Copenhague : les glaciers de l'Himalaya fondaient et il était urgent de prendre des mesures pour l'adaptation, l'atténuation et la justice climatiques.

Continued





Continued

Les deux campagnes de communication, organisées juste avant un sommet international crucial sur le climat, ont aidé à sensibiliser le public sur le fait que ceux qui ne provoquent pas la crise climatique sont ceux qui en souffrent le plus.

Avant de me rendre à la Conférence de Copenhague, j'ai accompagné une équipe de télévision danoise pour filmer les glaciers en train de fondre sous le mont Everest.

Nous avons enfiler des masques à oxygène et depuis la porte ouverte d'un Pilatus PC-6 volant à 6 500 mètres d'altitude, nous avons observé le glacier Imja. Ce qui avait été jusqu'alors un glacier couvert de débris et parsemé de crevasses, détaillé sur les cartes de trek d'il y a seulement 25 ans, avait été remplacé par un lac de 2 km de long.

J'enquête sur le changement climatique depuis les années 1980 et j'enseigne la communication sur le dérèglement climatique. J'ai remarqué que les étudiants d'aujourd'hui sont bien plus au courant des effets du réchauffement climatique. En fait, je suis obligé de mettre à jour régulièrement mon syllabus, car nous ne cessons de vivre des records de chaleur et des tempêtes hors normes. J'ai aussi modifié le programme afin de ne plus seulement répondre à la question « que se passe-t-il ? », mais aussi pour expliquer le pourquoi et découvrir ce que nous pouvons faire.

Dans l'Himalaya, nous pouvons constater les effets du changement climatique et comprenons qu'il est urgent de prendre des mesures pour y remédier.

**Kunda Dixit**

journaliste spécialiste de l'environnement, éditeur et auteur basé au Népal



Sur le plateau tibétain, non loin de Lhassa, se trouve le sommet de Nojin Kangsang, culminant à 7 191 mètres d'altitude. Sur son flanc gauche se trouve un glacier qui descendait avant jusqu'à l'endroit où Tashi Gyalpu, 60 ans, passe ses étés dans une tente noire et garde ses yaks, qui broutent tranquillement dans les pâturages.

Tashi Gyalpu se souvient que, quand il était enfant, le glacier se trouvait là où est sa tente aujourd'hui. Il a reculé de plus de 500 m et se termine désormais par une cascade de glace abrupte.<sup>429</sup> Le climat plus chaud a fait fondre le glacier, ce qui a permis à plus d'herbe de pousser. Ainsi, Tashi a 100 yaks et des chèvres des montagnes, alors que son père n'en possédait qu'une dizaine.

Je lui demande s'il a déjà entendu parler du 'changement climatique'. Il secoue la tête. Mais Tashi est heureux. Il s'en sort mieux, et il ne fait plus aussi froid là-haut. La seule ombre au tableau est qu'il ne neige plus autant l'hiver, ce qui signifie moins de nouvelle herbe au printemps.

Le plateau tibétain, l'Himalaya, le Karakoram, l'Hindou Kouch et les montagnes du Yunnan forment un ensemble connu sous le nom d'Asie de haute montagne. Ensemble, ces montagnes forment le troisième plus grand réservoir d'eau douce sous forme de glace au monde, après les pôles.<sup>430</sup> C'est pourquoi cette région porte aussi le nom de « troisième pôle » ou de « toit du monde ».

Ces régions montagneuses se sont formées il y a 55 millions d'années suite à la collision entre la plaque tectonique indienne et la plaque tectonique eurasienne.<sup>431</sup> En s'élevant, les montagnes ont bloqué les rivières atmosphériques, provoquant de la pluie et des chutes de neige.<sup>432</sup> Les rivières himalayennes sont la source de la plupart des grandes rivières asiatiques.<sup>433</sup>

L'Indus coule vers l'ouest, jusqu'à la mer d'Arabie, le Gange passe par l'Inde, la Yarlung Tsangpo traverse le plateau tibétain, le Mékong coule en Asie du Sud-Est, et le Yangtse et le Huanghe traversent la Chine et se jettent dans l'océan Pacifique.

Les rivières sont plus anciennes que les montagnes, puisqu'elles coulent depuis des millions d'années et ont creusé de magnifiques gorges dans la roche. Aujourd'hui, elles sont essentielles à environ deux milliards de personnes qui vivent en aval.

C'est le long de ces rivières que les grandes religions et civilisations d'Asie sont nées et se sont développées. Les sommets himalayens sont vus comme sacrés, car les anciens savaient que la neige qui fondait dans les montagnes alimentait les rivières et permettait de bonnes récoltes.

Lors du dernier maximum glaciaire, le plateau tibétain, l'Amérique du Nord et l'Europe du Nord se trouvaient tous sous une calotte glaciaire de plus d'un kilomètre d'épaisseur.<sup>434</sup> Une grande partie de cette glace a fondu rapidement il y a environ 15 000 ans, à la fin de la période glaciaire. Les niveaux de la mer ont monté partout dans le monde et ont submergé des passages terrestres comme le détroit de Bering et le détroit de Torrès.<sup>435</sup>

## Le changement climatique : une histoire à transmettre<sup>436</sup>

Depuis l'ère glaciaire, les températures de la planète étaient restées stables jusqu'à la révolution industrielle. L'utilisation de combustibles fossiles a produit du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre, ce qui a provoqué une augmentation mondiale des températures. En 2024, certaines sources ont fait état d'une augmentation de 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle.<sup>437</sup>

<sup>429</sup> A steep, frozen waterfall formed by the flow of glacial ice, often characterized by towering ice cliffs and deep crevasses..

<sup>430</sup> Dialogue Earth. 2021. Explainer: *The disappearing glaciers of the Himalayas*. <https://dialogue.earth/en/climate/glaciers-himalayas-melting/>.

<sup>431</sup> Dimri et al. 2020. *Himalayan Weather and Climate and their Impact on the Environment*. [https://www.chikyu.ac.jp/yasunari/yasunari.bak/list/pdf/the%20uplift%20of%20the%20himalaya-tibetan%20plateau%20and%20human%20evolution\\_ch15.pdf](https://www.chikyu.ac.jp/yasunari/yasunari.bak/list/pdf/the%20uplift%20of%20the%20himalaya-tibetan%20plateau%20and%20human%20evolution_ch15.pdf).

<sup>432</sup> Atmospheric rivers are large, narrow sections of the Earth's atmosphere that carry moisture from the Earth's tropics near the equator to the poles.

<sup>433</sup> Dixit, K. 2025. Saving what is left of Himalayan rivers. *Nepali Times*. <https://nepalitimes.com/here-now/saving-what-is-left-of-himalayan-rivers>.

<sup>434</sup> Kuhle, M. 2002. *The Tibetan Ice Sheet, Its Impact on the Palaeomonsoon and Relation to the Earth's Orbital Variations*. [https://epic.awi.de/deprint/28494/1/Polarforsch2001\\_1-2\\_1.pdf](https://epic.awi.de/deprint/28494/1/Polarforsch2001_1-2_1.pdf).

<sup>435</sup> O'Regan, A. 2022. *Bering Land Bridge formed surprisingly late during last ice age*. Princeton University. <https://research.princeton.edu/news/bering-land-bridge-formed-surprisingly-late-during-last-ice-age>.

<sup>436</sup> The World Press Freedom Day 2025 Campaign #ThisStoryMustBeTold spotlighted the contributions of journalists and photojournalists in unveiling stories of turmoil and grief linked to the climate and biodiversity crises that the public deserved to know. See UNESCO. 2023. *The Story Must Be Told: A UNESCO Campaign for World Press Freedom Day*. <https://www.unesco.org/en/articles/story-must-be-told-unesco-campaign-worldpressfreedomday>.

<sup>437</sup> World Meteorological Organization. 2025. WMO confirms 2024 as warmest year on record at about 1.55°C above pre-industrial level. <https://wmo.int/news/media-centre/wmo-confirms-2024-warmest-year-record-about-155degc-above-pre-industrial-level>.

Les effets se font sentir partout dans le monde : des précipitations bouleversées, des tempêtes plus violentes et des calottes glaciaires qui fondent. Des deux côtés des montagnes himalayennes, les glaciers ont formé de grands lacs qui ne cessent de s'étendre avec le recul de l'étage nival.

En 1985, le barrage naturel du lac glaciaire Dig Tsho au Népal s'est rompu et a emporté une grande partie du village de Thame, une centrale hydroélectrique et des sentiers de trek en aval. Namgye Chumbi s'en souvient : il désherbait son champ de pommes de terre le long de la rivière Imja lorsqu'il a entendu un grondement de plus en plus proche. Il a à peine eu le temps de réunir sa famille et de grimper en haut de la pente que d'énormes rochers et un torrent de boue passaient sous leurs pieds. Chumbi a reconstruit sa maison plus en hauteur. Il a entendu qu'il y avait un lac glaciaire encore plus grand, plus en amont, mais ne sait pas où aller.

Le 16 août 2024, deux lacs glaciaires dans la même vallée ont rompu et ont déversé un terrible torrent de boue en aval, détruisant à nouveau la moitié du village de Thame. Des catastrophes de ce type sont de plus en plus courantes avec le réchauffement climatique qui fait fondre les calottes glaciaires dans les Andes, les Alpes, l'Oural, l'Himalaya et d'autres chaînes de montagnes.

## Les catastrophes font la une et changent les opinions

L'attention médiatique aide à renforcer la sensibilisation à l'égard de l'urgence climatique. Faire la liste des effets des activités humaines sur le climat permet de renforcer la crédibilité de la couverture médiatique et de favoriser les mesures locales.

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des conditions météorologiques extrêmes semble avoir convaincu beaucoup de personnes de l'existence

du changement climatique. Une étude a montré que même dans une région productrice de pétrole, le pourcentage des personnes qui reconnaissent le changement climatique est passé de 60 % en 2010 à 72 % en 2023.<sup>440</sup>

Une étude de 2021 menée par le Yale Program on Climate Change Communication (programme de Yale sur la communication relative au changement climatique) a montré que le Mexique, le Brésil et le Viet Nam étaient les pays les plus conscients du changement climatique avec près de 60 % des répondants sur Facebook ayant exprimé leur accord avec l'affirmation « Le changement climatique va grandement me nuire ». Près de 45 % des répondants en Inde étaient d'accord, mais en Australie, dans certaines régions d'Europe, aux États-Unis et au Canada, le taux se situait entre 12 et 24 %.<sup>441</sup>

## Les arguments changent, mais l'opposition reste la même

Alors que l'ancien déni (déni du changement climatique en tant que tel) semble diminuer, de nouvelles données montrent la montée d'un nouveau type de déni. Ce dernier se caractérise par du scepticisme quant à l'efficacité des politiques climatiques, par l'acceptation du changement climatique comme étant sans gravité, ou par des doutes sur l'efficacité des politiques d'atténuation. Les chaînes sur les plateformes de vidéo en ligne qui promeuvent des théories du complot et ce 'nouveau déni' sont très suivies.

Le rapport Deny, Deceive, Delay du groupe international de plaidoyer Climate Action Against Disinformation (CAAD) a mesuré un pic de contenus liés à l'ancien déni en 2022-2023 lorsque le hashtag #ClimateScam a dépassé les hashtags #ClimateCrisis et #ClimateEmergency.<sup>442</sup> Le CAAD a suivi le petit groupe de comptes qui promouvaient ce hashtag.

<sup>438</sup> Nepal Investigative Multimedia Journalism Network. 2024. A Himalayan Warning: How a Glacial Lake Outburst Flood in Thame Sent Wake-up Call in Nepal. <https://www.nimjn.org/209/a-himalayan-warning-how-a-glacial-lake-outburst-flood-in-thame-sent-wake-up-call-in-nepal>.

<sup>439</sup> Carrington D. 2025. More than 150 'unprecedented' climate disasters struck world in 2024, says UN. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/19/unprecedented-climate-disasters-extreme-weather-un-report>.

<sup>440</sup> Cunha S. F. 2024. New climate denial and 2024 elections. KING'S ThinkTank. <https://kingsthinkankspectrum.wordpress.com/2024/04/28/new-climate-denial-and-2024-elections/>.

<sup>441</sup> Yale Program on Climate Change Communication. 2021. *Perceived harm from climate change globally*. <https://climatecommunication.yale.edu/visualizations-data/global-facebook-harm-map/>.

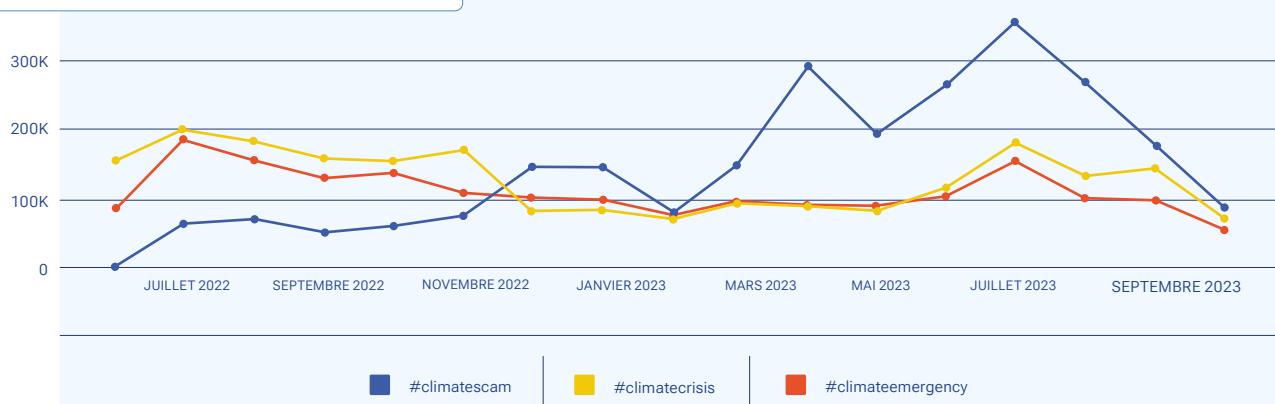
<sup>442</sup> Old denial' refers to claims of (a) Global warming is not happening (b) Human-generated greenhouse gases are not causing global warming, and (c) the impacts of global warming are beneficial or harmless. 'New denial' refers to claims that (a) climate solutions won't work, or (b) climate science and the climate movement are unreliable. See Center for Countering Digital Hate. 2024. *The New Climate Denial*. [https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/01/CCDH-The-New-Climate-Denial\\_FINAL.pdf](https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/01/CCDH-The-New-Climate-Denial_FINAL.pdf).

<sup>443</sup> Climate Action Against Disinformation. 2023. *Deny, Deceive, Delay: Climate Information Integrity Ahead of COP28*. Vol. 3. <https://caad.info/analysis/reports/deny-deceive-delay-vol-3-climate-information-integrity-ahead-of-cop28>.

### FIGURE 1

Volume mensuel de retweets pour les tweets originaux et les réponses publiés entre le 1er juin 2022 et le 31 octobre 2023 contenant les hashtags #ClimateScam ■, #ClimateCrisis □ et #ClimateEmergency ▢

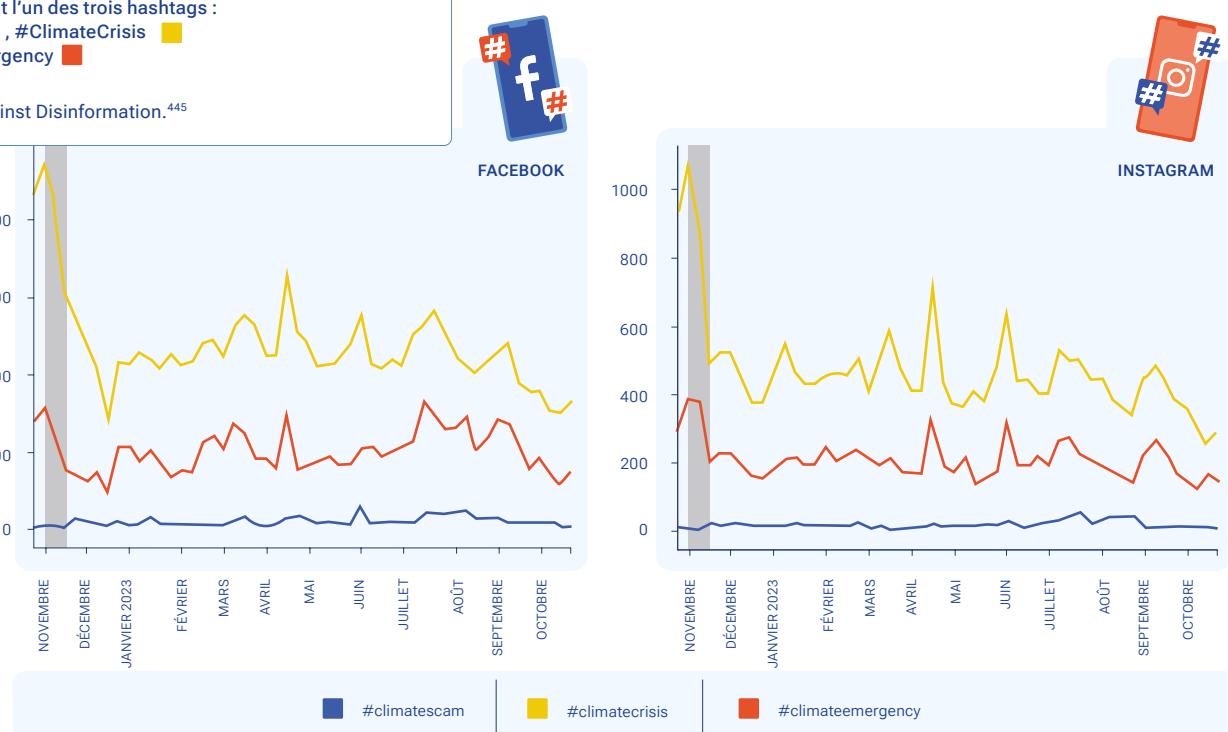
Source:  
Climate Action Against Disinformation.<sup>444</sup>



### FIGURE 2

Publications hebdomadaires sur Facebook (à gauche) et Instagram (à droite) contenant l'un des trois hashtags :  
#ClimateScam ■, #ClimateCrisis □ et #ClimateEmergency ▢

Source:  
Climate Action Against Disinformation.<sup>445</sup>



<sup>444</sup> Ibid.

<sup>445</sup> Climate Action Against Disinformation, op. cit.

Le rapport a souligné le besoin urgent de trouver des solutions d'atténuation et d'adaptation.

Le People's Climate Vote (Vote populaire pour le climat), la plus grande enquête sur le changement climatique au monde, a révélé en 2024 que malgré l'augmentation du nouveau déni, 80 % des personnes interrogées dans 77 pays soutiennent les actions de leur gouvernement contre le changement climatique.<sup>446</sup>

Cependant, la sensibilisation du public ne suffit pas à résoudre le problème. Beaucoup d'autres facteurs doivent être pris en compte avant de pouvoir obtenir un changement de comportement ou des réformes politiques. Pour protéger notre planète, nous devons promouvoir des alternatives moins chères aux combustibles fossiles, les gouvernements doivent être proactifs dans le financement des énergies propres, et la pression publique doit augmenter pour pousser au changement.

## Les médias et la crise environnementale

La triple crise que connaît la planète est issue de la fusion de trois urgences : le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Elles sont toutes provoquées par les activités économiques et industrielles humaines. Dans le même temps, le journalisme connaît une crise partout dans le monde. Son rôle, qui lui permet de définir ce qui compte dans le monde, est de plus en plus ébranlé par des menaces économiques et politiques.

De nombreux médias d'actualité mettent la clé sous la porte en raison de l'utilisation massive d'Internet qui provoque de nouvelles pertes de leurs revenus. Les algorithmes poussent les utilisateurs vers du divertissement, des contenus haineux, des théories du complot et le déni. En même temps, les efforts de relations publiques qui visent à influencer le journalisme climatique et à détourner l'attention des scientifiques sont de plus en plus forts.<sup>448</sup>



<sup>446</sup> The survey, conducted by GeoPoll on behalf of UNDP, was then collated and processed by analysts at the University of Oxford, who weighted the data to create representative estimates of public opinion. See United Nations Development Programme. *Peoples' Climate Vote 2024*. 2024. [https://peoplesclimate.vote/document/Peoples\\_Climate\\_Vote\\_Report\\_2024.pdf](https://peoplesclimate.vote/document/Peoples_Climate_Vote_Report_2024.pdf).

<sup>447</sup> Climate Action Against Disinformation, op. cit.

<sup>448</sup> Schäfer, M. S. and Painter, J. 2020. *Climate journalism in a changing media ecosystem: Assessing the production of climate change-related news around the world*. *Wires. Climate Change*. <https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/wcc.675>.

Les journalistes, les rédactions et les créateurs de contenus spécialistes de l'environnement ont un défi : parler des crises en évitant d'être alarmants ou de provoquer une peur excessive qui pourrait provoquer un désengagement ou l'apathie du public. Un individu ne peut pas absorber un nombre important de mauvaises nouvelles. Les journalistes et les créateurs de contenus doivent donc également mettre en avant les tendances positives, comme la transition mondiale vers des véhicules électriques, les succès des initiatives de conservation, l'augmentation des énergies solaire et éolienne et le contrôle des déchets plastiques et de la pollution de l'air.

Cependant, le pouvoir de la presse grand public s'est érodé avec l'effondrement du modèle économique des médias de masse. La crise des médias coïncide aussi avec le recul de la démocratie présenté dans le chapitre 1 « Journalisme : renforcer l'état de droit. » Les personnes qui menacent les journalistes travaillant sur l'utilisation non durable des ressources naturelles et d'autres enjeux environnementaux sont désormais celles qui sapent également la démocratie, le pluralisme et la liberté d'expression.

## Défendre l'environnement : les dangers

Traiter des sujets environnementaux ne devrait pas être aussi dangereux que le journalisme de guerre. L'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO a enregistré les meurtres d'au moins 46 journalistes spécialistes de l'environnement depuis 2010. Seuls 6 responsables ont été condamnés.

En janvier 2024, des assassins ont tué un journaliste qui travaillait sur la déforestation pour une chaîne de télévision locale. Plus tard la même année, dans un autre pays, un journaliste a été tué alors qu'il couvrait l'exploitation forestière illégale dans une réserve naturelle. Ces affaires montrent les risques extrêmes auxquels sont exposés les journalistes qui travaillent sur les questions environnementales, même en dehors des zones de conflit.

Un rapport de l'UNESCO couvrant la période 2009-2023 a conclu que ces attaques à l'encontre des journalistes spécialistes de l'environnement sont en

augmentation. Les journalistes d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique sont les plus en danger.<sup>452</sup>

Protéger l'environnement peut être dangereux, et pas seulement pour les journalistes. Les activistes écologistes, qui sont souvent des sources essentielles d'informations pour les médias, sont aussi en danger. Par exemple, en 2020, un étudiant activiste a été délibérément écrasé par un camion appartenant à une entreprise exploitant du sable. Les journalistes qui ont enquêté sur son meurtre ont ensuite été menacés, ce qui montre bien le climat général d'intimidation qui pèse sur le journalisme environnemental. Plus les journalistes s'intéressent aux figures locales qui se livrent à l'extraction de ressources naturelles, braconnant ou exploitant illégalement la forêt, plus le danger est grand pour eux.

Au-delà des menaces physiques, les journalistes spécialistes de l'environnement subissent des pressions systémiques, y compris le détournement de mécanismes juridiques pour les intimider et les faire taire. D'après une note thématique de 2024 de l'UNESCO, les journalistes et les médias qui couvrent les questions environnementales ont été la cible de 210 poursuites judiciaires depuis 2009. Parmi elles, 94 ont donné lieu à des poursuites pénales, y compris des accusations de trouble à l'ordre public, de terrorisme, de discours de haine, de diffusion de fausses informations et de diffamation. 39 journalistes ont été condamnés et emprisonnés.

Les poursuites civiles en diffamation représentent 63 de ces cas. Ces accusations ont souvent été utilisées pour cibler des journalistes critiquant des acteurs puissants. L'UNESCO a identifié cette tendance en 2022. Lorsqu'on observe les chiffres par région, l'Europe et l'Amérique du Nord ont comptabilisé le plus d'attaques en justice (77), la majorité étant des poursuites pour diffamation. En Asie et dans le Pacifique (59 affaires), l'emprisonnement a été la condamnation la plus courante. Ces pressions judiciaires, associées aux violences physiques, au harcèlement, au cyberharcèlement, aux menaces et à l'intimidation sociale, créent un environnement où les enquêtes sur les dommages environnementaux font peser des risques personnels et professionnels sur les journalistes.

<sup>449</sup> UNESCO. Observatory of Killed Journalists, op. cit.

<sup>450</sup> UNESCO. 2024. UNESCO Director-General condemns the killing of journalist Luis Alonso Teruel in Honduras. <https://www.unesco.org/en/articles/unesco-director-general-condemns-killing-journalist-luis-alonso-teruel-honduras>.

<sup>451</sup> UNESCO. 2024. UNESCO Director-General condemns the killing of journalist Chhoeung Chheng in Cambodia. <https://www.unesco.org/en/articles/unesco-director-general-condemns-killing-journalist-chhoeung-chheng-cambodia>.

<sup>452</sup> UNESCO. 2024. *Press and planet in danger: safety of environmental journalists; trends, challenges and recommendations*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501>.

<sup>453</sup> Joshi, A. R. 2023. Climate of Fear Persists among Nepal's Eco Defenders as Threats Rise. Mongabay. <https://news.mongabay.com/2023/06/climate-of-fear-persists-among-nepals-eco-defenders-as-threats-rise>.

<sup>454</sup> UNESCO. 2024. *Press and planet in danger: safety of environmental journalists; trends, challenges and recommendations*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501>.



Les rédactions ne réussissent pas à soutenir les journalistes qui traitent une des crises les plus urgentes de notre époque. Le coût émotionnel est élevé, tout comme leur engagement.

**Prof. Anthony Feinstein**

Département de psychiatrie, Université de Toronto et  
Sunnybrook Health Sciences Centre



De plus, les climatosceptiques qui disposent de contacts haut placés déploient des armées de bots pour terroriser ceux qui dénoncent les émetteurs de carbone et appellent à prendre des mesures dans le domaine des énergies renouvelables. Beaucoup de journalistes sont de plus en plus la cible d'attaques de trolls toxiques sur les médias sociaux et doivent s'autocensurer par précaution.

Enfin, les journalistes qui traitent de la crise climatique sont souvent traumatisés par le fait de travailler sur de nombreuses catastrophes et sur la souffrance des victimes.

Selon l'étude Climate Journalism Psychological Study, menée en collaboration par l'Université de Toronto, le réseau Oxford Climate Journalism Network et l'UNESCO, lors d'une enquête en ligne menée auprès de 268 journalistes de 90 pays, 73 % d'entre eux pensent que leur travail fait une différence, 60 % ont connu une détresse psychologique et 27 % ont mentionné avoir été harcelés pour leur travail.

Une déclaration conjointe sur la crise climatique et la liberté d'expression à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse en 2024 a mis en avant les risques élevés auxquels s'exposent les journalistes ainsi que ceux qui défendent les droits environnementaux et humains. Cette déclaration insiste sur le fait que « la crise climatique est un défi mondial sans précédent qui exige des débats éclairés, inclusifs et ouverts pour favoriser des mesures rapides et décisives. »

## L'influence de la communication mondiale sur l'action climatique

La prise de conscience du public sur l'aggravation des effets du dérèglement climatique s'est accrue au début des années 2000, en grande partie en raison d'une couverture plus importante du sujet par les médias de masse.

Cela a représenté un changement bienvenu par rapport à la fin des années 1990, une époque où les sceptiques au sein des gouvernements, souvent redevables au secteur des combustibles fossiles, étaient plus souvent cités par les médias grand public que les scientifiques. Mais lorsque les preuves du changement climatique sont devenues irréfutables, les pays industrialisés, ainsi que les pays en développement, ont commencé à investir dans l'énergie verte.<sup>459</sup>

Toutefois, au cours des quatre dernières années, des figures politiques populistes ont gagné des élections et menacent directement les subventions des gouvernements en faveur des énergies renouvelables. Les climatosceptiques ont à nouveau nié en bloc le dérèglement climatique, et une fois au pouvoir ils ont supprimé le financement de la décarbonisation.<sup>458</sup>

Alors que cette triple crise planétaire menace toutes les formes de vie sur terre, la capacité des médias de masse à attirer l'attention du public sur l'urgence de ces enjeux est sérieusement mise à mal par la crise du journalisme et de la démocratie.

Des interactions fortes et dynamiques entre scientifiques et chercheurs, médias et médias sociaux, gouvernements et citoyens façonnent l'action climatique. Alors que les médias se concentrent sur les chercheurs spécialistes du climat et les politiques gouvernementales, ce que les journalistes décident de couvrir influence aussi les politiques. Le rôle du journaliste se transforme alors : il doit présenter les résultats de recherches complexes, issus de revues à comité de lecture, en les vulgarisant. Ce travail peut favoriser les réformes politiques en construisant l'opinion publique. Cependant, le fait de vérifier les campagnes de désinformation sur le climat est compliqué et exige des écosystèmes médiatiques forts et viables.

Les campagnes de désinformation et le déni sont des techniques qui étaient déjà utilisées par les grandes entreprises du secteur du tabac qui cherchaient à censurer les recherches qui prouvaient le lien entre le tabac et le cancer des poumons.<sup>460</sup>

<sup>455</sup> OSCE. 2024. *Special Rapporteurs' Joint Declaration on the climate crisis and freedom of expression*. <https://www.osce.org/files/f/documents/6/b/567968.pdf>.

<sup>456</sup> Ibid.

<sup>457</sup> Keane, P. 2020. How the oil industry made us doubt climate change. BBC. <https://www.bbc.com/news/stories-53640382>.

<sup>458</sup> Catt, H. 2025. How the political consensus on climate change has shattered. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/cx20znjejw10>. See also BBC. 2025. Trump and the planet: The first 100 days. *The Climate Question (podcast)*. <https://www.bbc.com/audio/play/w3ct701r>.

<sup>459</sup> Coombs, W. T. 2025. *Media and Crisis Communication*. <https://www.routledge.com/Media-and-Crisis-Communication/Coombs/p/book/9781032619064?srsltid=AfmB0orEObdPK8Uuk-A8r4TrMval0LodAb6rkJ-bQBdVhSD-FCdFx7G>.

Les fabricants de cigarettes n'ont pas simplement réagi négativement à ces études, ils ont adopté une stratégie systémique et délibérée visant à les discréder, y compris en finançant activement des études ciblées pour faire germer le doute. C'est la technique utilisée aujourd'hui par les entreprises du secteur pétrolier sur la question du lien entre émissions de CO<sub>2</sub> et dérèglement climatique.<sup>461</sup> La stratégie est de discréder les journalistes et les scientifiques, exagérer les incertitudes, harceler et utiliser des outils de relations publiques.

## Le pouvoir du greenwashing

Le secteur des industries fossiles fait pression sur les législateurs et les figures politiques pour protéger ses intérêts et éviter l'application d'objectifs de réduction des émissions, et il « achète » les médias via la publicité.<sup>462</sup> Et puisque la plupart des médias grand public dépendent grandement des revenus publicitaires, les entreprises du secteur pétrolier utilisent ces publicités pour s'adonner à du 'greenwashing', du verdissement de leur image. Elles se présentent ainsi que leurs produits comme étant soucieux de l'environnement, malgré les éléments qui prouvent le contraire. L'objectif est de persuader le public que le changement climatique n'existe pas, qu'il n'est pas causé par l'activité humaine, ou du moins pas par les entreprises du secteur, et que même si c'est le cas, il est impossible de se passer des combustibles fossiles.

Un rapport d'InfluenceMap montre qu'au cours des trois années qui ont suivi l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique, les cinq plus grandes compagnies pétrolières au monde ont investi plus de 1 milliard de dollars des États-Unis dans des 'campagnes de communication et de plaidoyer trompeuses sur le climat'.<sup>463</sup> Souvent, cet argent a été utilisé pour du « greenwashing » ou pour des publicités directes sur des plateformes numériques.

Révéler les intérêts cachés de l'industrie pétrolière, dévoiler leurs soutiens politiques ou enquêter sur les lobbyistes et même les scientifiques financés par le secteur pour diffuser de fausses informations : tout cela devient de plus en plus difficile dans un contexte de crise de la viabilité des médias.

Outre les menaces extérieures pour la liberté de la presse, les journalistes sont de plus en plus poussés par leurs propres rangs à obéir et à s'autocensurer. Beaucoup de médias préfèrent être prudents et enquêter sur les questions environnementales sans pointer de coupable. Si certains se penchent sur les causes, ils incriminent souvent les victimes de crimes environnementaux plutôt que les grandes entreprises et les autorités corrompues qui pactisent avec elles.

Les médias critiquent les squatteurs qui se sont installés dans des zones inondables, au lieu de se pencher sur les promoteurs immobiliers qui se sont appropriés des terres.<sup>464</sup> Les agriculteurs de subsistance sont accusés de détruire la nature au lieu de ceux qui exploitent les forêts illégalement.<sup>465</sup> Les villageois sont tenus responsables de la pollution de l'air, et non les camions qui roulent au diesel et les centrales au charbon.<sup>466</sup>

Ce genre de couverture superficielle se penche sur la forme et non le fond. Ces récits ne font que mettre en avant les problèmes, qui sont déjà connus dans la plupart des cas. Ils désignent rarement les groupes d'intérêts responsables et proposent peu de solutions.

En parallèle, on observe une tendance grandissante qui consiste à éviter les informations : les lecteurs se détournent des gros titres qui mettent souvent en avant la violence, la faim et des prévisions apocalyptiques. Le Digital News Report 2025 du Reuters Institute a constaté que 40 % des personnes interrogées partout dans le monde se détournent de l'actualité.<sup>467</sup> Pour éviter ce phénomène, les journalistes pourraient ne pas uniquement parler des problèmes sur lesquels les lecteurs n'ont aucune prise, mais bien des solutions qu'ils peuvent mettre en place.

<sup>460</sup> Oreskes, N. and Conway, E.M. 2011. *Merchants of Doubt*.

<sup>461</sup> Rapier, R. 2024. Why Big Oil is not Like Big Tobacco. *Forbes*. <https://www.forbes.com/sites/rapier/2024/05/05/why-big-oil-is-not-like-big-tobacco/>; Angus, C. 2024. The Big Tobacco moment comes for Big Oil. *National Observer*. <https://www.nationalobserver.com/2024/02/15/opinion/big-tobacco-moment-comes-big-oil>.

<sup>462</sup> Bove, T. 2020. The Fossil Fuel Industry's Influence on Environmental Journalism. *Earth Org*. <https://earth.org/fossil-fuel-industrys-influence-on-environmental-journalism/>.

<sup>463</sup> InfluenceMap. 2025. *Big Four UK Banks: Falling Short on Climate Action? A Finance MapReport*. <https://influencemap.org/report/Big-Four-UK-Banks>.

<sup>464</sup> Dhakal, S. Phillips, A. 2024. People 'jump from roof to roof' as floods kill 148 in Nepal. *BBC*. <https://www.bbc.com/news/articles/c0qz82e7d1jo>.

<sup>465</sup> Ropero, G. 2022. Philippines needs to move away from 'subsistence farming': Panfilinan. *ABS-CBN*. <https://www.abs-cbn.com/news/06/14/22/ph-needs-to-move-away-from-subsistence-farming-pangilinan>.

<sup>466</sup> Kumar, S. 2023. Stubble trouble: Are farmers solely to blame for the air pollution in Delhi and neighbouring areas? *ET Government*. <https://government.economictimes.indiatimes.com/blog/stubble-trouble-are-farmers-solely-to-blame-for-the-air-pollution-in-delhi-and-neighbouring-areas/105486131>.

<sup>467</sup> Newman et al. 2025. *Reuters Institute Digital News Report 2025*. *Reuters Institute for the Study of Journalism*. [https://19565931.fs1.hubspotusercontent-na1.net/hubfs/19565931/Content%20Types/Round%20Digital\\_News-Report\\_2025.pdf](https://19565931.fs1.hubspotusercontent-na1.net/hubfs/19565931/Content%20Types/Round%20Digital_News-Report_2025.pdf).

## Le poids des médias sociaux

Toutes ces tendances se déroulent dans un contexte où l'actualité est sans cesse en concurrence avec le divertissement. Les médias traditionnels diffusent leurs informations dans un sens : des rédactions aux lecteurs. Au contraire, les plateformes numériques permettent les échanges grâce à des réseaux interactifs, à la diffusion de contenu et aux commentaires et réactions qui permettent d'amplifier les messages.

Les chercheurs de Climate Action Against Disinformation (CAAD) ont découvert que de grandes entreprises technologiques permettent à de « super diffuseurs » d'inonder les médias sociaux de fausses informations sur le climat. Ainsi, ces comptes peuvent mettre en doute les liens entre feux de forêt, météo extrême et dérèglement climatique, et pendant ce temps les entreprises gagnent de l'argent grâce aux publicités.<sup>468</sup>

La vérification des informations ne sert plus si les faits eux-mêmes n'ont plus d'importance sur des médias sociaux polarisés ou utilisés comme arme. Les éditeurs au sein des organes de presse traditionnels ne sont plus des gardiens. Les utilisateurs, oui.

Et aujourd'hui, le monde fait son entrée dans une nouvelle ère incertaine, celle de l'IA, sans rien savoir de ses conséquences. Comme pour les précédentes ruptures technologiques, l'IA a besoin de puissants centres de traitement des données et de systèmes de refroidissement qui utilisent principalement des combustibles fossiles.

Nous devons décider si cette tendance médiatique émergente sera bénéfique ou néfaste à l'avenir de la planète. Il n'est pas seulement question de durabilité environnementale, mais aussi d'intégrité de l'information. En effet, les contenus générés par l'IA ne peuvent pas remplacer la rigueur scientifique ou l'éthique journalistique.

### Pour aller de l'avant, le journalisme doit rattraper son retard<sup>469</sup>



Pour couvrir le dérèglement climatique, les journalistes devront changer leurs méthodes, définir les concepts de croissance et de développement et s'attaquer aux racines des problèmes. Ils doivent aussi prendre en compte le coût écologique de leurs reportages, cadrer l'opinion publique en diffusant les concepts largement acceptés par les scientifiques, atteindre les législateurs au sein des gouvernements et pousser à l'action dans le monde entier pour lutter contre la menace.

Pour y arriver, le rôle traditionnel du journalisme doit être transformé. Il faut donc remettre en question l'un des concepts de base du journalisme : les journalistes observateurs, qui gardent une distance et ne s'impliquent pas.

Historiquement, les normes professionnelles ont exigé des journalistes qu'ils donnent la parole à toutes les parties, même si l'une d'elles a clairement tort. Avec ce modèle, les complotistes, ceux qui pensent que la terre est plate et les climatosceptiques bénéficient de cette équivalence trompeuse. Sur les médias sociaux, ils obtiennent plus d'attention, car ils s'expriment avec plus de force et sont récompensés par les algorithmes.

Parfois, les journalistes sont entravés par des règles qui les forcent à être absolument impartiaux et qui les empêchent de se positionner contre les injustices.

À cet égard, le journalisme rapporte bien les faits, mais passe à côté d'une vérité plus large. Il se pourrait bien que la neutralité paralyse les journalistes en diminuant leur capacité à expliquer des tendances, à enquêter sur des vérités dérangeantes ou à suivre la trace de l'argent pour exposer les racines sociopolitiques et les ramifications des multiples crises que notre planète subit.

Continued →

<sup>468</sup> Climate Action Against Disinformation. 2024. UK Position Paper on ISD Extra Research. <https://caad.info/wp-content/uploads/2024/09/UK-Position-Paper-ISD-Extra-Research.pdf>.

<sup>469</sup> United Nations. 2022. Five ways media and journalists can support climate action while tackling misinformation. <https://news.un.org/en/story/2022/10/1129162>. See also the recommendations of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). <https://www.ipcc.ch/>.



Continued

Cette équivalence trompeuse n'est pas forcément le résultat d'une tentative délibérée d'embrouiller la situation. Elle s'explique parfois par un manque de connaissance des journalistes sur les sciences climatiques. Un journaliste qui veut être juste peut donner la parole à un climatosceptique. Les reportages sur le climat exigent des journalistes qui comprennent très bien les liens entre les sciences, les politiques et les finances de la crise climatique. Leurs reportages doivent aider à trouver des solutions et ne pas s'embourber dans la simple présentation d'avis opposés.

Le besoin d'un journalisme neutre est souvent cité par les propriétaires de médias qui ne veulent pas faire de vagues ou perdre des revenus publicitaires. Leur priorité est de protéger leurs partenaires commerciaux. Ainsi, les journalistes qui se retrouvent déjà contraints par la crise du journalisme doivent aussi subir la pression de leur employeur.

## Une question d'équilibre

En 2019, les chercheurs de l'Université de Californie à Merced ont suivi les empreintes numériques des scientifiques spécialistes du climat et des climatosceptiques dans le cadre de 200 000 publications de recherche et 100 000 articles numériques et imprimés sur le changement climatique.<sup>470</sup> En Amérique du Nord, ils ont découvert que les climatosceptiques étaient mentionnés dans 49 % d'articles en plus que les scientifiques. Ils ont conclu que les sources professionnelles grand public sont évincées, tandis que les fausses informations sur le climat sont amplifiées.

**« Les chiffres montrent que les médias compensent les experts, qui représentent la grande majorité des scientifiques réputés, en présentant les opinions d'une poignée de non-experts, »**

explique l'un des chercheurs de l'étude de l'Université de Californie à Merced, le professeur LeRoy Westerling.<sup>471</sup>

L'une des explications est que la rigueur scientifique exige un consensus avant qu'une théorie puisse être vérifiée. De leur côté, les complotistes et ceux qui diffusent de fausses informations n'ont besoin d'aucun élément probant. Voilà pourquoi de nombreux pseudoscientifiques publient des théories folles sur le climat, les dangers des vaccins et les avancées médicales, qui deviennent ensuite virales. Alors que certains scientifiques choisissent de ne pas leur répondre directement pour ne pas donner de la visibilité aux fausses informations, d'autres s'opposent activement aux fausses informations en apparaissant dans les médias, en s'exprimant publiquement et en collaborant avec des vérificateurs d'informations et des vulgarisateurs scientifiques. Cependant, les théories du complot gagnent souvent tellement vite en visibilité, que les corrections fondées sur les éléments probants ne peuvent pas suivre le rythme.

Une enquête publiée dans la revue *Nature* s'est penchée sur les stratégies efficaces permettant de lutter contre le déni du changement climatique et des vaccins et a permis de découvrir que le fait de ne pas répondre aux publications des climatosceptiques leur donnait plus de légitimité, alors que le fait de fournir des faits était plus efficace.<sup>472</sup>

Dans les pays où la justice ne fonctionne pas comme elle le devrait et qui favorise grandement les personnes influentes au sein des gouvernements et des entreprises, le journalisme traditionnel perpétue souvent le statu quo, ce qui revient à choisir un camp.

Ceux qui doivent vivre avec les menaces générées par le changement climatique sont desservis par l'objectivité stricte du journalisme environnemental, tandis que ceux qui sont responsables des émissions historiques s'en sortent.

<sup>470</sup> Petersen, A. M., Vincent, E. M., and LeRoy Westerling, A. 2019. Discrepancy in scientific authority and media visibility of climate change scientists and contrarians. *Nature*. [www.nature.com/articles/s41467-019-09959-4](http://www.nature.com/articles/s41467-019-09959-4).

<sup>471</sup> Anderson, L. 2019. Media Creates False Balance on Climate Science, Study Shows. UC Merced. <http://news.ucmerced.edu/news/2019/media-creates-false-balance-climate-science-study-shows>.

<sup>472</sup> Schmid, P., and Betsch, C. 2019. Effective strategies for rebutting science denialism in public discussions. *Nature Human Behaviour*. [https://www.nature.com/articles/s41562-019-0632-4?fbclid=IwAR3iBOS\\_cvgElgP3G2TI0K2uJTrNWhmwHZ56UN8SWt\\_lsA0i2rtNUEDWi4M](https://www.nature.com/articles/s41562-019-0632-4?fbclid=IwAR3iBOS_cvgElgP3G2TI0K2uJTrNWhmwHZ56UN8SWt_lsA0i2rtNUEDWi4M).

## Les médias font la différence

Le journalisme joue un rôle important dans la lutte contre le changement climatique, et il est essentiel que les organes de presse soient en mesure de communiquer sur les premiers signes d'alerte afin qu'ils puissent être pris au sérieux par les décideurs et les populations.

Comme mentionné dans le rapport sur les tendances mondiales en données, les pays où les journalistes sont indépendants ont des structures de gouvernance plus responsables qui peuvent avoir un effet direct sur l'action climatique. La capacité des médias à critiquer les autorités est fortement liée aux structures de gouvernance plus larges qui influencent les politiques climatiques. Cela montre que dans les pays où les journalistes peuvent analyser en détail les décisions des gouvernements, les politiques climatiques ont tendance à être beaucoup plus fortes et transparentes, et mieux appliquées. La force de ce lien prouve qu'un média indépendant est l'un des facteurs les plus puissants de responsabilisation des gouvernements à l'égard de l'action climatique.<sup>473</sup>

Lorsque la liberté des médias est limitée, les gouvernements sont moins susceptibles de mettre en place des politiques environnementales efficaces, et les fausses informations sur le changement climatique se propagent plus facilement. Cela montre le besoin de protections juridiques solides pour les journalistes ainsi que de mécanismes forts pour éviter les interférences politiques dans les enquêtes environnementales.

## La voie de l'avenir

Il faut investir plus dans le journalisme d'investigation pour améliorer la capacité des médias à mener des reportages en profondeur sur les crimes environnementaux (et sur la corruption qui permet à ces crimes de se produire) ainsi que sur des questions émergentes comme le greenwashing et la manipulation du marché des crédits carbone.

Nous avons besoin de journalistes qui comprennent les questions climatiques ainsi que d'organes de presse qui leur donnent assez de temps pour enquêter, analyser et expliquer leurs reportages, mais aussi pour corriger les fausses informations. Nous avons aussi besoin de gouvernements qui garantiront la sécurité des journalistes et qui les protégeront des poursuites abusives.

Tous les mois, des records de chaleur sont enregistrés, des événements climatiques extrêmes et imprévisibles<sup>474</sup> ont lieu et les calottes glaciaires fondent.<sup>475</sup> En même temps, dans le contexte de la disparition de l'ordre mondial post-1990 et dans un paysage géopolitique international plus complexe, nous constatons des reculs sur les engagements pris à Paris en 2015<sup>476</sup>, de nouvelles pressions politiques pour continuer à exploiter le pétrole et le retrait de négociations climatiques.<sup>477</sup>

Puisque les multiples crises qui affectent notre planète se déroulent en parallèle d'un déclin démocratique, les racines du dérèglement climatique et les solutions pour y remédier doivent être abordées par les reportages sur la politique, l'économie, les affaires et la santé.

<sup>473</sup> Based on Analysis made by Aldo Magogo on VDem Data, the ability of media to criticize authorities shows a very strong correlation with broader governance structures that influence climate policies ( $R^2 = 0.831$ ). This indicates that in countries where journalists can openly scrutinize government decisions, climate policies tend to be significantly stronger, more transparent, and better enforced. The strength of this relationship underscores that an independent media is one of the most powerful drivers of government accountability in climate action. When media freedom is restricted, governments are less likely to implement effective environmental policies, and misinformation about climate change spreads more easily. This highlights the need for robust legal protections for journalists and strong mechanisms to prevent political interference in environmental reporting. For more information see Annex 'World Trends Report in Data.' Magoga, A. op. cit.

<sup>474</sup> World Meteorological Organization. 2025. *WMO confirms 2024 as warmest year on record at about 1.55°C above pre-industrial level.* <https://wmo.int/news/media-centre/wmo-confirms-2024-warmest-year-record-about-155degc-above-pre-industrial-level>.

<sup>475</sup> NASA. 2024. *Arctic Sea Ice Near Historic Low; Antarctic Ice Continues Decline.* <https://www.nasa.gov/earth/arctic-sea-ice-near-historic-low-antarctic-ice-continues-decline/>.

<sup>476</sup> Columbia Law School. 2017. *President Trump Announces Withdrawal from Paris Agreement.* <https://climate.law.columbia.edu/content/president-trump-announces-withdrawal-paris-agreement-0>.

<sup>477</sup> World Economic Forum. 2025. *The US enters its 'drill, baby, drill' era. Here's what a top energy leader has to say.* <https://www.weforum.org/stories/2025/03/us-enters-drill-era-top-energy-leader-oil-gas/>.

## Protéger les journalistes pour protéger la planète

Les personnes les plus vulnérables au dérèglement climatique vivent dans le delta du Bangladesh, à faible élévation, dans les états insulaires proches du niveau de la mer, dont certains territoires risquent d'être submergés, comme au Kiribati et dans les Maldives, ou en aval des lacs glaciaires qui ne cessent de se former dans l'Himalaya. Les éleveurs de yaks, comme Tashi Gyalpu, sont heureux aujourd'hui, car ils profitent de plus de pâturages et d'un climat plus chaud. Mais à long terme, nous ne savons pas quels dangers apparaîtront lorsque le dérèglement climatique atteindra son pic.

Nous pourrons uniquement agir collectivement si les citoyens et les gouvernements connaissent la portée et les effets de calamités à venir, et ce qu'il faut faire pour éviter le pire. Ces informations ne peuvent être diffusées que par des médias libres et un écosystème numérique qui n'est pas utilisé par les climatosceptiques.

Selon la note thématique de l'UNESCO Press and Planet in Danger : 'Face à la crise environnementale mondiale, l'importance du journalisme environnemental doit être soulignée. Voilà pourquoi les groupes de plaidoyer, les réseaux de journalistes, les donateurs, les organisations multilatérales et les autres parties prenantes doivent insister sur le besoin d'une presse libre et la sécurité des journalistes.<sup>478</sup>

---

478 UNESCO. *Press and planet in danger*, op. cit.

# Faire taire la science

Par **Kate Cell**, Senior Climate Campaign Manager,  
Union of Concerned Scientists (UCS)

Alors que la terre continue à se réchauffer et que les effets sur notre climat continuent à s'intensifier, la science qui cherche à nous alerter et à nous guider est réduite au silence. Les puissants dirigeants mondiaux et les grandes entreprises ignorent ou déniennent la science dans une tentative délibérée de tromper le public et de retarder les mesures urgentes à prendre pour protéger notre planète.

Bien que les preuves soient claires, certains font tout pour ébranler la compréhension du public, souvent par le biais du harcèlement en ligne ou de la désinformation. Voici un exemple de 2024 :

- En juin 2024, un climatosceptique avec plus de 150 000 abonnés a attaqué les « arnaqueurs climatiques » pour avoir laissé entendre que les vagues de chaleur s'intensifiaient. Il s'est basé sur des données de température issues d'un seul pays en Amérique du Nord pour tromper le public sur une tendance mondiale claire aussi subie par le public (Figure 4).

- Quelques jours plus tard seulement, une vague de chaleur extrême de plus de neuf jours a touché presque 5 milliards de personnes dans le monde, une vague de chaleur rendue au moins trois fois plus susceptible de se produire en raison du réchauffement climatique (Figure 5).
- En même temps, les informations précises sur le climat sont de plus en plus difficiles à trouver. Par exemple, ces 15 dernières années, les gouvernements en Amérique du Nord et en Amérique latine ont supprimé les ressources sur le climat de leurs sites Web ou ont discrédiété des résultats scientifiques. Pour 2025, nous pouvons citer la suppression d'outils d'évaluation des risques climatiques, de guides sur l'adaptation agricole et de rapports sur le climat national. Même les bases de données de longue date sur les événements météorologiques extrêmes et leurs effets économiques ne sont plus accessibles. En conséquence, les chercheurs, les agriculteurs et le public doivent se baser sur des archives copiées ou sur des institutions indépendantes pour accéder à des informations qui étaient jusqu'alors accessibles à tous.

**479** Even for the United States, the Environmental Protection Agency (EPA) data do not support his claim. By focusing on the Dust Bowl era of the 1930s, he ignores the U.S. trend and the broader context. The EPA itself makes clear that today's conditions are neither static nor cooling; rather, heat waves are becoming more frequent, longer, and more intense. According to the EPA, the number of annual heat waves in major U.S. cities has risen from about two in the 1960s to six in recent decades. The heat wave season is roughly 46 days longer, and heatwave intensity has increased by about half a degree compared to the 1960s. Nearly all metropolitan areas show statistically significant increases. While the 1930s Dust Bowl remains the most extreme historical example in the U.S., it was fueled by poor land use and severe drought. It in no way disproves evidence of increasing global temperature or heatwave trends. See US Environmental Protection Agency. *Climate Change Indicators: Heat Waves*. <https://archive.ph/rZZ4z>.

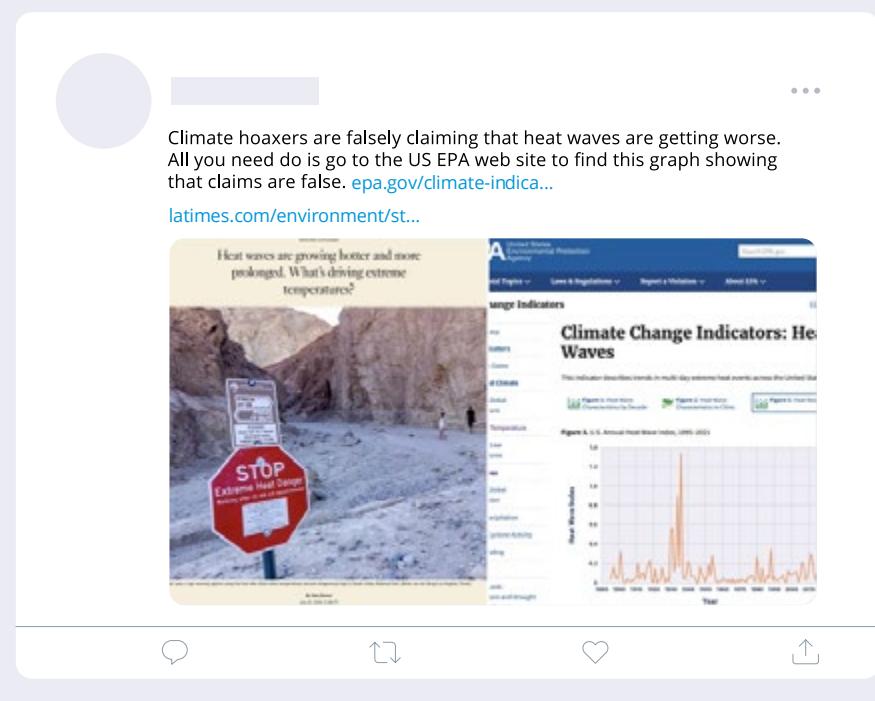
**480** Turner, C. 2017. Canada Fought the War on Science. Here's How Scientists Won. Vox. <https://www.vox.com/the-big-idea/2017/4/29/15479888/harper-war-science-resistance-march-climate>; Torres, J. G. 2019. Venezuelan Crisis: Government Censors Environmental and Scientific Data. Mongabay. <https://news.mongabay.com/2019/10/venezuelan-crisis-government-censors-environmental-and-scientific-data/>; AP in Rio de Janeiro. 2020. Outcry from Environmentalists as Brazil Fires Official Monitoring Deforestation. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2020/jul/13/brazil-firing-amazon-deforestation-data>.

**481** See, for instance, climate.us, launched on September 4, 2025. <https://www.climate.us>.



**FIGURE 4**

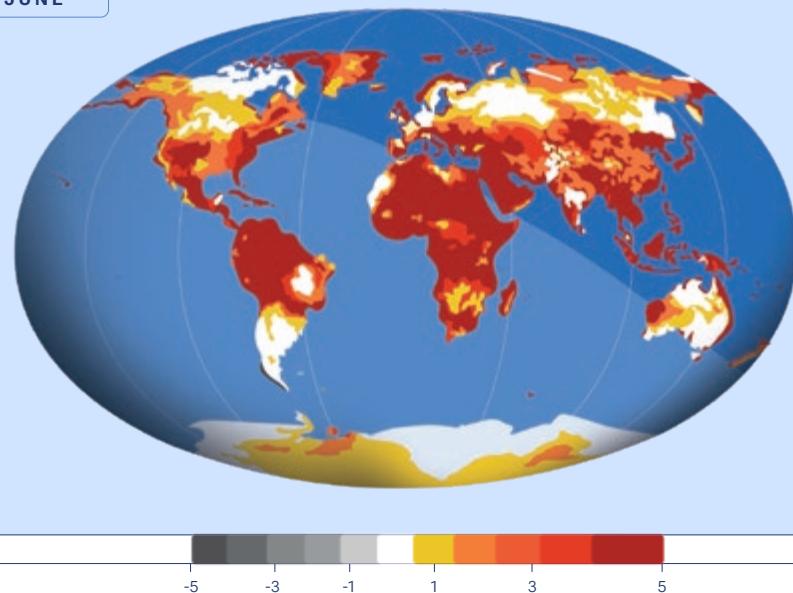
Capture d'écran tirée du compte X (anciennement Twitter) d'un climatosceptique. Il s'agit d'une publication postée quatre jours avant le début d'une vague de chaleur mondiale qui a touché presque cinq milliards de personnes.<sup>482</sup>



**MAXIMUM DAILY CSI  
FROM 16-24 JUNE**

**FIGURE 5**

Plus de 60 % de la population mondiale, près de 5 milliards de personnes, ont fait face à une vague de chaleur rendue au moins trois fois plus probable par le changement climatique entre le 16 et le 24 juin 2024<sup>483</sup>



482 Tortoise Media. Hot Air Tool. <https://www.tortoisemedia.com/hot-air-explore-tool>.

483 Climate Central. 2024. Analysis: Global Extreme Heat in June 2024 strongly linked to climate change. <https://www.climatecentral.org/report/global-heat-review-june-2024>. See also Climate Central. Climate Shift Index. <https://www.climatecentral.org/climate-shift-index>.

Nous parlons ici de personnes souffrant du réchauffement climatique, plus particulièrement d'une chaleur extrême; du rythme des progrès scientifiques; des motivations, moyens et complices de ceux qui s'opposent à l'action climatique et sapent l'intégrité de l'information ; et du fait de réduire au silence la science.

## La souffrance

Plus de 60 % de la population mondiale a connu une période prolongée de chaleur extrême en 2024.<sup>484</sup> L'Organisation mondiale de la Santé cite le rapport 2024 du Lancet Countdown sur la santé et les changements climatiques. Selon ce rapport, « la mortalité liée à la chaleur chez les personnes de plus de 65 ans a augmenté d'environ 85 % entre 2000-2004 et 2017-2021. »<sup>486</sup>

## L'état de la science

Les effets actuels et prévus du réchauffement climatique sont calculés sur la base d'un ensemble de recherches menées depuis des dizaines d'années, bénéficiant ainsi d'un fort consensus scientifique.<sup>486</sup>

En 1995, le deuxième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu qu'un « faisceau d'éléments suggère qu'il y a une influence perceptible de l'homme sur le climat global. »<sup>487</sup> En avril 2025, un article de la revue Nature a établi un lien entre les émissions générées par certaines sources et le poids économique des événements extrêmes. Cet article a conclu qu'une seule entreprise énergétique avait causé entre 791 milliards de dollars et 3,6 billions de dollars de pertes liées à la chaleur entre 1991 et 2020.<sup>488</sup>

En seulement 30 ans, les sciences climatiques ont progressé. Elles étaient capables de percevoir l'influence humaine sur le climat global, et peuvent aujourd'hui calculer le coût d'un effet en particulier (la chaleur) généré par les émissions d'une entreprise.

Les humains influencent le climat, et nous pouvons même suivre les émissions ayant généré ces effets et remonter jusqu'à des entreprises de combustibles fossiles spécifiques. Voilà les capacités de la science que les climatosceptiques tentent de réduire au silence.

## Le motif

Le danger, pour nous tous, est en grande partie dû à l'industrie des combustibles fossiles, à leurs alliés politiques et à leurs intérêts commerciaux. Ces entreprises ont caché leurs propres recherches au public tout en menant des campagnes visant à empêcher les réformes politiques.<sup>489</sup>

En 2023, le Dr Geoffrey Supran et ses coauteurs ont écrit un article dans la revue à comité de lecture Science : « depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980 dans les cercles privés et universitaires, les scientifiques embauchés par l'un des plus grands fabricants de combustibles, lubrifiants et produits chimiques ont prédit avec précision et maîtrise le changement climatique, » alors que sur la scène publique, l'entreprise œuvrait pour « nier le changement climatique ». Pour ce faire, elle a, entre autres, insisté sur les doutes, dénigré les modèles climatiques, exagéré le phénomène du refroidissement mondial, feint l'ignorance sur la perceptibilité du réchauffement causé par l'homme et a gardé le silence sur la possibilité d'actifs de combustibles fossiles bloqués dans un monde sous contrainte carbone.<sup>490</sup>

Il existe de plus en plus d'éléments prouvant que les entreprises de l'industrie des combustibles fossiles ont passé sous silence leurs propres recherches, de qualité, afin de mieux tromper le public et de contrecarrer des politiques qui les forceraient à changer leur modèle commercial.<sup>491</sup>

<sup>484</sup> Climate Central. 2024. *Global Heat Review*. <https://www.climatecentral.org/report/global-heat-review-june-2024>.

<sup>485</sup> The Lancet. *Lancet Countdown on Climate and Health*. <https://lancetcountdown.org/>; Milman, O. 2025. Trump Administration Removes Climate Change Information from Federal Websites. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/feb/04/trump-climate-change-federal-websites>.

<sup>486</sup> NASA. *Scientific Consensus*. <https://archive.ph/iJfbT>. See also Lynas, M., Houlton, B. Z., and Perry, S. 2021. Greater than 99% consensus on human caused climate change in the peer-reviewed scientific literature. *Environmental Research Letters*. <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac2966>.

<sup>487</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change. 1995. *The impact of climate change. Contribution of Working Group I to the Second Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc\\_sar\\_wg\\_1\\_full\\_report.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_sar_wg_1_full_report.pdf).

<sup>488</sup> Callahan, C. W., and Mankin, J. S. 2025. Carbon majors and the scientific case for climate liability. *Nature*. <https://www.nature.com/articles/s41586-025-08751-3.pdf>.

<sup>489</sup> Hall, S. 2015. Exxon Knew about Climate Change almost 40 years ago. *Scientific American*. <https://www.scientificamerican.com/article/exxon-knew-about-climate-change-almost-40-years-ago/>. See also Union of Concerned Scientists. 2015. The Climate Deception Dossiers. Internal Fossil Fuel Industry Memos Reveal Decades of Corporate Disinformation. <https://www.ucs.org/sites/default/files/attach/2015/07/The-Climate-Deception-Dossiers.pdf>.

<sup>490</sup> Supran et al. 2023. Assessing ExxonMobil's global warming projections. *Science*. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abk0063>.

<sup>491</sup> Union of Concerned Scientists. 2025. *Decades of Deceit. The Case Against Major Fossil Fuel Companies for Climate Fraud and Damages*. <https://www.ucs.org/resources/decades-deceit>.

## Les moyens

Les efforts des entreprises, du monde politique et d'autres alliés pour dénier les sciences climatiques, tromper le public et retarder des mesures<sup>492</sup> ont déjà largement porté préjudice à la planète.<sup>493</sup> Dans plusieurs pays du monde, des entreprises et des figures politiques utilisent le 'manuel de la désinformation' afin d'éviter la mise en place de politiques fondées sur la science.<sup>494</sup> La science permet d'élaborer des politiques en trois étapes. Mais chacune de ces étapes est soumise à des stratégies de désinformation visant à saper l'action politique (Figure 6). En effet, bon nombre de ces personnes ont auparavant adapté et déployé ce manuel de la désinformation au service de l'industrie du tabac.<sup>495</sup>

Les recherches du groupe Union of Concerned Scientists et d'autres scientifiques montrent que l'industrie des combustibles fossiles a utilisé toutes les stratégies du manuel de désinformation :

1. Engager un scientifique qui se fonde sur des méthodes discréditées et ne mentionne pas les financements reçus par l'industrie<sup>497</sup>
2. Créer le doute en exagérant les incertitudes sur les sciences climatiques et cibler les enseignants et les étudiants<sup>498</sup>
3. Harceler les scientifiques spécialistes du climat<sup>499</sup>
4. Acheter de la crédibilité<sup>500</sup>
5. Manipuler les autorités<sup>501</sup>

FIGURE 6

Cinq stratégies utilisées par l'industrie pour discréder les sciences. Les stratégies de désinformation sont utilisées par l'industrie lors du processus scientifique et du processus de prise de décisions fondées sur les sciences<sup>496</sup>



492 Climate Action Against Disinformation. 2023. *Deny, Deceive, Delay: Climate Information Integrity Ahead of COP28*. Vol. 3. <https://caad.info/analysis/reports/deny-deceive-delay-vol-3-climate-information-integrity-ahead-of-cop28>.

493 The Global Climate and Health Alliance. 2023. *Tackling climate change could be the greatest global health opportunity of the 21st century*. <https://climateandhealthalliance.org/wp-content/uploads/2023/05/GCHA-ClimateHealth-Briefing-May-2023.pdf>.

494 Reed et al. 2021. The disinformation playbook: how industry manipulates the science-policy process – and how to restore scientific integrity. *National Library of Medicine*. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8651604/>.

495 Chang, A. 2023. California's Big Oil Lawsuit Strategy Mirrors Fight Against Big Tobacco. *NPR*. <https://www.npr.org/2023/09/19/1198908039/californias-big-oil-lawsuit-strategy-mirrors-fight-against-big-tobacco>.

496 Reed et al, op. cit.

497 Mulvey, K., and Shulman, S. 2015. *The Climate Deception Dossiers. Internal Fossil Fuel Industry Memos Reveal Decades of Corporate Disinformation*. Union of Concerned Scientists. <https://www.ucs.org/sites/default/files/attach/2015/07/The-Climate-Deception-Dossiers.pdf>.

498 Ibid.

499 Union of Concerned Scientists. 2017. *How the Fossil Fuel Industry Harassed Climate Scientist Michael Mann*. <https://www.ucs.org/resources/how-fossil-fuel-industry-harassed-climate-scientist-michael-mann>.

500 Hiltner et al. 2024. Fossil fuel industry influence in higher education: A review and a research agenda. *WIREs*. [wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/wcc.904](https://doi.org/10.1002/wcc.904).

501 Kirk, K. 2025. *The fossil fuel industry spent \$219 million to elect the new U.S. government*. Yale Climate Connections. <https://yaleclimateconnections.org/2025/01/the-fossil-fuel-industry-spent-219-million-to-elect-the-new-u-s-government/>.

## Les complices

Les plateformes de médias sociaux et les moteurs de recherche en ligne profitent, comme l'industrie fossile, de la diffusion de fausses informations sur le climat qui leur permettent de capter l'attention des utilisateurs et de vendre plus de publicités.<sup>502</sup> Une base de données interactive lancée en avril 2025 a conclu que les publications des climatosceptiques ont augmenté de 24 % sur l'une des plus importantes plateformes de diffusion de vidéos en ligne entre 2021 et 2024. Les publications accusant les politiques climatiques d'être un instrument de contrôle représentent maintenant entre 37 % et 40 % des publications des climatosceptiques sur différentes plateformes.<sup>503</sup>

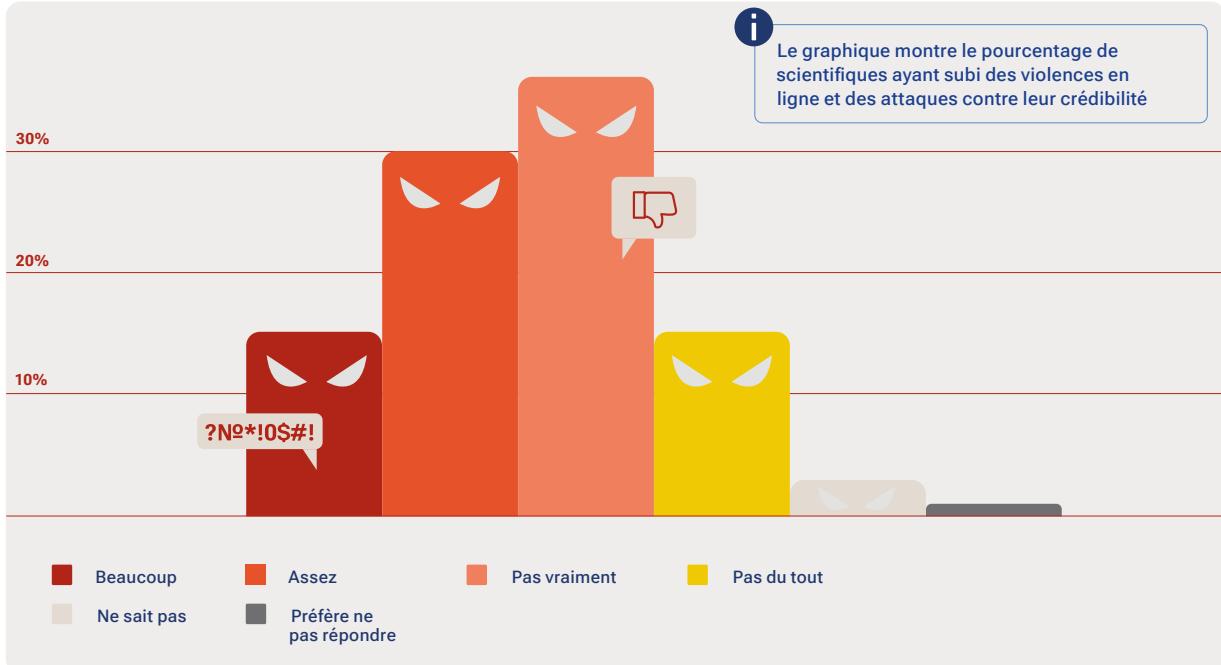
## Réduire au silence

Les industries responsables de la majorité des émissions liées au réchauffement climatique n'ont pas uniquement fait taire leurs propres scientifiques. Elles influencent et bloquent également les recherches universitaires et gouvernementales. Dans certains pays, elles ont une emprise si

forte sur les élus qu'elles arrivent à discréditer le travail des agences scientifiques, à faire réduire les financements et à empêcher ou faire reculer les politiques en faveur des réductions des émissions de gaz à effet de serre ou les mesures d'adaptation au changement climatique. Et dans de nombreux cas, elles financent ou sont affiliées aux propriétaires de comptes sur les médias sociaux qui mettent régulièrement en doute la science et attaquent les scientifiques et la recherche.

En 2023, le groupe d'intérêt public Global Witness a publié une enquête menée auprès de 486 scientifiques spécialistes du climat. Cette enquête a révélé que « le harcèlement et les abus en ligne contre les scientifiques mettent en péril leur travail et leurs moyens de communication. »<sup>504</sup> Deux graphiques de cette étude montrent les attaques contre la crédibilité des scientifiques et leurs effets négatifs sur leur productivité.

**FIGURE 7**  
Cibler la crédibilité  
Source:  
YouGov/Global Witness.



<sup>502</sup> King, J. 2023. *Expert Testimony to Special Committee on foreign interference in all democratic processes in the European Union, including disinformation*. Institute for Strategic Dialogue. <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2023/03/ING2-Committee-Hearing-on-Climate-Disinfo-Jennie-King-Expert-Testimony.pdf>.

<sup>503</sup> Kirk, K., op. cit.

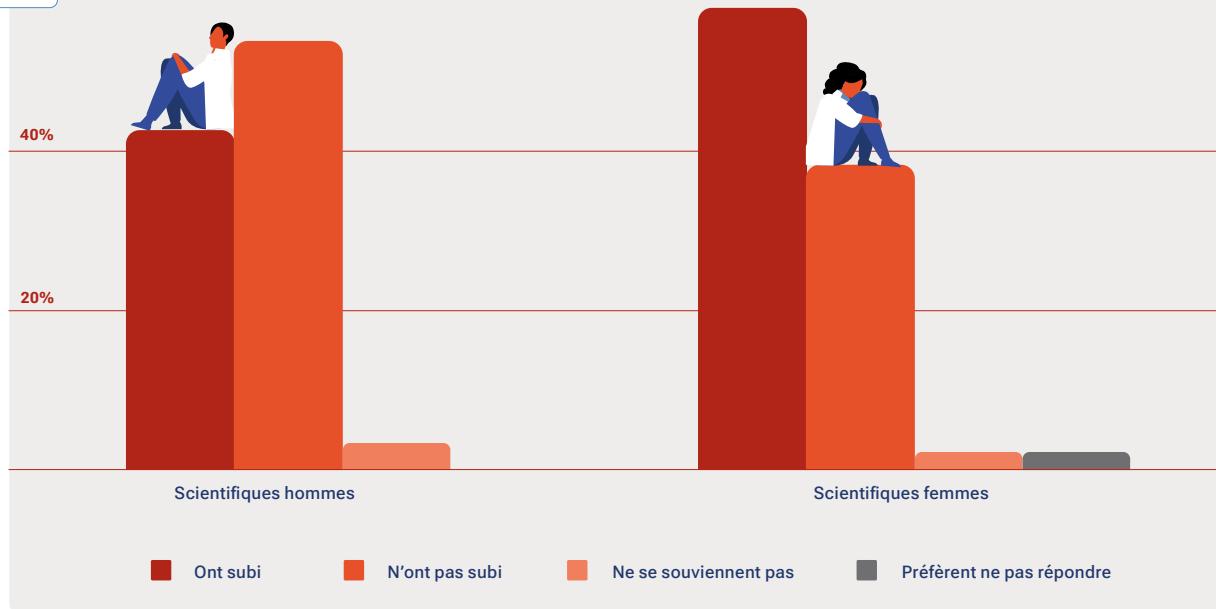
<sup>504</sup> Global Witness. 2023. *Global Hating. How online abuse of climate scientists harms climate action*. <https://globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/global-hating/>.

**FIGURE 8**

Perte de productivité

Source:  
YouGov/Global Witness.

Le graphique montre le pourcentage de scientifiques hommes et femmes ayant subi une perte de productivité due aux violences en ligne



## Et la suite ?

Les actions visant à promouvoir l'intégrité de l'information aident à faire avancer la science climatique partout dans le monde. En septembre 2024, l'ONU a lancé le Pacte numérique mondial pour combler les fractures du numérique, des données et de l'innovation.<sup>505</sup> Peu après, lors du G20 à Rio de Janeiro,<sup>506</sup> l'ONU, l'UNESCO et les nations partenaires ont introduit l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques.<sup>507</sup>

Elle vise à restaurer la confiance dans les sciences, à tenir pour responsables les plateformes de médias sociaux et les moteurs de recherche et à aider les journalistes à comprendre le manuel de la désinformation. De telles initiatives multilatérales sont une avancée importante qui permet de limiter la capacité des climatosceptiques et de leurs alliés à freiner les progrès vers un monde plus juste et sûr.

<sup>505</sup> United Nations. 2024. *Global Digital Compact*. <https://www.un.org/en/summit-of-the-future/global-digital-compact>.

<sup>506</sup> United Nations. 2024. *G20 Leaders' Summit: Brazil, UN and UNESCO launch Global Initiative for Information Integrity on Climate Change*. <https://www.un.org/en/climatechange/page/g20-leaders%e2%80%99-summit-brazil-un-and-unesco-launch-global-initiative-information>.

<sup>507</sup> UNESCO. *Global Initiative for Information Integrity on Climate Change*. <https://www.unesco.org/en/information-integrity-climate-change>.



# Rapport sur les tendances mondiales en données

Par **Aldo Magoga**, data scientist italien spécialisé dans les droits humains et la justice

**Note de l'éditeur :** Les désignations employées dans le présent chapitre et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

## Résumé

La liberté d'expression est menacée partout dans le monde : l'indépendance des médias, le débat public et la liberté académique connaissent un important déclin depuis 15 ans.

Le droit de parler librement, d'accéder à l'information et de critiquer le pouvoir s'affaiblit. Ce déclin soulève des questions urgentes : Pourquoi ces droits reculent-ils ? Quelles sont les forces derrière ces tendances, et quelles sont les conséquences pour les sociétés démocratiques, la responsabilité publique et l'égalité ? Cinq ans seulement avant la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, où en sommes-nous ?

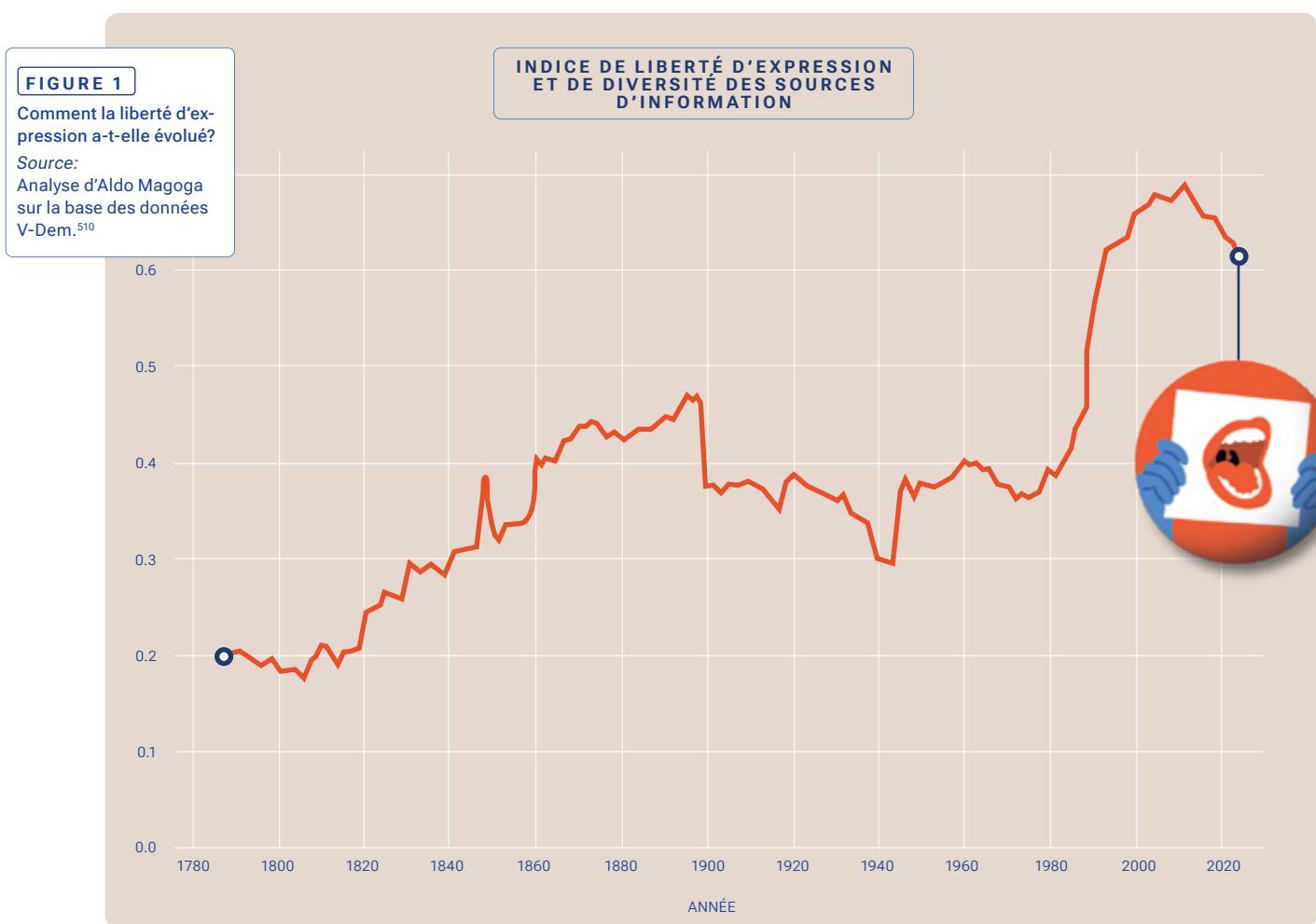
Cette analyse statistique accompagne les chapitres de ce rapport en apportant des données sur les facteurs qui protègent ou restreignent la liberté d'expression et l'accès à l'information. Elle analyse aussi les liens entre ces libertés et les dimensions clés du développement durable, en particulier de sociétés justes et inclusives, l'égalité et l'absence de discrimination et les progrès dans le domaine de l'action climatique.

# L'évolution de la liberté d'expression

Pour comprendre l'évolution de la liberté d'expression, nous avons analysé un indice mesurant ce droit dans différents pays et régions entre 1789 et 2024.

L'indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information de la base de données de V-Dem propose une notation allant de 0 à 1. 0 symbolise une suppression totale de la liberté d'expression, et 1 une liberté totale.

Les données montrent que la liberté d'expression n'a pas évolué de manière uniforme. Les données historiques indiquent une amélioration globale de la liberté d'expression et de l'accès aux sources alternatives d'information. Il faut cependant noter des fluctuations liées aux événements historiques comme la fin du colonialisme ou des conflits armés. Une tendance positive importante a commencé dans les années 1980 et s'est poursuivie jusqu'à 2012 environ. Nous avons pu observer récemment (1980-2024) que la tendance globale de la liberté d'expression ne suit pas une ligne droite. En d'autres termes, ce droit connaît des hauts et des bas, et non une simple augmentation ou diminution constante.



508 The Varieties of Democracy. 2025. V-Dem Dataset. <https://v-dem.net/data/the-v-dem-dataset/>.

509 The index is formed by taking the point estimates from a Bayesian factor analysis model of the indicators for media censorship effort (v2mecenefm), harassment of journalists (v2meharjrn), media bias (v2mebias), media self-censorship (v2meslfcen), print/broadcast media critical (v2mecrit), and print/broadcast media perspectives (v2merange), freedom of discussion for men/women (v2cldiscm, v2cldiscw), and freedom of academic and cultural expression (v2clacfree).

510 Magoga, A., op. cit.

## Tendances globales (1980-2024)

Après une amélioration rapide, la liberté d'expression a commencé à décliner dans toutes les régions. La moyenne mondiale de l'indice avait augmenté de manière stable, passant de 0,4 environ en 1980 à 0,7 en 2012. Ces résultats montrent une période d'essor de la liberté de la presse et de débats politiques ouverts. Depuis lors, ce chiffre a reculé pour atteindre 0,6 indiquant une érosion inquiétante de l'indépendance des médias et des débats publics.

Du début des années 1980 jusqu'au début des années 2010, la liberté d'expression a progressé de manière presque continue. La chute de régimes autoritaires en Europe centrale et orientale, les transitions démocratiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, et la libéralisation globale dans le reste du monde ont permis à l'indice de dépasser le score de 0,6 au moment du passage au niveau millénaire. Il est monté jusqu'à 0,68 en 2012, marquant l'apogée de la liberté de la presse dans le monde.

Cependant, après 2012, le phénomène s'est inversé. Depuis lors, l'indice a reculé d'environ 10 %, soit 0,76

% tous les ans. Cette érosion reflète celle des libertés publiques dans le monde entier. La polarisation politique, un contrôle étatique plus fort des médias traditionnels et numériques, et la surveillance grandissante sur Internet ont accéléré ce recul.

Plusieurs forces expliquent ce phénomène récent : des régimes de censure plus forts, un harcèlement plus fréquent des journalistes, des biais médiatiques plus importants et l'autocensure des médias, un espace réduit pour les points de vue critiques et des limites plus strictes pour l'expression académique et culturelle. Dans de nombreux pays, de nouvelles lois restreignent désormais la presse, les réseaux sociaux et même les discussions publiques informelles.

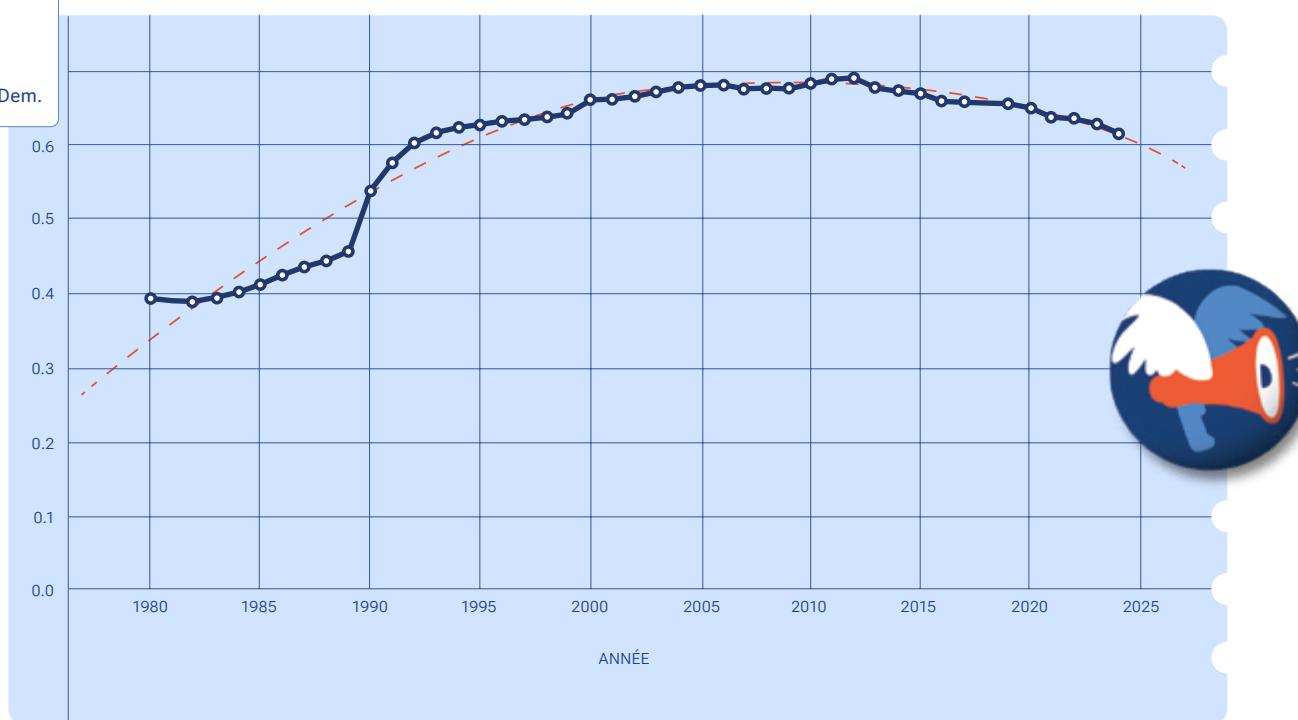
Cette tendance reflète une réalité plus large : les gains des trente dernières années sont en train d'être perdus. La protection de la liberté de la presse et des débats ouverts devient un enjeu urgent partout dans le monde.

Toutes les régions ne connaissent pas la même situation. L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ont obtenu de bien meilleurs scores que les autres régions pendant une bonne partie des quarante dernières années. Bien que la liberté d'expression décline depuis 2015, le recul y a été faible et la région profite encore de la plus forte indépendance pour les médias et de la plus grande diversité des sources d'informations.

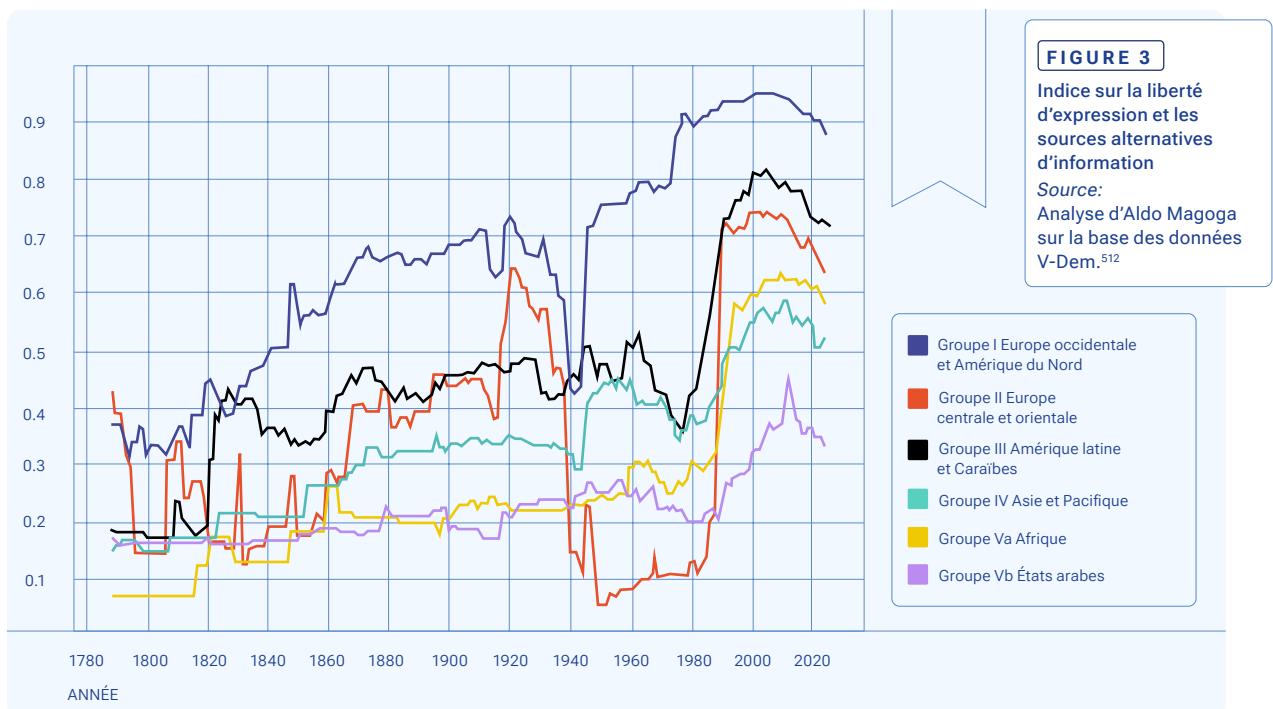
FIGURE 2

Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information

Source:  
Aldo Magoga and V-Dem.



511 As per UNESCO's Regional Grouping, Group I includes 27 States from both Western Europe and North America.



Deux régions représentent le niveau suivant. L'Europe centrale et orientale a connu une forte augmentation après 1990 qui correspond à la chute des états aux partis uniques et à l'adoption rapide de constitutions libérales. L'Amérique latine et les Caraïbes ont connu une augmentation plus graduelle à partir de la fin des années 1980 avec la fin de plusieurs régimes militaires. Depuis 2012, les deux régions ont connu une baisse constante, d'environ un dixième de point. Celle-ci laisse penser que l'érosion démocratique, la polarisation politique et les contrôles plus forts d'Internet font reculer les gains obtenus.

Le corridor moyen (en Asie du Sud et du Sud-Est) fluctue entre 0,45 et 0,6. Une libéralisation graduelle dans certaines régions d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est explique la légère augmentation visible dans les années 1990 et au début des années 2000. Cependant, de nouveaux régimes autoritaires dans plusieurs grands pays et d'importantes lois de surveillance numérique ont fait baisser l'indice après 2015.

L'Afrique commence avec le score le plus bas, mais montre l'augmentation la plus continue. Cette longue et légère augmentation, d'un score presque égal à 0 en 1960 à quasi 0,3 aujourd'hui, reflète une pluralisation graduelle des médias et une multiplication des élections libres, même si les avancées restent fragiles. Les États arabes montrent la plus grande volatilité : un pic leur a permis de dépasser le score de 0,4 en 2011, mais de récentes répressions et des conflits civils dans certains pays de la région ont fait baisser l'indice vers 0,3 en 2024.

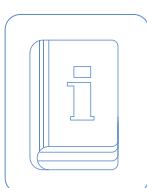
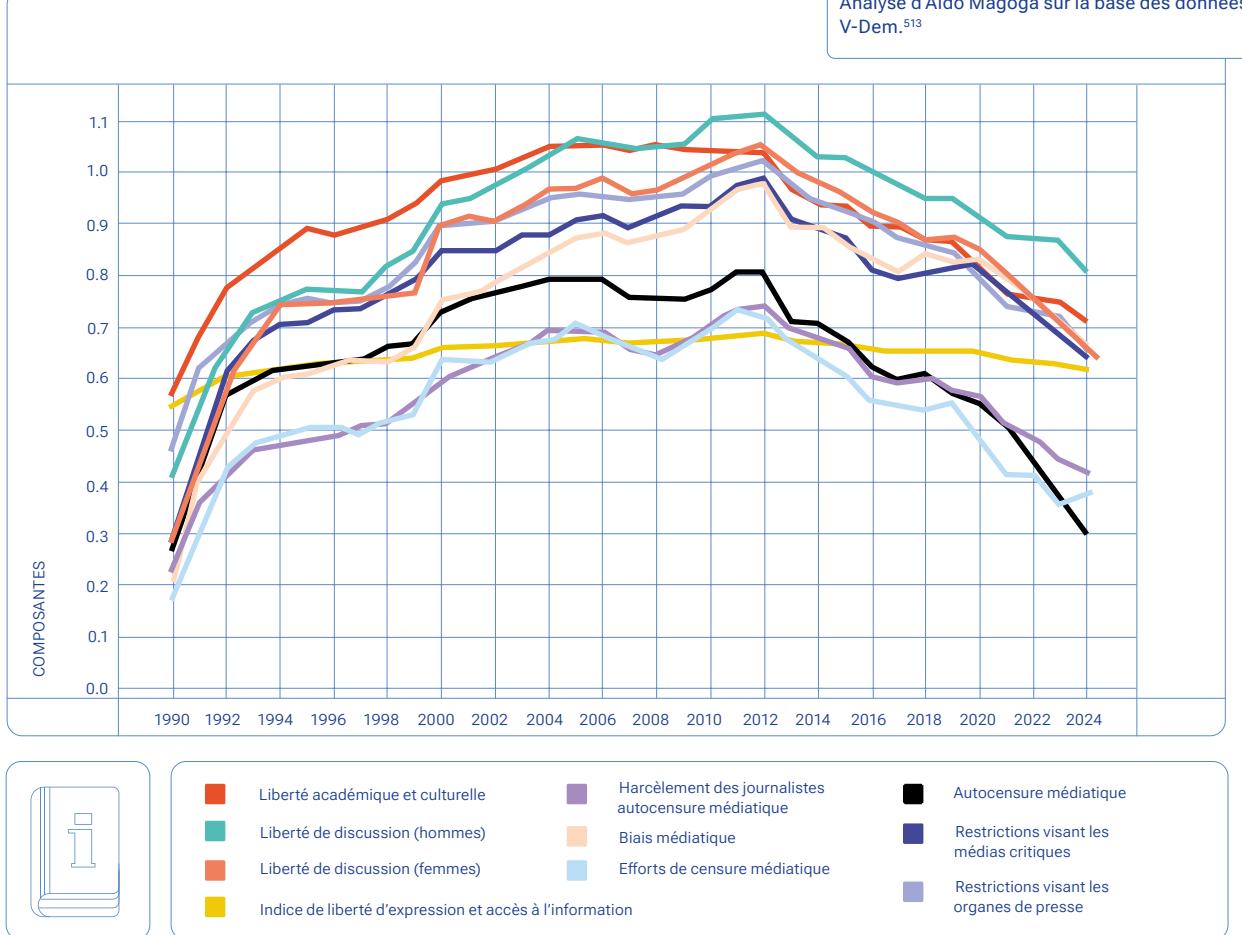
512 Magoga, A. op. cit.

## Pourquoi la liberté d'expression a-t-elle décliné entre 2012 et 2024 ?

L'indice sur la liberté d'expression se fonde sur neuf facteurs de cette liberté, y compris la censure gouvernementale, le harcèlement des journalistes et la liberté académique. Cet indice utilise une échelle où 0 représente de grandes restrictions et 3 ou 4 une grande liberté.

**FIGURE 4**

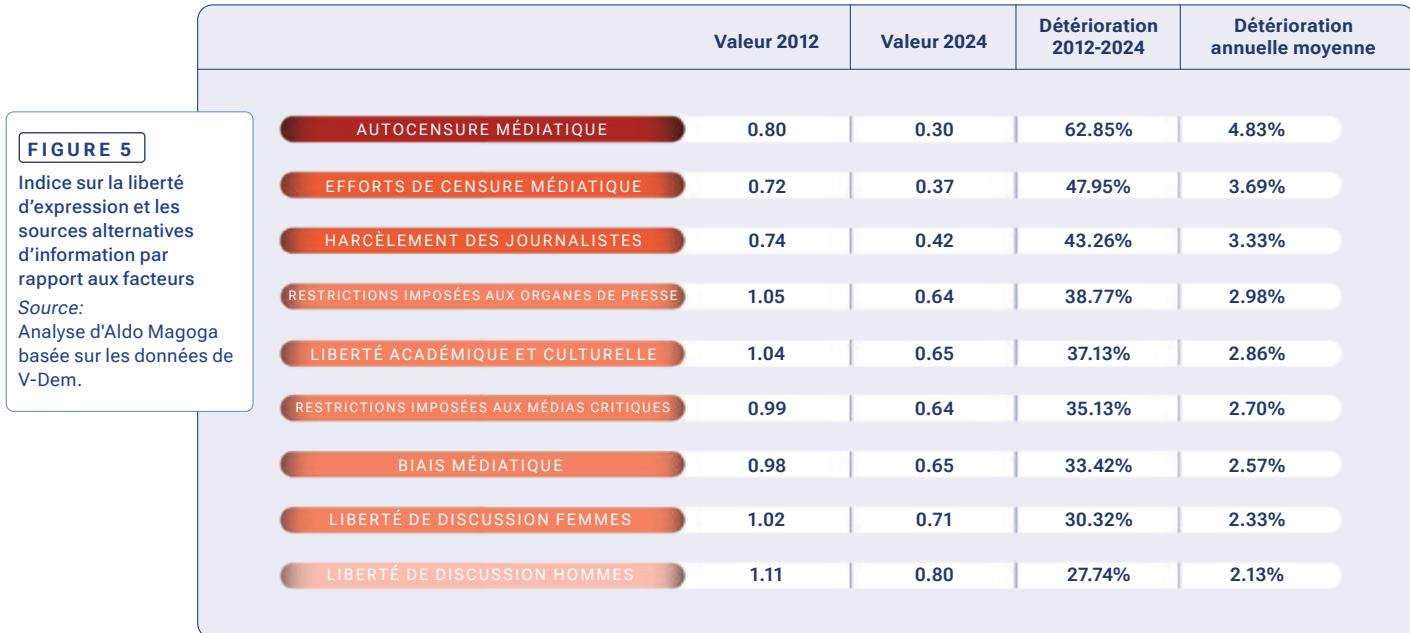
Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information par rapport aux facteurs  
 Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.<sup>513</sup>



- Liberté académique et culturelle
- Liberté de discussion (hommes)
- Liberté de discussion (femmes)
- Indice de liberté d'expression et accès à l'information
- Harcèlement des journalistes
- Biais médiatique
- Efforts de censure médiatique
- Autocensure médiatique
- Restrictions visant les médias critiques
- Restrictions visant les organes de presse

Pourquoi la liberté d'expression décline-t-elle depuis 2012 ? Cet indice propose des éclairages, les facteurs les plus critiques étant les restrictions gouvernementales et l'autocensure.

L'autocensure des médias a eu les effets les plus dévastateurs sur la liberté d'expression. Chaque année, les journalistes et les médias sont de 4,83 % plus susceptibles de ne pas couvrir des sujets dangereux ou de critiquer les autorités (augmentation de près de 63 % entre 2012 et 2024). Ils évitent d'enquêter sur des sujets sensibles par peur des représailles des gouvernements, des actions en justice ou de la violence.



**FIGURE 5**

Indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information par rapport aux facteurs

Source:  
Analyse d'Aldo Magoga  
basée sur les données de  
V-Dem.

Même dans les pays où des lois qui protègent la liberté de la presse existent, une peur de plus en plus grande des répercussions a provoqué une autocensure généralisée qui limite la diversité des points de vue accessibles au public.

En même temps, les gouvernements ont intensifié leurs efforts visant à contrôler et à restreindre les médias. Chaque année, les gouvernements et les groupes puissants resserrent leur contrôle sur les journaux, la télévision, la radio et d'autres médias d'environ 3,69 % (près de 48 % d'augmentation entre 2012 et 2024). Ce phénomène a conduit à la disparition de nombreuses publications indépendantes, ne laissant que des sources contrôlées par les États ou leur étant favorables. En conséquence, le paysage informationnel est moins diversifié et plus intensément contrôlé, ce qui rend plus difficile pour les citoyens d'accéder à des reportages objectifs.

## Une censure des gouvernements croissante

Au-delà des restrictions imposées aux médias, la censure directe et la persécution des journalistes se sont fortement intensifiées ces dix dernières années. Les agences gouvernementales ou des acteurs puissants ont renforcé la censure directe d'environ 3,6 points de pourcentage par an via des moyens comme le blocage de sites Web, des restrictions sur les contenus diffusés et des fermetures de médias. Dans certains pays, de nouvelles lois ont été adoptées pour pénaliser certains types de journalisme ou pour restreindre l'accès aux médias étrangers.

L'un des grands facteurs ayant renforcé ce déclin est le harcèlement de plus en plus important des journalistes. Les menaces, les intimidations, les arrestations ou les violences à leur encontre se sont intensifiées chaque année d'environ 3,33 %. En conséquence, de nombreux journalistes ont été contraints à l'exil, se sont retrouvés emprisonnés ou parfois même assassinés. Travailler pour les médias est de plus en plus dangereux, ce qui a encore plus favorisé l'autocensure. En effet, les journalistes prennent en compte les risques lorsqu'il s'agit d'enquêter sur des sujets sensibles d'un point de vue politique.

## Un espace pour le débat public de plus en plus réduit

Le déclin de la liberté d'expression académique et culturelle (2,86 % chaque année) montre que la réduction de l'espace dédié au débat public ne concerne pas que le journalisme. Des figures publiques, y compris des intellectuels, des artistes et d'importantes figures culturelles font également face à de plus en plus de contraintes qui les empêchent d'exprimer leurs opinions politiques ou de critiquer les actions des gouvernements. Cette tendance reflète un changement plus important qui vise à réprimer l'opposition au sein de la société.

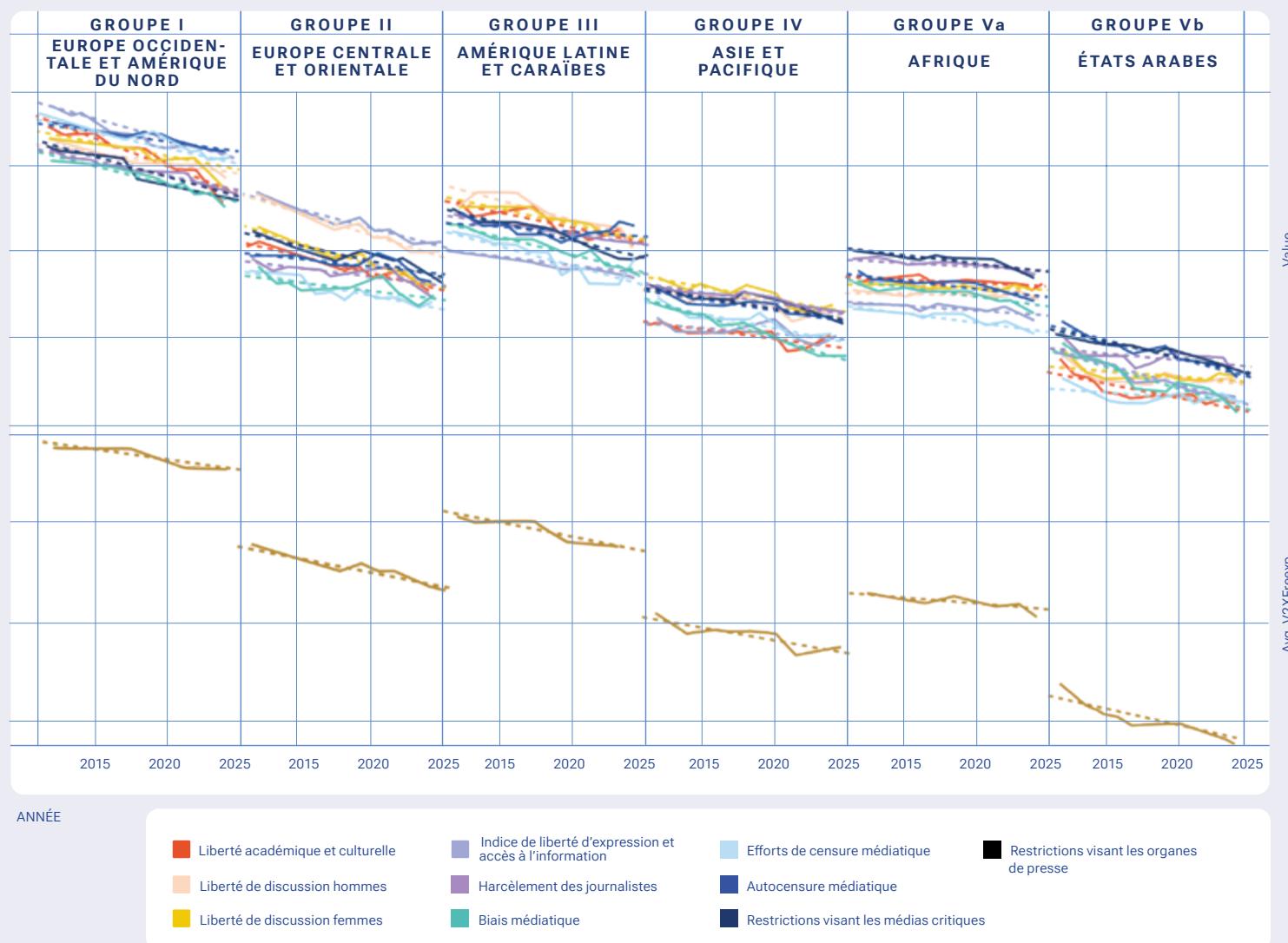
Au cours des 15 dernières années, chaque région du monde a enregistré un déclin de la liberté d'expression. Cependant, le rythme de ce déclin et les facteurs contributifs clés sont très différents d'une région à l'autre. Voici un aperçu des neuf catégories ainsi que du score général pour la liberté d'expression pour chaque région.

**FIGURE 6**

Différences régionales en termes de déclin de la liberté d'expression (2012-2024)

Source:

Analyse d'Aldo Magoga basée sur les données de V-Dem.<sup>514</sup>



<sup>514</sup> Magoga, A. 2025.

**FIGURE 7**

**EUROPE OCCIDENTALE ET  
AMÉRIQUE DU NORD  
(2021-2024).**

**DÉCLIN GLOBAL:  
0,46 % PAR AN**



	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	2.65	1.80	84.92%	6.53%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	2.54	1.99	54.44%	4.19%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	2.57	2.04	53.18%	4.09%
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	2.11	1.59	51.32%	3.95%
BIAIS MÉDIATIQUES	2.24	1.77	46.90%	3.61%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	2.24	1.82	42.19%	3.25%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	2.48	2.08	40.48%	3.11%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (FEMMES)	2.39	2.01	38.08%	2.93%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	2.48	2.17	31.30%	2.41%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.94	0.88	5.94%	0.46%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression en Europe occidentale et en Amérique du Nord a enregistré une baisse de 5,94 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,46 %. Bien que la région reste la mieux classée dans le monde sur la question de la liberté d'expression, les chiffres montrent une tendance à la baisse claire et constante sur les dix dernières années.

Les diminutions les plus importantes ont été observées au niveau de la liberté académique et culturelle, qui a reculé de 84,92 %. La censure des médias se classe à la deuxième place, avec une augmentation de 54,44 %, et est suivie par le harcèlement des journalistes qui s'est aggravé de 53,18 %.

Ces tendances montrent une évolution de plus en plus forte au sein des démocraties libérales, au sein desquelles des protections autrefois stables de la liberté d'expression et d'enquête sont aujourd'hui affaiblies par des pressions politiques de plus en plus fortes, une polarisation et un paysage informationnel hostile.

FIGURE 8

EUROPE CENTRALE ET  
ORIENTALE (2012-2024)

DÉCLIN GLOBAL:  
0,67 % PAR AN



	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
LIBERTÉ DE DISCUSSION (FEMMES)	1.59	0.95	63.98%	4.92%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	1.71	1.07	63.96%	4.92%
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	1.20	0.62	58.68%	4.51%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	1.13	0.57	55.44%	4.26%
BIAIS MÉDIATIQUES	0.81	0.41	39.80%	3.06%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	1.00	0.60	39.66%	3.05%
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	0.76	0.38	37.89%	2.91%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	0.90	0.55	34.52%	2.66%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	0.68	0.37	30.68%	2.36%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.73	0.64	8.69%	0.67%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression en Europe centrale et orientale a enregistré un recul de 8,69 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,67 %. Ce déclin est l'un des plus importants enregistrés dans le monde, et révèle une régression inquiétante des garanties démocratiques et du pluralisme dans la région.

Les reculs les plus forts ont été enregistrés pour la liberté de discussion pour les femmes et les hommes, avec des baisses respectives de 63,98 % et 63,96 %.

La liberté académique et culturelle a aussi connu une forte baisse de 58,68 %, et est suivie de près par les restrictions imposées aux médias qui se sont intensifiées de 55,44 %. Ces tendances mettent en avant une réduction généralisée de l'espace civique, qui freine le dialogue public, mais aussi l'autonomie des établissements éducatifs et culturels.



**FIGURE 9**

**AMÉRIQUE LATINE ET  
CARAÏBES (2012-2024)**

**DÉCLIN GLOBAL:  
0,53 % PAR AN**



	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	1.24	0.72	52.14%	4.01%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	1.33	0.91	41.51%	3.19%
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	1.63	1.23	40.23%	3.09%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	1.58	1.19	39.69%	3.05%
FREEDOM OF DISCUSSION (WOMEN)	1.43	1.08	34.87%	2.69%
BIAIS MÉDIATIQUES	1.43	1.12	31.12%	2.68%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	1.13	0.91	21.84%	1.68%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	0.95	0.75	19.96%	1.54%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	1.34	1.19	15.52%	1.19%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.79	0.72	6.86%	0.53%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression en Amérique latine et dans les Caraïbes a enregistré un recul de 6,86 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,53 %. Ces chiffres reflètent une érosion constante et multidimensionnelle de la liberté d'expression dans une région qui a toujours été marquée par des débats publics animés et une société civile active.

La détérioration la plus forte concerne l'autocensure des médias, qui a empiré de 52,14 %, suivie par les restrictions imposées aux médias (41,51 %) et la liberté culturelle et académique qui a reculé de 40,23 %

Ces tendances montrent des pressions de plus en plus fortes sur les journalistes et les médias indépendants, mais aussi un affaiblissement des environnements institutionnels permettant habituellement de favoriser le débat public et le pluralisme.

**FIGURE 10**

**ASIE ET PACIFIQUE  
(2012-2024)**

**DÉCLIN GLOBAL:  
0,51 % PAR AN**



	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	0.35	-0.25	59.89%	4.61%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	0.41	0	40.62%	3.12%
BIAIS MÉDIATIQUES	0.56	0.2	35.68%	2.74%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	0.53	0.19	33.84%	2.60%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	0.57	0.23	33.61%	2.59%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (FEMMES)	0.56	0.27	29.50%	2.27%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	0.66	0.4	25.69%	1.98%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	0.17	-0.06	23.29%	1.79%
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	0.33	0.12	21.17%	1.63%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.58	0.52	6.67%	0.51%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression en Asie et dans le Pacifique a enregistré un déclin de 6,67 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,51 %. Cette diminution est l'une des plus importantes au monde, et s'explique par des restrictions de plus en plus fortes sur les médias et le débat public.

Les changements les plus forts ont été enregistrés pour l'autocensure des médias, qui a empiré de 59,89 %, suivie par la censure imposée aux médias (40,62 %) et les biais médiatiques (35,68 %).

Ces changements reflètent un paysage médiatique de plus en plus façonné par les contraintes autoritaires, où la censure explicite s'accompagne d'une peur internalisée par les journalistes. En conséquence, la circulation d'informations indépendantes et critiques est gravement limitée par l'association de deux facteurs qui sont la répression directe et une autocensure généralisée.

**FIGURE 11****AFRIQUE (2012-2024)**DÉCLIN GLOBAL:  
0,32 % PAR AN

	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	0.61	0.26	34.86%	2.68%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	0.71	0.37	34.33%	2.64%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	0.33	0.01	31.27%	2.41%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	0.99	0.69	29.38%	2.26%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	0.32	0.13	18.20%	1.40%
BIAIS MÉDIATIQUES	0.9	0.74	15.98%	1.23%
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	0.8	0.71	9.48%	0.73%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (FEMMES)	0.62	0.53	8.41%	0.65%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	0.66	0.6	5.69%	0.44%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.62	0.58	4.12%	0.32%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression en Afrique a enregistré un recul de 4,12 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,32 %. Bien que ce déclin soit plus modéré que dans d'autres régions, les facteurs sous-jacents révèlent des contraintes de plus en plus importantes imposées aux médias et aux libertés publiques.

La détérioration la plus forte a été enregistrée au niveau de l'autocensure des médias (34,86 %), des restrictions imposées aux médias critiques (34,33 %) et des efforts visant à censurer les médias (31,27 %).

En Afrique, les libertés essentielles qui permettent des débats ouverts et l'autonomie des journalistes se sont grandement détériorées. Les pressions grandissantes des gouvernements sur les médias, associées aux contrôles de plus en plus importants des discours d'opposition et à la peur grandissante des journalistes, ont provoqué un haut niveau d'autocensure et ont restreint l'accès du public à des informations indépendantes et plurielles.

Les indicateurs liés à la liberté académique et à la liberté de discussion (pour les hommes et les femmes) ont notamment enregistré des baisses légères, mais constantes, ce qui aggrave le problème de l'expression libre dans tous les milieux des sociétés africaines.

**FIGURE 12**

**ÉTATS ARABES  
(2012-2024)**  
DÉCLIN GLOBAL:  
**0,87 % PAR AN**



	Valeur 2012	Valeur 2024	Détérioration 2012-2024	Détérioration annuelle moyenne
AUTOCENSURE DES MÉDIAS	-0.07	-0.89	82.00%	6.31%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS CRITIQUES	0.19	-0.46	65.65%	5.05%
HARCÈLEMENT DES JOURNALISTES	-0.12	-0.7	58.10%	4.47%
RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX MÉDIAS	0.19	-0.39	57.83%	4.45%
LIBERTÉ CULTURELLE ET ACADEMIQUE	-0.12	-0.65	52.67%	4.05%
BIAIS MÉDIATIQUES	-0.02	-0.45	42.41%	3.26%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (HOMMES)	-0.06	-0.4	34.42%	2.65%
LIBERTÉ DE DISCUSSION (FEMMES)	-0.15	-0.46	31.27%	2.41%
EFFORTS VISANT À CENSURER LES MÉDIAS	-0.48	-0.77	28.78%	2.21%
INDICE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET L'ACCÈS À L'INFORMATION	0.45	0.33	11.33%	0.87%

Source: Analyse d'Aldo Magoga sur la base des données V-Dem.

Entre 2012 et 2024, la liberté d'expression dans les États arabes a enregistré un recul de 11,33 %, soit une baisse annuelle moyenne de 0,87 %. Il s'agit du déclin le plus important enregistré parmi toutes les régions.

Les régressions les plus importantes ont été signalées dans les domaines de l'autocensure des médias, avec une aggravation de 82 %, des restrictions imposées aux médias critiques, qui ont augmenté de 65,65 %, et du harcèlement des journalistes, avec une détérioration de 58,10 %. Ces chiffres reflètent un contexte de répression grave dans certains pays, où le contrôle étatique direct sur la communication est renforcé par la peur, la surveillance et les réponses punitives réservées aux opinions divergentes.

Dans le même temps, la région a connu l'émergence d'initiatives prometteuses visant à renforcer le journalisme indépendant, à promouvoir la liberté d'expression et à traiter des enjeux liés au numérique. Des programmes de formation pour les jeunes professionnels des médias, des réseaux visant à soutenir un débat public et citoyen ouvert et des recherches collaboratives sur une utilisation responsable de l'IA dans la production de contenus sur l'actualité montrent un engagement croissant en faveur d'écosystèmes de l'information résilients et pluralistes.<sup>515</sup>

<sup>515</sup> See for example Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ). <https://en.arij.net/>.

## Idées clés

La liberté d'expression est essentielle à une démocratie en bonne santé, à la responsabilisation et à une gouvernance inclusive. Elle ne provient pas toujours des technologies, de l'éducation ou de processus formels. Pour obtenir de vraies avancées, il faut des institutions fortes et un engagement citoyen.

La liberté d'expression est un signe de bonne santé des systèmes démocratiques, mais elle y contribue aussi. En utilisant la base de données de V-Dem dans laquelle 0 représente une suppression totale de la liberté d'expression et 1 une liberté totale, nous pouvons voir les liens forts entre la liberté d'expression et les différents facteurs politiques, institutionnels et sociaux.

### Liberté d'expression : une fondation pour la démocratie

Les pays qui protègent la liberté d'expression sont aussi ceux où les libertés publiques et la participation politique sont les plus fortes. Dans les sociétés où la population peut parler, publier et échanger des idées librement, elle sera aussi plus susceptible de bénéficier d'autres droits démocratiques fondamentaux comme le droit de voter librement, de manifester pacifiquement et de prendre part aux prises de décisions publiques.

Les analyses statistiques confirment ce lien fort entre liberté d'expression et démocratie. En utilisant une mesure  $R^2$  (ou  $R$  au carré), nous pouvons mesurer la force et la proportion d'une association de deux variables sur une échelle de 0 à 1.  $R^2$  égal à 1 signifie que les deux variables évoluent ensemble de manière parfaitement linéaire.  $R^2$  égal à 0 signifie qu'il n'y a pas de lien entre les deux variables.

La liberté d'expression est très fortement liée aux libertés publiques, avec un résultat  $R^2$  de 0,9331, et encore plus avec les libertés politiques ( $R^2 = 0,9706$ ). Ces valeurs indiquent que les pays qui obtiennent des scores élevés pour la liberté d'expression obtiennent presque toujours des scores similaires pour les autres mesures démocratiques clés.

Cela signifie que la liberté d'expression n'est pas qu'un droit parmi d'autres. Elle est indispensable à la démocratie. Quand elle est protégée, les autres droits ont tendance à prospérer. Quand elle est limitée, les autres libertés sont aussi affectées. Soutenir la liberté d'expression contribue ainsi au renforcement du tissu démocratique dans son ensemble. La liberté d'expression promeut l'ouverture, la responsabilisation et une participation citoyenne active, permettant à chaque citoyen de jouer un rôle important dans l'évolution de la société.

### Un espace civique ouvert renforce l'expression et la cohésion sociale

La liberté d'expression s'épanouit dans un environnement où les citoyens peuvent s'associer, s'organiser et participer à la vie citoyenne en toute liberté. Un espace civique ouvert permet le débat public et l'activisme, mais aide aussi à établir la confiance, la solidarité et la résilience démocratique. Dans les sociétés où les citoyens prennent part activement aux actions collectives, la liberté d'expression devient plus ancrée et mieux protégée.

Cette relation est corroborée par les données. La liberté d'expression est fortement liée aux droits d'association ( $R^2 = 0,9028$ ), à la liberté d'association ( $R^2 = 0,8999$ ) et au pluralisme politique ( $R^2 = 0,8782$ ).

### Rapport entre la liberté d'expression et une gouvernance transparente et responsable

La liberté d'expression joue un rôle essentiel dans la promotion de la transparence et de la responsabilisation des gouvernements. Une presse libre et un débat public ouvert permettent aux citoyens et aux journalistes d'enquêter sur les personnes au pouvoir, de dévoiler des fautes et d'exiger une meilleure gouvernance. À leur tour, les gouvernements qui sont plus transparents et responsables ont tendance à plus respecter et protéger la liberté d'expression, ce qui permet la mise en place d'un cycle vertueux de confiance et de résilience démocratique.

Cette dynamique est corroborée par les données. La force de la relation entre liberté d'expression et responsabilisation générale des gouvernements a obtenu un très bon score ( $R^2 = 0,9133$ ). Ce lien est aussi très élevé avec une gouvernance efficace ( $R^2 = 0,8048$ ) et avec la capacité de la société civile à contrôler les politiques des gouvernements ( $R^2 = 0,7671$ ).

Ces chiffres montrent que la liberté d'expression n'est pas qu'un droit, mais bien un mécanisme qui permet la mise en place d'un contrôle démocratique et d'une gouvernance responsable.

---

## Les tribunaux indépendants et l'état de droit, gardiens de la liberté d'expression

Un système judiciaire indépendant et juste est essentiel pour protéger la liberté d'expression. Quand les tribunaux sont impartiaux et protégés des pressions politiques, ils fournissent une ligne de défense cruciale aux journalistes, aux défenseurs des droits humains et aux citoyens ordinaires qui exercent leur droit à s'exprimer librement. En même temps, la liberté d'expression aide à renforcer l'état de droit en améliorant la transparence et en permettant au public de surveiller les procédures et décisions judiciaires.

Les données soulignent ces contributions mutuelles. La liberté d'expression est fortement liée à l'état de droit dans son ensemble ( $R^2 = 0,8207$ ) et présente des liens importants avec l'indépendance de la justice, dans les instances inférieures ( $R^2 = 0,66$ ) et supérieures ( $R^2 = 0,64$ ), ainsi qu'avec la conformité des décisions de justice ( $R^2 = 0,61$ ).

---

## L'égalité des genres et l'inclusion dépendent de la liberté d'expression

La liberté d'expression est fondamentale pour faire progresser l'égalité des genres. Elle permet aux individus et aux groupes de défendre les droits des femmes, de remettre en question la discrimination et de réclamer des institutions plus inclusives. Dans le même temps, les sociétés qui font respecter l'égalité des genres, en particulier en assurant aux femmes un accès à la justice, sont plus susceptibles de protéger la liberté d'expression pour tous.

Les données confirment ce lien : la relation entre la liberté d'expression et l'accès des femmes à la justice donne un  $R^2$  de 0,54. Même s'il n'est pas aussi fort que les autres indicateurs, ce résultat montre tout de même un lien important qui suggère que l'inclusion et l'égalité s'inscrivent dans un écosystème plus large favorisant des sociétés démocratiques et ouvertes.

## Une presse libre aide à renforcer la gouvernance climatique

La liberté d'expression joue un rôle critique dans l'action climatique. Un journalisme indépendant permet au public de surveiller les politiques environnementales, de contrôler les engagements des gouvernements et de révéler le manque d'action ou la désinformation. Lorsque les médias peuvent questionner les autorités, la gouvernance climatique devient plus transparente, responsable et adaptée aux demandes de la population.

Cette relation se retrouve clairement dans les données : le lien entre les médias critiques des autorités et la force des structures de gouvernance climatique indique un  $R^2$  égal à 0,831. Les pays disposant d'une presse libre et indépendante ont tendance à obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de la gouvernance climatique, ce qui montre que la liberté d'expression favorise fortement les actions environnementales efficaces et à long terme.

---

## La liberté d'expression contribue à révéler et réduire la corruption

La corruption s'épanouit dans le secret, et la liberté d'expression est l'un des outils de lutte les plus puissants. Dans les sociétés où les citoyens peuvent s'exprimer librement et où les médias peuvent enquêter sans crainte, les pratiques de corruption sont plus compliquées à cacher. Dans le même temps, les systèmes corrompus et clientélistes restreignent souvent l'expression afin de protéger leurs intérêts et d'échapper à la vigilance du public.

Les données prouvent ce phénomène : pour le lien entre la liberté d'expression et une réduction du néopatrimonialisme (qui est une combinaison de corruption et de clientélisme),  $R^2$  est égal à 0,7468, ce qui montre une corrélation forte entre un débat public ouvert et une gouvernance plus responsable. Protéger la liberté d'expression est donc un impératif démocratique, mais aussi une stratégie pratique de lutte contre la corruption.

Enfin, les données sont formelles : les sociétés qui souhaitent renforcer leur résilience démocratique, leur transparence, leur stabilité et le développement équitable doivent donner la priorité à la liberté d'expression. Les corrélations statistiques fortes présentées dans ce rapport montrent que la protection et le renforcement de la liberté de s'exprimer librement et ouvertement sont non seulement des impératifs moraux, mais aussi une nécessité pratique.

# Analyse statistique pour les quatre chapitres du Rapport sur les tendances mondiales

## **CAPITRE 1**

### **Journalisme : renforcer l'état de droit**

Se basant sur l'indice sur la liberté d'expression et les sources alternatives d'information comme référence, cette analyse évalue si l'indépendance de la justice, les contrôles législatifs et la responsabilisation du pouvoir exécutif sont essentiels pour améliorer la liberté d'expression au sein des sociétés.

### **Le pouvoir législatif : un défenseur du pluralisme**

Dans de nombreux systèmes démocratiques, le pouvoir législatif contrebalance le pouvoir exécutif et garantit qu'un dirigeant ou un seul parti au pouvoir ne puisse dominer le paysage politique et médiatique. L'analyse statistique confirme que lorsqu'il existe un contrôle législatif fort, les sociétés bénéficient d'une liberté d'expression beaucoup plus importante.

- La présence de partis d'opposition au parlement est l'indicateur le plus fort d'un écosystème de l'information libre et diversifié ( $R^2 = 0,72$ ). Ce résultat montre que lorsque plusieurs points de vue politiques sont représentés au sein du corps législatif, il est bien plus compliqué pour un gouvernement de monopoliser la communication.
- Les enquêtes législatives ( $R^2 = 0,57$ ) et le contrôle exécutif ( $R^2 = 0,55$ ) sont tous les deux étroitement liés à la liberté des médias. En effet, ils assurent la transparence et permettent de garantir la responsabilisation des dirigeants. Ainsi, il devient plus risqué pour les gouvernements de censurer des informations défavorables.

Un pouvoir législatif pluraliste, qui enquête et est indépendant, est l'une des garanties les plus importantes de la liberté d'expression. Il s'assure qu'aucun parti ne contrôle seul le discours national et que les médias sont en mesure de faire leur travail librement sans craindre des interférences de l'État.

### **Le pouvoir judiciaire : protéger l'espace pour le débat public**

Si le pouvoir législatif offre un espace de débat, le pouvoir judiciaire en assure la protection. Les tribunaux protègent contre la censure, les répressions et le harcèlement judiciaire des journalistes et des activistes. Cela se reflète dans les données :

- L'indépendance des instances inférieures ( $R^2 = 0,66$ ) et supérieures ( $R^2 = 0,64$ ) est l'un des indicateurs les plus importants de la liberté d'expression. Ces résultats confirment que, quand les juges peuvent faire leur travail sans intervention politique, ils sont plus susceptibles de défendre les droits des individus et des médias contre des poursuites injustes.
- De même, lorsque les gouvernements respectent les décisions des tribunaux ( $R^2 = 0,61$ ), la liberté d'expression se développe. En effet, les décisions de justice peuvent efficacement limiter la censure et éviter les attaques contre la presse.

Une justice indépendante et respectée est l'un des piliers essentiels de la liberté d'expression. Elle garantit que les lois qui protègent la liberté de la presse sont bien appliquées et que les journalistes, les activistes et les citoyens disposent de recours légaux lorsque leurs droits sont violés.

### **Le pouvoir exécutif : quand le pouvoir n'est pas contrôlé**

Le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les présidents, les Premiers ministres et les représentants du gouvernement, est souvent celui qui a l'influence la plus directe sur la liberté d'expression. En effet, il contrôle l'application de la loi, les agences de régulation et les institutions publiques. Lorsque les autres institutions arrivent à contraindre le pouvoir exécutif, la liberté d'expression a plus de chance d'être respectée. L'analyse met en avant des tendances clés :

- Les contraintes du pouvoir judiciaire ( $R^2 = 0,70$ ) et du pouvoir législatif ( $R^2 = 0,68$ ) sur le pouvoir exécutif sont des indicateurs très fiables de la liberté d'expression. Cela signifie que lorsque le pouvoir exécutif est contrôlé et tenu responsable par des tribunaux et un pouvoir législatif indépendants, il est moins susceptible de faire taire des voix essentielles.

- Le respect de la constitution par le pouvoir exécutif ( $R^2 = 0,47$ ) est aussi important, mais ne garantit pas seul la liberté d'expression. Beaucoup de gouvernements respectent formellement les principes constitutionnels, mais exploitent des vides juridiques pour limiter l'information.

Le pouvoir exécutif est l'acteur disposant de la plus grande influence sur la liberté des médias, mais sa capacité à restreindre cette liberté est considérablement réduite lorsqu'elle est limitée par des institutions fortes. Le contrôle judiciaire et législatif garantit qu'aucun dirigeant ne soit en mesure de monopoliser l'information.

### La situation globale : la puissance des institutions et la guerre contre la vérité

Les résultats de cette analyse vont bien au-delà des statistiques. Ils confirment ce que l'histoire ne cesse de nous rappeler : lorsque les institutions sont fortes, l'information est libre ; lorsque les institutions sont faibles, la vérité est muselée.

Les données révèlent un lien structurel clair entre les vérifications et les contrôles menés par les institutions et la liberté d'expression. Les mécanismes institutionnels les plus influents ne sont pas isolés. Au contraire, ils travaillent ensemble pour renforcer la transparence, la responsabilisation et la protection de différentes sources d'information.

Ces données exposent une réalité essentielle : la liberté d'expression ne dépend pas uniquement de changements de dirigeants ou d'efforts contre la corruption. Elle se porte au mieux lorsque les défenses institutionnelles sont fortes et quand le pouvoir est systématiquement contraint. Même dans les environnements où la corruption est importante ou lorsque le pouvoir exécutif cherche à renforcer son influence, la présence de contrôles législatifs et judiciaires solides vient contrecarrer ces forces et maintenir un espace pour le débat public. À l'inverse, lorsque ces protections institutionnelles sont affaiblies, le risque de censure, de monopolisation de l'information et de répression des voix contestataires augmente considérablement.

Les réformes fragmentaires ne suffisent donc pas lors de l'adoption d'approches stratégiques visant à défendre la liberté d'expression. L'amélioration des contrôles législatifs, le renforcement de l'indépendance judiciaire et la garantie de la responsabilité du pouvoir exécutif ne sont pas uniquement des améliorations de la gouvernance. Ils sont la base d'une société où des voix différentes peuvent être entendues, où la vérité peut être débattue et où le pouvoir peut être tenu responsable.

## CHAPITRE 2

# Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie

## Études de cas :

### Twitter/X et Meta (Facebook)

L'analyse de véritables plateformes de médias sociaux montre comment les politiques basées sur l'IA affectent la liberté d'expression :

### Twitter/X :

- Avant octobre 2022, la plateforme acceptait 30 à 50 % des demandes de suppression de contenus émanant de gouvernements. Ce chiffre est passé à 71 % après cette date, montrant un plus grand alignement avec les demandes restrictives des gouvernements, notamment sur les questions de suspension de comptes et de modération des contenus. Cette augmentation indique une évolution vers une application en masse et une réduction de la visibilité, et non vers une modération humaine nuancée.
- Les réformes politiques relatives aux discours de haine et les politiques sur la désinformation ont conduit à un nombre beaucoup moins élevé de suspensions, mais, malheureusement, à une augmentation de l'étiquetage des contenus, ce qui s'inscrit dans le phénomène « Freedom of Speech, Not Freedom of Reach », soit la liberté de diffuser toutes les informations, mais pas de les présenter à tout le monde.<sup>518</sup>

### Meta (Facebook) :

- Les demandes de gouvernements visant à récupérer des données sur les utilisateurs ont grandement augmenté (de 237 414 en 2022 à 323 846 en 2024), et Meta a maintenu un taux de conformité élevé (~76–78 %).

<sup>518</sup> Saul, D. 2022. 'Freedom of Speech' But Not 'Freedom of Reach': Musk Reinstates Kathy Griffin and Jordan Peterson Amid New Policy—But Not Trump Yet. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/dereksaul/2022/11/18/freedom-of-speech-but-not-freedom-of-reach-musk-reinstates-kathy-griffin-and-jordan-peterson-amid-new-policy--but-not-trump-yet/>.

- Ce taux de conformité élevé et stable a conduit à une plus grande sensibilisation des utilisateurs sur les risques de surveillance par les gouvernements, donnant lieu à de l'autocensure et limitant l'ampleur du débat public, surtout parmi les journalistes et les activistes.

Les plateformes de médias sociaux sont des environnements complexes pour l'application des lois, où les politiques sont remplacées par une modération basée sur des algorithmes, ce qui influence le débat public et la nature de l'expression en ligne. Tout cela indique que la mise en place pratique et l'application de mécanismes sont essentielles pour la liberté d'expression.

### **CHAPITRE 3**

## **Journalisme : faire entendre toutes les voix**

Le lien entre égalité des genres et liberté de la presse montre à quel point le pouvoir et les opportunités sont distribués inclusivement dans une société. Lorsque l'égalité des genres est profondément ancrée dans la société, des voix diversifiées, en particulier celles des femmes et des groupes vulnérables et marginalisés, sont amplifiées et viennent enrichir le débat public et le pluralisme. À l'inverse, là où les inégalités de genre persistent, la suppression et la marginalisation de la voix des femmes viennent restreindre l'ampleur et la profondeur du débat public.

Cette analyse évalue dans quelle mesure les dimensions critiques de l'égalité des genres, comme l'accès à la justice, les protections juridiques, la participation politique et l'engagement citoyen, façonnent la capacité d'une société à bâtir une expression libre et diversifiée.

### **L'accès à la justice : la base d'une expression inclusive**

Un accès équitable des femmes à la justice est une base essentielle pour le maintien d'un environnement libre et pluraliste. Lorsque les femmes peuvent avoir accès en toute confiance à des protections juridiques et chercher réparation sans discrimination, elles peuvent remettre en question les injustices et prendre une part active au débat public, ce qui contribue à des sociétés plus transparentes et ouvertes.

- Accès à la justice pour les femmes ( $R^2 = 0,54$ ) : cette corrélation forte indique que les sociétés qui donnent la priorité à l'accès à la justice pour les femmes, librement et équitablement, ont aussi tendance à protéger des libertés plus larges, pour des environnements médiatiques plus dynamiques et une meilleure participation citoyenne.

### **Protections juridiques : nécessaires, mais insuffisantes**

Les protections juridiques contre les discriminations de genre sont essentielles, mais leur efficacité dépend en grande partie de leur application et de leur acceptation par la société. Les sociétés qui mettent en place des lois sur l'égalité des genres de manière efficace créent des conditions plus favorables à la participation citoyenne et au pluralisme des médias.

- L'égalité des genres devant la loi ( $R^2 = 0,29$ ) : cette corrélation modérée montre que le simple fait d'établir une égalité sur le plan légal n'est pas suffisant. Les normes sociétales et des mécanismes d'application forts sont essentiels pour transposer ces protections juridiques dans le monde réel, permettant ainsi aux femmes de s'exprimer dans le débat public.

### **Le combat contre le harcèlement lié au genre : assurer la participation**

Le harcèlement lié au genre freine la participation des femmes aux espaces politiques et civiques. Ce harcèlement empêche souvent les femmes de participer, fait taire les points de vue différents et limite le débat public.

- Harcèlement politique des femmes ( $R^2 = 0,17$ ) : Bien que faible, cette corrélation montre que même un harcèlement limité a d'importants effets négatifs sur la participation active des femmes, et qu'ils limitent donc la diversité des médias et le dialogue pluraliste.

### **L'égalité des genres structurelle : assurer une participation citoyenne diversifiée**

L'égalité des genres structurelle comprend les dimensions juridiques, politiques et sociales, influençant l'ouverture et l'inclusivité du débat public.

Quand l'égalité des genres est structurelle, les voix des femmes font entièrement partie des informations diffusées par les médias, ce qui contribue grandement au dialogue citoyen et à l'élaboration de politiques.

- Indice de l'égalité des genres ( $R^2 = 0,56$ ) : cette corrélation forte montre clairement que les sociétés qui donnent la priorité à une égalité des genres structurelle bénéficient de débats publics plus riches et plus variés et d'une plus grande liberté pour les médias.
- Représentation des genres dans la société ( $R^2 = 0,60$ ) : la participation active des femmes dans la société civile est grandement liée à la diversité des médias, ce qui prouve le rôle critique que la société civile joue pour l'amplification des voix habituellement marginalisées.
- Égalité des genres dans les sphères politiques et juridiques ( $R^2 = 0,64$ ) : cet indicateur révèle que des protections fortes sur les questions de genre au sein des systèmes de gouvernance et juridiques améliorent considérablement la liberté d'expression, ce qui montre que la gouvernance inclusive est essentielle pour des débats publics dynamiques et pluralistes.
- Participation politique des femmes ( $R^2 = 0,15$ ) : bien que modérée, cette corrélation montre que la seule augmentation de la participation des femmes à la politique, sans changements institutionnels et culturels plus larges, a des effets limités. Cependant, une vraie inclusion politique reste essentielle pour atteindre le pluralisme.

Cette analyse met en avant la nature interconnectée de l'égalité des genres et de la liberté d'expression. Des protections juridiques fortes, un accès équitable à la justice, une participation citoyenne active et une vraie participation politique ne sont pas des mécanismes isolés. Ils se renforcent les uns les autres pour créer des environnements favorables à des débats publics libres, diversifiés et dynamiques.

#### **CHAPITRE 4**

## **Journalisme : protéger la planète**

Le lien entre liberté d'expression, durabilité et action climatique montre à quel point la transparence, la responsabilisation et les échanges inclusifs façonnent la gouvernance environnementale. Pour des actions climatiques efficaces, il faut un débat public éclairé, des médias dotés de moyens et des structures de gouvernance réactives.

À l'inverse, la restriction de la liberté d'expression conduit souvent à une participation publique limitée, à de la mésinformation et à des politiques environnementales plus faibles.

Ce chapitre présente les résultats de l'analyse sur les liens entre la liberté d'expression et de grands indicateurs de la durabilité (y compris la liberté des médias, les inquiétudes du public sur le changement climatique, la sécurité des journalistes spécialistes de l'environnement et le développement économique).

## **La critique des médias : essentiels à une gouvernance climatique efficace**

Des médias indépendants et critiques sont essentiels pour responsabiliser les gouvernements en matière de politiques climatiques. Les pays où les journalistes peuvent critiquer librement les autorités tendent à adopter des mesures environnementales plus transparentes et plus efficaces.

- Critique des autorités par les médias ( $R^2 = 0,831$ ) : cette corrélation très forte montre que la liberté des médias contribue directement à une gouvernance climatique solide. Lorsque les journalistes sont en mesure d'analyser les décisions politiques sans crainte, les gouvernements sont poussés à mettre en place des pratiques durables avec plus de rigueur.

## **Les inquiétudes publiques sur le changement climatique : l'influence du développement économique**

La prise en compte du changement climatique par le public varie grandement en fonction du niveau de développement économique du pays. Les pays plus riches qui bénéficient de normes éducatives plus élevées et de médias indépendants enregistrent souvent une meilleure sensibilisation du public.

- Les inquiétudes du public et le PIB par habitant ( $R^2 = 0,70$ ) : cette corrélation très positive montre que la prospérité économique et l'accès à l'information renforcent la compréhension du public des risques climatiques. À l'inverse, les pays à revenu faible donnent souvent la priorité à la survie économique immédiate, ce qui diminue leur capacité à participer activement à la défense du climat à long terme.

## La sécurité des journalistes spécialistes de l'environnement : combattre la désinformation sur le climat

Les journalistes spécialistes de l'environnement font souvent face à des menaces, à de la censure et à du harcèlement, surtout dans les pays où les droits de la presse sont faiblement protégés. Leur sécurité influence directement la qualité et la fiabilité des informations climatiques accessibles au public.

- La sécurité des journalistes spécialistes de l'environnement ( $R^2 = 0,396$ ) : cette corrélation modérée montre que la protection des journalistes spécialistes de l'environnement réduit la désinformation climatique et aide à renforcer le paysage médiatique dans son ensemble. Quand les journalistes peuvent travailler en sécurité, le public reçoit des informations plus précises et impartiales sur l'environnement, ce qui permet de renforcer l'efficacité des politiques climatiques.

## L'éducation sur la durabilité : un besoin urgent à grande échelle

Il est essentiel d'intégrer l'éducation sur le développement durable dans les programmes nationaux pour sensibiliser aux questions environnementales. Cependant, sans accompagnement de la liberté des médias et sans débat public libre, les efforts éducatifs seuls ont des effets limités.

- L'éducation pour le développement durable (ODD 12.8.1,  $R^2 = 0,034$ ) : cette corrélation montre que, même si l'éducation favorise la sensibilisation, il est aussi nécessaire d'associer des politiques éducatives à un engagement citoyen solide et à des médias indépendants pour motiver l'action climatique.

## Implications plus larges : renforcer la durabilité grâce à la liberté d'expression

L'analyse révèle plusieurs informations essentielles :

- Les médias indépendants sont l'un des indicateurs les plus importants de l'efficacité de la gouvernance climatique, car ils permettent de renforcer la responsabilisation et la transparence.
- La prospérité économique améliore considérablement les conditions pour la liberté d'expression et permet de diminuer les inquiétudes publiques, ce qui montre bien le besoin d'intégrer des stratégies économiques et environnementales, surtout dans les pays à revenu faible.
- La sécurité et l'indépendance des journalistes environnementaux sont primordiales pour lutter contre la désinformation et garantir des débats publics éclairés.
- L'éducation sur la durabilité est importante, mais doit être associée à des libertés et à une participation citoyenne plus larges pour être réellement fructueuse.

# Journalisme : façonner un monde en paix

## Conclusion

Depuis sa création, l'UNESCO est convaincue que l'ignorance et la méfiance ne peuvent être vaincues qu'avec le dialogue, l'accès aux connaissances et le respect de la vérité. Cependant, aujourd'hui, ces valeurs sont à un point d'infexion. La liberté d'expression connaît un recul continu depuis 2012 : érosion de la confiance, fragmentation du débat public et affaiblissement des protections démocratiques garants de la paix. Sans contrôle, cette trajectoire risque de normaliser un état de crise permanent.

Même si beaucoup partagent l'envie d'un monde en paix et stable, beaucoup d'acteurs rejettent les preuves scientifiques, contestent les informations factuelles et discréditent ceux qui ont des opinions différentes. Cette érosion de la compréhension partagée ébranle directement la démocratie et la liberté d'expression. En conséquence, il est de plus en plus difficile pour les journalistes d'enquêter, de vérifier et de publier librement des informations d'intérêt public. La démocratie est en danger, et, trop souvent, c'est aussi le cas des journalistes qui la servent et la protègent.

Pour contrer ces tendances, le journalisme évolue pour mieux servir l'intérêt public. Une tendance positive est la montée du journalisme en tant que catalyseur du dialogue. Cela n'apportera peut-être pas la paix sur terre, mais c'est un pas dans la bonne direction. Il est toujours utile d'écouter.

## ENCADRÉ 1



### Combler les fractures : faire avancer le journalisme grâce au dialogue

**Par la Deutsche Welle Akademie, le centre de la Deutsche Welle dédié au développement des médias dans le monde, à la formation au journalisme et au transfert de connaissances**

Dans un monde de plus en plus polarisé par les autocrates et les algorithmes, les médias peuvent aider à combler les fractures qui nous séparent grâce à un dialogue constructif et inclusif.

Le journalisme traditionnel est en pleine transformation. Il a perdu son rôle de gardien, puisque les populations s'informent de plus en plus sur les médias sociaux. Le rôle de surveillance des médias est de plus en plus endossé par les influenceurs en ligne. Pourtant, le rôle de forum public des médias est difficile à remplacer, et il est essentiel pour des démocraties délibératives, la cohésion sociale et la paix.

En se positionnant comme défenseurs et facilitateurs actifs du débat public, les médias ont l'occasion de regagner la confiance du public et de renforcer leur pertinence. Les journalistes doivent toujours observer et enquêter, mais ils doivent de plus en plus aider les communautés à exprimer leurs inquiétudes et à se faire un avis en permettant l'échange direct d'opinions divergentes.

Le rôle de journaliste au sein du débat public ne se limite pas aux enquêtes : il doit aussi être un facilitateur qui encourage la diversité des opinions et garantit des échanges constructifs sur des enjeux pertinents pour la société. Les méthodes de dialogue ne sont pas nouvelles. Elles sont combinées à d'autres approches professionnelles bien connues comme le journalisme constructif, le journalisme de solutions, le journalisme de paix et le journalisme communautaire et citoyen : un journalisme qui donne la priorité à la population, se concentre sur les solutions et fait preuve d'empathie.

Il existe partout dans le monde des réussites fondées sur le dialogue dans le cadre du journalisme d'intérêt public, même si leur portée est souvent assez limitée :

- Au Brésil, l'Agencia Mural de Jornalismo das Periferias est une organisation médiatique locale à but non lucratif par, pour et à propos des communautés défavorisées de la région métropolitaine de São Paulo. Cette agence a aidé à résoudre des conflits et a insufflé un sentiment de communauté et de dignité en transformant les récits sur les communautés qui, jusqu'à alors, étaient ignorées ou présentées de manière négative.
- En Ouganda, le dialogue entre citoyens et monde politique par le biais des médias est une initiative qui forme les journalistes locaux au journalisme de solutions et à l'analyse des données. Ce dialogue les aide à enquêter sur les défaillances des services publics, amplifie les voix rurales et permet de créer des plateformes pour un dialogue direct entre citoyens et monde politique pour des changements positifs inspirés des communautés.

Il existe beaucoup d'autres exemples de médias facilitant le débat public, et pas seulement au niveau local, mais aussi aux niveaux régional et national. Pour qu'un projet soit un succès, il faut prendre en compte plusieurs facteurs clés : donner une voix aux communautés affectées et créer un lien avec les organisations de la société civile qui connaissent le contexte et peuvent aider à gagner la confiance de ces communautés.

À une époque où la crédibilité connaît un déclin, la promotion et la facilitation d'un dialogue public constructif peuvent aider les médias à regagner la confiance des populations et à devenir plus pertinents. Quand les communautés voient que les médias ne font pas que parler d'elles, mais qu'ils dialoguent aussi avec elles, la relation entre eux s'améliore.

Un dialogue public constructif et inclusif peut identifier des solutions politiques à des problèmes complexes grâce à des délibérations, et aussi les légitimer. Ce dialogue contribue à éclairer et responsabiliser les autorités et à rendre la gouvernance plus inclusive. Enfin, le dialogue soutient la cohésion sociale dans un monde de plus en plus divisé en défendant des valeurs démocratiques et les libertés publiques.

## Le journalisme est une force pour l'avenir

Dans un monde où la démocratie recule et dans lequel l'IA est considérée comme plus fiable que les médias, un journalisme libre, indépendant, pluraliste et professionnel est encore plus crucial. Pour faire avancer la paix et la stabilité, il faut reconnaître que le journalisme qui sert les intérêts publics favorise :

- le respect pour les sciences et la vérité ;
- la justice et la responsabilisation ;
- le dialogue et la compréhension pour tous, y compris les femmes, les jeunes et ceux qui sont vulnérables et marginalisés.

Toutes ces caractéristiques sont celles d'une société en paix. Pourtant, le paysage informationnel mondial d'aujourd'hui montre à quel point il est difficile de construire un monde meilleur.

Les données et les informations présentées dans ce rapport nous conduisent à une conclusion sans appel : la liberté d'expression n'est pas un simple droit parmi tant d'autres, elle est l'une des bases de la résilience des démocraties, de la responsabilisation des institutions, de l'égalité et du développement durable. Les sociétés qui protègent la liberté de la presse, garantissent les libertés publiques et maintiennent l'indépendance de la justice bénéficient d'une gouvernance plus forte, d'une meilleure égalité des genres, d'une action climatique plus efficace et d'un meilleur respect des droits humains. À l'inverse, là où la liberté d'expression est affaiblie, les vérifications et les contrôles qui permettent d'éviter les conflits le sont aussi.

Aujourd'hui, des individus partout dans le monde doivent avancer dans un paysage informationnel de plus en plus incertain. Nos manières de chercher, de partager et de faire confiance aux informations évoluent rapidement, et influencent la manière dont les communautés comprennent le monde et dont les sociétés peuvent demander des comptes au pouvoir en place. Ces changements sont synonymes de promesses, mais aussi de dangers : ils peuvent amplifier des voix différentes, étendre l'accès aux connaissances et renforcer le journalisme, mais ils peuvent aussi creuser encore les divisions, propager la désinformation et réduire au silence les voix divergentes. L'avenir de nos espaces d'information ne dépendra pas uniquement de la technologie. Il sera aussi déterminé par les choix que nous prenons ensemble par le biais d'une gouvernance inclusive qui donne la priorité aux droits humains, à la dignité et au pluralisme.

Ce rapport offre aux législateurs, aux organisations internationales et à la société civile un aperçu clair des tendances actuelles. Pour y répondre, nous devons aller plus loin que des réformes symboliques ou de rapides changements technologiques. Nous devons investir systématiquement dans des institutions indépendantes, dans des mécanismes de responsabilisation solides et dans des protections qui garantissent le pluralisme tout en amplifiant les voix de ceux qui sont trop souvent réduits au silence. L'égalité des genres et la gouvernance climatique se détachent comme des priorités stratégiques qui nous rappellent que la protection de la liberté d'expression est indissociable d'une tâche plus vaste : la construction de sociétés plus justes, plus inclusives et durables.

Le choix auquel nous faisons face est difficile : continuer sur la voie de l'érosion et des crises, ou prendre des mesures fortes pour reconstruire la confiance, protéger l'information comme bien commun, et restaurer le dialogue comme base de la paix. La mission est claire. La liberté d'expression, comme le droit de chercher, de recevoir et de diffuser des informations, doit être au centre de nos efforts communs. Il ne s'agit pas uniquement d'un impératif moral, mais bien d'un principe pratique fondamental pour un avenir plus juste, inclusif et en paix.



# ANNEXES

Glossaire	176	Références	192
Méthodologie	182	Groupements régionaux	214
Biographies des auteurs et des contributeurs	186		



# Glossaire

## Biais algorithmique

La discrimination systématique et injuste qui peut se produire lorsque des systèmes d'intelligence artificielle (IA) reproduisent ou amplifient des préjugés, des stéréotypes ou des inégalités existants via leurs algorithmes ou leurs données d'entraînement. Ces biais peuvent conduire à l'exclusion, à l'inégalité et aux fractures numériques et peuvent présenter un risque pour la diversité culturelle, sociale et biologique ainsi que l'équité sociale et économique.

## Manipulation algorithmique

L'utilisation délibérée d'algorithmes pour influencer ou provoquer un comportement, souvent par le biais de recommandations personnalisées, de ciblage émotionnel ou d'autres stratégies conçues pour influencer les décisions et les actions. Cette pratique est souvent utilisée pour maximiser les profits ou atteindre des résultats particuliers et elle est généralement renforcée par du design persuasif et des techniques marketing.

## Interface de programmation d'application (API)

Un ensemble de règles et de protocoles qui permet à plusieurs logiciels de communiquer. Une API précise comment les composants logiciels doivent interagir, ce qui permet à un programme d'accéder aux données et aux fonctionnalités d'un autre programme ou service via des terminaux ou des méthodes définis.

## Assistants basés sur l'intelligence artificielle (IA)

Des applications logicielles fonctionnant avec l'intelligence artificielle et imaginées pour réaliser des tâches, fournir des informations et faciliter les interactions pour un utilisateur. Elles utilisent le langage naturel, l'apprentissage automatique, et parfois la reconnaissance vocale pour comprendre des questions ou des demandes et apporter des réponses et réaliser des actions.

## Intelligence artificielle (IA)

Les systèmes d'intelligence artificielle sont des technologies de traitement des informations qui intègrent des modèles et des algorithmes qui leur permettent d'apprendre et de réaliser des tâches cognitives générant des résultats comme des prévisions et des décisions dans des environnements physiques et virtuels. Les systèmes d'intelligence artificielle sont connus pour opérer à divers niveaux d'autonomie grâce à la modélisation et à la représentation des connaissances, et à l'exploitation des données et au calcul des corrélations.

## Hallucinations d'IA

Des informations erronées ou fausses produites par l'intelligence artificielle. Ces informations sont présentées de manière convaincante et humaine et semblent crédibles. En conséquence, ces informations erronées risquent d'être acceptées comme étant exactes, un phénomène lié aux biais d'automatisation.

## Astroturfing

La pratique trompeuse qui vise à présenter une campagne de marketing ou de relations publiques comme provenant ou étant soutenue par des participants sur le terrain, en dissimulant les commanditaires qui soutiennent le message ou l'organisation.

## Armées de bots

De vastes réseaux de comptes automatisés sur les médias sociaux déployés sur les plateformes numériques pour amplifier de manière artificielle des points de vue précis, faire taire les voix divergentes ou manipuler les discours en ligne. En créant une fausse impression de consensus ou de large soutien, les armées de bots empêchent la tenue d'un débat éclairé.

## Chatbot

Une application logicielle conçue pour simuler une conversation avec des utilisateurs humains, souvent par des interfaces textuelles ou vocales. Les chatbots peuvent fournir des informations, répondre à des questions ou réaliser des tâches automatiquement, souvent en se basant sur des règles préprogrammées ou sur l'intelligence artificielle pour interpréter les messages des utilisateurs et y répondre.

<sup>519</sup> UNESCO. 2022. *Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137>.

<sup>520</sup> UNESCO. Jaakkola, M. 2023. *Reporting on artificial intelligence: a handbook for journalism educators*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384551>.

<sup>521</sup> UNESCO. 2022. *Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137>.

## Climatosceptique

Un individu ou un groupe qui diffuse de manière intentionnelle des informations fausses ou trompeuses sur le changement climatique, dans le but de miner la compréhension du public et de retarder les actions nécessaires pour lutter contre la crise climatique.

## Médias communautaires

Médias indépendants, basés sur la société civile, qui opèrent à des fins sociales et non pour des profits. Ils sont présents dans toutes les régions du monde, et offrent aux mouvements sociaux et aux organisations communautaires un canal leur permettant de parler de leurs problèmes, de leurs inquiétudes et de leurs cultures, et de s'exprimer dans leurs langues. Les médias communautaires sont une alternative aux diffuseurs publics nationaux, qui sont souvent contrôlés par le gouvernement, et aux médias privés commerciaux. Ils offrent aux communautés un accès aux informations et une voix, ce qui facilite le débat au sein des communautés ainsi que le partage d'informations et de connaissances.

## Journalisme constructif ou journalisme de solutions

Une approche du journalisme qui va plus loin que la présentation des problèmes : elle explore les solutions possibles et leurs effets, ce qui offre aux publics des points de vue plus optimistes et tournés vers l'avenir au lieu d'uniquement se concentrer sur les crises et les problèmes.

## Modération de contenus

Lorsque des plateformes en ligne examinent, gèrent ou suppriment des contenus générés par les utilisateurs comme des discours de haine, de fausses informations ou des violations de lois et de politiques.

## Cyberviolence

Tout acte de violence, de harcèlement, d'intimidation ou d'abus commis, aidé ou amplifié par les technologies numériques et les plateformes en ligne. Il s'agit entre autres de menaces, de harcèlement, du partage non consenti de photos intimes, de discours de haine, de la divulgation de données personnelles (doxxing) et d'autres formes d'attaques en ligne causant un préjudice physique, psychologique ou social à des individus ou des groupes.

## Cyberattaque

Attaque malveillante qui tente de collecter, perturber, nier, dégrader ou détruire les ressources de systèmes d'information ou l'information elle-même.

## Deepfakes ou hypertrucages

Des images, vidéos ou enregistrements audio manipulés numériquement qui présentent une personne qui dit ou fait quelque chose qu'elle n'a jamais dit ni fait. Les deepfakes peuvent causer d'importants préjudices, y compris des dommages à la réputation et une détresse psychologique. Ils sont reconnus comme une forme d'abus facilité par la technologie.

## Créateurs de contenus en ligne

Des individus qui publient régulièrement des contenus en ligne à destination du public et comptent plus de 1 000 abonnés. Beaucoup de ces créateurs sont connus sous le nom d'influenceurs.

## Misogynie numérique ou misogynie en ligne

Il s'agit d'une forme de discrimination liée au genre et d'un type de violence à l'égard des femmes et des filles. Elle se produit en ligne, là où les plateformes numériques sont utilisées pour diffuser des contenus misogynes ou haineux. Elle inclut la promotion organisée de stéréotypes nocifs, le harcèlement et l'exclusion des femmes et des filles. Elle est souvent amplifiée par des communautés en ligne, comme la « manosphère ». La misogynie en ligne ne concerne pas que les espaces en ligne, mais influence aussi les attitudes, les comportements et les politiques dans le monde réel, et vient saper l'égalité des genres.

## Désinformation

Des informations fausses ou trompeuses délibérément créées et diffusées dans le but de tromper, souvent pour causer un préjudice. Il n'existe pas de définition universellement acceptée de la désinformation.

522 Buckley, S. 2011. *Community media: a good practice handbook*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000215097>.

523 DW Akademie. 2023. Constructive journalism toolkit for trainers. <https://akademie.dw.com/en/constructive-journalism-a-practical-toolkit-for-trainers/a-65372611>.

524 UN Women. 2025. FAQs: Digital abuse, trolling, stalking, and other forms of technology-facilitated violence against women. <https://www.unwomen.org/en/articles/faqs/digital-abuse-trolling-stalking-and-other-forms-of-technology-facilitated-violence-against-women>.

525 Ha, L. 2024. *Behind the Screens: Insights from Digital Content Creators*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392006>.

526 UN Women. 2024. *UN Women sounds the alarm over online misogyny*. <https://www.un.org/en/delegate/un-women-sounds-alarm-over-online-misogyny>.

527 United Nations. Countering Disinformation. <https://www.un.org/en/countering-disinformation>.

## **Divulgation de données personnelles ou doxxing**

Le fait de partager les informations personnelles de quelqu'un (adresse ou numéro de téléphone, par exemple) sur Internet, souvent avec une intention malveillante.

## **Vérification des faits**

La vérification de l'exactitude des informations présentées dans les médias, les déclarations publiques ou en ligne. La vérification des faits implique d'examiner les preuves, les sources et les déclarations afin de déterminer leur exactitude et leur fiabilité.<sup>528</sup>

## **Extrême droite**

Groupes ou partis politiques fondés sur la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance. Ils promulguent une haine fondée sur la race, la religion, l'origine ethnique, la nationalité et l'orientation sexuelle. La misogynie est souvent intégrée à leurs discours et est utilisée pour justifier des attaques, ce qui montre l'intersection de l'extrémisme et des violences fondées sur le genre.<sup>529</sup>

## **Forum shopping**

Pratique qui consiste à choisir un tribunal ou une juridiction afin de mener une action en justice en fonction de la probabilité la plus élevée d'obtenir un résultat favorable.<sup>530</sup>

## **Violence basée sur le genre**

Un terme parapluie regroupant tous les actes préjudiciables à l'encontre de quelqu'un en fonction des différences attribuées socialement aux hommes et aux femmes. Il comprend les actes qui infligent des dommages physiques, sexuels ou mentaux, ou des menaces d'infliger ces actes, y compris la contrainte et d'autres formes de privations de liberté. Ces actes peuvent se produire dans la sphère publique ou privée.<sup>531</sup>

## **Désinformation liée au genre**

Une stratégie qui vise à faire taire les femmes et les voix de personnes issues de la diversité des genres, ce qui est une forme de violence de genre. La nature double de ce phénomène à l'âge numérique rend la définition de ce problème et la recherche de solutions plus complexes et difficiles.<sup>532</sup>

## **Intelligence artificielle générative**

L'IA générative est un type d'intelligence artificielle qui répond aux questions (ou prompts) afin de créer de nouveaux contenus (textes, images, audios, vidéos) en apprenant à partir de modèles issus d'importants ensembles de données. Elle se base sur des réseaux pour comprendre la structure sous-jacente des données pour ensuite créer de nouveaux contenus originaux qui ressemblent aux données d'apprentissage.<sup>533</sup>

## **Greenwashing (verdissement d'image)**

Une pratique trompeuse qui consiste à faire des déclarations fausses ou exagérées pour convaincre les consommateurs que les produits, objectifs ou politiques d'une entreprise sont plus respectueux de l'environnement qu'ils ne le sont vraiment. Le greenwashing promeut de fausses solutions à la crise climatique qui détournent l'attention et retardent la prise d'actions crédibles et concrètes, devenant donc un véritable obstacle à la lutte contre le changement climatique.<sup>534</sup>

## **Discours de haine**

Toute communication, qu'elle soit orale, écrite ou visuelle, ou tout comportement, qui se base sur des références péjoratives ou discriminatoires pour attaquer une personne ou un groupe sur la base de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa race, de sa couleur de peau, de son origine nationale, de son genre, de son orientation sexuelle, de son handicap, ou d'un autre facteur de son identité. Le discours de haine est souvent ancré dans l'intolérance et la haine, et les provoque également. Il peut être dégradant, clivant et dangereux.<sup>535</sup>

## **L'information comme bien commun**

Conviction selon laquelle l'information est accessible à tous et est une ressource partagée pour l'humanité. Elle est un moyen et un objectif pour atteindre nos aspirations collectives, y compris le développement durable, la participation démocratique et le bien-être social. Pour garantir l'information comme bien commun, il faut que la presse soit libre, indépendante et pluraliste, que les médias soient viables, que les plateformes numériques soient transparentes et que

<sup>528</sup> UN Women. 2025. FAQs: Digital abuse, trolling, stalking, and other forms of technology-facilitated violence against women. <https://www.unwomen.org/en/articles/faqs/digital-abuse-trolling-stalking-and-other-forms-of-technology-facilitated-violence-against-women>.

<sup>529</sup> United Nations Report of the Secretary-General. *Terrorist attacks on the basis of xenophobia, racism and other forms of intolerance, or in the name of religion or belief*. 2022. (A/77/266). <https://docs.un.org/en/A/77/266>.

<sup>530</sup> Soraide, R. 2022. *The "Misuse" of the Judicial System to Attack Freedom of Expression: Trends, Challenges and Responses*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832/PDF/383832eng.pdf.multi>.

<sup>531</sup> United Nations High Commissioner for Refugees. Gender-based violence toolkit. <https://www.unhcr.org/gbv-toolkit>.

<sup>532</sup> UN Human Rights Office of the High Commissioner. 2023. *Gendered disinformation and its implications for the right to freedom of expression*. Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. (Doc. A/78/288.) <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/a78288-gendered-disinformation-and-its-implications-right-freedom>.

les citoyens maîtrisent les médias et l'information. Ce principe a été consacré dans la Déclaration de Windhoek+30 de l'UNESCO (2021) qui a reconnu l'information comme un bien public essentiel au développement de la démocratie.<sup>536</sup>

### Intégrité de l'information

Des informations fiables et précises qui font partie d'un système au sein duquel l'information est disponible à tous, ce qui permet aux citoyens de participer vraiment à la vie publique, de prendre des décisions éclairées et d'exercer leurs droits. Ce système est façonné par les actions d'acteurs variés, y compris les gouvernements, les entreprises technologiques, les médias, la société civile et les individus.<sup>537</sup>

### Jawboning

Une pratique adoptée par des représentants des gouvernements ou par des régulateurs qui consiste à exercer une pression informelle (menace de nouvelles régulations ou d'autres conséquences, par exemple) pour influencer les décisions.

### Grands modèles de langage

Utilisés par les systèmes d'IA générative pour comprendre et générer des textes qui semblent humains. Les grands modèles de langage apprennent sur la base de larges ensembles de données qui contiennent des milliards de phrases et demandent des ressources informatiques et énergétiques énormes.

### Modèles d'apprentissage automatique

Programmes d'IA qui ingèrent des informations (données) pour identifier des modèles et prendre des décisions.<sup>538</sup>

### Manosphère

Un réseau informel en ligne de communautés antiféministes et misogynes qui promeuvent la suprématie des hommes. Il se compose principalement d'hommes qui se rassemblent sur des sites Web, des forums et des plateformes de médias sociaux pour discuter de la masculinité, des relations et des politiques liées au genre.

Selon eux, le féminisme est la cause de tous les problèmes au sein des sociétés et les hommes sont

désavantagés. La « manosphère » amplifie des stéréotypes sexistes dans des formats populaires, qui se partagent facilement et attirent beaucoup l'attention, sans grande responsabilisation en raison de l'anonymat de beaucoup de ceux qui publient ces contenus.

### Mainmise sur les médias

Le contrôle des médias par des intérêts politiques ou commerciaux. Cette mainmise se produit souvent par le biais de mesures systématiques et prémeditées prises par des gouvernements et de puissants groupes d'intérêt.

### Métagonnées

Des données sur des données. Les métadonnées donnent des informations sur le contexte d'autres données et décrivent leurs caractéristiques (origine, auteur, date de création, format ou lieu).

### Mésinformation

La diffusion non intentionnelle d'informations inexакtes.

### Évitement des actualités

La tendance à réduire ou à éviter la consommation d'actualités, souvent car elles sont vues comme étant trop négatives, accablantes ou pas fiables.

### Nouveau déni

Une forme de climatoscepticisme qui reconnaît l'existence du changement climatique, mais qui met en doute sa gravité, son urgence et ses origines humaines. Ce nouveau déni s'accompagne de récits trompeurs, d'une minimisation du problème ou de théories du complot.

### Aide publique au développement (APD)

Aide accordée par des gouvernements qui promeut et cible en particulier le développement économique et le bien-être des pays en développement.<sup>539</sup>

<sup>533</sup> Chowdhury, R. and Dhanya, L. 2023. *Your opinion doesn't matter, anyway: exposing technology-facilitated gender-based violence in an era of generative AI*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387483>.

<sup>534</sup> United Nations. Greenwashing – the deceptive tactics behind environmental claims. <https://www.un.org/en/climatechange/science/climate-issues/greenwashing>.

<sup>535</sup> United Nations. 2019. The UN Strategy and Plan of Action on Hate Speech. <https://www.un.org/en/hate-speech/un-strategy-and-plan-of-action-on-hate-speech>. [https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/advising-and-mobilizing/Action\\_plan\\_on\\_hate\\_speech\\_EN.pdf](https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/advising-and-mobilizing/Action_plan_on_hate_speech_EN.pdf).

<sup>536</sup> UNESCO. 2021. *Windhoek+30 Declaration: Information as a Public Good*, World Press Freedom Day 2021. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158>.

<sup>537</sup> United Nations. 2024. *Global Principles for Information Integrity*. <https://www.un.org/en/information-integrity/global-principles>.

<sup>538</sup> Chowdhury, R. and Dhanya, L. 2023. *Your opinion doesn't matter, anyway: exposing technology-facilitated gender-based violence in an era of generative AI*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387483>.

<sup>539</sup> OECD. Official development assistance (ODA). <https://www.oecd.org/en/topics/official-development-assistance-oda.html>.

## **Journalisme de paix**

Un type de journalisme qui met en avant les réponses non violentes aux conflits, donne du contexte sur les racines des conflits, donne la parole à plusieurs parties (y compris à des acteurs qui ne font pas partie de l'élite), et présente des récits d'une manière qui favorise la compréhension, la réconciliation et la paix, plutôt que de simplement insister sur le conflit et la violence.

## **Phishing**

Technique pour acquérir de manière frauduleuse des informations confidentielles, comme des identifiants, des mots de passe ou des informations de carte bancaire, en piégeant les utilisateurs avec un message qui semble provenir d'une organisation légitime.

## **Réinitialisation des plateformes**

Terme utilisé pour ramener le système d'un ordinateur à son état précédent ou par défaut. Pour les grandes plateformes en ligne, ces réinitialisations ont poussé à ne plus donner la priorité à l'actualité et à se concentrer sur les créateurs et non plus sur les éditeurs. En conséquence, les publics, surtout les jeunes, ont accès à des actualités et à des contenus numériques via des plateformes performatives de médias sociaux comme TikTok et Instagram. Sur ces plateformes, les contenus sont rarement vérifiés et sont dominés par les commentaires de créateurs en ligne et d'influenceurs, et non par des reportages originaux issus de médias traditionnels.<sup>540</sup>

## **Attaque par usurpation d'identité (spoofing)**

Des imposteurs qui se font passer pour quelqu'un d'autre en ligne.<sup>541</sup>

## **Spyware**

Malware qui surveille les activités des utilisateurs, sans qu'ils soient au courant, rassemble des informations confidentielles et personnelles, y compris l'activité en ligne, et les retransmettent au propriétaire du spyware.

## **Poursuites-bâillons**

Poursuites judiciaires qui sont souvent lancées par un acteur puissant (un organisme étatique, une personne médiatisée, une entreprise) pour intimider ou réduire au silence des parties plus faibles qui critiquent ou diffusent des messages d'intérêt public qui sont défavorables à cet acteur. Le véritable objectif n'est pas de gagner l'affaire, mais bien de faire payer la défense sous des procédures judiciaires à rallonge, des coûts excessifs, jusqu'au risque de faillite, et sous le poids psychologique associé. Les poursuites pour diffamation sont très souvent utilisées pour empêcher les journalistes de faire leur travail, ce qui empêche la publication de contenus ou provoque leur suppression et décourage d'autres journalistes de couvrir les mêmes sujets.

## **Médias synthétiques**

Des contenus (textes, images, audios, vidéos) générés ou modifiés par l'IA pour transmettre des informations ou divertir. Les résultats sont souvent très réalistes et, dans le cas des deepfakes à caractère pornographique, peuvent causer d'importants préjudices

## **Violence basée sur le genre facilitée par la technologie (VBGFT)**

Elle fait référence à l'utilisation de la technologie pour commettre ou diriger une forme de violence contre une personne qui s'identifie en tant que femme. Ces abus se différencient par le fait que des femmes et des filles sont harcelées simplement parce qu'elles s'identifient en tant que filles ou femmes et sont présentes en ligne. La VBGFT se manifeste de la même manière que la violence dans le monde réel, en ce sens qu'elle tend à frapper davantage les plus vulnérables et les plus démunis.

<sup>540</sup> Reuters Institute. 2024. *Digital News Report 2024*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024>.

<sup>541</sup> Posetti et al. 2020. *Online violence against women journalists: A global snapshot of incidence and impacts*. UNESCO. <https://www.icfj.org/sites/default/files/2020-12/UNESCO%20online%20Violence%20Against%20Women%20Journalists%20-%20A%20Global%20Snapshot%20Dec9pm.pdf>.

<sup>542</sup> Soraida, R. 2022. *The 'misuse' of the judicial system to attack freedom of expression: trends, challenges and responses*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832>.

<sup>543</sup> Squicciarini, M. 2024. *Synthetic content and its implications for AI policy: a primer*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392181>.

<sup>544</sup> Chowdhury, R. and Dhanya, L. 2023. *Your opinion doesn't matter, anyway: exposing technology-facilitated gender-based violence in an era of generative AI*. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387483>.

## **Tradwife (épouse traditionnelle)**

Une femme mariée qui adopte les rôles de genre traditionnels, qui se concentre en particulier sur les tâches domestiques et soutient son mari en s'occupant de l'éducation des enfants, de la cuisine et du nettoyage, pendant que son mari apporte le revenu principal de la famille. Ce style de vie est souvent présenté par des influenceurs sur les réseaux sociaux et provoque des inquiétudes pour l'indépendance et la sécurité financière des femmes.

## **Triple crise environnementale ou triple crise planétaire**

Trois grands problèmes environnementaux interconnectés : le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité. Chaque problème a ses propres causes et effets et chacun doit être résolu pour garantir un avenir à notre planète.<sup>545</sup>

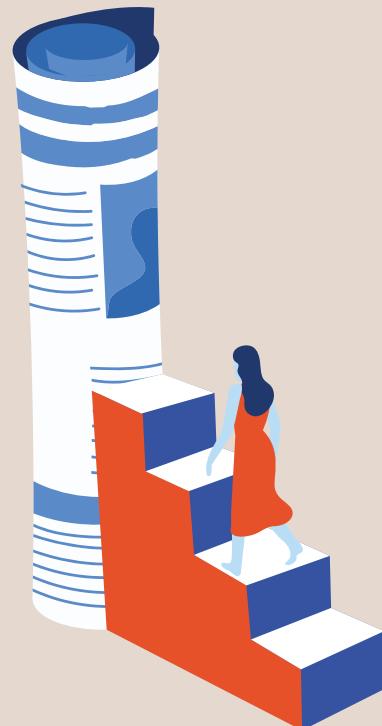
## **Trolls**

Des individus qui publient délibérément en ligne des contenus provocants, incendiaires ou perturbateurs dans l'intention de provoquer une réaction émotionnelle, de créer la discorde ou de manipuler le débat public.<sup>546</sup>

## **Zones de silence**

Zones dans lesquelles les journalistes ne peuvent pas travailler à cause de conflits, de menaces ou de risques pour leur sécurité.<sup>547</sup>

L'étude sur les tendances mondiales en matière



<sup>545</sup> United Nations Climate Change. 2022. What is the Triple Planetary Crisis? <https://unfccc.int/news/what-is-the-triple-planetary-crisis>.

<sup>546</sup> UNESCO. Posetti, J., Aboulez, N., Bontcheva, K., Harrison, J. and Waisbord, S. 2020. *Online violence against women journalists: A global snapshot of incidence and impacts*. <https://www.icfj.org/sites/default/files/2020-12/UNESCO%20Online%20Violence%20Against%20Women%20Journalists%20-%20A%20Global%20Snapshot%20Dec9pm.pdf>.

<sup>547</sup> UNESCO. 2023. 2023: Alarming increase in journalists killed in conflict zones. <https://www.unesco.org/en/articles/2023-alarming-increase-journalists-killed-conflict-zones?hub=687>.

## Méthodologie

de liberté d'expression et de développement des médias est une évaluation de l'UNESCO fondée sur des éléments probants des évolutions mondiales de la liberté d'expression et du développement des médias. Elle offre une perspective globale afin d'éclairer les États membres et les autres partenaires qui cherchent à comprendre les défis et les opportunités liés à la mise en place d'un environnement favorable à la liberté d'expression.

L'édition 2025 associe des approches qualitatives et quantitatives afin de saisir les tendances clés pour la période 2021-2025. Elle se base sur une recherche documentaire, une analyse de données, des consultations et l'expertise régionale.

L'analyse statistique vise à identifier des modèles, des tendances et des corrélations mesurables au sein des dimensions démocratiques, sociales, économiques et technologiques qui influencent la liberté d'expression dans le monde.

Une base de données mondiale a été mise au point

### ÉTAPE 1

## Recherche documentaire et développement d'une base de données

pour systématiser l'information et identifier les tendances émergentes entre 2021 et 2025. Ces données ont servi de base aux chapitres de ce rapport et à leurs analyses statistiques, en orientant les travaux de ses auteurs et contributeurs

Cette base compile des données issues de nombreuses sources, y compris :

- Les notes thématiques, publications, directives et boîtes à outils du Secteur de la Communication et de l'Information (CI) de l'UNESCO ;
- Les rapports et déclarations conjointes des Nations Unies et des rapporteurs spéciaux régionaux sur la liberté d'expression, les droits humains et les domaines connexes ;
- Les rapports thématiques et nationaux du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) ;
- Les rapports annuels d'organisations internationales et régionales travaillant sur la liberté d'expression et l'accès à l'information ;
- Les recherches d'organisations de la société civile, de groupes de réflexion et d'établissements universitaires ;
- Des ensembles de données mondiaux et régionaux, y compris :
  - Les indices sur la démocratie et la liberté de V-Dem (Varieties of Democracy) ;
  - La base de données sur les Objectifs de développement durable ;
  - L'Observatoire des journalistes tués de l'UNESCO (de janvier 2022 à septembre 2025) ;
  - D'autres bases de données de l'ONU, d'universités et de la société civile sur la liberté des médias et l'accès à l'information ;
  - Les rapports disponibles sur la transparence des plateformes numériques, y compris META, X, YouTube, entre autres.
- Des médias, blogs et sources de presse spécialisés surveillant les évolutions de la liberté d'expression dans le monde.

Cette première cartographie complète a permis

d'identifier des tendances mondiales et régionales, tout en révélant des lacunes au niveau des données, surtout en matière de représentation linguistique et géographique.

Pour expliquer ces tendances, combler ces lacunes et assurer la diversité des points de vue, l'UNESCO a mené des études sur le terrain et engagé des experts issus de différents milieux afin qu'ils soient auteurs et contributeurs de ce rapport. Ce processus de sélection a donné une grande importance à la diversité régionale, linguistique, de genre et professionnelle. En conséquence, une équipe de plus de 11 auteurs et contributeurs a mené une recherche documentaire entre septembre 2024 et mars 2025. Ils ont accompagné ces données d'une analyse narrative et qualitative afin d'illustrer les tendances clés et de faire analyser les statistiques par des experts. Certaines contributions ont été écrites en espagnol et en français et ont ensuite été traduites en anglais, ce qui a encore renforcé la promotion de l'inclusion de plusieurs langues et enrichi le rapport avec des points de vue régionaux différents.

## ÉTAPE 2

### Enquête sur le terrain

En septembre 2024, l'UNESCO a mené une enquête par le biais de ses Bureaux hors siège et de leurs partenaires aux niveaux national et régional. L'objectif était de rassembler des données qualitatives et quantitatives sur les tendances régionales et nationales. L'enquête a été pensée pour limiter les lacunes de données et a cherché à inclure plusieurs points de vue régionaux, y compris ceux des personnes marginalisées et plus isolées, comme celles qui ont un accès limité à l'espace numérique. Les Bureaux hors siège de l'UNESCO ont joué le rôle d'intermédiaires et sont entrés directement en contact avec les communautés locales pour garantir une large représentation des points de vue dans la base de données probantes.

Les réponses collectées ont permis d'obtenir des données propres à chaque région sur les difficultés, les opportunités, les approches réglementaires et politiques de la liberté d'expression et du développement des médias. Elles ont aussi fourni des sources de données qui ont permis de mener des analyses qualitatives et quantitatives des tendances régionales et nationales concernées.

Nous avons reçu des réponses de plusieurs

régions, de la part de personnes représentant des médias, la société civile et des organisations environnementales.

Ces réponses ont permis à l'UNESCO d'intégrer plusieurs perspectives linguistiques et culturelles, et aussi de rassembler les références aux sources et initiatives locales qui ne sont pas largement couvertes dans les bases de données mondiales.

Cette étape a permis d'élaborer un rapport qui reflète une diversité linguistique et un équilibre géographique pour les cinq régions de l'UNESCO, ce qui renforce l'éventail de perspectives fournies par ses auteurs et contributeurs.

Pour échanger sur et enrichir les résultats de la

## ÉTAPE 3

### Consultations multipartites

recherche documentaire et de l'analyse statistique, et pour affiner l'analyse de chaque chapitre, une consultation a été organisée à Addis-Abeba, en Éthiopie, en novembre 2024, à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Cette consultation a rassemblé des États membres, des représentants de la société civile, des universitaires et des professionnels des médias. Leurs éclairages ont permis de définir la sélection de domaines à traiter dans ce rapport, assurant ainsi qu'il reflète les difficultés concrètes rencontrées par les journalistes et les médias dans le monde.

De plus, une consultation thématique spécifique a directement alimenté le contenu de ce rapport :

En 1995, la Conférence de Beijing était la première Conférence sur les femmes de l'ONU à reconnaître l'importance des médias et de la communication pour l'égalité des genres. Pour célébrer le 30e anniversaire de cette Conférence, l'UNESCO a lancé une consultation inclusive visant à analyser ce qui s'est produit depuis. L'agence a rassemblé des experts du monde entier, y compris des universités, des médias et la société civile, pour évaluer les progrès réalisés et identifier les difficultés liées à l'objectif stratégique J.

Une consultation internationale d'experts a été organisée les 21 et 22 janvier 2025 à Paris. Elle a permis d'intégrer les expériences liées au genre dans les espaces médiatiques et numériques au chapitre 3 de ce rapport, Journalisme : faire entendre toutes les voix.

Afin d'examiner les perceptions du public sur l'IA

#### ÉTAPE 4

## Enquête transnationale

et ses effets sur les écosystèmes informationnels, l'UNESCO a soutenu une enquête d'opinion publique transnationale menée par la Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, aux États-Unis, et le Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) à Bucarest en Roumanie. Cette étude a été menée au Mexique, en Roumanie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, avec des échantillons représentant environ 1 000 répondants par pays. Même si elle n'est pas exhaustive, cette étude montre les différences régionales au niveau des infrastructures de données et des taux d'adoption de l'IA.

Les données du Mexique ont été collectées auprès de 1 001 répondants entre le 31 mars et le 7 avril 2025. Les données de la Roumanie ont été collectées auprès de 1 009 répondants entre le 27 mars et le 3 avril 2025. Les données de l'Afrique du Sud ont été collectées auprès de 1 010 répondants entre le 31 mars et le 7 avril 2025. Pour les États-Unis, les résultats se basent sur un échantillon de 1 000 répondants utilisant des données collectées de manière indépendante par l'Université de Caroline du Sud en décembre 2024.

Cette enquête a été conçue en utilisant des quotas de genre, d'âge et de région dans les panels en ligne fournis par CINT (pour la Roumanie, le Mexique et l'Afrique du Sud) et Qualtrics (pour les États-Unis). Après la collecte des données auprès des participants, les bases de données ont été pondérées pour garantir une représentation nationale précise pour des variables supplémentaires, comme l'éducation, le type d'emploi et la taille de la localité, sur la base des recensements nationaux.

Les échantillons des quatre pays ont été traités de la même manière : même présentation du questionnaire, mêmes procédures de collecte des données et même pondération post-stratification pour garantir la cohérence et minimiser les biais potentiels dans les pays.

Cette étude se base sur l'indicateur semestriel relatif à l'opinion mondiale sur l'IA de l'Université de Caroline du Sud, ce qui permet la comparaison entre les pays à l'égard des attitudes publiques sur l'IA et la confiance envers les médias.

La partie statistique du Rapport sur les tendances

#### ÉTAPE 5

## Analyse statistique et corrélations

mondiales a été dirigée par Aldo Magoga, un data scientist fort d'une expérience dans l'analyse d'enjeux liés aux droits humains, à l'analyse de la justice et à la durabilité environnementale.

Pour garantir la rigueur méthodologique et la comparabilité de cette étude sur la scène internationale, l'analyse s'est principalement basée sur l'indice relatif à la liberté d'expression et aux sources alternatives d'information (v2x\_freexp\_altinf) de V-Dem. La base de données offre une couverture mondiale complète et est compatible avec d'autres indicateurs sur la démocratie et la gouvernance.

Des bases de données complémentaires ont été incorporées pour mettre en contexte les résultats de V-Dem et relier les résultats statistiques entre les chapitres. Il s'agit, entre autres, des indicateurs sur les Objectifs de développement durable (ODD), des indices de Freedom in the World (FIW), et des propres bases de données de l'UNESCO, comme l'Observatoire sur les journalistes tués. Chaque base de données saisit des dimensions différentes, mais interconnectées de la liberté d'expression : sécurité, pluralisme des médias, égalité, gouvernance et durabilité. Le but est de garantir une cohérence dans tous les chapitres thématiques.

La sélection des indicateurs s'est basée sur un cadre multidimensionnel :

- Les indicateurs de V-Dem ont été utilisés pour mesurer l'état et l'évolution de la liberté d'expression, de l'indépendance des médias, de la liberté académique et l'accès aux sources alternatives d'information.
- Les indicateurs des ODD ont permis de montrer comment la liberté d'expression interagit avec des domaines clés de l'Agenda 2030, comme l'égalité des genres (ODD 5), la réduction des inégalités (ODD 10), l'action climatique (ODD 13) et des institutions fortes (ODD 16). Ces indicateurs ont été cartographiés pour ces chapitres spécifiques du rapport (voir la méthodologie de sélection des indicateurs) afin de mettre en avant la manière dont les libertés de communiquer permettent de meilleurs résultats pour le développement durable, mais en dépendant aussi.
- Les scores de Freedom in the World (FIW) ont

- été utilisés comme références supplémentaires afin d'évaluer les droits politiques et les libertés publiques, et ont aidé à trianguler les données de V-Dem et à renforcer la validation croisée.
- L'Observatoire de l'UNESCO sur les journalistes tués a fourni des données sur la sécurité des journalistes et les niveaux d'impunité, ce qui a permis de mener des analyses éclairées dans les chapitres 2 et 3. Ces chiffres ont aussi été comparés d'un point de vue statistique aux variables « gouvernance » et « état de droit ».

Pour connecter les différentes dimensions de la liberté d'expression, nous avons adopté une approche de corrélation basée sur le croisement de bases de données. Par exemple :

- La sécurité et la responsabilisation (selon les données de l'Observatoire de l'UNESCO) ont été corrélées aux scores de la liberté d'expression de V-Dem et aux indicateurs de l'ODD 16 sur la paix, la justice et les institutions fortes.
- L'égalité des genres et la participation en ligne (indicateurs des ODD 5 et 10) ont été reliées aux mesures de V-Dem sur la liberté de discussion et le pluralisme des médias afin d'évaluer le caractère inclusif de la sphère publique.
- La gouvernance climatique (indicateurs de l'ODD 13) a été analysée avec les bases de données de FIW et de V-Dem pour identifier l'influence de l'accès à l'information sur la responsabilisation environnementale et l'engagement citoyen.
- Les tendances numériques et d'IA, abordées dans le chapitre 1, ont été interprétées en utilisant des données sur la pénétration d'Internet et la connectivité mobile (ODD 9.C.1) afin de comprendre l'infrastructure à la base de la liberté d'expression à l'ère du numérique.

Cette approche intégrative a permis au travail statistique de soutenir le discours analytique du rapport, en reliant les bases de données par thème, plutôt qu'en les traitant comme des éléments isolés. Chaque chapitre reflète donc une facette spécifique de l'écosystème mondial de la liberté d'expression, qui est connecté par des fondations quantitatives partagées.

Ce travail statistique a exploré les corrélations

entre liberté d'expression et dimensions du développement durable, y compris :

- La sécurité des journalistes et l'impunité ;
- la démocratie et les libertés publiques ;
- la transparence et la responsabilisation des gouvernements ;
- la participation citoyenne et les droits d'association ;
- l'égalité des genres et l'accès à la justice ;
- la gouvernance climatique ;
- la corruption et l'état de droit.

Ces analyses ont permis d'atteindre une compréhension multidimensionnelle de la liberté d'expression et de la manière dont elle influence la santé démocratique dans son ensemble, et dont elle en témoigne. Le cas échéant, les analyses des régressions et des corrélations ont été menées afin de mesurer la force des liens (valeurs R<sup>2</sup>) entre la liberté d'expression et ces indicateurs de gouvernance et de développement, ce qui a permis d'obtenir des éclairages quantifiables et intersectoriels.

Toutes les recherches et consultations ont respecté les normes éthiques de l'UNESCO et les guides de l'ONU sur la protection des données et les droits humains.

En utilisant les bases de données mondiales, les éclairages régionaux et les perceptions publiques, le Rapport fournit une vision complète de l'évolution de la liberté d'expression et de la raison pour laquelle elle reste essentielle à la résilience des démocraties, aux droits humains et au développement durable.

## Utilisation d'outils assistés par l'IA

Conformément aux orientations internes de l'UNESCO sur l'utilisation appropriée de l'intelligence artificielle générative, le rapport a utilisé des outils assistés par l'IA pour les traductions, la grammaire et la syntaxe. L'IA générative a aussi été utilisée pour la gestion des citations.

<sup>548</sup> For detailed information on the methodology used to monitor killings of journalists and impunity, see UNESCO. Observatory of Killed Journalists. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory>.

# Biographies des auteurs et contributeurs



## Rédacteur en chef

**Randy Covington** est le coordinateur de la chaire UNESCO sur les données, les médias et la société de l'Université de Caroline du Sud. Il a enseigné à la Faculté de journalisme de l'Université et a travaillé comme consultant et formateur pour l'Association mondiale des éditeurs de presse d'information (WAN-IFRA). À cette occasion, il a travaillé avec les plus grands organes de presse au monde. Auparavant il avait occupé pendant 27 ans des postes de direction dans le domaine des informations télévisées.



## Chercheur, auteur et évaluateur

**Guy Berger** est un ancien directeur de l'UNESCO. Au cours de ses 11 années passées au sein de l'Organisation, il a supervisé les célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse, qui ont culminé par le soutien des États membres à la Déclaration de Windhoek+30 sur l'information comme bien commun. Il est actuellement animateur volontaire de l'Alliance africaine pour l'accès à l'information et a apporté des éclairages sur l'intégrité de l'information et l'accès aux données pour les processus du G20 2024-2025.

## CHAPITRE 1

# Journalisme: renforcer l'état de droit



**Catalina Botero Marino** est avocate, directrice de la chaire de l'UNESCO sur la liberté d'expression à l'Université des Andes, experte de l'initiative sur la liberté d'expression mondiale de l'Université Columbia, commissaire de la Commission internationale des juristes, membre du conseil consultatif de l'Institut des droits humains de l'Association internationale du barreau (IBAHRI) et chercheuse visiteuse au Max Planck Institute en droit public comparé et en droit international. Elle a été Rapporteuse spéciale pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, co-présidente du Conseil de surveillance de Meta, et juge associée à la Cour constitutionnelle et au Conseil d'État de Colombie.



GLOBAL  
FORUM  
FOR MEDIA  
DEVELOPMENT

**Le Forum mondial pour le développement des médias (GFMD)** est la plus grande communauté dédiée au développement des médias, à la liberté des médias et au soutien du journalisme. Par la collaboration, la coordination, l'action collective et un réseau comptant plus de 200 organisations membres, ainsi qu'avec des dizaines de partenaires, le Forum élabore, promeut et met en place des politiques et des programmes visant à protéger le journalisme comme bien public. Le siège du GFMD est à Bruxelles, en Belgique.

## CHAPITRE 2

## Journalisme : concilier les promesses et les menaces de la technologie



**Marjorie Buchser** occupe actuellement le poste de Directrice générale du service international chez Partnership on AI. Elle a été consultante senior sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes pour l'UNESCO ainsi que pour la Digital Society Initiative à Chatham House. Avant cela, elle a été stratégiste senior chez Purpose, une société de conseil spécialisée dans les impacts sociaux. Elle y a élaboré plusieurs campagnes de plaidoyer pour les secteurs public et privé sur les questions d'inclusion numérique et de changement climatique. Elle a aussi travaillé comme Directrice adjointe et Global Leadership Fellow pour le Forum économique mondial à Genève et New York. Elle y a dirigé les projets d'innovation numérique de l'organisation et a supervisé le Technology Pioneer Programme.



**Renée DiResta** Renée DiResta est une chercheuse spécialiste des médias sociaux, autrice de *Invisible Rulers: The People Who Turn Lies into Reality*. En tant qu'enseignante et chercheuse associée à la McCourt School of Public Policy de l'Université de Georgetown, elle étudie la manière dont les systèmes d'information sont manipulés, et comment ils peuvent être réimaginés, en se concentrant en particulier sur les logiciels médiateurs, la gouvernance décentralisée et l'autonomie grandissante des utilisateurs dans les environnements numériques. Avant cela, elle a occupé le poste de Responsable des recherches techniques au Stanford Internet Observatory entre 2019 et 2024. Ses recherches se concentrent depuis longtemps sur les abus conflictuels en ligne, comme les opérations d'influence soutenues par des États, les réseaux de spams ou les menaces à la sécurité des enfants. Elle travaille avec des responsables au sein de gouvernements et d'entreprises afin de relever les défis en constante évolution à l'intersection des technologies et de la politique. Entre 2018 et 2019, à la demande de la Commission spéciale sur le renseignement du Sénat des États-Unis, elle a dirigé les équipes travaillant sur les efforts d'ingérence de l'Internet Research Agency, liée à la Russie, et à la campagne d'influence lancée lors des opérations de piratage et de divulgation du GRU en 2016. DiResta publie dans *The Atlantic* et est une éditrice de *Lawfare*. Elle a reçu une bourse des programmes Presidential Leadership Scholar, Emerson Fellowship, Truman National Security Project, Mozilla Fellow in Media, Misinformation, and Trust, et a été affiliée au Berkman Klein Center de Harvard, et est membre du Council on Foreign Relations.



**Dan Sultănescu** est un expert des sciences politiques et de la communication publique, fort d'une grande expérience dans le domaine des campagnes politiques, des élections et de la recherche en communication. Il est professeur associé dans une école d'administration à Bucarest (SNSPA) et a fondé un centre de recherche interdisciplinaire (CPD SNSPA). Il a aussi fondé NewsVibe.ro, une start-up qui vise à mesurer de manière innovante les effets du numérique et des médias sociaux. Il collabore aussi depuis longtemps avec l'Université de Caroline du Sud.



**Alexei Abrahams** est professeur adjoint de sciences humaines et numériques au sein de l'Université Hamad bin Khalifa de Doha, au Qatar. Il associe des méthodes issues de l'informatique et des sciences sociales pour étudier les conflits asymétriques et la guerre informationnelle, en particulier au Moyen-Orient. Il est l'auteur de Social Media Exposed, un ouvrage bientôt publié portant sur la manière d'archiver et d'analyser les données des médias sociaux dans l'intérêt public. Il a travaillé au sein de l'Observatoire canadien de l'écosystème médiatique, pour le Technology and Social Change Project de l'Université Harvard et le Citizen Lab de l'Université de Toronto.



**Andreea Stancea** a un doctorat en sociologie et est enseignante junior au sein de la Faculté d'information et de communication (SNSPA). Ses recherches portent sur les comportements numériques des électeurs, l'impact des plateformes numériques sur les campagnes électorales et la volatilité électorale. Elle a publié des articles de recherche dans les revues suivantes : The American Journal of Economics and Sociology, European Journal of Education, et Humanities and Social Sciences Communications.



**Le Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM)** est une initiative multipartite créée pour identifier et traiter efficacement les enjeux d'intérêt public dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Il soutient les organisations médiatiques individuelles ainsi que les expériences et innovations au niveau de l'écosystème médiatique. Son objectif est de garantir que les médias d'intérêt public disposent des outils et ressources nécessaires pour, à court terme, survivre et éviter la capture, et, à long terme, s'épanouir. Il est basé à Paris, en France.

## Journalisme : protéger la planète

### Journalisme : faire entendre toutes les voix



**Rokhaya Diallo** est une journaliste, autrice, éducatrice et réalisatrice française primée et largement reconnue pour son travail en faveur des droits humains et de la promotion de la justice raciale et de l'égalité. Elle écrit pour le Washington Post, fait partie de l'équipe éditoriale du Guardian pour l'Europe. Elle est chercheuse résidente pour l'initiative Gender+Justice de l'Université de Georgetown (Washington DC) où elle enseigne aussi. Elle est également présentatrice sur la chaîne BET (groupe VIACOM/MTV). En France, elle a enseigné à l'Université Paris 1- La Sorbonne et est commentatrice pour de grandes chaînes de télévision et stations de radio. Diallo est l'autrice de plusieurs livres, y compris Dictionnaire amoureux du féminisme (2025), et a réalisé des documentaires dont Où sont les Noirs ? et La Parisienne démythifiée. Elle a aussi créé un podcast pionnier, « Kiffe Ta Race », avec Grace Ly. Il s'agit de la première émission francophone dédiée aux questions de race classée parmi les meilleurs podcasts sur Apple Podcasts. En 2022, elle a lancé W.O.R.D, la première école française dédiée à la parole publique. Son objectif est de diversifier les voix s'exprimant dans la sphère publique.



**Kunda Dixit** est un ancien éditeur du journal Nepali Times à Katmandou dont il se charge aujourd'hui de la publication. Il enseigne aussi l'étude des médias, et se concentre en particulier sur le dérèglement climatique dans l'Himalaya, et a écrit Dateline Earth: Journalism As If the Planet Mattered ainsi que A People War trilogy.



**Kate Cell** est la senior climate campaign manager du programme pour l'énergie et le climat du groupe union of concerned scientists. À son poste, elle gère la campagne climatique de l'ucs, dirige une équipe multidisciplinaire de scientifiques, d'analystes politiques, d'experts juridiques et d'experts en communication et sensibilisation. Ils travaillent tous à l'obtention de politiques qui peuvent réduire les émissions mondiales et améliorer la résilience aux effets du changement climatique. Son équipe œuvre à prouver les poids différents que le changement climatique fait peser sur les communautés luttant pour la justice environnementale, les communautés à faible revenu et les communautés de couleur, tout en essayant d'alléger ces fardeaux. Elle a aussi joué un rôle important dans la création du réseau d'économistes de l'ucs. Elle a occupé le poste de directrice de l'organisation economists for peace and security, qui travaille avec les nations unies sur les questions de paix, de conflit, de guerre et d'économie mondiale. Elle a une licence en anglais et psychologie du macalester college et a étudié à l'iowa writers' workshop.

## Conclusion



### Deutsche Welle (DW) Akademie

La Deutsche Welle Akademie est le centre de la Deutsche Welle pour le développement des médias dans le monde, la formation au journalisme et le transfert de connaissances. Ses projets visent à renforcer le droit humain à la liberté d'expression et un accès libre à l'information. La DW Akademie aide des individus partout dans le monde à prendre des décisions indépendantes basées sur des faits fiables et un dialogue constructif. En tant que partenaire stratégique du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, elle opère dans 60 pays en développement et économies émergentes. Avec ses partenaires, elle travaille à promouvoir la liberté d'expression, les droits humains et le développement de systèmes médiatiques fonctionnels dans le monde entier. La DW Akademie est convaincue que le journalisme, l'éducation et la culture améliorent la vie des populations. Des histoires fortes aident à mettre en place un dialogue social positif. Les populations ont besoin de faits fiables, d'analyses indépendantes, de présentations impartiales et d'un accès universel aux connaissances.

## Rapport sur les tendances mondiales en données



**Aldo Magoga** est data scientist et spécialiste des évaluations. Toute sa carrière, il a associé méthodes quantitatives, droits humains et justice. Il a un master en physique (Université de Turin, Italie) et un master en droits humains (mention honorifique, Université Rafael Landívar, Guatemala). Dans le cadre de la thèse de son deuxième master à l'Université Rafael Landívar, il a mis au point un modèle théorique qui a créé un lien mathématique entre l'indice de développement humain, les taux d'homicide et l'état de droit. Ce modèle a montré que les droits et la sécurité sont simultanément des causes et conséquences du développement humain. Depuis plus de 25 ans, Magoga conçoit des systèmes de mesure innovants pour les Nations Unies, afin de pouvoir mesurer l'impunité, la performance de la justice et la violence fondée sur le genre.

# Bibliographie

- Abid, A., Farooqi, M. et Zou, J. 2021. Large language models associate Muslims with violence. *Nature Machine Intelligence*. <https://www.nature.com/articles/s42256-021-00359-2>.
- Abid, A., Farooqi, M. et Zou, J. 2021. Persistent AntiMuslim Bias in Large Language Models.
- Adhikari, B., King, J., et Murdie, A. 2024. Examining the effects of democratic backsliding on human rights conditions. <https://doi.org/10.1080/14754835.2023.2295878>.
- Ahmad, W., Sen, A., Eesley, C. et collab. 2024. Companies inadvertently fund online misinformation despite consumer backlash. *Nature* 630, 123–131 (2024). <https://doi.org/10.1038/s41586-024-07404-1>.
- Ahmad, A. 2025. Information Disorder is Fuelling Military Populism in West Africa <https://www.cddwestafrica.org/blog/information-disorder-is-fuelling-military-populism-in-west-africa>.
- Alshamy et collab. 2024. Surveillance capitalism and the surveillance state: a comparative institutional analysis. *Const Polit Econ*. <https://doi.org/10.1007/s10602-024-09438-z>.
- Averkiou, A. 2023. Le rôle des agents chargés du maintien de l'ordre : assurer la sécurité des journalistes lors des manifestations publiques et des élections. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920_fre).
- AI Global Public Opinion Tracker at USC. Université de Caroline du Sud [https://www.sc.edu/study/colleges\\_schools/cic/initiatives/ai/ai\\_index/index.php](https://www.sc.edu/study/colleges_schools/cic/initiatives/ai/ai_index/index.php).
- AlDahoul, N., Rahwan, T., et Zaki, Y. 2024. AI-generated faces influence gender stereotypes and racial homogenization. <https://arxiv.org/html/2402.01002v3>.
- Amazeen, M. 2025. YouTube Is the Latest Media Platform to Loosen Content Moderation. What Does That Mean for Users? <https://www.bu.edu/articles/2025/youtube-content-moderation-changes/>.
- Discours de la Secrétaire générale d'Amnesty International, pour le lancement du rapport 2023/2024 La situation des droits humains dans le monde.
- Amnesty International. 2025. Les nouvelles politiques de Meta en matière de contenus risquent d'alimenter davantage de violences de masse et de génocides. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/02/metas-new-content-policies-risk-fueling-more-mass-violence-and-genocide/>.
- Anderson, L. 2019. Media Creates False Balance on Climate Science, Study Shows. UC Merced. <http://news.ucmerced.edu/news/2019/media-creates-false-balance-climate-science-study-shows>.
- AP à Rio de Janeiro. 2020. Outcry from Environmentalists as Brazil Fires Official Monitoring Deforestation. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2020/jul/13/brazil-firing-amazon-deforestation-data>.
- Appeals Centre. <https://www.appealscentre.eu/>.
- Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ). <https://en.arij.net/>.
- ARTICLE 19. 2009. The Camden Principles on Freedom of Expression and Equality. <https://www.article19.org/data/files/pdfs/standards/the-camden-principles-on-freedom-of-expression-and-equality.pdf>.
- ARTICLE 19. 2024. EU: Rule of Law report must prompt strong action to protect media freedom. <https://www.article19.org/resources/eu-rule-of-law-report-must-prompt-strong-action-to-protect-media-freedom/>.
- ARTICLE 19. 2024. Rapport : Informe Red Rompe el Miedo: Elecciones 2024 <https://articulo19.org/informe-red-rompe-el-miedo-elecciones-2024> ; Women Press Freedom. 2024. Georgia: Violence, Threats, and Censorship, Journalists Targeted During Disputed Elections. <https://www.womeninjournalism.org/threats-all/georgia-violence-threats-and-censorship-journalists-targeted-during-disputed-elections>
- ARTICLE 19. 2024. Clearing the Fog of War: Protecting Freedom of Expression in Armed Conflict. <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2021/07/Clearing-the-Fog-of-War-3-December-2024.pdf>.

Le rapport annuel de l'AMWIK 2024 a montré que la violence basée sur le genre facilitée par la technologie est de plus en plus inquiétante, surtout pour les femmes publiques. Voir AMWIK. 2024. Annual Report. <https://amwik.org/wp-content/uploads/2025/06/AMWIK-ANNUAL-REPORT-2024.-Amended-.pdf>.

Averkiou, A. 2023. Le rôle des agents chargés du maintien de l'ordre : assurer la sécurité des journalistes lors des manifestations publiques et des élections. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384920_fre).

Ayyub, R. 2022. You cannot shame us into silence. <https://ranaayyub.substack.com/p/you-cannot-shame-us-into-silence?s=r>.

Backlinko. 2025. Social Media Usage & Growth Statistics. <https://backlinko.com/social-media-users>. Voir aussi Singh, S. 2025. How Many People Use Social Media. 2025 Usage Stats. <https://www.demandsage.com/social-media-users>.

Reçi et collab. 2025. Surveillance and Censorship in the Western Balkans. Balkan Insight / BIRN. [https://balkaninsight.com/plus\\_pdf/Surveillance-and-Censorship-in-the-Western-Balkans-WB6.pdf](https://balkaninsight.com/plus_pdf/Surveillance-and-Censorship-in-the-Western-Balkans-WB6.pdf).

Ballard, J. 2025. Americans are increasingly skeptical about AI's effects. YouGov. <https://today.yougov.com/technology/articles/51803-americans-increasingly-skeptical-about-ai-artificial-intelligence-effects-poll>.

Barnes, J. 2023. Twitter Ends Its Free API: Here's Who Will Be Affected. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/jenae-barnes/2023/02/03/twitter-ends-its-free-api-heres-who-will-be-affected/>.

Barrett, P. M. 2025. Academic Misinformation Researchers are Still Under Attack. <https://www.justsecurity.org/109030/academic-misinformation-researchers-under-attack>.

Bates, L. 2025. Online brothels, sex robots, simulated rape: AI is ushering in a new age of violence against women. The Guardian. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/jun/03/ai-sexism-violence-against-women-technology-new-era>.

BBC. 2020. #TradWife: 'Submitting to my husband like it's 1959'. <https://www.bbc.com/news/av/stories-51113371>.

BBC. 2025. Trump and the planet: The first 100 days. The Climate Question (podcast). <https://www.bbc.com/audio/play/w3ct701r>.

Becker et collab. 2020. Balancing Spreads of Influence in a Social Network. Proceedings of the AAAI Conference on Artificial Intelligence. <https://doi.org/10.1609/aaai.v34i01.5327>.

Ben Cheikh, S. 2023. Facebook's news retreat: A death knell for independent MENA local news. Global Voices. <https://globalvoices.org/2023/09/25/facebook-news-retreat-a-death-knell-for-independent-mena-local-news/>.

Benkler, Y., Faris, R., et Roberts, H. 2018. Network propaganda: Manipulation, disinformation, and radicalization in American politics. Oxford University Press.

Berry, K. 2024. I was scammed out of £75k by Martin Lewis deepfake advert. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/clyvj754d9lo>.

Bloomberg. 2025. Google AI Search Shift Leaves Website Makers Feeling 'Betrayed'. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-04-07/google-ai-search-shift-leaves-website-makers-feeling-betrayed>.

Bono et al. 2024. An exploration of decentralized moderation on Mastodon. ACM Web Science Conference. <https://dl.acm.org/doi/pdf/10.1145/3614419.3644016>.

Borenstein, N. 2025. Can Community Notes Replace Professional Fact-Checkers? <https://arxiv.org/html/2502.14132v1>.

Bove, T. 2020. The Fossil Fuel Industry's Influence on Environmental Journalism. Earth Org. <https://earth.org/fossil-fuel-industrys-influence-on-environmental-journalism/>.

Boyle, S. 2025. Revealed: Google Facilitated Russia and China's Censorship Requests. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2025/feb/15/google-helped-facilitate-russia-china-censorship-requests>.

Bradshaw, S. et Howard, P.N. 2019. The Global Disinformation Order: 2019 Global Inventory of Organised Social Media Manipulation. Oxford Internet Institute. <https://demtech.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2019/09/CyberTroop-Report19.pdf>.

Brookings. 2021. How hateful rhetoric connects to real-world violence. <https://www.brookings.edu/articles/how-hateful-rhetoric-connects-to-real-world-violence>.

Brookings. Di Meco, L. et Wilfore, K. 2021 'Gendered Disinformation Is a National Security Problem.' <https://www.brookings.edu/articles/gendered-disinformation-is-a-national-security-problem/>.

- Buarque, D., Miraglia, P. 2024. Journalism and Artificial Intelligence – Impact on Brazilian publishers. Momentum – Journalism and Tech Task Force. <https://momentumnewsandtech.org/en/2024/11/12/artificial-intelligence/>.
- Buckley, S. 2011. Community media: a good practice handbook. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000215097>.
- Burga, S. 2025. Elon Musk's Grok Will Soon Allow Users to Make AI Videos, Including of Explicit Nature. Time. 30 juillet 2025. <https://time.com/7306507/grok-ai-chatbot-videos-deepfakes/>.
- C ce soir. 2024. Judith Godrèche : un aveuglement collectif ? France TV. <https://x.com/Ccesoir/status/1757167193853468918>.
- Callahan, C. W., et Mankin, J. S. 2025. Carbon majors and the scientific case for climate liability. Nature. <https://www.nature.com/articles/s41586-025-08751-3.pdf>.
- Campbell, A. F., Simpson, A. et Rebala, P. 40 Acres and a Lie. Mother Jones. <https://www.motherjones.com/politics/2024/06/40-acres-and-a-lie/>.
- Carey, S. C., González, B., et Mitchell, N. J. 2021. Media freedom and the escalation of state violence. Political Studies. <https://doi.org/10.1177/00323217211020243>.
- Carrington D. 2025. More than 150 'unprecedented' climate disasters struck world in 2024, says UN. The Guardian. <https://www.theguardian.com/environment/2025/mar/19/unprecedented-climate-disasters-extreme-weather-un-report>.
- CASE. Coalition against SLAPPs in Europe. 2024. Number of SLAPPs in Europe Continues to Rise. <https://www.the-case.eu/latest/number-of-slapps-in-europe-continues-to-rise>.
- Catt, H. 2025. How the political consensus on climate change has shattered. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/cx20znejw1o>.
- Réseau CDAC. 19 mars 2025. Local lifelines: Enhancing information sharing and inclusion in Sudan humanitarian response. <https://reliefweb.int/report/sudan/local-lifelines-project-enhancing-information-sharing-and-inclusion-sudan-january-2025>
- Center for Countering Digital Hate. 2024. Rated Not Helpful: How X's Community Notes system falls short on misleading election claims. <https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/10/CCDH.CommunityNotes.FINAL-30.10.pdf>.
- Center for News, Technology & Innovation. 2025. What the Public Wants from Journalism in the Age of AI: A Four Country Survey. <https://innovating.news/2024-public-survey/>.
- Central Electoral. 2024. Nueva versión del chatbot del INE en WhatsApp permitirá verificar información sobre elecciones 2024. <https://centralectoral.ine.mx/2024/04/17/nueva-version-del-chatbot-del-ine-en-whatsapp-permitira-verificar-informacion-sobre-elecciones-2024/>.
- Centre for Media Pluralism and Media Freedom. 2024. News Deserts on the Rise: a First Comparative Study Indicates the Fragile Situation for Local Media across the EU. <https://cmpf.eui.eu/news-deserts-on-the-rise-and-local-media-across-the-eu>.
- Centro de Estudios en Libertad de Expresión y Acceso a la Información. 2021. Regulación de plataformas en Brasil: necesidad, peligros y contradicciones. <https://observatoriolegislativocele.com/regulacion-de-plataformas-en-brasil-necesidad-peligros-y-contradicciones/>.
- CFI Développement Médias. 2022. Égalité des genres dans les médias et les contenus médiatiques. Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, République démocratique du Congo. <https://cfi.fr/fr/dossier/egalite-des-genres-dans-les-medias-et-les-contenus-mediatiques>.
- Chatgptiseatingtheworld. 2025. Updated Map of US copyright lawsuits v. AI companies. <https://chatgptiseatingtheworld.com/2025/08/13/updated-map-of-us-copyright-lawsuits-v-ai-companies-aug-12-2025/>.
- Chayka, K. 2022. The Online Spaces That Enable Mass Shooters. The New Yorker. <https://www.newyorker.com/culture/infinite-scroll/the-online-spaces-that-enable-mass-shooters>.
- Chan, K. 2023. European regulators hand TikTok \$368 million fine for failing to protect kids' privacy. PBS. <https://www.pbs.org/newshour/world/european-regulators-hand-tiktok-368-million-fine-for-failing-to-protect-kids-privacy>.

- Chang, A. 2023. California's Big Oil Lawsuit Strategy Mirrors Fight Against Big Tobacco. NPR. <https://www.npr.org/2023/09/19/1198908039/californias-big-oil-lawsuit-strategy-mirrors-fight-against-big-tobacco>.
- Chen, S. 2025. Data centres will use twice as much energy by 2030 – driven by AI. Nature. <https://www.nature.com/articles/d41586-025-01113-z>.
- Chen, C., et Sundar, S. S. 2024. Communicating and combating algorithmic bias: effects of data diversity, labeler diversity, performance bias, and user feedback on AI trust. *Human–Computer Interaction*. <https://doi.org/10.1080/07370024.2024.2392494>.
- Cherian, G. 2025. Covering Hate Speech: A Guide for Journalists. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392378>.
- Cherubini, F., Sharma, R. 2023. Changing Newsrooms 2023: Media leaders struggle to embrace diversity in full and remain cautious on AI disruption. Reuters Institute. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/changing-newsrooms-2023-media-leaders-struggle-embrace-diversity-full-and-remain-cautious-ai#header-3>.
- Climate Action Against Disinformation. 2023. Deny, Deceive, Delay: Documenting and Responding to Climate Disinformation. Vol. 3. <https://caad.info/wp-content/uploads/2023/11/Deny-Deceive-Delay-Vol.-3-1.pdf>.
- Climate Action Against Disinformation. 2024. UK Position Paper on ISD Extra Research. <https://caad.info/wp-content/uploads/2024/09/UK-Position-Paper-ISD-Extra-Research.pdf>.
- Climate Central. 2024. Analyse : Global extreme heat in June 2024 strongly linked to climate change. [https://assets.ctfassets.net/cxgxgstp8r5d/5DLo6gIeP71Vr31psv1wrX/fb2b7128e3c506b71f119d637a626c23/Analysis\\_\\_Global\\_extreme\\_heat\\_in\\_June\\_2024\\_strongly\\_linked\\_to\\_climate\\_change.pdf](https://assets.ctfassets.net/cxgxgstp8r5d/5DLo6gIeP71Vr31psv1wrX/fb2b7128e3c506b71f119d637a626c23/Analysis__Global_extreme_heat_in_June_2024_strongly_linked_to_climate_change.pdf).
- Climate Central. 2024. Global Heat Review. <https://www.climatecentral.org/report/global-heat-review-june-2024>.
- Climate Central. Climate Shift Index. <https://www.climatecentral.org/climate-shift-index>.
- CNN. 2022. Misogynistic influencers are trending right now. Defusing their message is a complex task. <https://edition.cnn.com/2022/09/08/us/andrew-tate-manosphere-misogyny-solutions-cec/index.html>.
- CNN. 2024. News Industry Off to Brutal 2024 Start as Mass Layoffs Devastate Publishers, Raising Questions about the Future of Journalism. <https://edition.cnn.com/2024/01/25/media/news-industry-future>.
- Coalition for Content Provenance and Authenticity. <https://c2pa.org>.
- Coalition for Independent Technology Research. 2025. The State of Independent Technology Research 2025: Power in Numbers. <https://independentechresearch.org/citr-report-2025/>.
- Cohere Labs. 2024. The AI Language Gap. <https://cohere.com/research/papers/the-ai-language-gap.pdf>.
- Cole, N. M. 2025. How This Oscar-Nominated Director Turned the Lens on Herself to Investigate the Man Who Sexually Assaulted Her. Global Investigative Journalism Network. <https://gijn.org/stories/black-box-diaries/>.
- Columbia Law School. 2017. President Trump Announces Withdrawal from Paris Agreement. <https://climate.law.columbia.edu/content/president-trump-announces-withdrawal-paris-agreement-0>.
- Comisión Interamericana de Derechos Humanos. 2012. El derecho de acceso a la información pública en las Américas. Estándares Interamericanos y comparación de marcos legales. <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/docs/publicaciones/EI%20acceso%20a%20la%20informacion%20en%20las%20Américas%202012%2005%2015.pdf>.
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2023. Deadly Pattern: 20 journalists died by Israeli military fire in 22 years. No one has been held accountable. <https://cpj.org/reports/2023/05/deadly-pattern-20-journalists-died-by-israeli-military-fire-in-22-years-no-one-has-been-held-accountable/>.
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2024. Impunity Index. <https://cpj.org/2024/10/cpj-2024-impunity-index-haiti-and-israel-top-list-of-countries-where-journalist-murders-go-unpunished/>
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2024. Forced to flee: Exiled journalists face unsafe passage and trans-national repression. <https://cpj.org/reports/2024/06/forced-to-flee-exiled-journalists-face-unsafe-passage-and-trans-national-repression>.
- Comité pour la protection des journalistes (CPJ). 2024. Journalists Jailings Near Record High in 2024 as Crackdown on Press Freedom Grows. <https://cpj.org/2025/01/journalist-jailings-near-record-high-in-2024-as-crackdown-on-press-freedom-grows>.

- The Conversation. 2020. When politicians use hate speech, political violence increases. <https://theconversation.com/when-politicians-use-hate-speech-political-violence-increases-146640>.
- Coombs, W. T. 2025. Media and Crisis Communication. <https://www.routledge.com/Media-and-Crisis-Communication/Coombs/p/book/9781032619064?srsltid=AfmBOorEObdPK8Uuk-A8r4TrMvval0LodAb6rkJ-bQDvHSD-FCdFx7G>.
- Corral et collab. 2025. Perplexity is using stealth, undeclared crawlers to evade website no-crawl directives. Cloudflare. <https://blog.cloudflare.com/perplexity-is-using-stealth-undeclared-crawlers-to-evoke-website-no-crawl-directives/>.
- Corsi, G. 2024. Evaluating Twitter's Algorithmic Amplification of Low-Credibility Content: An Observational Study. EPJ Data Science 13, no 18. <https://doi.org/10.1140/epjds/s13688-024-00456-3>.
- Conseil de l'Union européenne. Paquet législatif relatif aux services numériques. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/digital-services-package/>.
- Csernatoni, R. 2024. Can Democracy Survive the Disruptive Power of AI? Carnegie Endowment. <https://carnegieendowment.org/research/2024/12/can-democracy-survive-the-disruptive-power-of-ai?lang=en>.
- Cunha S. F. 2024. New climate denial and 2024 elections. KING'S ThinkTank. <https://kingsthinkankspectrum.wordpress.com/2024/04/28/new-climate-denial-and-2024-elections/>.
- Cybersmarties. 2025. The Rise of Digital Role Models: Who's Really Influencing Your Kids Online. <https://cybersmarties.com/the-rise-of-digital-role-models-whos-really-influencing-your-kids-online/>.
- C2PA Security Considerations. [https://spec.c2pa.org/specifications/specifications/2.0/security/Security\\_Considerations.html](https://spec.c2pa.org/specifications/specifications/2.0/security/Security_Considerations.html).
- Darity, W. A. 2008. Forty Acres and a Mule in the 21st Century. Social Science Quarterly, Vol. 89, No. 3. <https://www.jstor.org/stable/42956508>.
- DataReportal. 2025. Global Social Media Statistics. <https://datareportal.com/social-media-users>.
- Davis, W. 2025. Meta's "Digital Companions" Will Talk Sex With Users—Even Children. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/tech/ai/meta-ai-chatbots-sex-a25311bf>.
- Denkovski, D., Bernarding, N., et Lunz, K. 2021. Power over Rights: Understanding and Countering the Transnational Anti-Gender Movement. Centre for Feminist Foreign Policy. [https://centreforfeministforeignpolicy.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/01/PowerOverRights\\_Volume1\\_web.pdf](https://centreforfeministforeignpolicy.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/01/PowerOverRights_Volume1_web.pdf).
- Dhakal, S. Phillips, A. 2024. People 'jump from roof to roof' as floods kill 148 in Nepal. BBC. <https://www.bbc.com/news/articles/c0qz82e7d1jo>.
- Di Meco, L., et Wilfore, K. 2021. Gendered disinformation is a national security problem. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/gendered-disinformation-is-a-national-security-problem/>.
- Di Meco, L. 2021. Online threats to women's political participation and the need for a multi-stakeholder, cohesive approach to address them. ONU Femmes (doc. EGM/CSW/2021/EP8.) [https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/Di%20Meco\\_Online%20Threats\\_EP8\\_EGMCSW65.pdf](https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/Di%20Meco_Online%20Threats_EP8_EGMCSW65.pdf).
- Di Meco, L. 2023. 'Gender trolling' is curbing women's rights – and making money for digital platforms. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/feb/17/gender-trolling-women-rights-money-digital-platforms-social-media-hate-politics>.
- Dialogue Earth. 2021. Explainer: The disappearing glaciers of the Himalayas. <https://dialogue.earth/en/climate/glaciers-himalayas-melting/>.
- Digital Rights Foundation. 2020. Addressing online attacks on women journalists in Pakistan. Policy Brief. <https://digitalrightsfoundation.pk/wp-content/uploads/2020/11/Policy-1.pdf>.
- Diamond, L. et Plattner, M.F. 2012. Liberation technology: Social media and the struggle for democracy. JHU Press.
- Dimri et collab. 2020. Himalayan Weather and Climate and their Impact on the Environment. [https://www.chikyu.ac.jp/yasunari/yasunari.bak/list/pdf/the%20uplift%20of%20the%20himalaya-tibetan%20plateau%20and%20human%20evolution\\_ch15.pdf](https://www.chikyu.ac.jp/yasunari/yasunari.bak/list/pdf/the%20uplift%20of%20the%20himalaya-tibetan%20plateau%20and%20human%20evolution_ch15.pdf).
- Dixit, K. 2025. Saving what is left of Himalayan rivers. Nepali Times. <https://nepalitimes.com/herenow/saving-what-is-left-of-himalayan-rivers>.

Douek, E. 2021. More Content Moderation Is Not Always Better. *Wired*. <https://www.wired.com/story/more-content-moderation-not-always-better/>.

Dragomir, M. 2020. Reporting facts: free from fear or favour. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375061>.

Dunn, S., Vaillancourt, T., et Brittain, H. 2023. Supporting Safer Digital Spaces. [https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet\\_Special\\_Report.pdf](https://www.cigionline.org/static/documents/SaferInternet_Special_Report.pdf).

DW Akademie. 2023. 'Constructive journalism toolkit for trainers'. <https://akademie.dw.com/en/constructive-journalism-a-practical-toolkit-for-trainers/a-65372611>.

Dyani, L. 2020. Censored: Australian scientists say suppression of environment research is getting worse. *Nature*. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02669-8>.

Echo Live. 2025. Haunting' to See Deepfake Pornography of Myself, Says Journalist Cathy Newman. <https://www.echolive.ie/nationalentertainment/arid-41548960.html>.

The Economist Intelligence Unit. 2021. 92 % des femmes ont répondu que la violence en ligne affecte leur bien-être. Measuring the prevalence of online violence against women. *The Economist*. <https://onlineviolencewomen.eiu.com/>.

Edelman. 2025. 2025 Edelman Trust Barometer. Trust and the Crisis of Grievance. <https://www.edelman.com/trust/2025/trust-barometer>.

Elliott, V. 2024. Meta Kills a Crucial Transparency Tool At the Worst Possible Time. *Wired*. <https://www.wired.com/story/meta-kills-crucial-transparency-tool-worst-possible-time/>.

Elyounes, A. d. 2019. Contextual Fairness: A Legal and Policy Analysis of Algorithmic Fairness. Harvard Law School, Berkman Klein Center for Internet & Society de l'Université Harvard. <https://ssrn.com/abstract=3478296>.

Enock et collab. 2024. Understanding Gender Differences in Experiences and Concerns Surrounding Online Harms: A Short Report on a Nationally Representative Survey of UK Adults. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=4705134](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4705134).

European Centre for Press and Media Freedom. 2024. Safeguarding Women Journalists in the Digital Age. <https://www.ecpmf.eu/safeguarding-women-journalists-in-the-digital-age>.

Commission européenne. 2025. Base de données sur la transparence de la législation sur les services. <https://transparency.dsa.ec.europa.eu/?lang=fr>.

Législation européenne sur la liberté des médias. 2024. [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/protecting-democracy/european-media-freedom-act\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/protecting-democracy/european-media-freedom-act_fr).

Parlement européen. 2018. Gender Equality in the Media Sector. Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/596839/IPOL\\_STU\(2018\)596839\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/596839/IPOL_STU(2018)596839_EN.pdf).

Parlement européen. Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles de la Direction générale des politiques internes. 2021. L'utilisation des poursuites-bâillons pour réduire au silence les journalistes, les ONG et la société civile. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/697288/IPOL\\_STU\(2021\)697288\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2021/697288/IPOL_STU(2021)697288_FR.pdf)

Parlement européen. Département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles de la Direction générale des politiques internes. 2023. Affaires de poursuites-bâillons ouvertes en 2022 et 2023. Incidence des poursuites stratégiques altérant le débat public et réponses réglementaires dans l'Union européenne. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/756468/IPOL\\_STU\(2023\)756468\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/756468/IPOL_STU(2023)756468_FR.pdf)

Vialle, E. UNESCO. 2025. Reclaiming the Digital Space: Advancing Gender Equality in the Age of New Technologies. [http://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000396156](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000396156).

Facebook a été utilisé au Myanmar pour propager des discours de haine déshumanisants contre la minorité musulmane rohingya. Voir Reuters Investigates. 2017. Why Facebook is losing the war on hate speech in Myanmar. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/myanmar-facebook-hate>.

Faye D'Souza. YouTube. [https://www.youtube.com/channel/UCzI8K9xO\\_5E-4iCP7Km6cRQ](https://www.youtube.com/channel/UCzI8K9xO_5E-4iCP7Km6cRQ).

Férdeline, A. 2021. Cima Digital Report – Youth and the News in Five Charts. Center for International Media Assistance. <https://www.cima.ned.org/publication/youth-and-the-news-in-five-charts-what-do-young-peoples-habits-in-develop>

- ing-countries-tell-us-about-the-future-of-the-news/.
- Ferrier, M. 2018. Attacks and Harassment. The Impact on Female Journalists and Their Reporting. International Women's Media Foundation. <https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2018/09/Attacks-and-Harassment.pdf>.
- Financial Times. 2022. Irish regulator fines Instagram €405mn for failing to protect children's data. <https://www.ft.com/content/53bdd052-b548-4e66-ad7e-2d5070b95769>.
- Fischer, S. 2025. Scoop: Google won't add fact checks despite new EU law. <https://www.axios.com/2025/01/16/google-fact-check-eu>.
- Fixing journalism, une initiative mexicaine qui vise à rééquilibrer les relations inégales entre les correspondants internationaux et les journalistes locaux. Fixing journalism. 2025. <https://fixingjournalism.com/en/home/>.
- France 24. 2023. Across globe, women battle 'gendered disinformation'. <https://www.france24.com/en/live-news/20230323-across-globe-women-battle-gendered-disinformation>.
- Frenkel, S. 2025. The Militarization of Silicon Valley. The New York Times. [https://www.nytimes.com/2025/08/04/technology/google-meta-openai-military-war.html?unlocked\\_article\\_code=1.cU8.rJCV.BzVUCqUnHnUw&smid=nyt-core-ios-share&referringSource=articleShare](https://www.nytimes.com/2025/08/04/technology/google-meta-openai-military-war.html?unlocked_article_code=1.cU8.rJCV.BzVUCqUnHnUw&smid=nyt-core-ios-share&referringSource=articleShare).
- Friedl, P. Morgan, J. 2024. Decentralised Content Moderation. Internet Policy Review. <https://policyreview.info/glossary/decentralised-content-moderation>.
- Funk et al. 2024. The Struggle for Trust Online. Freedom House. <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2024/struggle-trust-online#key-findings>.
- Funk et al. 2023. The Repressive Power of Artificial Intelligence. Freedom House. <https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2023/repressive-power-artificial-intelligence>.
- Garfield, L. 2025. Make Meta Safe: New Report Finds Increase in Harmful Content Targeting Marginalized Groups Following Policy Rollbacks. Glaad. <https://glaad.org/make-meta-safe-new-report-finds-increase-in-harmful-content-targeting-marginalized-groups-following-policy-rollbacks>.
- The Global Climate and Health Alliance. 2023. Tackling climate change could be the greatest global health opportunity of the 21st century. <https://climateandhealthalliance.org/wp-content/uploads/2023/05/GCHA-ClimateHealth-Briefing-May-2023.pdf>.
- Forum mondial pour le développement des médias. 2025. Urgent call for governments, multilateral institutions, and philanthropies to support independent media and journalism. <https://gfmd.info/urgent-call-to-support-independent-media-and-journalism>.
- Global Freedom of Expression. 2019. The North Gauteng High Court in Pretoria. Université Columbia. <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/cases/amabhungane-centre-for-investigative-journalism-v-minister-of-justice-and-correctional-services/>.
- Global Freedom of Expression. 2023. Internet shutdowns in international law. Université Columbia. [https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/wp-content/uploads/2023/07/GFoE\\_Internet-shutdowns-in-international-law.pdf](https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/wp-content/uploads/2023/07/GFoE_Internet-shutdowns-in-international-law.pdf).
- Global Freedom of Expression. 2024. ¿Cómo responden los tribunales a las SLAPP? Análisis de decisiones judiciales seleccionadas de todo el mundo. Université Columbia. <https://globalfreedomofexpression.columbia.edu/es/publications/como-responden-los-tribunales-a-las-slapp-analisis-de-decisiones-judiciales-seleccionadas-de-todo-el-mundo/>.
- Forum mondial pour le développement des médias. Securing the Future of Journalism. <https://gfmd.info>.
- Global Investigative Journalism Network. <https://gijn.org>.
- Global Media Monitoring Project. 2020. Who makes the news - 6th Global Media Monitoring Project. [https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2021/08/GMMP-2020.Highlights\\_FINAL.pdf](https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2021/08/GMMP-2020.Highlights_FINAL.pdf).
- Global Project Oasis. 2024. Project Oasis Report. <https://globalprojectoasis.org/global-report/regional-trends-and-differences/>.
- Global Witness. 2023. Global Hating. How online abuse of climate scientists harms climate action. <https://globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/global-hating/>.
- Gollas, H. G. 2024. WFA makes 'difficult decision' to discontinue GARM following X lawsuit. <https://www.marketingweek.com/wfa-suspend-garm-x-lawsuit/>.

- Gomez et collab. 2024. Algorithmic Arbitrariness in Content Moderation. <https://doi.org/10.1145/3630106.3659036>.
- Goodman, J. et Korenyuk, M. 2023. AI: War crimes evidence erased by social media platforms. BBC News. <https://www.bbc.com/news/technology-65755517>.
- Goodwin, D. 2025. Not appearing in Google AI Overviews significantly harms webpages: Study. Search Engine Land. <https://searchengineland.com/google-ai-overviews-harms-webpages-study-452605>.
- Google. 2025. Application du règlement de la communauté YouTube. <https://transparencyreport.google.com/youtube-policy/removals?hl=fr>.
- Gupta, N., et Mathews, N. 2024. India's Experiments With AI in the 2024 Elections: The Good, The Bad & The In-between. Tech Policy Press. <https://www.techpolicy.press/indias-experiments-with-ai-in-the-2024-elections-the-good-the-bad-the-inbetween/>.
- G7G20. 2024. Digital Economy Working Group Maceio Ministerial Declaration. G7G20 Document Database. <https://g7g20-documents.org/database/document/2024-g20-brazil-sherpa-track-digital-economy-ministers-ministers-language-g20-dewg-maceio-ministerial-declaration>.
- Ha, L. 2024. Derrière les écrans : témoignages des créateurs de contenu numérique ; comprendre leurs intentions, leurs pratiques et leurs défis. UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392006\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392006_fre).
- Haidt, J. 2024. The Anxious Generation. How the Great Rewiring of Childhood Is Causing an Epidemic of Mental Illness. Penguin Press.
- Hall, S. 2015. Exxon Knew about Climate Change almost 40 years ago. Scientific American. <https://www.scientificamerican.com/article/exxon-knew-about-climate-change-almost-40-years-ago/>.
- Harari, Y. N. 2024. Nexus: Une brève histoire des réseaux d'information, de l'âge de pierre à l'IA. Albin Michel.
- Heiding et collab. 2024. Evaluating Large Language Models' Capability to Launch Fully Automated Spear Phishing Campaigns: Validated on Human Subjects. Université Cornell. <https://arxiv.org/abs/2412.00586>.
- Hendrix, J. 2024. Can An Alliance Get Access to Platform Data for African Researchers? TechPolicy.Press. <https://www.techpolicy.press/can-an-alliance-get-access-to-platform-data-for-african-researchers/>.
- Hendrix, J. 2025. Transcription : Mark Zuckerberg Announces Major Changes to Meta's Content Moderation Policies and Operations. Tech Policy Press. <https://www.techpolicy.press/transcript-mark-zuckerberg-announces-major-changes-to-metas-content-moderation-policies-and-operations/>.
- Henriksson, T. 2025. World Press Trends Outlook 2024-2025. World Association of News Publishers. <https://wan-ifra.org/2025/01/world-press-trends-outlook-digital-growth-and-other-revenue-streams-steady-the-ship-for-publishers/>.
- Herman, E.S. et Chomsky, N. 1988. La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie.
- Hern, A. 2025. High Court Tells Lawyers to Stop Misuse of AI After Fake Case-Law Citations. The Guardian. <https://www.theguardian.com/technology/2025/jun/06/high-court-tells-uk-lawyers-to-urgently-stop-misuse-of-ai-in-legal-work>.
- Hiltner, S., Eaton, E., Healy, N., Scerri, A., Stephens, J. C., et Supran, G. 2024. Fossil fuel industry influence in higher education: A review and a research agenda. WIREs. [wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/wcc.904](https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/wcc.904).
- The Hindu Bureau. 2024. Over 90% female influencers on Instagram fall victim to deepfake pornography, finds study. The Hindu <https://www.thehindu.com/sci-tech/technology/over-90-female-instagram-influencers-fall-victim-to-deepfake-pornography-finds-study/article68196062.ece>.
- Hoffman-Andrews, A. 2024. AI Watermarking Won't Curb Disinformation <https://www.eff.org/deeplinks/2024/01/ai-watermarking-wont-curb-disinformation>.
- Hugo Décrypte. Actus du jour . YouTube. <https://www.youtube.com/channel/UCAcAnMF0OrCtUep3Y4M-ZPw>.
- Human Rights Watch. 2017. China: Big Data Fuels Crackdown in Minority Region. <https://www.hrw.org/news/2017/11/19/china-police-big-data-systems-violate-privacy-target-dissent>.
- Human Rights Watch. 2023. Global Backlash Against Women's Rights. <https://www.hrw.org/news/2023/03/07/global-backlash-against-womens-rights>.

Hutchinson et collab. 2020. Social Biases in NLP Models as Barriers for Persons with Disabilities. <https://aclanthology.org/2020.acl-main.487.pdf>.

IDEA. 2024. Global State of Democracy. <https://www.idea.int/gsod/2024>.

InfluenceMap. 2025. Big Four UK Banks: Falling Short on Climate Action? A Finance MapReport. <https://influencemap.org/report/Big-Four-UK-Banks>.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 1996. The impact of climate change. Contribution of Working Group I to the Second Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc\\_sar\\_wg\\_I\\_full\\_report.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ipcc_sar_wg_I_full_report.pdf).

Commission interaméricaine des droits de l'homme. Relatoria Especial para la Libertad de Expresión. 2022. Mujeres periodistas y salas de redacción: avances, desafíos y recomendaciones para prevenir la violencia y luchar contra la discriminación (Les femmes journalistes dans les rédactions : progrès, difficultés et recommandations pour éviter la violence et combattre la discrimination). <https://www.oas.org/es/cidh/expresion/informes/Mujeres22-es.pdf>.

Union interparlementaire. 2021. Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Afrique. <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2021-11/sexisme-harcelement-et-violence-le-gard-des-femmes-dans-les-parlements-dafrique>.

Union interparlementaire. 2025. 60 % des femmes parlementaires d'Asie-Pacifique dénoncent des violences sexistes en ligne. <https://www.ipu.org/fr/actualites/communiques-de-presse/2025-03/60-des-femmes-parlementaires-dasie-pacifique-denoncent-des-violences-sexistes-en-ligne>.

International Consortium of Investigative Journalists. <https://www.icij.org>.

International Consortium of Investigative Journalists. 2024. Press freedom under fire as political pressure on journalists intensifies worldwide, rankings reveal. <https://www.icij.org/inside-icij/2024/05/press-freedom-under-fire-as-political-pressure-on-journalists-intensifies-worldwide-rankings-reveal>.

Fonds international pour les médias d'intérêt public. <https://ifpim.org/>.

International IDEA et Electoral Integrity Project. 2025. Review of the 2024 Super-Cycle Year of Elections. Trends, Challenges and Opportunities. <https://www.idea.int/publications/catalogue/html/review-2024-super-cycle-year-elections-trends-challenges-and>.

International Media Support. 2024. Where is the money? A global perspective on forms of funding, financing and investment for public interest media. <https://www.mediasupport.org/publication/where-is-the-money-a-global-perspective-on-forms-of-funding-financing-and-investment-for-public-interest-media/>.

International Media Support. 2025. Catalysing private capital: Financing the future of public interest media. <https://www.mediasupport.org/publication/catalysing-private-capital-financing-the-future-of-public-interest-media/>.

Union internationale des télécommunications. 2024. Facts and Figures Rapport. <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/index/>.

Ipsos. 2024. Public Trust in AI: Implications for Policy and Regulation. <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-09/Ipsos%20Public%20Trust%20in%20AI.pdf>.

Isaac, M. 2019. Mark Zuckerberg Says Facebook Can't Regulate Itself, Explained. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2019/03/30/technology/mark-zuckerberg-facebook-regulation-explained.html>.

Haute cour de justice d'Islamabad. 2020. Order Sheet W.P. No 3028/2020. [https://mis.ihc.gov.pk/attachments/judgements/121240/3/17-05-2022\\_Ashfaq\\_Jutt\\_637885690215833788.pdf](https://mis.ihc.gov.pk/attachments/judgements/121240/3/17-05-2022_Ashfaq_Jutt_637885690215833788.pdf).

Jaakkola, M. 2023. Reporting on artificial intelligence: a handbook for journalism educators. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384551>.

Jaźwińska, K., et Chandrasekar, A. 2025. AI Search Has a Citation Problem. Columbia Journalism Review. [https://www.cjr.org/tow\\_center/we-compared-eight-ai-search-engines-theyre-all-bad-at-citing-news.php](https://www.cjr.org/tow_center/we-compared-eight-ai-search-engines-theyre-all-bad-at-citing-news.php).

Jenik, C. 2021. The Most Popular Paid Subscription News Websites. <https://www.statista.com/chart/24772/news-websites-with-the-most-paid-subscribers>.

Jiménez et collab. 2025. Informe Voces Desplazadas: Radiografía del exilio periodístico latinoamericano (2018–2024) San José, PROLEDI, Université du Costa Rica. <https://www.ucr.ac.cr/medios/documentos/2025/informe-voces-desplazadas-proledi-ucr-6882ccd979021.pdf>.

- Jones, M.O. 2022. Digital authoritarianism in the Middle East: Deception, disinformation and social media. Oxford University Press. Voir également ITESO. 2020. Ataques selectivos en Twitter. Estrategias de desprecio y descalificación II . Université jésuite de Guadalajara. <https://signalab.mx/2020/06/17/ataques-selectivos-ii/>.
- Joshi, A. R. 2023. Climate of Fear Persists among Nepal's Eco Defenders as Threats Rise. Mongabay. <https://news.mongabay.com/2023/06/climate-of-fear-persists-among-nepals-eco-defenders-as-threats-rise>.
- JX Fund. 2025. 3 years JX Fund: Keeping exiled journalism alive in times of repression. <https://jx-fund.org/newsroom/news/3-years-jx-fund-keeping-exiled-journalism-alive-in-times-of-repression>.
- Kaplan, J. 2025. More Speech and Fewer Mistakes. <https://about.fb.com/news/2025/01/meta-more-speech-fewer-mistakes/>.
- Katz, J. M. 2023. Substack Has a Nazi Problem. The Atlantic. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2023/11/substack-extremism-nazi-white-supremacy-newsletters/676156/>.
- Kaye, D. 2019. Speech Police: The Global Struggle to Govern the Internet. Columbia Global Reports. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1fx4h8v>.
- Kaye, B., et Menon, P. 2024. Australia passes social media ban for children under 16. Reuters. <https://www.reuters.com/technology/australia-passes-social-media-ban-children-under-16-2024-11-28/>.
- Keane, P. 2020. How the oil industry made us doubt climate change. BBC. <https://www.bbc.com/news/stories-53640382>.
- Keenan, J. 2022. Secret Influence: Astroturfing Sways Public Policy <https://www.proxypreview.org/2022/contributor-articles-blog/secret-influence-astroturfing-sways-public-policy>.
- Keller, D. 2024. This is Hard. Stanford Cyber Policy Center. <https://cyber.fsi.stanford.edu/publication/hard>.
- Khan, I. 2021. #JournalistsToo: Les femmes journalistes prennent la parole. Recueil de témoignages sur l'expérience du harcèlement. Rapporteur spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. [https://www.srfreedex.org/wp-content/uploads/2021/11/JT\\_French.pdf](https://www.srfreedex.org/wp-content/uploads/2021/11/JT_French.pdf).
- Kilman, L. 2022. Après la pandémie, renforcer la viabilité des médias : initiatives inspirantes pour assurer la viabilité des médias. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380889>.
- King, J. 2023. Expert Testimony to Special Committee on foreign interference in all democratic processes in the European Union, including disinformation. Institute for Strategic Dialogue. <https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2023/03/ING2-Committee-Hearing-on-Climate-Disinfo-Jennie-King-Expert-Testimony.pdf>.
- Kirk, K. 2025. The fossil fuel industry spent \$219 million to elect the new U.S. government. Yale Climate Connections. <https://yaleclimateconnections.org/2025/01/the-fossil-fuel-industry-spent-219-million-to-elect-the-new-u-s-government/>.
- Kokotajlo et al. 2025. AI 2027. <https://ai-2027.com/>.
- Knight, W. 2021. How Censorship Can Influence Artificial Intelligence. Wired. <https://www.wired.com/story/how-censorship-can-influence-artificial-intelligence/>.
- Krimmer et collab. 2022. Elections in Digital Times: A Guide for Electoral Practitioners. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000382102>.
- Kubin, E. et von Sikorski, C. 2021. The Role of (Social) Media in Political Polarization: A Systematic Review. <https://academic.oup.com/anncom/article/45/3/188/7912664>.
- Kuhle, M. 2002. The Tibetan Ice Sheet, Its Impact on the Palaeomonsoon and Relation to the Earth's Orbital Variations. [https://epic.awi.de/id/eprint/28494/1/Polarforsch2001\\_1-2\\_1.pdf](https://epic.awi.de/id/eprint/28494/1/Polarforsch2001_1-2_1.pdf).
- Kumar, S. 2023. Stubble trouble: Are farmers solely to blame for the air pollution in Delhi and neighbouring areas? ET Government. <https://government.economictimes.indiatimes.com/blog/stubble-trouble-are-farmers-solely-to-blame-for-the-air-pollution-in-delhi-and-neighbouring-areas/105486131>.
- Kyi, M. 3 mai 2025. Mizzima News: Surviving the junta and reporting Myanmar's Spring Revolution. Global Voices Advox. <https://advox.globalvoices.org/2025/05/03/mizzima-news-surviving-the-junta-and-reporting-myansmars-spring-revolution/>.
- The Lancet. Lancet Countdown sur le climat et la santé. <https://lancetcountdown.org/fr/>.

- Legal Resources Centre et Global Witness. 2023. Facebook, X/Twitter, YouTube and TikTok approve violent misogynistic hate speech adverts for publication in South Africa. <https://lrc.org.za/facebook-x-twitter-youtube-and-tiktok-approve-violent-misogynistic-hate-speech-adverts-for-publication-in-south-africa/>.
- Li, H. 2024. How K-pop played a role in Indonesia's presidential election. Semafor. <https://www.semafor.com/article/02/14/2024/k-pops-role-in-the-indonesian-elections>.
- Liaquat, K. et Muslim, I. 2024. Impact of Social Media Influencers on Behavior and Emotional Wellbeing of Adolescents, <https://kurdischstudies.net/menu-script/index.php/KS/article/download/3696/2526/7090>.
- López Linares, C. 2023. LatAm Journalism Review/Knight Center An increase of online attacks against journalists in Guyana is raising red flags: 5 questions for Nazima Raghbir, Caribbean journalism leader. <https://latamjournalismreview.org/articles/an-increase-of-online-attacks-against-journalists-in-guyana-is-raising-red-flags-5-questions-for-nazima-raghbir-caribbean-journalism-leader/>.
- Mabillard, V. 2016. Freedom of Information Laws: Evolution of the Number of Requests in 11 Jurisdictions. [https://www.researchgate.net/publication/314285585\\_Freedom\\_of\\_Information\\_Laws\\_Evolution\\_of\\_the\\_Number\\_of\\_Requests\\_in\\_11\\_Jurisdictions#:~:text=the%20first%20freedom%20of%20information](https://www.researchgate.net/publication/314285585_Freedom_of_Information_Laws_Evolution_of_the_Number_of_Requests_in_11_Jurisdictions#:~:text=the%20first%20freedom%20of%20information).
- Magoga, A. 2025. Freedom of Expression and Alternative Sources of information Index.
- Makortoff, K. 2025. Goldman Sachs and Deloitte are latest to scrap diversity initiatives. The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2025/feb/11/deloitte-staff-us-government-contracts-pronouns-emails-trump-anti-diversity>.
- Mandats de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ; de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences. 2023. (AL FRA 11/2023). <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownLoadPublicCommunicationFile?gId=28363>.
- Maphumulo, M. 2024. Attorneys, Beware 'AI Hallucinations' – The Real Consequences of Fabricated Citations. Bizcommunity. <https://www.bizcommunity.com/article/attorneys-beware-ai-hallucinations-the-real-consequences-of-fabricated-citations-147416a>.
- Mariez, J.-S. et Godfrin, L. 2020. Censure de la « loi Avia » par le Conseil constitutionnel : un fil rouge pour les législateurs français et européens ? . Dalloz. <https://www.dalloz-actualite.fr/flash/censure-de-loi-avia-par-conseil-constitutionnel-un-fil-rouge-pour-legislateurs-francais-et-eur>.
- Maxwell, T. 2023. Popular Reddit Client Apollo Will Shut Down After Talks Over New Developer Fees Got 'Ugly.' Business Insider. <https://businessinsider.com/reddit-client-apollo-shut-down-after-talks-got-ugly-2023-6>.
- Meedan. 2024. Meedan Final Report. [https://cdn.prod.website-files.com/615df23c67b201abbe36c0d7/67464987b-3390597d4af7da0\\_Meedan\\_INE%20Report\\_EN\\_04.pdf](https://cdn.prod.website-files.com/615df23c67b201abbe36c0d7/67464987b-3390597d4af7da0_Meedan_INE%20Report_EN_04.pdf).
- Menez, L. 2021. Enora Malagré, victime de deepfake : « Le traumatisme s'apparente à une agression sexuelle ». ELLE. <https://www.elle.fr/Societe/News/Enora-Malagre-victime-de-deepfake-Le-traumatisme-s-apparente-a-une-agression-sexuelle-3970580>.
- Meta. 2025. Community Standards Enforcement Report. <https://transparency.meta.com/reports/community-standards-enforcement/>.
- Meta. 2025. Découvrez les notes de la communauté. [https://www.meta.com/technologies/community-notes/?srsltid=AfmBOootMeCO6LdVapLt42fnB0\\_r79hPlZKzlsWJ7vH4kHa9\\_8z-tGMR](https://www.meta.com/technologies/community-notes/?srsltid=AfmBOootMeCO6LdVapLt42fnB0_r79hPlZKzlsWJ7vH4kHa9_8z-tGMR).
- Michaelsen, M. 2020. The Digital Transnational Repression Toolkit and Its Silencing Effects. Freedom House. <https://freedomhouse.org/report/special-report/2020/digital-transnational-repression-toolkit-and-its-silencing-effects>.
- Milman, O. 2025. Trump Administration Removes Climate Change Information from Federal Websites. The Guardian. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/feb/04/trump-climate-change-federal-websites>.
- Milmo, D. et Booth, R Meta has 'heard the message' from Trump, says whistleblower Frances Haugen. The Guardian. <https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/09/meta-has-heard-the-message-from-trump-says-whistleblower-frances-haugen>.
- Ministère de la Culture. 2025. Observatoire 2025 de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication. <https://www.culture.gouv.fr/espace-documentation/statistiques-ministerielles-de-la-culture2/publications/>

[collections-d-ouvrages/observatoire-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication/observatoire-2025-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication.](https://www.oecd.org/fr/publications/principes-pour-un-soutien-pertinent-et-efficace-aux-medias-et-a-l-espace-de-l-information-dans-le-cadre-de-la-cooperation-pour-le-developpement-bde6b381-fr.html)

Mitchell et collab. 2025. What the Public Wants from Journalism in the Age of AI: A Four Country Survey. Center for News, Technology & Innovation. <https://innovating.news/2024-public-survey/>.

Mulvey, K., et Shulman, S. 2015. The Climate Deception Dossiers. Internal Fossil Fuel Industry Memos Reveal Decades of Corporate Disinformation. Union of Concerned Scientists. <https://www.ucs.org/sites/default/files/attach/2015/07/The-Climate-Deception-Dossiers.pdf>.

Myers, M. et Gilberds, H. 2024. Are Donors Taking the Journalism Crisis Seriously? Center for International Media Assistance. [cima.ned.org/wp-content/uploads/2024/02/CIMA-Aid-Flow-Report\\_web\\_150ppi.pdf](https://cima.ned.org/wp-content/uploads/2024/02/CIMA-Aid-Flow-Report_web_150ppi.pdf).

Narayan, A. et Kapoor, S. 2023. Generative AI companies must publish transparency reports. <https://knightcolumbia.org/blog/generative-ai-companies-must-publish-transparency-reports>.

NASA. Scientific Consensus. <https://archive.ph/iJfbT>. Voir également Lynas, M., Houlton, B. Z., et Perry, S. 2021. Greater than 99% consensus on human caused climate change in the peer-reviewed scientific literature. Environmental Research Letters. <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac2966>.

NASA. 2024. Arctic Sea Ice Near Historic Low; Antarctic Ice Continues Decline. <https://www.nasa.gov/earth/arctic-sea-ice-near-historic-low-antarctic-ice-continues-decline/>.

Neder, R. 2021. Brazilian journalist Patrícia Campos Mello sued President Bolsonaro's son for moral damages – and won. Comité pour la protection des journalistes (CPJ). <https://cpj.org/2021/03/brazilian-journalist-patricia-campos-mello-sued-president-bolsonaros-son-for-moral-damages-and-won/>.

Nepal Investigative Multimedia Journalism Network. 2024. A Himalayan Warning: How a Glacial Lake Outburst Flood in Thame Sent Wake-up Call in Nepal. <https://www.nimjn.org/209/a-himalayan-warning-how-a-glacial-lake-outburst-flood-in-thame-sent-wake-up-call-in-nepal>.

The New Climate Denial. [https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/01/CCDH-The-New-Climate-Denial\\_FINAL.pdf](https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/01/CCDH-The-New-Climate-Denial_FINAL.pdf).

Newman, N. 2025. Overview and key findings of the 2025 Digital News Report. Reuters Institute. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025/dnr-executive-summary>.

Newman et collab. 2025. Reuters Institute Digital News Report 2025. Reuters Institute for the Study of Journalism. [https://19565931.fs1.hubspotusercontent-na1.net/hubfs/19565931/Content%20Types/Round%202/Digital\\_News\\_Report\\_2025.pdf](https://19565931.fs1.hubspotusercontent-na1.net/hubfs/19565931/Content%20Types/Round%202/Digital_News_Report_2025.pdf).

Newport, A. and Jankowicz, N. Bulletin of the Atomic Scientists. 2025. Russian networks flood the Internet with propaganda, aiming to corrupt AI chatbots. <https://thebulletin.org/2025/03/russian-networks-flood-the-internet-with-propaganda-aiming-to-corrupt-ai-chatbots>.

Newton, C. 2025. Substack promotes a Nazi. Platformer. <https://www.platformer.news/substack-nazi-push-notification>.

Nicholas, G. et Bhatia, A. 2023. Lost in Translation: Large Language Models in Non-English Content Analysis. <https://cdt.org/insights/lost-in-translation-large-language-models-in-non-english-content-analysis>.

Nord, M., Lundstedt, M., et Lindberg S. I. 2024. Media Freedom, Democracy and Security. Research Report. OSCE. [https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878\\_1.pdf](https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878_1.pdf).

Nord et collab. 2025. Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped? Université de Göteborg : V-Dem Institute. [https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr\\_\\_2025\\_lowres.pdf](https://v-dem.net/documents/60/V-dem-dr__2025_lowres.pdf).

O'Brien, M., Sanders, L. 2025. How US adults are using AI, according to AP-NORC polling. Apnews. <https://apnews.com/article/ai-artificial-intelligence-poll-229b665d10d057441a69f56648b973e1>.

OCDE. 2024. Recommandation sur l'intégrité de l'information. <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0505>.

OCDE. 2024. Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information dans le cadre de la coopération pour le développement. <https://www.oecd.org/fr/publications/principes-pour-un-soutien-pertinent-et-efficace-aux-medias-et-a-l-espace-de-l-information-dans-le-cadre-de-la-cooperation-pour-le-developpement-bde6b381-fr.html>.

OCDE. 2025. L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en six ans, selon l'OCDE. <https://www.oecd.org/fr/about/news/press-releases/2025/04/official-development-assistance-2024-figures.html>

OCDE. Aide publique au développement (APD).  
<https://www.oecd.org/fr/themes/aide-publique-au-developpement-apd.html>.

O'Regan, A. 2022. Bering Land Bridge formed surprisingly late during last ice age. Université de Princeton. <https://research.princeton.edu/news/bering-land-bridge-formed-surprisingly-late-during-last-ice-age>.

Oreskes, N. et Conway, E.M. 2011. Les Marchands de doute.

OSCE. 2024. Special Rapporteurs' Joint Declaration on the climate crisis and freedom of expression.  
<https://www.osce.org/files/f/documents/6/b/567968.pdf>

Panic, B. et Paige, A. 2024. AI, Human Rights, and Peace: Machines as Enablers of Rights Work. AI for Peace. Boca Raton: CRC Press. Chap. 4.

Pedalino, F. et Camerini, A-L. 2022. Instagram Use and Body Dissatisfaction: The Mediating Role of Upward Social Comparison with Peers and Influencers among Young Females.  
<https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8834897/>.

PEN International. 2024. PEN's Global Community Condemns Book Bans Around the World.  
<https://www.pen-international.org/news/pens-global-community-condemns-book-ban-around-the-world>.

Perrigo, B. 2019. U.K.'s New Internet Rules Could Change Facebook Forever. Time.  
<https://time.com/5566501/facebook-regulation-zuckerberg/>.

Perrigo, B. 2020. These Tech Companies Managed to Eradicate ISIS Content. But They're Also Erasing Crucial Evidence of War Crimes. TIME. [https://time.com/5798001/facebook-youtube-algorithms-extremism/?](https://time.com/5798001/facebook-youtube-algorithms-extremism/).

Petersen, A. M., Vincent, E. M., et LeRoy Westerling, A. 2019. Discrepancy in scientific authority and media visibility of climate change scientists and contrarians. Nature. [www.nature.com/articles/s41467-019-09959-4](http://www.nature.com/articles/s41467-019-09959-4).

Pew Research Center. 2024. Social Media and News Fact Sheet. <https://www.pewresearch.org/journalism/fact-sheet/social-media-and-news-fact-sheet/>.

Pew Research Center. 2025. How news influencers talked about Trump and Harris during the 2024 election. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2025/02/06/how-news-influencers-talked-about-trump-and-harris-during-the-2024-election>.

Pew Research Center. McClain, C., Kennedy, B., Gottfried, J., Anderson, M., et Pasquini, G. 2025. How the U.S. Public and AI Experts View Artificial Intelligence. <https://www.pewresearch.org/internet/2025/04/03/how-the-us-public-and-ai-experts-view-artificial-intelligence/>.

Pittman, E. et Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.

Posetti et collab. 2021. The Chilling: global trends in online violence against women journalists; research discussion paper. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377223>.

Radcliffe, D. 2025. Journalism in the AI era: Opportunities and challenges in the Global South and emerging economies. Thomson Reuters Foundation.  
<https://www.trust.org/wp-content/uploads/2025/01/TRF-Insights-Journalism-in-the-AI-Era.pdf>.

Rahman-Jones, I. 2025. AI chatbots unable to accurately summarize news. BBC.  
<https://www.bbc.com/news/articles/c0m17d8827ko>.

Rapier, R. 2024. Why Big Oil is not Like Big Tobacco. Forbes.  
<https://www.forbes.com/sites/rrapier/2024/05/05/why-big-oil-is-not-like-big-tobacco>.

Raschka, S. 2024. Build A Large Language Model from Scratch. O'Reilly Press.

Rathje et collab. 2021. Out-group animosity drives engagement on social media. Proceedings of the National Academy of Sciences. Vol. 118, No 26. <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2024292118>.

Rathje, S. 2024. To tackle social media harms, mandate data access for researchers. Nature.  
<https://www.nature.com/articles/d41586-024-02853-0>.

- Rayman, D. 2024. Accusations and Actions: A Decade Tracking Tech Company Responses to Human Rights Allegations. Business & Human Rights Resource Centre. <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/accusations-actions-a-decade-of-tech-company-responses-to-allegations-of-human-rights-abuse/>.
- Reed et collab. 2021. The disinformation playbook: how industry manipulates the science-policy process – and how to restore scientific integrity. National Library of Medicine. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC8651604/>.
- Reporters sans frontières. 2017. Les fixeurs, les invisibles du reportage. <https://rsf.org/fr/les-fixeurs-les-invisibles-du-reportage> ; International Women's Media Foundation. 2024. Better protection for freelancers facing online violence. [https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2024/04/Newsroom-Guide\\_-Freelancers.pdf](https://www.iwmf.org/wp-content/uploads/2024/04/Newsroom-Guide_-Freelancers.pdf).
- Reporters sans frontières (RSF). 2024. USA : Donald Trump a attaqué verbalement les médias plus de 100 fois pendant la campagne électorale. <https://rsf.org/fr/%C3%A9 tats-unis-donald-trump-attaqu%C3%A9 verbalement-les-m%C3%A9 dia s-plus-de-100-fois-pendant-la-campagne>.
- Reporters sans frontières (RSF). 2024. Bilan assistance 2024 – la protection des journalistes en exil, un impératif pour la liberté de la presse. [https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2025/01/BILAN%20ASSISTANCE%202024\\_FR\\_0.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2025/01/BILAN%20ASSISTANCE%202024_FR_0.pdf).
- Reporters sans frontières (RSF). 2025. Classement mondial RSF 2025 : la fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse. <https://rsf.org/fr/classement-mondial-rsf-2025-la-fragilisation-%C3%A9conomique-des-m%C3%A9 dia s-constitue-l'une-des-principales>.
- Reuters Institute. 2023. Echoes from the Desert: Five Seasoned Reporters Reflect on the Vanishing Landscape of Local News.  
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/echoes-desert-five-seasoned-reporters-reflect-vanishing-landscape-local-news>
- Reuters Institute. 2024. Digital News Report 2024.  
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024>.
- Reuters Institute. 2025. Women and leadership in the news media 2025: Evidence from 12 markets.  
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/women-and-leadership-news-media-2025-evidence-12-markets>
- Reuters Institute. 2025. Digital News Report 2025.  
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025>.
- Robertson, C. T. 2024. How much do people pay for online news? And what might encourage more people to pay? Reuters Institute. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2024/how-much-do-people-pay-online-news-what-might-encourage-others-pay>.
- Roe, J., Perkins, M., Furze, L. 2024. Deepfakes and Higher Education: A Research Agenda and Scoping Review of Synthetic Media. Journal of University Teaching and Learning Practice, Advanced Online Publication. <https://doi.org/10.53761/2y2np178>.
- Ropero, G. 2022. Philippines needs to move away from 'subsistence farming': Panfilinan. ABS-CBN. <https://www.abs-cbn.com/news/06/14/22/ph-needs-to-move-away-from-subsistence-farming-pangilinan>.
- Ross Arguedas et collab. 2025. Women and leadership in the news media 2025: Evidence from 12 markets. Reuters Institute.  
<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/women-and-leadership-news-media-2025-evidence-12-markets>
- Rubio Núñez, R., Franco Alvim, F., de Andrade Monteiro, V. 2024. Artificial intelligence and algorithmic election campaigns Informative dysfunctions and systemic threats of the new political communication. <https://www.cepc.gob.es/sites/default/files/2025-04/s-307-inteligencia-artificial.pdf>.
- Ruidan, Y. et Takahashi, H. 2025. The Parasocial Relationships Between Influencers and Consumers <https://doi.org/10.7222/marketing.2025.032>.
- Rustad, S.A. 2025. Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2024. Oslo : Institut de recherche sur la paix d'Oslo <https://www.prio.org/publications/14453>.
- Sanders, R. 2025. The Great Migration from Public Social to Private Social Media. Simplilearn. <https://www.simplilearn.com/public-social-to-private-social-media-article>.

- Saul, D. 2022. 'Freedom of Speech' But Not 'Freedom of Reach': Musk Reinstates Kathy Griffin and Jordan Peterson Amid New Policy—But Not Trump Yet. *Forbes*.  
<https://www.forbes.com/sites/dereksaul/2022/11/18/freedom-of-speech-but-not-freedom-of-reach-musk-reinstates-kathy-griffin-and-jordan-peterson-amid-new-policy---but-not-trump-yet/>.
- Schäfer, M. S. et Painter, J. 2020. Climate journalism in a changing media ecosystem: Assessing the production of climate change-related news around the world. *Wires. Climate Change*.  
<https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/wcc.675>.
- Schiffrin et collab. Trouver des financements pour un journalisme florissant : viabilité des médias, les options stratégiques. 2022. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381146\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381146_fre).
- Schiffrin, A. 2024. AI and the Future of Journalism: Issue Brief for Stakeholders. UNESCO.  
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391214>.
- Schmid, P., et Betsch, C. 2019. Effective strategies for rebutting science denialism in public discussions. *Nature Human Behaviour*. [https://www.nature.com/articles/s41562-019-0632-4?fbclid=IwAR3iBOS\\_cvgElgP3G2Tl0K2uJtWhM-wHZ56UN8SWt\\_lsA0i2rtNUEDWi4M](https://www.nature.com/articles/s41562-019-0632-4?fbclid=IwAR3iBOS_cvgElgP3G2Tl0K2uJtWhM-wHZ56UN8SWt_lsA0i2rtNUEDWi4M).
- Schnied, R. 2025. The Major U.S. Companies Scaling Back DEI Efforts as Trump Targets Initiatives. *Time*.  
<https://time.com/7260689/us-companies-scaling-back-dei-efforts-trump-targets-initiatives/>.
- Scott, M. 2025. Fuelling Democracy and Growth Through Viable Media: An Urgent G20 Call to Action. *Media 20*. <https://media20.org/2025/07/16/policy-brief-6-fuelling-democracy-and-growth-through-viable-media-an-urgent-g20-call-to-action/>.
- Security Hero. 2023. 2023 State of Deepfakes: Realities, Threats, and Impact.  
<https://www.securityhero.io/state-of-deepfakes/#key-findings>.
- Senat. 2025. ChatGPT est-il incollable sur Victor Hugo ? . YouTube.  
<https://www.youtube.com/shorts/SlyUvvbzRPc>.
- Serhan, Y. 2024. Exclusive: Tech Companies Are Failing to Keep Elections Safe, Rights Groups Say. *Time*.  
<https://time.com/6967334/ai-elections-disinformation-meta-tiktok/>.
- Shahid et collab. 2025. Think Outside the Data: Colonial Biases and Systemic Issues in Automated Moderation Pipelines for Low-Resource Languages. Université Cornell. [arxiv.org/abs/2501.13836](https://arxiv.org/abs/2501.13836).
- Sickle, A. Climate Change Reporting and Mental Health: Practical Tips for Newsrooms and Journalists.  
<https://gijn.org/stories/climate-change-reporting-mental-health-impact-journalists>.
- Simonetti, I. et Blunt, K. 2025. News Sites Are Getting Crushed by Google's New AI Tools. *The Wall Street Journal*.  
<https://www.wsj.com/tech/ai/google-ai-news-publishers-7e687141>.
- Skibinski, M. nd. Rapport : la publicité sur les sites de mésinformation : les grandes marques versent chaque année 2,6 milliards de dollars à des sites de mésinformation. <https://www.newsguardtech.com/fr/special-reports/marques-milliards-sites-mesinformation-newsguard-comscore/>.
- Sih, C. et Abruzzini, B. 2025. Le resserrement du financement de la société civile à l'échelle mondiale : Défis et réponses  
<https://www.forus-international.org/fr/news/the-global-funding-squeeze-on-civil-society-challenges-and-responses>.
- Singer, N. 2025. Google Plans to Roll Out Its AI Chatbot to Children Under 13. *The New York Times*.  
<https://www.nytimes.com/2025/05/02/technology/google-gemini-ai-chatbot-kids.html>.
- Šišić, M. et Binışık, D. 2025. Beyond the Cuts: How the Defunding Affects Feminist and Civil Society Organizations.  
<https://www.boell.de/en/2025/03/13/beyond-cuts-how-defunding-affects-feminist-and-civil-society-organizations>.
- Sistrix. 2024. AI vs. SEO: What does the Future of Search look like?  
<https://www.sistrix.com/blog/ai-vs-seo-what-does-the-future-of-search-look-like/>.
- Sobieraj, S. 2020. Credible threat: attacks against women online and the future of democracy. Oxford University Press.  
<https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/718552>.
- Sólymos, K. K. 2023. Slovakia: Deepfake audio of Denník N journalist offers worrying example of AI abuse. International Press Institute.  
<https://ipi.media/slovakia-deepfake-audio-of-dennik-n-journalist-offers-worrying-example-of-ai-abuse/>.
- Soo, Y. 2023. How K-pop stans are shaping elections around the globe. *MIT Technology Review*.  
<https://www.technologyreview.com/2023/02/16/1067943/kpop-fans-shaping-elections-worldwide/>.

- Soraide, R. 2022. L'« utilisation abusive » du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses UNESCO. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fre).
- Stecklow, S. 2018. Why Facebook Is Losing the War on Hate Speech in Myanmar. Reuters Investigates. <https://www.reuters.com/investigates/special-report/myanmar-facebook-hate/>.
- Stiglitz et al. 2024. Journalism for development: the role of journalism promoting democracy and political accountability and sustainable development. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389301>.
- Squicciarini et collab. 2024. Synthetic content and its implications for AI policy: a primer. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000392181>.
- Supran, G., Rahmstorf, S., et Oreskes, N. 2023. Assessing ExxonMobil's global warming projections. Science. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abk0063>.
- Surfshark. 2025. Content removal attempts from Google this decade. <https://surfshark.com/research/study/google-content-removal-attempts> ; Software Freedom Law Centre. 2025. Data Analysis of Meta, X, and ShareChat on Content Takedown. <https://sflc.in/data-analysis-of-meta-x-and-sharechat-on-content-takedown>.
- Swaney, M. 2025. Trump threatens tariffs on countries that 'discriminate' against US tech. The Guardian. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/aug/26/donald-trump-tariffs-us-tech-uk-digital-services-tax-eu>.
- Tabassum, J. 2025. Deepfakes & Cyber 2025: Threats & Defense Strategies. <https://www.linkedin.com/pulse/deepfakes-cyber-2025-threats-defense-strategies-jahanzaib-tabassum-phk7f/>.
- Taylor, L. 2023. Amnesty International criticized for using AI-generated images. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2023/may/02/amnesty-international-ai-generated-images-criticism>.
- Groupe de réflexion de l'Université technique de Munich (TUM Think Tank). 2025. Understanding the Role of Generative AI in Elections: A Crucial Endeavor in 2024. [https://tumthinktank.de/wp-content/uploads/GenAIElections\\_Report\\_TTT.pdf](https://tumthinktank.de/wp-content/uploads/GenAIElections_Report_TTT.pdf)
- Tobitt, C. 2025. Who's suing AI and who's signing: Raft of Prorata partnerships, New York Times signs with Amazon. PressGazette. <https://pressgazette.co.uk/platforms/news-publisher-ai-deals-lawsuits-openai-google/>.
- Tortoise Media. Hot Air Explore Tool. <https://www.tortoisemedia.com/hot-air-explore-tool>.
- Torres, J. G. 2019. Venezuelan Crisis: Government Censors Environmental and Scientific Data. Mongabay. <https://news.mongabay.com/2019/10/venezuelan-crisis-government-censors-environmental-and-scientific-data/>.
- Tufekci, Z. 2017. Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest. Yale University Press.
- Turner, C. 2017. Canada Fought the War on Science. Here's How Scientists Won. Vox. <https://www.vox.com/the-big-idea/2017/4/29/15479888/harper-war-science-resistance-march-climate>.
- Udupa, S., Maronikolakis, A., et Wisiorek, A. 2023. Ethical scaling for content moderation: Extreme speech and the (in) significance of artificial intelligence. Big Data & Society. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/20539517231172424>.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Gender-based violence toolkit. <https://www.unhcr.org/gbv-toolkit/>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. 2023. (doc. A/HRC/53/25). <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Briefe on impact of counter-terrorism and criminal laws on media freedom and safety of journalists. <https://www.ohchr.org/en/documents/brochures-and-leaflets/brief-impact-counter-terrorism-and-criminal-laws-media-freedom>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Préserver l'indépendance des systèmes judiciaires face aux menaces actuelles à la démocratie. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats (doc. A/HRC/56/62.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5662-safeguarding-independence-judicial-systems-face-contemporary>.

Conseil des droits de l'homme. 2018. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (doc. A/HRC/37/70).

Conseil des droits de l'homme. 2019. Situation des défenseuses des droits de la personne. Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne (doc. A/HRC/40/60.) <https://digitallibrary.un.org/record/1663970?ln=fr&v=pdf>

Conseil des droits de l'homme. 2021. Le viol en tant que violation grave, systématique et généralisée des droits de l'homme, en tant que crime et en tant que manifestation de la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles, et sa prévention. (doc. A/HRC/47/28).  
<https://docs.un.org/fr/A/HRC/47/26>.

Conseil des droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan (doc. A/HRC/50/29.) <https://docs.un.org/fr/A/HRC/50/29>.

Conseil des droits de l'homme. 2024. Rôle des États dans la lutte contre les effets négatifs de la désinformation sur l'exercice et la réalisation des droits de l'homme. (doc. A/HRC/RES/55/10.)  
<https://docs.un.org/fr/A/HRC/RES/55/10>.

Conseil des droits de l'homme. 2024. Journalistes en exil. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/56/53.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5653-journalists-exile-report-special-rapporteur-promotion-and>.

Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2021. Déclaration conjointe sur les acteurs politiques, les fonctionnaires et la liberté d'expression. [https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-04/Joint-Declaration-2021-Politicians\\_FR.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-04/Joint-Declaration-2021-Politicians_FR.pdf).

Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. 2023. Joint declaration on media freedom and democracy. <https://www.osce.org/files/f/documents/3/2/542676.pdf>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Observation générale n° 25 (2021) sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique. <https://www.ohchr.org/fr/documents/general-comments-and-recommendations/general-comment-no-25-2021-childrens-rights-relation>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2022. Renforcer la liberté des médias et la sécurité des journalistes à l'ère du numérique – Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/50/29).  
<https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5029-reinforcing-media-freedom-and-safety-journalists-digital-age>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Développement durable et liberté d'expression : l'importance d'avoir voix au chapitre - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/53/25.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5325-sustainable-development-and-freedom-expression-why-voice>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Brief on impact of counter-terrorism and criminal laws on media freedom and safety of journalists. <https://www.ohchr.org/en/documents/brochures-and-leaflets/brief-er-impact-counter-terrorism-and-criminal-laws-media-freedom>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2023. Désinformation sexiste et ses implications pour le droit à la liberté d'expression. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/78/288.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/a78288-gendered-disinformation-and-its-implications-right-freedom>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Préserver l'indépendance des systèmes judiciaires face aux menaces actuelles à la démocratie - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats. (doc. A/HRC/56/62.).  
<https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5662-safeguarding-independence-judicial-systems-face-contemporary>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Journalistes en exil - Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/HRC/56/53.) <https://www.ohchr.org/fr/documents/thematic-reports/ahrc5653-journalists-exile-report-special-rapporteur-promotion-and>.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 2024. Gaza: UN human rights experts condemn killing and silencing of journalists. press release.

UN News. 2023. Human Rights Defenders Face Harsh Reprisals for Partnering with UN. <https://news.un.org/en/story/2023/09/1141657>.

UN News. 2025. Afghanistan: Taliban restrictions on women's rights intensify. <https://news.un.org/en/story/2025/05/1162826>.

ONU Femmes révèle qu'en 2024, près d'un gouvernement sur quatre a fait état d'un recul des droits des femmes, et cite l'affaiblissement des institutions démocratiques comme principal facteur de cette régression, avec une misogynie grandissante. ONU Femmes. 2025. Un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes en 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2025/03/un-pays-sur-quatre-fait-etat-dun-recul-des-droits-des-femmes-en-2024>.

ONU Femmes. 2024. 'UN Women sounds the alarm over online misogyny'.  
<https://www.un.org/en/delegate/un-women-sounds-alarm-over-online-misogyny>.

ONU Femmes. 2025. Questions fréquemment posées : Abus en ligne, trolling, harcèlement et autres formes de violence envers les femmes et les filles facilitée par la technologie. <https://www.unwomen.org/fr/articles/foire-aux-questions/faq-harclement-en-ligne-traque-obsessionnelle-divulgation-de-donnees-a-caractere-personnel-et-autres-formes-de-violence-a-legard-des-femmes-a-leure-du-numerique>.

ONU Femmes. 2025. Un pays sur quatre fait état d'un recul des droits des femmes en 2024. <https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2025/03/un-pays-sur-quatre-fait-etat-dun-recul-des-droits-des-femmes-en-2024>.

ONU Femmes. 2025. Remarques du Secrétaire général à l'ouverture de la 69e session de la Commission de la condition de la femme. <https://www.un.org/sg/fr/content/sg/2025-03-10>.

ONU Femmes. 2025. Remarks of United Nations Secretary-General António Guterres at the Town Hall Meeting with Civil Society on the occasion of the 69th session of the Commission on the Status of Women.  
<https://www.unwomen.org/en/news-stories/speech/2025/03/remarks-of-the-un-secretary-general-at-the-town-hall-meeting-with-civil-society-on-the-occasion-of-the-69th-session-of-the-commission-on-the-status-of-women>.

ONU Femmes, Women Enabled International. Femmes, filles et personnes au genre non conforme handicapées : Connaissez vos droits ! Violences sexistes pendant la pandémie de COVID-19. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2021/06/women-girls-and-gender-non-conforming-people-with-disabilities>.

CNUCED. 2024. L'IA pourrait atteindre 4 800 milliards de dollars d'ici 2033 et s'imposer comme la principale technologie d'avant-garde. <https://unctad.org/fr/news/lia-pourrait-atteindre-4-800-milliards-de-dollars-dici-2033-et-s'imposer-comme-la-principale>.

PNUD. 2024. Une « super année » électorale. <https://www.undp.org/fr/une-super-annee-electorale>.

Commission économique pour l'Europe. 2017. Who is telling the story? Changes in the proportion of women among journalists since 2000.  
<https://unece.org/statistics/news/who-telling-story-changes-proportion-women-among-journalists-2000>.

UNESCO. 2005. Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000142919\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000142919_fre).

UNESCO. 2021. Déclaration de Windhoek+30 : l'information en tant que bien commun, Journée mondiale de la liberté de la presse 2021. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000378158_fre).

UNESCO. 2021. Le journalisme est un bien public : tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379826\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379826_fre).

UNESCO. 2022. Le soutien de l'UNESCO aux journalistes en Ukraine a un impact sur le terrain.  
<https://www.unesco.org/fr/articles/le-soutien-de-lunesco-aux-journalistes-en-ukraine-un-impact-sur-le-terrain>.

UNESCO. 2022. Le journalisme comme bien public : tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias ; Rapport mondial 2021/2022.  
<https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/fr/journalisme-bien-public>.

UNESCO. 2022. Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle.  
[https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137_fre).

UNESCO. 2022. L'« utilisation abusive » du système judiciaire pour attaquer la liberté d'expression : tendances, défis et réponses. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383832_fre).

- UNESCO. 2023. Principes pour la gouvernance des plateformes numériques : préserver la liberté d'expression et l'accès à l'information - une approche multipartite. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387359>.
- UNESCO et Ipsos. 2023. Survey on the Impact of Online Disinformation and Hate Speech: A Global Survey on the Impact of Online Disinformation During Election Campaigns. [https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco\\_ipsos\\_survey.pdf?hub=71542](https://www.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2023/11/unesco_ipsos_survey.pdf?hub=71542).
- UNESCO. 2023. A steady path forward: UNESCO 2022 report on public access to information (SDG 16.10.2). <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000385479>.
- UNESCO. 2023. 2023 : Une hausse alarmante du nombre de journalistes tués dans les zones de conflit. <https://www.unesco.org/fr/articles/2023-une-hausse-alarmante-du-nombre-de-journalistes-tues-dans-les-zones-de-conflit>.
- UNESCO. 2023. 10 ans de l'Initiative des Juges de l'UNESCO : renforcer l'état de droit, la liberté d'expression et la sécurité des journalistes 2013 - 2023. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386925_fre).
- UNESCO. 2023. Le partage des données pour promouvoir l'information comme bien commun : la viabilité des médias et la sécurité des journalistes dans l'environnement numérique. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387896\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387896_fre).
- UNESCO. 2024. Rapport mondial sur la mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391525\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391525_fre).
- UNESCO. 2024. Ukraine : Un nouveau Centre de solidarité pour les journalistes ouvre ses portes à Kharkiv avec le soutien de l'UNESCO. <https://www.unesco.org/fr/articles/ukraine-un-nouveau-centre-de-solidarite-pour-les-journalistes-ouvre-ses-portes-kharkiv-avec-le>.
- UNESCO. 2024. Rapport de la Directrice générale sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383595\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383595_fre).
- UNESCO. 2024. Exile Media Hub Nairobi: A Sanctuary for Journalists from East Africa. <https://www.unesco.org/en/articles/exile-media-hub-nairobi-sanctuary-journalists-east-africa>.
- UNESCO. 2024. Platform problems and regulatory solutions: findings from a comprehensive review of existing studies and investigations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000385813>.
- UNESCO. Pittman, E., Juega, E. 2024. The misuse of financial laws to pressure, silence and intimidate journalists and media outlets: issue brief. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391483>.
- UNESCO. 2024. Préjugés contre les femmes et les filles dans les grands modèles de langage <https://www.unesco.org/fr/articles/la-generative-une-etude-de-lunesco-revele-la-presence-d-importants-stereotypes-de-genre>.
- UNESCO. 2024. Press and Planet in Danger. Safety of environmental journalists - trends, challenges and recommendations. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389501/PDF/389501eng.pdf.multi>.
- UNESCO. 2024. How to combat gendered disinformation online. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391388>.
- UNESCO. 2024. L'égalité des personnes handicapées dans les médias : représentation, accessibilité, gestion ; manuel pratique. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393385>.
- UNESCO. 2024. La Directrice générale de l'UNESCO condamne le meurtre du journaliste Luis Alonso Teruel au Honduras. <https://www.unesco.org/fr/articles/la-directrice-generale-de-lunesco-condamne-le-meurtre-du-journaliste-luis-alonso-teruel-au-honduras>.
- UNESCO. 2024. La Directrice générale de l'UNESCO condamne le meurtre du journaliste Chhoeung Chheng au Cambodge. <https://www.unesco.org/fr/articles/la-directrice-generale-de-lunesco-condamne-le-meurtre-du-journaliste-chhoeung-chheng-au-cambodge>.
- UNESCO. 2024. 85 % des meurtres de journalistes restent impunis. <https://www.unesco.org/fr/articles/85-des-meurtres-de-journalistes-restent-impunis-rapport-unesco>.
- UNESCO. 2025. L'UNESCO réunit des experts mondiaux sur l'égalité des genres dans les médias à l'approche de Pékin+30. <https://www.unesco.org/fr/articles/lunesco-reunit-des-experts-mondiaux-sur-legalite-des-genres-dans-les-medias-lapproche-de-pekin30>.
- UNESCO. 2025. Médias communautaires. <https://www.unesco.org/fr/media-pluralism-diversity/community-media>.

- UNESCO et PNUD. 2025. Liberté d'expression, intelligence artificielle et élections. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393473\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393473_fre).
- UNESCO. 2025. The Guidelines for the Governance of Digital Platforms and Generative Artificial Intelligence: companion document. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000395825>.
- UNESCO. 2025. L'autonomisation des utilisateurs grâce aux réponses apportées par l'éducation aux médias et à l'information à l'évolution de l'intelligence artificielle générative (IAG) : résumé. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388548\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388548_fre).
- UNESCO. 2025. Women's access to and participation in technological developments. <https://www.unesco.org/en/artificial-intelligence/gender-equality>.
- UNESCO. 2025. Les peuples autochtones et les médias : Annexe A : chiffres clés et figures. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393427\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393427_fre).
- UNESCO. 2025. UNESCO Launches Global Initiative to Address Legal Harassment of Journalists. <https://www.unesco.org/en/articles/unesco-launches-global-initiative-address-legal-harassment-journalists>.
- UNESCO. Observatoire des journalistes tués. <https://www.unesco.org/en/safety-journalists/observatory>.
- UNESCO. Social Media 4 Peace. <https://www.unesco.org/fr/social-media4peace>.
- UNESCO. Programme international pour le développement de la communication. <https://www.unesco.org/fr/international-programme-development-communication>.
- UNESCO. La liberté de la presse en période de crise et de transformation. <https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/fr/tendances-mondiales>.
- UNESCO. Pour un Internet de confiance. <https://www.unesco.org/fr/internet-trust>.
- UNESCO. Global Initiative for Information Integrity on Climate Change. <https://www.unesco.org/en/information-integrity-climate-change>.
- Union of Concerned Scientists. 2015. The Climate Deception Dossiers. Internal Fossil Fuel Industry Memos Reveal Decades of Corporate Disinformation. <https://www.ucs.org/sites/default/files/attach/2015/07/The-Climate-Deception-Dossiers.pdf>.
- Union of Concerned Scientists. 2017. How the Fossil Fuel Industry Harassed Climate Scientist Michael Mann. <https://www.ucs.org/resources/how-fossil-fuel-industry-harassed-climate-scientist-michael-mann>.
- Union of Concerned Scientists. 2025. Decades of Deceit. The Case Against Major Fossil Fuel Companies for Climate Fraud and Damages. <https://www.ucs.org/resources/decades-deceit>.
- Programme des Nations Unies pour le développement. Peoples' Climate Vote 2024. 2024. [https://peoplesclimate.vote/document/Peoples\\_Climate\\_Vote\\_Report\\_2024.pdf](https://peoplesclimate.vote/document/Peoples_Climate_Vote_Report_2024.pdf).
- Assemblée générale des Nations Unies. 2021. Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales (doc. A/RES/76/227) <https://docs.un.org/fr/A/RES/76/227>.
- Assemblée générale des Nations Unies. 2023. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan. Promotion et protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. (doc. A/78/288.) <https://docs.un.org/fr/A/78/288>.
- Assemblée générale des Nations Unies. Conseil des droits de l'homme, cinquante-septième session. 2024. Examen périodique universel, Macédoine du Nord. (doc. A/HRC/57/11.) <https://docs.un.org/fr/A/HRC/57/11>.
- Assemblée générale des Nations Unies. 2025. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Menaces sur la liberté d'expression en ligne en temps de troubles. <https://docs.un.org/fr/A/80/341>.
- Nations Unies. 1995. Déclaration et Programme d'action de Beijing. <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>
- Nations Unies. 2012. Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. <https://www.ohchr.org/fr/documents/outcome-documents/rabat-plan-action>.
- Nations Unies. 2019. La Stratégie et Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. [https://www.un.org/en/genocide-prevention/documents/Action\\_plan\\_on\\_hate\\_speech\\_FR.pdf](https://www.un.org/fr/hate-speech/un-strategy-and-plan-of-action-on-hate-speech)
- Nations Unies. 2022. Cinq façons pour le journalisme de soutenir l'action climatique tout en luttant contre la désinformation. <https://news.un.org/fr/story/2022/10/1128567>. Voir également les recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). <https://www.ipcc.ch/>.

- Nations Unies. 2024. Pacte numérique mondial.  
<https://www.un.org/pact-for-the-future/fr/annex-1-global-digital-compact>.
- Nations Unies. 2024. Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information.  
<https://www.un.org/en/information-integrity/global-principles>.
- Nations Unies. 2024. Joint Declaration on the climate crisis and freedom of expression.  
<https://www.osce.org/files/f/documents/6/b/567968.pdf>.
- Nations Unies. 2024. Gouverner l'IA au bénéfice de l'humanité : Rapport final. Organe consultatif sur l'IA.  
<https://digitallibrary.un.org/record/4062495?v=pdf>.
- Nations Unies. 2024. G20 Leaders' Summit: Brazil, UN and UNESCO launch Global Initiative for Information Integrity on Climate Change. <https://www.un.org/en/climatechange/page/g20-leaders%20%99-summit-brazil-un-andunes-co-launch-global-initiative-information>.
- Nations Unies. 2025. Bureau des technologies numériques et émergentes. Pacte numérique mondial.  
<https://www.un.org/digital-emerging-technologies/fr/global-digital-compact>.
- Nations Unies. 2025. Pacte pour l'avenir, Pacte numérique mondial et Déclaration sur les générations futures. <https://docs.un.org/fr/A/RES/79/1>.
- Nations Unies. 2025. Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.  
<https://www.un.org/fr/observances/end-impunity-crimes-against-journalists>.
- Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), Commission de la condition de la femme, soixante-septième session. 2023. Innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles.  
<https://docs.un.org/fr/E/CN.6/2023/L.3>.
- Fonds des Nations Unies pour la population. 2025. La violence basée sur le genre facilitée par la technologie : une menace grandissante. <https://www.unfpa.org/fr/TFGBV>.
- Fonds des Nations Unies pour la population. 2024. An Infographic Guide to Transformative Gender-Based Violence (TFGBV). <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/An%20Infographic%20Guide%20to%20An%20Infographic%20Guide%20to%20TFGBV.pdf>.
- Rapport du Secrétaire général des Nations Unies. Les attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commis au nom de la religion ou de convictions. 2022. (A/77/266).  
<https://docs.un.org/fr/A/77/266>.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. 2023. Résolution 2686 (2023) (doc. S/RES/2686).  
<https://docs.un.org/fr/s/res/2686/2023>.
- Nations Unies. 2025. Combattre la désinformation. <https://www.un.org/fr/countering-disinformation>.
- Nations Unies. Verdissement d'image – les tactiques trompeuses qui se cachent derrière les affirmations environnementales. <https://www.un.org/fr/climatechange/science/climate-issues/greenwashing>.
- Faculté d'information et de communication de l'Université de Caroline du Sud, Centre pour la participation civique et la démocratie (SNSPA) de Bucarest, et UNESCO. 2025. Outil de suivi de l'opinion publique sur l'IA.
- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. 2022. What is the Triple Planetary Crisis?  
<https://unfccc.int/news/what-is-the-triple-planetary-crisis>.
- Agence américaine de protection de l'environnement. Climate Change Indicators: Heat Waves. <https://archive.ph/rZZ4z>.
- Commission fédérale américaine du commerce. 2019 <https://www.ftc.gov/news-events/news/press-releases/2019/09/google-youtube-will-pay-record-170-million-alleged-violations-childrens-privacy-law>.
- Van Damme P. 2024. Disinformation, governance and the South African election. ISS African Futures (discussion sur une vidéo deepfake mettant en scène le prétendu soutien de Donald Trump à un parti politique sud-africain). <https://futures.issafrica.org/blog/2024/Disinformation-governance-and-the-South-African-election>.
- The Varieties of Democracy. 2025. Base de données V-Dem. [https://v-dem.net/data/the-v-dem-dataset](https://v-dem.net/data/the-v-dem-dataset/).
- Vasist et collab. 2023. The Polarizing Impact of Political Disinformation and Hate Speech: A Cross-country Configural Narrative. <https://PMC10106894>.
- V-Dem Institute. 2025. Democracy Report 2025: 25 years of autocratization – Democracy trumped? Université de Göteborg. [https://www.v-dem.net/publications/democracy-reports](https://www.v-dem.net/publications/democracy-reports/).
- Verdict. 2021. Why Telegram Needs to Get Serious About Content Moderation. <https://www.verdict.co.uk/telegram-needs-content-moderation/?cf-view>.

- Vosloo, S., et Aptel, C. 2025. Beyond algorithms: Three signals of changing AI-child interaction. How AI chatbots may change the way children grow up. UNICEF. <https://www.unicef.org/innocenti/stories/beyond-algorithms-three-signals-changing-ai-child-interaction>.
- Wagner, T. 2022. La masculinité toxique sur les réseaux sociaux. Bon pote. <https://bonpote.com/en/toxic-masculinity-on-social-media/>.
- Walker, A. R. 2024. Seven organizations the far right is targeting for diversity efforts post-affirmative action. The Guardian. <https://www.theguardian.com/law/2024/apr/12/dei-affirmative-action-far-right>.
- Walker, T. 2025. Myanmar's deadly earthquake highlights the country's media restrictions. Index on Censorship. <https://www.indexoncensorship.org/2025/05/myanmars-deadly-earthquake-highlights-countrys-media-restrictions/>.
- Wallis, J. et collab. 2021. Influence for Hire: The Asia-Pacific's Online Shadow Economy, Policy Brief No. 48/2021, Australian Strategic Policy Institute. <https://www.aspi.org.au/report/influence-hire>.
- WARC. 2025. AI Propels Alphabet, Amazon and Meta to 54.7% Market Share Outside of China. <https://www.warc.com/content/feed/ai-propels-alphabet-amazon-and-meta-to-547-market-share-outside-of-china/10685>.
- Wike et collab. 2025. Dissatisfaction with democracy remains widespread in many nations. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2025/06/30/dissatisfaction-with-democracy-remains-widespread-in-many-nations>.
- Windsor, R. 2025. Starlink: What Elon Musk's Satellite Soft Power Means for the World. The Week. <https://theweek.com/politics/starlink-what-elon-musks-satellite-soft-power-means-for-the-world>.
- Wirtschafter, V. 2025. The impact of generative AI in a global election year. <https://www.brookings.edu/articles/the-impact-of-generative-ai-in-a-global-election-year/>.
- Wiseman E. 2024. « It's important to talk about online abuse » : Marianna Spring on trolls, conspiracy theorists – and positivity. The Guardian. <https://www.theguardian.com/media/2024/oct/27/its-important-to-talk-about-online-abuse-marianna-spring-on-trolls-conspiracy-theorists-and-positivity>.
- Wójcik, A. 2023. Restoring Poland's Media Freedom. Verfassungsblog. <https://verfassungsblog.de/restoring-polands-media-freedom/>.
- Association mondiale des éditeurs de presse d'information. 2022. Sexual Harassment in the Media. <https://sexualharassment.womeninnews.org/research>.
- Forum économique mondial. 2025. Global Risks Report 2025. <https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2025/digest>.
- Forum économique mondial. 2025. The US enters its 'drill, baby, drill' era. Here's what a top energy leader has to say. <https://www.weforum.org/stories/2025/03/us-enters-drill-era-top-energy-leader-oil-gas/>.
- Organisation météorologique mondiale. 2025. L'OMM confirme que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température supérieure d'environ 1,55 °C aux valeurs préindustrielles. <https://wmo.int/fr/news/media-centre-lomm-confirme-que-2024-est-lannee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-avec-une-temperature-superieure>.
- X Help Center. 2025. À propos de Notes de la Communauté sur X. <https://help.x.com/fr/using-x/community-notes>.
- Yale Program on Climate Change Communication. 2021. Perceived harm from climate change globally. <https://climate-communication.yale.edu/visualizations-data/global-facebook-harm-map/>.
- Zuboff, S. 2019. The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power. New York, Public Affairs.
- Zuckerberg, M. 2019. The Internet Needs New Rules. Let's Start in These Four Areas. The Washington Post. [https://www.washingtonpost.com/opinions/mark-zuckerberg-the-internet-needs-new-rules-lets-start-in-these-four-areas/2019/03/29/9e6f0504-521a-11e9-a3f7-78b7525a8d5f\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/mark-zuckerberg-the-internet-needs-new-rules-lets-start-in-these-four-areas/2019/03/29/9e6f0504-521a-11e9-a3f7-78b7525a8d5f_story.html).

# Groupes régionaux utilisés aux fins de ce rapport

<b>Groupe I.</b>	<b>Europe occidentale et Amérique du Nord (27)</b>
Allemagne Andorre Autriche Belgique Canada Chypre Danemark Espagne États-Unis d'Amérique <sup>549</sup> Finlande France Grèce Irlande Islande Israël Italie	Luxembourg Malte Monaco Norvège Pays-Bas (Royaume des) Portugal Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Saint-Marin Suède Suisse Turquie

<b>Groupe II.</b>	<b>Europe centrale et orientale (25)</b>
Albanie Arménie Azerbaïdjan Belarus Bosnie-Herzégovine Bulgarie Croatie Estonie Fédération de Russie Géorgie Hongrie Lettonie Lituanie Macédoine du Nord Monténégro	Ouzbékistan Pologne République de Moldova Roumanie Serbie Slovaquie Slovénie Tadjikistan Tchéquie Ukraine

<sup>549</sup> En octobre 2025.

<sup>550</sup> Pas un État membre de l'UNESCO.

<b>Groupe III.</b>	<b>Amérique latine et Caraïbes (33)</b>
Antigua-et-Barbuda Argentine Bahamas Barbades Belize Bolivie (État plurinational de) Brésil Chili Colombie Costa Rica Cuba Dominique El Salvador Équateur Grenade Guatemala Guyana Haïti	Honduras Jamaïque Mexique Nicaragua Panama Paraguay Pérou République dominicaine Sainte-Lucie Saint-Kitts-et-Nevis Saint-Vincent-et-les Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Venezuela (République bolivarienne du)

<b>Groupe IV.</b>	<b>Asie et Pacifique (44)</b>
Afghanistan Australie Bangladesh Bhoutan Brunei Darussalam Cambodge Chine Fidji Îles Cook Îles Marshall Îles Salomon Inde Indonésie Iran (République islamique d') Japon Kazakhstan Kirghizistan Kiribati Malaisie	Maldives Micronésie (États fédérés de Micronésie) Mongolie Myanmar Nauru Népal Niue Nouvelle-Zélande Pakistan Palaos Papouasie-Nouvelle-Guinée Philippines République de Corée République démocratique populaire lao République populaire démocratique de Corée Samoa

<b>Groupe Va.</b>	<b>Afrique (47)</b>
Afrique du Sud Angola Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroun Comores Congo Côte d'Ivoire Djibouti Érythrée Eswatini (Royaume d') Éthiopie Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée équatoriale Guinée-Bissau Kenya Lesotho Liberia Madagascar Malawi Mali Maurice	Mozambique Namibie Niger Nigeria Ouganda République centrafricaine République démocratique du Congo République unie de Tanzanie Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Seychelles Sierra Leone Somalie Soudan du Sud Tchad Togo Zambie Zimbabwe
<b>Groupe Vb.</b>	<b>États arabes (19)</b>
Algérie Arabie saoudite Bahreïn Égypte Émirats arabes unis État de Palestine Irak Jordanie Koweït Liban Libye (état de)	Maroc Mauritanie Oman Qatar République arabe syrienne Soudan Tunisie Yémen

Tendances mondiales en

# Matière de liberté d'expression et de développement des médias

Rapport mondial 2022/2025

## Journalisme : Façonner un monde en paix

Alors qu'il reste cinq ans pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, le rapport 2022/2025 sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias propose une analyse actuelle des tendances mondiales au sein de notre environnement informationnel. Il fonde son analyse sur deux grands principes : le besoin de garantir que l'information est un bien commun et le besoin d'assurer l'intégrité de l'information, qui sont en danger. Ces pressions de plus en plus fortes sont encore renforcées par la montée rapide de l'intelligence artificielle générative, qui influence la manière dont l'information est produite, et dont les produits sont diffusés dans nos écosystèmes informationnels.

Depuis 2012, les niveaux mondiaux de liberté d'expression ont reculé d'environ 10 %, ce qui marque une baisse importante de la liberté de la presse, malgré quelques tendances inverses encourageantes, comme les mesures prises pour renforcer la viabilité des médias, une plus grande reconnaissance des radios communautaires et la résilience de plus en plus forte du journalisme d'investigation. Ce rapport analyse ces évolutions clés au cours des quatre dernières années en associant des analyses de données à des éclairages d'experts reconnus sur la scène internationale dans le but d'identifier les tendances mondiales. Le rapport met en avant les difficultés importantes rencontrées par les médias partout dans le monde, et montre aussi de manière convaincante l'importance du rôle du journalisme pour bâtir un monde en paix.



**unesco**